



Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 20 décembre 1969

Québec, Saturday, December 20, 1969

Règlements

Rules

1^o Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2^o Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3^o Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4^o Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5^o L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6^o Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7^o La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le *mardi*. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than *Wednesday*, noon; if *Wednesday* is a holiday, the deadline is *Tuesday* noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8^o Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9^o Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 35 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 15 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre, \$20; du 1er avril au 31 décembre, \$15 et du 1er juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 35 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 15 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

27440 — 1-52-0

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis No 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107).

Lettres patentes**Action-Granby inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-H. Massey, avocat, 338, rue Bégin, Doris Bolger, secrétaire, fille majeure, 261, rue Fréchette, et Côme Poulin, stagiaire en droit, 15, rue Guy, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Promouvoir l'essor économique, industriel et social de la ville de Granby, sous le nom de « Action-Granby inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

32290-0

5070-69

Ambassador Jewellery Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Salomon Benmergui, marchand, 4823, avenue Kent, Rahma Azerraf, ménagère, veuve de Salomon Azerraf, 4025, Édouard-Montpetit, app. 5, tous deux de Mont-

Letters Patent**Action-Granby inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-H. Massey, advocate, 338 Bégin Street, Doris Bolger, secretary, spinster of the full age of majority, 261 Fréchette Street, and Côme Poulin, articulated law student, 15 Guy Street, all three of Granby, for the following purposes:

To promote the economical, industrial and social advancement of the city of Granby, under the name of "Action-Granby inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Granby, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

32290

5070-69

Ambassador Jewellery Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Salomon Benmergui, merchant, 4823 Kent Avenue, Rahma Azerraf, housewife, widow of Salomon Azerraf, 4025 Édouard-Montpetit, Apt. 5, both of Montreal, and Esther Benmergui,

réal, et Esther Benmergui, ménagère, épouse divorcée de Rudolph Spungin, 104, avenue Oakwood, West Hartford, Connecticut, E.U.A. pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de bijoux, montres, joyaux et articles et marchandise de toutes sortes et de toute description, sous le nom de « Ambassador Jewellery Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1604 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290 4876-69

Les Ameublements Mailhot & Dussault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Gaétan Mailhot, entrepreneur, Claude Dussault, superviseur, et Nicole Hémond, secrétaire, épouse de Laurent Côté, tous trois de Princeville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et accessoires électriques, sous le nom de « Les Ameublements Mailhot & Dussault inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Princeville, district judiciaire d'Arthabaska.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-o 5130-69

B.C.D. Aluminium Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Jean-Marc Champagne, 6545, Bordeaux, Gilles Bellemare, 4325, Bélanger, app. 4, tous deux de Montréal, et André Desrochers, 7579, Valdombre, Saint-Léonard, tous trois vendeurs, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandise et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « B.C.D. Aluminium Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8042, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-o 3554-69

**P. R. Bélanger & Associates Co. Ltd.
P. R. Bélanger & associés Cie Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Gilles Chiquette, 849,

housewife, wife divorced of Rudolph Spungin, 104 Oakwood Avenue, West Hartford, Connecticut, U.S.A., for the following purposes:

To manufacture and deal in jewellery, watches, gems and wares and merchandise of all kinds and description, under the name of "Ambassador Jewellery Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of a par value of \$10 each and 200 preferred shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company is at 1604 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290-o 4876-69

Les Ameublements Mailhot & Dussault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaétan Mailhot, contractor, Claude Dussault, supervisor, and Nicole Hémond, secretary, wife of Laurent Côté, all three of Princeville, for the following purposes:

To deal in furniture and electrical appliances, under the name of "Les Ameublements Mailhot & Dussault inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Princeville, judicial district of Arthabaska.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 5130-69

B.C.D. Aluminium Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Marc Champagne, 6545 Bordeaux, Gilles Bellemare, 4325 Bélanger, Apt. 4, both of Montreal, and André Desrochers, 7579 Valdombre, Saint-Léonard, all three salesmen, for the following purposes:

To deal in merchandise and articles manufactured totally or partially in wood or metal, under the name of "B.C.D. Aluminium Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 8042 St-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 3554-69

**P. R. Bélanger & Associates Co. Ltd.
P. R. Bélanger & associés Cie Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Chiquette, 849 Honfleur, Lon-

Honfleur, Longueuil, René Talbot, 799, Houde, Saint-Lambert, tous deux avocats, et Paul-Roger Bélanger, ingénieur, 2160, LePailleur, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « P. R. Bélanger & Associates Co. Ltd.—P. R. Bélanger & associés Cie ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2160, rue LePailleur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-o 4671-69

F. Bujold inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Fernand Bujold, agent manufacturier, Julia Arbour, ménagère, épouse dudit Fernand Bujold, tous deux de 185, rue Belzile, Rimouski, et Jean-Marie Bujold, comptable agréé, New-Richmond, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents manufacturiers, sous le nom de « F. Bujold inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 185, rue Belzile, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-o 4524-69

Candle Shac Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Ross Goodwin, avocat, 156, Grande-Allée ouest, Hélène Delisle, 370, Des Franciscains, et Denyse Cloutier, 120, rue Fraser, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins et ateliers et faire le commerce de bougies et accessoires de toutes sortes, sous le nom de « Candle Shac Inc. », avec un capital total de \$500, divisé en 100 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2700, boulevard Laurier, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-o 5145-69

Caprina Knitwear Mfg. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Joseph Mendelson, 5622, avenue Jellicoe, Côte Saint-Luc, Martin Gross, 1105, Ridgewood Drive, Laval, et Harold Dizgun, 1000, avenue Pratt, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

gueuil, René Talbot, 799 Houde, Saint-Lambert, both advocates, and Paul-Roger Bélanger, engineer, 2160 LePailleur, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "P. R. Bélanger & Associates Co. Ltd.—P. R. Bélanger & associés Cie ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2160 LePailleur St., Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 4671-69

F. Bujold inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Bujold, manufacturer's agent, Julia Arbour, housewife, wife of the said Fernand Bujold, both of 185 Belzile Street, Rimouski, and Jean-Marie Bujold, chartered accountant, New-Richmond, for the following purposes:

To carry on business as manufacturer's agents, under the name of "F. Bujold inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 185 Belzile Street, Rimouski, judicial district of Rimouski.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 4524-69

Candle Shac Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ross Goodwin, advocate, 156 Grande-Allée West, Hélène Delisle, 370 Des Franciscains, and Denyse Cloutier, 120 Fraser Street, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Québec, for the following purposes:

To operate stores and workshops and to deal in candles and accessories of all kinds, under the name of "Candle Shac Inc.", with a total capital stock of \$500, divided into 100 common shares of \$5 each.

The head office of the company is at 2700 Laurier Boulevard, St. Foy, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 5145-69

Caprina Knitwear Mfg. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Mendelson, 5622 Jellicoe Avenue, Côte Saint-Luc, Martin Gross, 1105 Ridgewood Drive, Laval, and Harold Dizgun, 1000 Pratt Avenue, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

La confection et le commerce de tricots de toutes sortes et de toute description et d'accessoires de toutes sortes, sous le nom de « Caprina Knitwear Mfg. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1385, rue Mazurette, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290 4539-69

To manufacture and deal in knitted goods of every kind or description and all accessories, under the name of "Caprina Knitwear Mfg. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1385 Mazurette Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290-o 4539-69

Cerbère Films Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, Louis-A. Toupin, 3455, McCarthy, Saint-Laurent, tous deux avocats, et Micheline Villeneuve, secrétaire, épouse de Jean-Pierre Lamoureux, 2265, Sauriol est, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des studios pour la production cinématographique et faire la production de films, sous le nom de « Cerbère Films Inc. », avec un capital total de \$250,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 400 actions privilégiées de \$500 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-o 4943-69

Cerbère Films Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, Louis-A. Toupin, 3455 McCarthy, Saint-Laurent, both advocates, and Micheline Villeneuve, secretary, wife of Jean-Pierre Lamoureux, 2265 Sauriol East, Montreal, for the following purposes:

To operate cinematographic production studios and to act as films producers, under the name of "Cerbère Films Inc.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 50,000 common shares of \$1 each and 400 preferred shares of \$500 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 4943-69

Chez Terzi Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Max S. Kaufman, 574, avenue Claremont, Westmount, Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Montréal, et Sydney B. Sederoff, 80, avenue Crestwood, Montréal-Ouest, sous trois avocats, pour les objets suivants:

Tenir restaurants, hôtel, auberges, tavernes, buffets et maisons de chambres, sous le nom de « Chez Terzi Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Piedmont, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290 4332-69

Chez Terzi Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Max S. Kaufman, 574 Claremont Avenue, Westmount, Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood Avenue, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, hotel, inn, tavern, refreshment room and lodging housekeepers, under the name of "Chez Terzi Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Piedmont, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290-o 4332-69

Cireca inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Roger Énault, 944, Briggs, Léo Gauthier, 100, Benoit est, et Jacques Lemaire, 2026, boulevard Therrien, tous trois vendeurs, de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits et articles devant servir à la coiffure ou au traitement de la peau, sous le nom de « Cireca inc. », avec un capital

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Énault, 944 Briggs, Léo Gauthier, 100 Benoit east, and Jacques Lemaire, 2026 Therrien Blvd., all three salesmen, of Longueuil, for the following purposes:

To deal in products and articles used in hair-dressing or in skin treatment, under the name of "Cireca inc.", with a total capital stock of

total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 43, rue Amos, Place Bonaventure, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-o 5045-69

Le Club Auto-neige de Princeville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-R. Lacoursière, voyageur, Thérèse Jacques, ménagère, épouse dudit Paul-R. Lacoursière, et Adélarde Lachapelle, mécanicien, tous trois de Princeville, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de la moto-neige, sous le nom de « Le Club Auto-neige de Princeville inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation est à Princeville, district judiciaire d'Arthabaska.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives.*

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

32290-o 5131-69

Club Auto-Neige St-Narcisse inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de septembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Sylva Lefebvre, commis des postes, 120, Renaud, Jean-Pierre Hamel, publiciste, 116, Renaud, tous deux de Québec, Réal Bégin, mécanicien, 3185, Place des Rossignols, Orsainville, Jacques Gagné, vendeur, Normand Toutant, gérant, Michel Garon, Léo Baron, tous deux camionneurs, François Boucher, et Conrad Bacon, ces deux derniers mécaniciens, ces six derniers de Saint-Narcisse-de-Beaurivage, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de l'auto-neige, sous le nom de « Club Auto-Neige St-Narcisse inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$1,200.

Le siège social de la corporation est à Saint-Narcisse-de-Beaurivage, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

32290-o 4441-69

Club-Colombo Lachine incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Arthur Plante, directeur, 3815, Victoria, Guy Bellanger, métallurgiste, 672, 17^e Avenue, Gérard Lacoste, maître-coiffeur, 616, 12^e Avenue, Léo Sauvé, rentier, 1710, Remembrance, et Julien Comeau, marchand, 813, 55^e Avenue, tous cinq de Lachine, pour les objets suivants:

\$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 43 Amos St., Place Bonaventure, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 5045-69

Le Club Auto-neige de Princeville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Paul-R. Lacoursière, traveller, Thérèse Jacques, housewife, wife of the said Paul-R. Lacoursière, and Adélarde Lachapelle, mechanic, all three of Princeville, for the following purposes:

To form and operate a sports club, and to promote the sport of snow-mobiling in particular, under the name of "Le Club Auto-neige de Princeville inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation is at Princeville, judicial district of Arthabaska.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 5131-69

Club Auto-Neige St-Narcisse inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Sylva Lefebvre, postal clerk, 120 Renaud, Jean-Pierre Hamel, publicist, 116 Renaud, both of Québec, Réal Bégin, mechanic, 3185 Place des Rossignols, Orsainville, Jacques Gagné, salesman, Normand Toutant, manager, Michel Garon, Léo Baron, both truck drivers, François Boucher, and Conrad Bacon, the latter two mechanics, the latter six of Saint-Narcisse-de-Beaurivage, for the following purposes:

To promote snowmobiling, under the name of "Club Auto-Neige St-Narcisse inc."

The amount to which is limited the annual revenue on immovables which may be held and owned by the corporation is of \$1,200.

The head office of the corporation is at Saint-Narcisse-de-Beaurivage, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 4441-69

Club-Colombo Lachine incorporée

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Arthur Plante, director, 3815 Victoria, Guy Bellanger, metallurgist, 672, 17th Avenue, Gérard Lacoste, hairdresser, 616, 12th Avenue, Léo Sauvé, annuitant, 1710 Remembrance, and Julien Comeau, merchant, 813, 55th Avenue, all five of Lachine, for the following purposes:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Club-Colombo Lachine incorporée ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est à Lachine, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-o

4233-69

Club d'Art-Gil inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Bibiane Brun, ménagère, épouse de Robert Lamb, 73, 10^e Rue, Bourlamaque, Édith Lesage, ménagère, épouse de Denis Drouin, 867, 5^e Rue, et Simone Cardinal, ménagère, épouse de Gérard Nadeau, 1022, 6^e Rue, ces deux dernières de Val d'Or, pour les objets suivants:

Promouvoir l'étude et la pratique des arts plastiques et notamment la céramique, la poterie et les arts scripturaux, sous le nom de « Club d'Art-Gil inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-o

5071-69

Club de Courses Gentilly inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Gilles Blanchette, Émile Poisson, Guy Piché, O.-Émile Carignan, tous quatre cultivateurs, Sylvain Laroche, commerçant, Marcel Fournier, comptable, Jacques Blanchette, industriel, Jean Villeneuve, notaire, Fernand Carignan, garagiste, et Jacques Carignan, boucher, tous de Bécancour, pour les objets suivants:

Exploiter une piste de courses, sous le nom de « Club de Courses Gentilly inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 400 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bécancour, district judiciaire de Nicolet.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-o

5019-69

La Cie d'expansion de Lachenaie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Philip Shugar, avocat, 6267, Macdonald, Montréal, Carole Neal, épouse de James Neal, 271, McLeod, Châteauguay, et Vera Burt, fille majeure, 3466, Aylmer, app. 307, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

The organization of spare-time activities, under the name of "Club-Colombo Lachine incorporée".

To amount to which is limited the value of the immovables which the corporation may hold and own is of \$200,000.

The head office of the corporation is at Lachine, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290

4233-69

Club d'Art-Gil inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Bibiane Brun, housewife, wife of Robert Lamb, 73, 10th St., Bourlamaque, Édith Lesage, housewife, wife of Denis Drouin 867, 5th St., and Simone Cardinal, housewife, wife of Gérard Nadeau, 1022, 6th St., the latter two of Val d'Or, for the following purposes:

To promote the study and practise of the plastic arts and notably of ceramics, pottery and the scriptural arts, under the name of "Club d'Art-Gil inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290

5071-69

Club de Courses Gentilly inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Blanchette, Émile Poisson, Guy Piché, O.-Émile Carignan, all four farmers, Sylvain Laroche, trader, Marcel Fournier, accountant, Jacques Blanchette, industrialist, Jean Villeneuve, notary, Fernand Carignan, garage keeper, and Jacques Carignan, butcher, all of Bécancour, for the following purposes:

To operate a race track, under the name of "Club de Courses Gentilly inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30,000 common shares of \$1 each and into 400 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company is at Bécancour, judicial district of Nicolet.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290

5019-69

La Cie d'expansion de Lachenaie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Philip Shugar, advocate, 6267 Macdonald, Montreal, Carole Neal, wife of James Neal, 271 McLeod Châteauguay, and Vera Burt, spinster of the full age of majority, 3466 Aylmer, Apt. 307, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

Agir généralement comme agents et courtiers d'immeubles, évaluateurs de biens meubles et immeubles, sous le nom de « La Cie d'expansion de Lachenaie inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-o 5029-69

Club Moto-Neige (La Tuque) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: René Hamel, commis, 452, St-Benoit, Gabriel-E. Beaulieu, employé de C.I.P., 63, Lafèche, et Paul Aubut, facteur, 519, Bostonnais, tous trois de La Tuque, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club Moto-Neige (La Tuque) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est 519, rue Bostonnais, La Tuque, district judiciaire de Saint-Maurice.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-o 4840-69

Club Optimiste de Ste-Martine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Beaudin, agent de circulation, 125, rue St-Joseph, Claude Chevretils, assistant-surintendant, 348, rue St-Joseph, Jean-Pierre Brien, pressier, 2b, rue Débattellier, Robert Goyette, administrateur, 60, rue Touchette, Lucien Perreault, professeur, 27, rue St-Louis, Gilles Dubuc, propriétaire de théâtre, 18, rue Desrochers, René Deschênes, surintendant, 26, Place Allard, Roger Gagnier, restaurateur, 335, rue St-Joseph, tous de Sainte-Martine, et Jean-Paul Yelle, manufacturier, Saint-Urbain-Premier, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social, sous le nom de « Club Optimiste de Ste-Martine inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Martine, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-o 5197-69

Club sportif Mont-Clair inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions:

To act, generally, as real estate agents and brokers, movable and immovable property appraisers, under the name of "La Cie d'expansion de Lachenaie inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 5029-69

Club Moto-Neige (La Tuque) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: René Hamel, clerk, 452 Saint-Benoit, Gabriel-E. Beaulieu, C.I.P. employee, 63 Lafèche, and Paul Aubut, mailman, 519 Bostonnais, all three of La Tuque, for the following purposes:

To promote snowmobiling, under the name of "Club Moto-Neige (La Tuque) inc."

The amount to which is limited the value of immovables which may be held and owned by the corporation is of \$50,000.

The head office of the corporation is at 519 Bostonnais Street, La Tuque, judicial district of Saint-Maurice.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 4840-69

Club Optimiste de Ste-Martine inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gilles Beaudin, traffic constable, 125 Saint-Joseph Street, Claude Chevretils, assistant superintendent, 348 Saint-Joseph Street, Jean-Pierre Brien, pressman, 2b Débattellier Street, Robert Goyette, administrator, 60 Touchette Street, Lucien Perreault, teacher, 27 Saint-Louis Street, Gilles Dubuc, theatre proprietor, 18 Desrochers Street, René Deschênes, superintendent, 26 Place Allard, Roger Gagnier, restaurant owner, 335 Saint-Joseph Street, all of Sainte-Martine, and Jean-Paul Yelle, manufacturer, Saint-Urbain-Premier, for the following purposes:

To organize and operate a social club, under the name of "Club Optimiste de Ste-Martine inc."

The amount to which are limited the immovables which the corporation may hold and own is of \$50,000.

The head office of the corporation is at Sainte-Martine, judicial district of Beauharnois.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 5197-69

Club sportif Mont-Clair inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital:

Denis Benoit, garde-chasse, 293, St-Aimé, Yvon Lefebvre, entrepreneur-plâtrier, tous deux de Louiseville, Maurice Therrien, scieur, Saint-Edmond, André Lefebvre, acheteur, 4610, St-André, Saint-Léonard, Maurice Bellemare, opérateur, 571, Ste-Anne, Yamachiche, Jean-Paul Boisvert, courtier d'assurance, 125, Pied de la Côte, Maskinongé, Hubert Clément, camionneur, 33, York, Saint-Barthélemy, et Lorenzo Marchand, cultivateur, Saint-Justin, pour les objets suivants:

Organiser et développer un club de loisirs et sports, sous le nom de « Club sportif Mont-Clair inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Edmond, comté de Berthier, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-0 4517-69

Commission des Loisirs de Deschênes

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Dupont, secrétaire-trésorier, Deschênes, Yvan Couture, notaire, Touraine, et Jérôme-F. Somers, avocat, Lucerne, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Commission des Loisirs de Deschênes ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est à Deschênes, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-0 4322-69

Comptoir Avicole Ormstown limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Paul Boldizar, aviculteur, Maria Vajda, ménagère, épouse dudit Paul Boldizar, tous deux de route rurale 3, Ormstown, et Bela Kertesz, comptable agréé, 4881, Isabelle, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits avicoles et leurs sous-produits, sous le nom de « Comptoir Avicole Ormstown limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale 3, Ormstown, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-0 3765-69

Confection J. E. Caron Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Denis Benoit, game warden, 293 Saint-Aimé, Yvon Lefebvre, plaster contractor, both of Louiseville, Maurice Therrien, sawyer, Saint-Edmond, André Lefebvre, purchaser, 4610 Saint-André, Saint-Léonard, Maurice Bellemare, operator, 571 Sainte-Anne, Yamachiche, Jean-Paul Boisvert, insurance broker, 125 Pied de la Côte, Maskinongé, Hubert Clément, truck driver, 33 York, Saint-Barthélemy, and Lorenzo Marchand, farmer, Saint-Justin, for the following purposes:

To organize and promote a recreational and sports club, under the name of "Club sportif Mont-Clair inc."

The amount to which are limited the immovables which may be held and owned by the corporation is of \$50,000.

The head office of the corporation is at Saint-Edmond, county of Berthier, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 4517-69

Commission des Loisirs de Deschênes

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gilles Dupont, secretary-treasurer, Deschênes, Yvan Couture, notary, Touraine, and Jérôme-F. Somers, advocate, Lucerne, for the following purposes:

The organization of spare time activities, under the name of "Commission des Loisirs de Deschênes".

The amount to which are limited the immovables which may be held and owned by the corporation is of \$10,000.

The head office of the corporation is at Deschênes, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 4322-69

Comptoir Avicole Ormstown limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Boldizar, breeder of fowls, Maria Vajda, housewife, wife of the said Paul Boldizar, both of rural route number 3, Ormstown, and Bela Kertesz, chartered accountant, 4881 Isabelle, Montreal, for the following purposes:

To deal in all avicultural products and their by-products, under the name of "Comptoir Avicole Ormstown limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at rural route 3, Ormstown, judicial district of Beauharnois.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 3765-69

Confection J. E. Caron Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1969, have been issued by

patentes, en date du 21e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: J.-Eudore Caron, industriel, Louis-Marie Caron, assistant de la production, tous deux de Saint-Basile, et Jean-Paul Langlois, gérant, Portneuf-Station, pour les objets suivants:

Faire la confection et le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Confection J. E. Caron ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Basile, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-o

4935-69

Confection Ste-Ursule ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Gisele Plante, ménagère, épouse de Jacques Garceau, 2670, rang Fontarabie, Sainte-Ursule, André Nadon, manufacturier, 1420, avenue Davidson, Montréal, et Jean-Claude Berthiaume, journalier, 2334, rue Gertrude, Chambly, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de vêtements et accessoires vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Confection Ste-Ursule ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2670, rang Fontarabie, Sainte-Ursule, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290

4857-69

Corporation des Techniciens inhalo-thérapeutes du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Parent, 195, Roussillon, Laval, Joseph-Marie Fontaine, 7202, Beauchêne, et Roma Pelletier, 10257, Meritt, app. 1, ces deux derniers de Montréal, tous trois techniciens, pour les objets suivants:

Maintenir et améliorer les qualifications et standards des techniciens en thérapie inhalatoire, sous le nom de « Corporation des Techniciens inhalo-thérapeutes du Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est 195, Roussillon, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-o

1339-69

Léopold Dallaire ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Eudore Caron, industrialist, Louis-Marie Caron, production assistant, both of Saint-Basile, and Jean-Paul Langlois, manager, Portneuf-Station, for the following purposes:

To deal in and manufacture clothing of all kinds, under the name of "Confection J. E. Caron ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Basile, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290

4935-69

Confection Ste-Ursule ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gisele Plante, housewife, wife of Jacques Garceau, 2670 Rang Fontarabie, Sainte-Ursule, André Nadon, manufacturer, 1420 Davidson Avenue, Montreal, and Jean-Claude Berthiaume, labourer, 2334 Gertrude Street, Chambly, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Confection Ste-Ursule ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 2670 Rang Fontarabie, Sainte-Ursule, judicial district of Trois-Rivières.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290-o

4857-69

Corporation des Techniciens inhalo-thérapeutes du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gilles Parent, 195 Roussillon, Laval, Joseph-Marie Fontaine, 7202 Beauchêne, and Roma Pelletier, 10257 Meritt, Apt. 1, the latter two of Montreal, all three of technicians, for the following purposes:

To maintain and improve the qualifications and standards of technicians in inhalation therapy, under the name of "Corporation des Techniciens inhalo-thérapeutes du Québec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at 195 Roussillon, Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290

1339-69

Léopold Dallaire ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1969, have been issued

patentes, en date du 23e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Léopold Dallaire, entrepreneur, Yolande Duchesne, ménagère, épouse dudit Léopold Dallaire, et Lucien Dallaire, contremaitre, tous trois de chemin St-Dominique, Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de « Léopold Dallaire ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est chemin Saint-Dominique, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-o 5095-69

**Deer Lake Park Inc.
Parc du Lac Chevreuil inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1969, constituant en corporation: Robert Warden McKimm, Route rurale numéro 2, Lucerne, Sheldon Wiseman, 38, chemin Moorcroft, tous deux avocats, Margaret Legare, 2357, avenue Furby, et Ellen Warren, 1833, Riverside Drive, ces deux dernières secrétaires, célibataires, ces trois derniers d'Ottawa, dans la province d'Ontario, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et exploiter des lieux de séjour, restaurants, tavernes, pavillons et cabines pour touristes et tout ce qui s'y rapporte, ainsi que la pêche, la chasse, la moto-neige et autres aménagements pour loisirs, sous le nom de « Deer Lake Park Inc. — Parc du Lac Chevreuil inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lucerne, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290 4151-69

Edmond Ducharme Insurance Agencies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Jacques Mochon, 9129, Louisiane, Saint-Léonard, Claude Lefebvre, 1535, Auteuil, Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, Claude Ouellette, 956, Fréchette, tous quatre avocats, Eugène Mercure, gérant, 605, Fontainebleau, et Alain Côté, stagiaire, 177, Carignan, ces cinq derniers de Laval, pour les objets suivants:

Agir comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Edmond Ducharme Insurance Agencies Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-o 3189-69

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léopold Dallaire, contractor, Yolande Duchesne, housewife, wife of said Léopold Dallaire, and Lucien Dallaire, foreman, all three of St-Dominique Road, Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Léopold Dallaire ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Dominique Road, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 5095-69

**Deer Lake Park Inc.
Parc du Lac Chevreuil inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Warden McKimm, Rural Route number 2, Lucerne, Sheldon Wiseman, 38 Moorcroft Road, both solicitors, Margaret Legare, 2357 Furby Avenue, and Ellen Warren, 1833 Riverside Drive, the latter two secretaries, spinsters, the latter three of Ottawa, in the Province of Ontario, for the following purposes:

To establish, maintain and operate resorts, restaurants, taverns, tourist lodges and cabins and all matters ancillary thereto as well as fishing, hunting, ski-doing and other recreational facilities of all kinds, under the name of "Deer Lake Park Inc. — Parc du Lac Chevreuil inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value and 3,900 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Lucerne, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290-o 4151-69

Edmond Ducharme Insurance Agencies Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Mochon, 9129 Louisiane, Saint-Léonard, Claude Lefebvre, 1535 Auteuil, Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, Claude Ouellette, 956 Fréchette, all four advocates, Eugène Mercure, manager, 605 Fontainebleau, and Alain Côté, articulated student, 177 Carignan, the latter five of Laval, for the following purposes:

To act as insurance agents and brokers, under the name of "Edmond Ducharme Insurance Agencies Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 3189-69

Les Entreprises Claude V. Leroux Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Claude-V. Leroux, administrateur, Francine C. Leroux, ménagère, épouse dudit Claude-V. Leroux, tous deux de 2600 Montmartre, Brossard, et Réal Dion, avocat, 15, Lévesque, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Entreprises Claude V. Leroux Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,960 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2600, Montmartre, Brossard, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-o 4694-69

Les Entreprises Chalifoux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Dorilas Grenier, entrepreneur, 825, Chalifoux, Gaston Grenier, comptable, 625, Chevrier, et Jean-Claude Grenier, étudiant, 509, 11e Avenue nord, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Entreprises Chalifoux inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 875, rue Chalifoux, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-o 4307-69

**Les Entreprises Roger Ayotte (1969) inc.
Roger Ayotte Enterprises (1969) Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Serge Desrochers, 4635, Clanranald, Montréal, Pierre-M. Verdy, 546, Bloomfield, Outremont, et Gilles St-Pierre, 230, Guilerm, Jacques-Cartier, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Entreprises Roger Ayotte (1969) inc. — Roger Ayotte Enterprises (1969) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Aimé, district judiciaire de Richelieu.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-o 4807-69

Les Entreprises Claude V. Leroux Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude-V. Leroux, administrator, Francine C. Leroux, housewife, wife of said Claude-V. Leroux, both of 2600 Montmartre, Brossard, and Réal Dion, advocate, 15 Lévesque, Laval, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Entreprises Claude V. Leroux Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$1 each and into 3,960 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2600 Montmartre, Brossard, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 4694-69

Les Entreprises Chalifoux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dorilas Grenier, contractor, 825 Chalifoux, Gaston Grenier, accountant, 625 Chevrier, and Jean-Claude Grenier, student, 509, 11th Avenue North, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Les Entreprises Chalifoux inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 875 Chalifoux Street, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 4307-69

**Les Entreprises Roger Ayotte (1969) inc.
Roger Ayotte Enterprises (1969) Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Serge Desrochers, 4635 Clanranald, Montreal, Pierre-M. Verdy, 546 Bloomfield, Outremont, and Gilles St-Pierre, 230 Guilerm, Jacques-Cartier, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Entreprises Roger Ayotte (1969) inc. — Roger Ayotte Enterprises (1969) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Aimé, judicial district of Richelieu.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 4807-69

Execo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, rue Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, et Fernande Perreault, secrétaire, épouse de Paul Paquin, 10770, boulevard d'Auteuil, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Execo inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$1 chacune, 3,970 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 70, rue Principale, Granby, district judiciaire de Bedford.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-o

4688-69

FAPUQ inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Marguerite Drolet, 442, St-Cyrille ouest, Québec, Lise Gignac, 2470, des Quatre-Bourgeois, Sainte-Foy, et Lyse Létourneau, 1425, Preston, Sillery, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels des personnes qui s'occupent d'enseignement universitaire, sous le nom de « FAPUQ inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-o

4527-69

La Fédération des Étudiants en éducation physique du Québec (FEEPQ)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Rivard, étudiant, 1502, avenue du Port, Port-Alfred, Jocelyne Boivin, et Paule-Thérèse Boivin, ces deux dernières institutrices, filles majeures, de 780, rang St-Joseph, Bagotville, pour les objets suivants:

Procurer aux membres les avantages matériels, intellectuels, culturels, pré-professionnels et sociaux au moyen de divers procédés, sous le nom de « La Fédération des Étudiants en éducation physique du Québec (FEEPQ) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Execo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Martel, advocate, 1301 St-Viateur west, Outremont, Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles, Sainte-Thérèse-West, and Fernande Perreault, secretary, wife of Paul Paquin, 10770 d'Auteuil Blvd., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, holding, investment and management company, under the name of "Execo inc.": with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$1 each, 3,970 preferred class "A" shares of \$10 each and 200 preferred class "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at 70 Main St., Granby judicial district of Bedford.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290

4688-69

FAPUQ inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Marguerite Drolet, 442 Saint-Cyrille West, Québec, Lise Gignac, 2470 Des Quatre-Bourgeois, St. Foy, and Lyse Létourneau, 1425 Preston, Sillery, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the economic, social and professional interests of persons interested in university education, under the name of "FAPUQ inc."

The amount to which are limited the immovables which the corporation may hold and own is of \$1,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290

4527-69

La Fédération des Étudiants en éducation physique du Québec (FEEPQ)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roger Rivard, student, 1502 du Port Avenue, Port-Alfred, Jocelyne Boivin, and Paule-Thérèse Boivin, the latter two school-teachers, spinsters of the full age of majority, 780 Saint-Joseph Range, Bagotville, for the following purposes:

To provide its members with material, intellectual, cultural, pre-professional and social benefits by means of all kinds, under the name of "La Fédération des Étudiants en éducation physique de Québec (FEEPQ)".

The amount to which is limited the value of the immovables which the corporation may hold and own is of \$10,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

32290-o 4526-69

Fédération Professionnelle des Journalistes du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de septembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Gariépy, journaliste, 5570, Lavoie, Montréal, Louis Falardeau, administrateur, 759, Place Philippe, app. 11, et Michel Alloucherie, journaliste, 615, Routhier, ces deux derniers de Sainte Foy, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux, culturels et professionnels des membres, sous le nom de « Fédération Professionnelle des Journalistes du Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 2136, chemin Ste-Foy, suite 308, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

32290-o 4649-69

La Fondation d'action familiale

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de mars 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Comtois, comptable agréé, 1411, Ontario, Antoine Turmel, commerçant, 250, Bryant, Carrier Fortin, avocat, 2040, Vermont, Georges Sylvestre, notaire, 122, Murray, Rosario Moisan, prêtre p.d., rue Gordon, Georges-P. Côté, ingénieur, 1530, Garant, Jacqueline Lemieux, ménagère, épouse de Yvon Lanctôt, 615, rue London, Michel Marengo, administrateur, 269, rue Morris, tous de Sherbrooke, et Roger Roy, pharmacien, 28, Pierce, Rock Island, pour les objets suivants:

Solliciter et recevoir de l'argent, des legs testamentaires, des prêts à fonds perdus et autres biens en vue de la création et de l'accroissement d'un fonds, sous le nom de « La Fondation d'action familiale ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 638, rue Québec, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

32290-o 1233-69

Gatineau Trucking (1969) Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour d'octobre 1969,

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 4526-69

Fédération Professionnelle des Journalistes du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gilles Gariépy, journalist, 5570 Lavoie, Montreal, Louis Falardeau, administrator, 759 Place Philippe, Apt. 11, and Michel Alloucherie, journalist, 615 Routhier, the latter two of St. Foy, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in any way the economical, social, cultural and professional interests of its members, under the name of "Fédération Professionnelle des Journalistes du Québec inc. ».

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 2136, St. Foy Road, Suite 308, St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 4649-69

La Fondation d'action familiale

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Pierre Comtois, chartered accountant, 1411 Ontario, Antoine Turmel, trader, 250 Bryant, Carrier Fortin, advocate, 2040 Vermont, Georges Sylvestre, notary, 122 Murray, Rosario Moisan, priest, n.p., Gordon Street, Georges-P. Côté, engineer, 1530 Garant, Jacqueline Lemieux, housewife, wife of Yvon Lanctôt, 615 London Street, Michel Marengo, administrator, 269 Morris Street, all of Sherbrooke, and Roger Roy, pharmacist, 28 Pierce, Rock Island, for the following purposes:

To ask for and take in money, legacies, loans with capital sunk annuity and other movables, with a view to establish and increase a fund, under the name of "La Fondation d'action familiale".

The amount to which is limited the annual revenue on immovables which may be held and owned by the corporation is of \$100,000.

The head office of the corporation is at 638 Québec Street, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 1233-69

Gatineau Trucking (1969) Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Claude Bérard, André Jémus, tous deux de 925, boulevard Maloney est, Templeton, et Albert Bérard, 354, rue Laviolette, Gatineau, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Gatineau Trucking (1969) ltée », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 925, boulevard Maloney est, Templeton, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-o 2596-69

Géralin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Gérard Alain, industriel, Jacqueline Paquet, ménagère, épouse dudit Gérard Alain, tous deux de Saint-Basile, et Jean-Guy Alain, comptable, Donnacona, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, excavateurs et constructeurs et faire le commerce des matériaux de construction, sous le nom de « Géralin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Basile, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-o 4790-69

Gerno ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, 874, Kennedy nord, Françoise Fouquet, secrétaire, fille majeure, 1011, McManamy, et Carole St-Roch, secrétaire, épouse de Jean-Guy St-Roch, 1060, Fédéral, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous genres de produits, articles ou marchandises et faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de gestion, de portefeuille (holding) et de placement, sous le nom de « Gerno ltée », avec un capital total de \$300,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$1 chacune, 29,820 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 1,200 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5035, boulevard des Vétérans, Lac Mégantic, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-o 5014-69

Gina Pleating Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'octobre 1969,

incorporating: Claude Bérard, André Jémus, both of 925 Maloney Blvd. East, Templeton, and Albert Bérard, 354 Laviolette St., Gatineau, all three businessmen, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Gatineau Trucking (1969) ltée", with a capital stock divided into 10,000 common shares of no nominal value and 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 925 Maloney Blvd. East, Templeton, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 2596-69

Géralin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Alain, industrialist, Jacqueline Paquet, housewife, wife of the said Gérard Alain, both of Saint-Basile, and Jean-Guy Alain, accountant, Donnacona, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, excavators and constructors, and to deal in building materials, under the name of "Géralin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Basile, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 4790-69

Gerno ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, 874 Kennedy north, Françoise Fouquet, secretary, spinster of the full age of majority, 1011 McManamy, and Carole St-Roch, secretary, wife of Jean-Guy St-Roch, 1060 Fédéral, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles or merchandise, and to carry on business as a real estate, construction, management, holding and investment company, under the name of "Gerno tée", with a total capital stock of \$300,000, divided into 600 common shares of \$1 each, 29,820 preferred class "A" shares of \$10 each and 1,200 preferred class "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at 5035 Vétérans Blvd., Lake Mégantic, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 5014-69

Gina Pleating Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incor-

constituant en corporation: Samuel Joseph Berman, marchand, Gina Kaps, ménagère, épouse dudit Samuel Joseph Berman, tous deux du 570, 83e avenue, Laval, et Leonore Gloven, secrétaire, veuve de Gunther Frohman, 5616, avenue Emerald, Montréal, pour les objets suivants:

S'établir manufacturiers ou entrepreneurs de vêtements et accessoires vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Gina Pleating Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290 4938-69

Les Habitations Pierre-Bernard limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Abraham Gurman, 80, chemin Holtham, Hampstead, Stephen Marcovitch, 260, Alexis Nihon, Saint-Laurent, tous deux avocats, et Muriel Keane, secrétaire, célibataire, 7425, avenue Querbes, app. 9, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une compagnie de placement, sous le nom de « Les Habitations Pierre-Bernard limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290 4764-69

Habitations Sainte-Claire Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Marcel Gauthier, industriel, 128, Jacques-Cartier est, Chicoutimi, Maurice Desnoyers, 2590, Girouard, et André Mercure, 2570, St-Germain, ces deux derniers architectes, de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Construire, détenir et administrer un ou des projets d'habitation à bas loyers, sous le nom de « Habitations Sainte-Claire Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 128, Jacques-Cartier est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-o 3337-69

Henry W. and O'C. Greenberg Foundation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions:

porating: Samuel Joseph Berman, marchand, Gina Kaps, housewife, wife of the said Samuel Joseph Berman, both of 570, 83rd Avenue, Laval, and Leonore Gloven, secretary, widow of Gunther Frohman, 5616 Emerald Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers or contractors of clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Gina Pleating Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290-o 4938-69

Les Habitations Pierre-Bernard limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Abraham Gurman, 80 Holtham Road, Hampstead, Stephen Marcovitch, 260 Alexis Nihon, Saint-Laurent, both advocates, and Muriel Keane, secretary, spinster, 7425 Querbes Avenue, Apt. 9, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Les Habitations Pierre-Bernard limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290-o 4764-69

Habitations Sainte-Claire Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Gauthier, industrialist, 128 Jacques-Cartier East, Chicoutimi, Maurice Desnoyers, 2590 Girouard, and André Mercure, 2570 Saint-Germain, the latter two architects, of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To build, hold and manage one or several low rent residential developments, under the name of "Habitations Sainte-Claire Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 128 Jacques-Cartier East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 3337-69

Henry W. and O'C. Greenberg Foundation Ltd.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share

Henri William Greenberg, Lewis Greenberg, tous deux du 14, avenue Aberdeen, Westmount, et O'Connell Greenberg, 87, chemin Holtham, Hampstead, tous trois agents immobiliers, pour les objets suivants:

Fournir et rendre des services de caractère charitable à des personnes pauvres et dans le besoin, sous le nom de « Henry W. and O'C. Greenberg Foundation Ltd. ».

Le montant auquel se limite la valeur des biens immobiliers que peut posséder et acquérir la corporation est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est 14, avenue Aberdeen, Westmount, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290 5026-69

**Les industries Larco (Québec) Itée
Larco Industries (Québec) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: J.-René Paiement, avocat, 112, 9e rue, Roxboro, Cécile Contant, fille majeure, 5060, Pie IX, Montréal, et Lucille Blais, épouse de J.-Claude Blais, 24, Gilles, Sainte-Thérèse, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des substances plastiques de toutes sortes, sous le nom de « Les industries Larco (Québec) Itée — Larco Industries (Québec) Ltd. », avec un capital divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur nominale, 15,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 300, rue Bardou, Duberger, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-0 5000-69

Inter Atlantic Trade Company (Inatra) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Gilles Roux, avocat, Françoise Van Roey, institutrice, épouse dudit Gilles Roux, tous deux de 5562, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, et Roger Testeau, dessinateur, Bellefeuille, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Inter Atlantic Trade Company (Inatra) Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5562, rue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-0 3993-69

capital: Henry William Greenberg, Lewis Greenberg, both of 14 Aberdeen Avenue, Westmount, and O'Connell Greenberg, 87 Holtham Road, Hampstead, all three realtors, for the following purposes:

To supply and render services of a charitable nature to poor and needy persons, under the name of "Henry W. and O'C. Greenberg Foundation Ltd."

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at 14 Aberdeen Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290-0 5026-69

**Les industries Larco (Québec) Itée
Larco Industries (Québec) Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-René Paiement, advocate, 112, 9th Street, Roxboro, Cécile Contant, spinster of the full age of majority, 5060 Pie IX, Montreal, and Lucille Blais, wife of J.-Claude Blais, 24 Gilles, Sainte-Thérèse, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastic substances of all kinds, under the name of "Les Industries Larco (Québec) Itée — Larco industries (Québec) Ltd.", with a capital stock divided into 5,000 common shares without nominal value, 15,000 preferred class "A" shares of a nominal value of \$1 each and into 20,000 preferred class "B" shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 300 Bardou Street, Duberger, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 5000-69

Inter Atlantic Trade Company (Inatra) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Roux, advocate, Françoise Van Roey, teacher, wife of the said Gilles Roux, both of 5562 Notre-Dame-de-Grâce, Montreal, and Roger Testeau, draughtsman, Bellefeuille, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise of all kinds, under the name of "Inter Atlantic Trade Company (Inatra) Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5562 Notre-Dame-de-Grâce St., Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 3993-69

**J.M. Transport Itée
J.M. Transport Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: André Rapatel, 8968, d'Iberville, E.-Benoit Bouvier, 6274, 3^e avenue, tous deux vendeurs, Gilles Bouvier, pressier, 6825, de Lanaudière, tous trois de Montréal, et et Michel Bouvier, camionneur, 11362, St-Vital, app. 2, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « J.M. Transport Itée — J.M. Transport Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-o 5105-69

Jovi Juniors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, 2445, rue Valade, Montréal, Maximilien Polak, 7897, chemin Wavell, Côte Saint-Luc, Harvey M. Cooperstone, 1448, Beverley Crescent, Laval, tous trois avocats, et Aline Beaulieu, secrétaire, épouse de Gilles Beaulieu, 3801, Cavendish, Montréal, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de vêtements de sport et de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Jovi Juniors Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4398, rue Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290 4398-69

L.O.P. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour d'août 1969, constituant en corporation: Henri Abadie, technicien, Yolande Abadie, ménagère, épouse dudit Henri Abadie, tous deux du 762, Père Dollier, Sainte-Foy, Lise Rousseau, secrétaire, célibataire, 2300, Saint-Mathieu, et Leo Levi, comptable agréé, 491, carré Victoria, bureau 306, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, marchandise et articles utilisés par les optométristes et les opticiens, sous le nom de « L.O.P. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 762, Père Dollier, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290 4281-69

**J.M. Transport Itée
J.M. Transport Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Rapatel, 8968 d'Iberville, E.-Benoit Bouvier, 6274, 3rd Avenue, both salesmen, Gilles Bouvier, pressman, 6825 de Lanaudière, all three of Montreal, and Michel Bouvier, trucker, 11362 St-Vital, Apt. 2, Montreal North, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "J.M. Transport Itée — J.M. Transport Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montréal, judicial district of Montréal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 5105-69

Jovi Juniors Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel H. Shriar, 2445 Valade Street, Montreal, Maximilien Polak, 7897 Wavell Road, Côte Saint-Luc, Harvey M. Cooperstone, 1448 Beverley Crescent, Laval, all three advocates, and Aline Beaulieu, secretary, wife of Gilles Beaulieu, 3801 Cavendish, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in sportswear and clothing of all kinds, under the name of "Jovi Juniors Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 4398 St. Lawrence Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290-o 4398-69

L.O.P. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri Abadie, technician, Yolande Abadie, housewife, wife of the said Henri Abadie, both of 762 Père Dollier, Sainte-Foy, Lise Rousseau, secretary, spinster, 2300 St. Matthew, and Leo Levi, chartered accountant, 491 Victoria Square, Suite 306, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in products, merchandise and articles used by optometrists and opticians, under the name of "L.O.P. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 762 Père Dollier, Sainte-Foy, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290-o 4281-69

Laboratoires Cosmel'I inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Paul-J.-R. Durocher, administrateur, 10250, Bois-de-Boulogne, Claudette Quinn, 189, Bishop Power, app. 203, et Germaine St-Pierre, 3510, Sherbrooke est, app. 2, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce en gros de préparations pharmaceutiques et médicales, et toutes autres espèces de produits et articles connexes, sous le nom de « Laboratoires Cosmel'I inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-o 5121-69

Laurentide Snow Removal Ltd.

L'enlèvement de la neige Laurentide Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Leonard Meitin, enquêteur d'assurance, Hyman Meitin, gérant, tous deux de Rang Cochrane, Saint-Lin, et Gerald Friedlansky, notaire, 5947, avenue du Parc, Montréal, pour les objets suivants:

Déblayer, nettoyer et enlever la neige et la glace et faire les autres actions accessoires, sous le nom de « Laurentide Snow Removal Ltd.—L'enlèvement de la neige Laurentide Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au Rang Cochrane, Saint-Lin, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290 4867-69

Lévis Mufflers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Denis Nadeau, vendeur, Dorothee Nolet, ménagère, épouse dudit Denis Nadeau, tous deux de 135, St-Antoine, Lévis, et Victor Nolet, homme d'affaires, Saint-Odilon-de-Cranbourne, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Lévis Mufflers Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$40 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-David-de-l'Auberivière, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-o 5158-69

Laboratoires Cosmel'I inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-J.-R. Durocher, administrator, 10250 Bois-de-Boulogne, Claudette Quinn, 189 Bishop Power, Apt. 203, and Germaine St-Pierre, 3510 Sherbrooke east, Apt. 2, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a wholesale business dealing in pharmaceutical and medical preparations and in other types of products and articles related thereto, under the name of "Laboratoires Cosmel'I inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 5121-69

Laurentide Snow Removal Ltd.

L'enlèvement de la neige Laurentide Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Leonard Meitin, insurance investigator, Hyman Meitin, manager, both of Rang Cochrane, Saint-Lin, and Gerald Friedlansky, notary, 5947 Park Avenue, Montreal, for the following purposes:

The clearing, cleaning and removal of snow and ice and the operations accessory, under the name of "Laurentide Snow Removal Ltd.—L'enlèvement de la neige Laurentide Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Range Cochrane, Saint-Lin, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290-o 4867-69

Lévis Mufflers Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denis Nadeau, salesman, Dorothee Nolet, housewife, wife of said Denis Nadeau, both of 135 St-Antoine, Lévis, and Victor Nolet, businessman, Saint-Odilon-de-Cranbourne, for the following purposes:

To deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of « Lévis Mufflers Inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$40 each.

The head office of the company is at Saint-David-de-l'Auberivière, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 5158-69

**Ligue de Ballon sur glace
de Victoriaville inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Normand Arbour, président, 360, rue Racine, app. 104, Princeville, Raymond Tardif, secrétaire, 15, rue Alfred, Gérard DeGuise, 3, rue St-Jean, Jocelyn Marchand, 33, rue Dumas, Jean Boisvert, 74A, boulevard Jutras, tous trois directeurs, et Claude Danault, trésorier, 8, rue Antoinette, ces cinq derniers de Victoriaville, pour les objets suivants:

Organiser des parties, des tournois et des concours de ballon sur glace, sous le nom de « Ligue de Ballon sur glace de Victoriaville inc. »

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

32290-o 4948-69

Manoir de Chez Nous

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31^e jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Marius Bérubé, médecin, René Mégré, homme d'affaires, Lucien Bolduc, Norbert Audet, Robert Nichols, tous trois cultivateurs, Paul Veilleux, garagiste, et Josaphat Lachance, rentier, tous de Compton, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un foyer d'hébergement pour personnes âgées ou invalides, sous le nom de « Manoir de Chez Nous ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$400,000.

Le siège social de la corporation est à Compton, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

32290-o 5165-69

Marché Duval inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Marcel Duval, épicer-boucher, Marie-Paule Archambault, ménagère, épouse dudit Marcel Duval, tous deux de 103, rue Dupras, Saint-Henri-de-Mascouche, et Raphaël Gagnon, entrepreneur, 10155, rue St-Vital, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Marché Duval inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 200, boulevard St-Henri, Saint-Henri-de-Mascouche, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

32290-o 5156-69

**Ligue de Ballon sur glace
de Victoriaville inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Normand Arbour, president, 360 Racine Street, Apt. 104, Princeville, Raymond Tardif, secretary, 15 Alfred Street, Gérard DeGuise, 3 St. John Street, Jocelyn Marchand, 33 Dumas Street, Jean Boisvert, 74A Jutras Boulevard, all three directors and Claude Danault, treasurer, 8 Antoinette Street, the latter five of Victoriaville, for the following purposes:

The organization of broom ball games and tournaments, under the name of "Ligue de Ballon sur glace de Victoriaville inc."

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Victoriaville, Judicial district of Arthabaska.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 4948-69

Manoir de Chez Nous

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Marius Bérubé, physician, René Mégré, businessman, Lucien Bolduc, Norbert Audet, Robert Nichols, all three farmers, Paul Veilleux, garage owner, and Josaphat Lachance, annuitant, all of Compton, for the following purposes:

To set up and operate a home for the aged and the invalids, under the name of "Manoir de Chez Nous".

The amount to which are limited the immovables which the corporation may hold and own is of \$400,000.

The head office of the corporation is at Compton, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 5165-69

Marché Duval inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Duval, grocer-butcher, Marie-Paule Archambault, housewife, wife of said Marcel Duval, both of 103 Dupras Street, Saint-Henri-de-Mascouche, and Raphaël Gagnon, contractor, 10155 St-Vital Street, Montreal North, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Marché Duval inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 200 St-Henri Boulevard, Saint-Henri-de-Mascouche, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 5156-69

Marché Sanpri inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Diane Legrow, ménagère, épouse de Jules Tessier, 189, rue Guillet, Fabien St-Arnaud, commerçant, 121, rue Patry, et Claudette Bellemare, secrétaire, fille majeure, 418, rue Boulard, tous trois de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers licenciés, sous le nom de « Marché Sanpri inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32200-o 4712-69

Mayrosco Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Julian Kotler, 5806, Hudson, Côte Saint-Luc, Harold W. Ashenmil, 5911, Dolbeau, Montréal, tous deux avocats, et Rima Randolph, secrétaire, célibataire, 324, Redfern, Westmount, pour les objets suivants:

Établir une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Mayrosco Development Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2050, Mansfield, Montreal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32200 4469-69

Metropolitan Health Spa Management Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Gérard Choquette, gérant, Monique Choquette, administrateur de studio de santé, épouse dudit Gérard Choquette, tous deux de Route rurale numéro 2, Hemmingford, et Marifran McCabe, secrétaire, épouse de Barry McCabe, 4662, Melrose, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des studios de santé, des salons et aménagements d'amaigrissement pour hommes et femmes, sous le nom de « Metropolitan Health Spa Management Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Salle, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32200 5053-69

Marché Sanpri inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Diane Legrow, housewife, wife of Jules Tessier, 189 Guillet St., Fabien St-Arnaud, trader, 121 Patry St., and Claudette Bellemare, secretary, spinster, of the full age of majority, 418 Boulard St., all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as licenced grocers and butchers, under the name of "Marché Sanpri inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 4712-69

Mayrosco Development Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julian Kotler, 5806 Hudson, Côte Saint-Luc, Harold W. Ashenmil, 5911 Dolbeau, Montreal, both advocates, and Rima Randolph, secretary, spinster, 324 Redfern, Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Mayrosco Development Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2050 Mansfield, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290-o 4469-69

Metropolitan Health Spa Management Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Choquette, manager, Monique Choquette, health studio executive, wife of the said Gérard Choquette, both of Rural Route number 2, Hemmingford, and Marifran McCabe, secretary, wife of Barry McCabe, 4662 Melrose, Montreal, for the following purposes:

To operate health studios, reducing salons and facilities for both men and women, under the name of "Metropolitan Health Spa Management Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at LaSalle, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290-o 5053-69

Montréal-Nord Flush Wood Door Inc.
Portes Pleines en bois de Montréal-Nord inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Barry H. Shapiro, 5367, Westmore, Earl S. Cohen, 5475, Rosedale, tous deux avocats, et Carol Partridge, secrétaire, célibataire, 2240, Madison, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir constructeurs et entrepreneurs généraux se spécialisant dans la fabrication et le commerce de toutes sortes de portes, fenêtres et autres matériaux de construction connexes, sous le nom de « Montréal-Nord Flush Wood Door Inc. — Portes Pleines en bois de Montréal-Nord inc. », avec un capital total de \$125,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
 compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290 4984-69

Music City (Sherbrooke) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Normand Gaumond, commerçant, Lise Bruneau, secrétaire, épouse dudit Normand Gaumond, tous deux de 1862, Rochefoucault, et Philippe Gaumond, commerçant, 139, 4^e Avenue, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de disques, musique en feuilles et autres marchandises semblables, sous le nom de « Music City (Sherbrooke) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
 compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-o 4612-69

New Capri Restaurant Steak House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Jean-L. Guilbeault, 4180, Melrose, Jean-Pierre Bonin, 5550, Baldwin, tous deux avocats, de Montréal, et Maurice Laramée, stagiaire, 550, 25^e Avenue, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants et faire le commerce d'aliments et vivres de toutes sortes, sous le nom de « New Capri Restaurant Steak House Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10130, rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
 compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-o 5061-69

Montréal-Nord Flush Wood Door Inc.
Portes Pleines en bois de Montréal-Nord inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Barry H. Shapiro, 5367 Westmore, Earl S. Cohen, 5475 Rosedale, both advocates, and Carol Partridge, secretary, spinster, 2240 Madison, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general contractors; to manufacture and deal in all kinds of doors, windows and other similar materials of construction, under the name of "Montréal-Nord Flush Wood Door Inc. — Portes Pleines en bois de Montréal-Nord inc.", with a total capital stock of \$125,000, divided into 25,000 common shares of \$1 each and 10,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
 Deputy Minister of Financial Institutions,
 Companies and Cooperatives.*

32290-o 4984-69

Music City (Sherbrooke) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Normand Gaumond, trader, Lise Bruneau, secretary, wife of the said Normand Gaumond, both of 1862 Rochefoucault, and Philippe Gaumond, trader, 139, 4th Avenue, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in records, sheet music and other similar merchandise, under the name of "Music City (Sherbrooke) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
 Deputy Minister of Financial Institutions,
 Companies and Cooperatives.*

32290 4612-69

New Capri Restaurant Steak House Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-L. Guilbeault, 4180 Melrose, Jean-Pierre Bonin, 5550 Baldwin, both advocates of Montreal, and Maurice Laramée, articled student, 550, 25th Avenue, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants and to deal in food and supplies of all kinds, under the name of "New Capri Restaurant Steak House Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 10130 Papineau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
 Deputy Minister of Financial Institutions,
 Companies and Cooperatives.*

32290 5061-69

Nirol inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de novembre 1969, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, rue Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, et Fernande Perreault, secrétaire, épouse de Paul Paquin, 10770, boulevard d'Auteuil, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Nirol inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune et en 370 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3205, Élie-Auclair, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-o 5038-69

Pauline Holdings Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Lucien Dansereau, 4977, Jean Brillant, Michel Proulx, 4290, Kindersley, tous deux de Montréal, et Michel Robert, 500, Adélar, Verdun, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction et de gestion, sous le nom de « Pauline Holdings Co. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4, rue Notre-Dame est, suite 402, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-o 5162-69

Placements Morena inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Savino Massari, Pasquale Del Balso, tous deux entrepreneurs, et Filomena Farinaccio, ménagère, épouse dudit Pasquale Del Balso, tous trois de 11110, Arthur Buies, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Placements Morena inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-o 5087-69

Nirol inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Martel, advocate, 1301 Saint-Viateur West, Outremont, Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles Street, Sainte-Thérèse West, and Fernande Perreault, secretary, wife of Paul Paquin, 10770 d'Auteuil Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as holding, investment and management company, under the name of "Nirol inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$10 each and 370 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3205 Élie-Auclair, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 5038-69

Pauline Holdings Co.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Dansereau, 4977 Jean Brillant, Michel Proulx, 4290 Kindersley, both of Montreal, and Michel Robert, 500 Adélar, Verdun, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a construction and management company, under the name of "Pauline Holdings Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4 Notre-Dame Street East, suite 402, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 5162-69

Placements Morena inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Savino Massari, Pasquale Del Balso, both contractors, and Filomena Farinaccio, housewife, wife of said Pasquale Del Balso, all three of 11110 Arthur Buies, Montreal North, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Placements Morena inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 5087-69

Placements Sejac inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de novembre 1969, constituant en corporation: J.-Maurice Leguerrier, agent d'assurance, 10622, Grande-Allée, Domina Boyer, 7761, Casgrain, tous deux de Montréal, et Jean-Claude Bleau, 70, Croissant Cassino, Laval, ces deux derniers comptables, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Placements Sejac inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 98,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-o

5204-69

Plomberie Jean Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Richard Barbeau, 275, rue Meunier, Repentigny, Jean Geoffrion, 30, rue Elmwood, Outremont, et Gilles Duchesne, 1169, rue Lesage, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Plomberie Jean Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 17, rue du Crochet, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-o

4576-69

Racette Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, 5872, Ferncroft, Asher Kahn, 489, Dufferin, tous deux Hampstead, et Jeffrey A. Brull, 5500, Snowdon, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

S'établir compagnie de portefeuille, sous le nom de « Racette Holdings Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290

4939-69

Placements Sejac inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Maurice Leguerrier, insurance agent, 10622 Grande-Allée, Domina Boyer, 7761 Casgrain, both of Montreal, and Jean-Claude Bleau, 70 Croissant Cassino, Laval. the latter two accountants, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Placements Sejac inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each, 1,000 preferred class "A" shares of \$1 each and into 98,000 preferred class "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290

5204-69

Plomberie Jean Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard Barbeau, 275 Meunier Repentigny, Jean Geoffrion, 30 Elmwood Street, Outremont, and Gilles Duchesne, 1169 Lesage Street, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Plomberie Jean Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 17 du Crochet Street, Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290

4576-69

Racette Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Yanofsky, 5872 Ferncroft, Asher Kahn, 489 Dufferin, both of Hampstead, and Jeffrey A. Brull, 5500 Snowdon, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Racette Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290-o

4939-69

Rambling Tours Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Jack Shayne, 5781, Melling, Laurence M. Tanny, 7925, Kingsley, tous deux de Côte Saint-Luc, Françoise Ollivier, célibataire, 200, Willowdale, Outremont, et Joseph Tarasofsky, 3355, Decelles, Montréal, tous les quatre avocats, pour les objets suivants:

Diriger des voyages organisés de toutes natures et de toute description, sous le nom de « Rambling Tours Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290 4797-69

Slack-Time Mfg. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Montréal, Sydney B. Sederoff, 80, Crestwood, Montréal-Ouest, et Philip Shugar, 6267, MacDonald, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de vêtements de sport, de vêtements et accessoires vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Slack-Time Mfg. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290 4986-69

Sun Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Farid A. Cheftechi, 6950, avenue Fielding, app. 615, John Hamilton junior, 5820, de Louisbourg, app. 26, et Ruby A. Oxner, 3555, chemin de la Côte des Neiges, app. 401, tous trois commis légistes, de Montréal, pour les objets suivants:

Établir une compagnie d'immeuble et d'expansion, sous le nom de « Sun Development Inc. », avec un capital divisé en 40,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290 4949-69

Swanton Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Horace Friedman,

Rambling Tours Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Shayne, 5781 Melling, Laurence M. Tanny, 7925 Kingsley, both of Côte Saint-Luc, Françoise Ollivier, spinster, 200 Willowdale, Outremont, and Joseph Tarasofsky, 3355 Decelles, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To operate travel tours of any nature and description, under the name of "Rambling Tours Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Beaconsfield, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290-o 4797-69

Slack-Time Mfg. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Montreal, Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood, Montreal West, and Philip Shugar, 6267 Macdonald, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in sportswear, clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Slack-Time Mfg. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290-o 4986-69

Sun Development Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Farid A. Cheftechi, 6950 Fielding Avenue, Apt. 615, John Hamilton junior, 5820 de Louisbourg, Apt. 26, and Ruby A. Oxner, 3555 Côte des Neiges Road, Apt. 401, all three law clerks, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and development company, under the name of "Sun Development Inc.", with a capital stock divided into 40,000 shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290-o 4949-69

Swanton Investment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Horace Friedman, 7497 Briar

7497, chemin Briar, Barry A. Cappel, 5891, Centennial, tous deux de Côte Saint-Luc, et Boris J. Berbrier, 4851, rue Fulton, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir une compagnie de placement, sous le nom de « Swanton Investment Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290

3539-69

Road, Barry A. Cappel, 5891 Centennial, both of Côte Saint-Luc, and Boris J. Berbrier, 4851 Fulton Street, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Swanton Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290-o

3539-69

Trans-Canada Roofing Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Oscar Cohene, entrepreneur couvreur, Grace Cohene, ménagère, épouse dudit Oscar Cohene, tous deux du 5727, Melling, Côte Saint-Luc, et Joseph Cohene, gérant, 1593, Cardinal, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

S'établir entrepreneurs et constructeurs et fabriquer des préparations pour faire des toits ainsi que des bardeaux de toutes sortes, de bois ou d'autre matériau, sous le nom de « Trans-Canada Roofing Company », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3734, De Bullion, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290

4172-69

Tre Ga Ro inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Paul-Henri Tremblay, administrateur, 140, boulevard Central, Maurice Gauvin, gérant d'usine, 2024, Lemieux, tous deux de Duberger, et Jean-Marie Robitaille, chef de service, 1426, Place des Bretons, Orsainville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la viande, sous le nom de « Tre Ga Ro inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 800, 8e Avenue, Charny, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32290-o

5127-69

Trois-Rivières estimation inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Pierre Mostert, dessinateur, Denyse Mestrez, ménagère, épouse dudit Pierre Mostert, tous deux de 1185, de

Trans-Canada Roofing Company

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Oscar Cohene, roofing contractor, Grace Cohene, housewife, wife of the said Oscar Cohene, both of 5727 Melling, Côte Saint-Luc, and Joseph Cohene, manager, 1593 Cardinal, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as contractors and builders and to manufacture roofing preparations and shingles of all kinds, whether of wood or any other material, under the name of "Trans-Canada Roofing Company", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 3734 De Bullion, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290-o

4172-69

Tre Ga Ro inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-Henri Tremblay, administrator, 140 Central Boulevard, Maurice Gauvin, plant manager, 2024 Lemieux, both of Duberger, and Jean-Marie Robitaille, department head, 1426 Place des Bretons, Orsainville, for the following purposes:

To deal in meat, under the name of "Tre Ga Ro inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 800, 8th Avenue, Charny, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290

5127-69

Trois-Rivières estimation inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Mostert, draftsman, Denys Mestrez, housewife, wife of said Pierre Mostert, both of 1185 de l'Espérance, and Jean

l'Espéranto, et Jean Paradis, technicien, 872, Panneton, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exploiter un bureau d'estimation consistant à fournir les services techniques en construction et estimation, sous le nom de « Trois-Rivières estimation inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1185, de l'Espéranto, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-o 4657-69

**Union des Gradués Inscrits à Laval
(U.G.I.L.) inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: René-Paul Fournier, 3030, LeChasseur, Marcel Guay, 789, Chanoine Groulx, tous deux chimistes, Robert Tanguay, biochimiste, 3022, LeChasseur, et Benoit Turner, physicien, 1102, Dijon, app. 7, tous quatre de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « Union des Gradués Inscrits à Laval (U.G.I.L.) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-o 5234-69

Roland Viens inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de novembre 1969, constituant en corporation: Rosaire Desbiens, 2121, rue St-Mathieu, Serge Morin, 7305, Jean-Bourdon, et Jude Parent, 3025, rue Linton, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des tavernes, sous le nom de « Roland Viens inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2, rue St-Onge, Saint-Mathias, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-o 5056-69

Hulley & Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de corriger les lettres patentes en date du 10 août 1969, de

Paradis, technicien, 872 Panneton, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To operate appraisers' offices consisting in furnishing building and appraisal technical services, under the name of "Trois-Rivières estimation inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1185 de l'Espéranto, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 4657-69

**Union des Gradués Inscrits à Laval
(U.G.I.L.) inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: René-Paul Fournier, 3030 LeChasseur, Marcel Guay, 789 Chanoine Groulx, both chemists, Robert Tanguay, biochemist, 3022 LeChasseur, and Benoit Turner, physicist 1102 Dijon, Apt. 7, all four of St. Foy, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in any way the economical, social and professional interests of its members, under the name of "Union des Gradués Inscrits à Laval (U.G.I.L.) inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at St. Foy, judicial district of Québec.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 5234-69

Roland Viens inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rosaire Desbiens, 2121 St-Mathieu Street, Serge Morin, 7305 Jean-Bourdon, and Jude Parent, 3025 Linton Street, all three advocates of Montreal, for the following purposes:

To operate taverns, under the name of "Roland Viens inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2 St-Onge Street, Saint-Mathias, judicial district of Saint-Hyacinthe.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 5056-69

Hulley & Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province was pleased to correct letters patent dated August 10, 1969, of "Hulley & Company

« Hulley & Company Ltd. », en y changeant la date des lettres patentes du 10 août 1969, par celle du 27 août 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

32290-o 4202-69

Les Loisirs de St-Pierre de Témiscouata, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de corriger les lettres patentes de la corporation « Les Loisirs de St-Pierre de Témiscouata, inc. », en date du 30 septembre 1969, en y remplaçant, partout où il apparaissait, le nom « Saint-Pierre-d'Escourt » par le nom « Saint-Pierre de Témiscouata ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

32290-o 4304-69

Ltd.", by changing the date of the letters patent from August 10, 1969 to that of August 27, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 4202-69

Les Loisirs de St-Pierre de Témiscouata, inc.

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province was pleased to correct the letters patent of "Les Loisirs de St-Pierre de Témiscouata, inc.", dated September 30, 1969, by replacing, wherever it appeared, "Saint-Pierre-d'Escourt" by "Saint-Pierre de Témiscouata".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 4304-69

Lettres patentes supplémentaires

Association Québécoise de Judo Kodokan inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6^e jour de novembre 1969, à l'« Association des Ceintures Noires de Judo Kodokan du Québec — Québec Kodokan Judo Black Belt Association », constituée en corporation par lettres patentes du 28^e jour de novembre 1966, changeant son nom en celui de « Association Québécoise de Judo Kodokan inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

32290-o 4595-66 — 1517/74

Chemco Ltd. Chemco Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11^e jour de septembre 1969, à la compagnie « Chemco Ltd. — Chemco Itée », 1^o diminuant son capital de \$250,000 à \$150,000, le capital-actions annulé devant être divisé en 10,000 actions ordinaires non émises d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2^o subdivisant 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune en 50,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune; 3^o augmentant son capital de \$150,000 à \$450,000, le capital-actions additionnel devant être divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
ALBERT JESSOP.
32290 1857-69 — 1507/53

Drakestone Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19^e jour de

Supplementary Letters Patent

Association Québécoise de Judo Kodokan inc.

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Association des Ceintures Noires de Judo Kodokan du Québec — Québec Kodokan Judo Black Belt Association", incorporated by letters patent dated the 28th day of November, 1966, changing its name to that of "Association Québécoise de Judo Kodokan inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 4595-66 — 1517/74

Chemco Ltd. Chemco Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Chemco Ltd. — Chemco Itée", 1. reducing its capital from \$250,000 to \$150,000, the capital stock annulled being divided into 10,000 unissued common shares of the par value of \$10 each; 2. subdividing 5,000 common shares of the par value of \$10 each into 50,000 common shares of the par value of \$1 each; 3. increasing its capital from \$150,000 to \$450,000, the additional capital stock being divided into 3,000 preferred shares of the par value of \$100 each.

ALBERT JESSOP,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*
32290-o 1857-69 — 1507/53

Drakestone Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of

septembre 1969, à la compagnie « Drakestone Corporation », 1° subdivisant et redésignant 5,000 actions sans valeur nominale ou valeur au pair en 9,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou valeur au pair; 2° augmentant son capital par la création de 16,890 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290 6296-47 — 1517/81

Les Entreprises Fernand Seguin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de mars 1969, à la compagnie « Le Sel de la Semaine inc. », constituée par lettres patentes en date du 9e jour de janvier 1969, changeant son nom en celui de « Les Entreprises Fernand Seguin inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-0 146-69 — 1518/48

Friendly Wood Gatineau Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour d'octobre 1969, à la compagnie « Friendly Wood Gatineau Ltd. », convertissant 20,000 actions ordinaires non émises sans valeur nominale ou valeur au pair en 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290 1144-66 — 1517/25

**Le Groupe Sécurité inc.
The Security Group Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de novembre 1969, à la compagnie « Le Groupe Sécurité inc. — The Security Group Inc. », augmentant son capital de \$450,000 à \$1,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,900 actions ordinaires de \$100 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune et en 600 actions privilégiées classe « C » de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-0 159-67 — 1517/106

Immeubles E.P.R. Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de septembre 1969, à la compagnie « Édifice Place Royale (Trois-Rivières) inc. », constituée par lettres patentes en date du 8e jour de juillet 1964, changeant son nom en celui de « Immeubles E.P.R. Itée ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-0 2836-64 — 1517/62

the Province to « Drakestone Corporation », 1. subdividing and redesignating 5,000 shares without nominal or par value into 9,000 common shares without nominal or par value; 2. increasing its capital by the creation of 16,890 preferred shares of the par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290-0 6296-47 — 1517/81

Les Entreprises Fernand Seguin inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Le Sel de la Semaine inc. », incorporated by letters patent dated the 9th day of January, 1969, changing its name to that of « Les Entreprises Fernand Seguin inc. ».

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 146-69 — 1518/48

Friendly Wood Gatineau Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Friendly Wood Gatineau Ltd. », converting 20,000 unissued common shares without nominal or par value into 20,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290-0 1144-66 — 1517/25

**Le Groupe Sécurité inc.
The Security Group Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Le Groupe Sécurité inc. — The Security Group Inc. », increasing its capital from \$450,000 to \$1,000,000, the additional capital shares being divided into 2,900 common shares of \$100 each, 1,000 preferred class « A » shares of \$100 each, 1,000 preferred class « B » shares of \$100 each and into 600 preferred class « C » shares of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 159-67 — 1517/106

Immeubles E.P.R. Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Édifice Place Royale (Trois-Rivières) inc. », incorporated by letters patent dated 8th day of July, 1964, changing its name to that of « Immeubles E.P.R. Itée ».

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 2836-64 — 1517/62

Index Holdings & Management Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10^e jour d'octobre 1969, à la compagnie « Index Holdings & Management Ltd. », augmentant son capital de \$100,000 à \$5,200,000, le capital-actions additionnel devant être divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 500,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290 5365-68 — 1517/107

Industries Brunelle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6^e jour de novembre 1969, à la compagnie « Henri-Louis Brunelle inc. », constituée par lettres patentes en date du 31^e jour d'octobre 1963, 1^o changeant son nom en celui de « Industries Brunelle inc. »; 2^o subdivisant ses 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune; 3^o augmentant son capital de \$40,000 à \$190,100, le capital-actions additionnel étant divisé en 100 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 1,500 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-0 4691-63 — 1518/69

Inter Continental Equipment and Supply Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29^e jour d'octobre 1969, à la compagnie « Inter Continental Equipment and Supply Co. Ltd. », augmentant son capital de \$10,000 à \$110,000, le capital-actions additionnel devant être divisé en 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290 11497-55 — 1517/87

La Ligue de Hockey Junior « B » Provinciale du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 22^e jour de septembre 1969, à la corporation « La Ligue de Hockey Junior « B » de la Mauricie inc. », constituée en corporation par lettres patentes du 18^e jour de novembre 1968, changeant son nom en celui de « La Ligue de Hockey Junior « B » Provinciale du Québec inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-0 5029-68 — 1509/54

Index Holdings & Management Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Index Holdings & Management Ltd.", increasing its capital from \$100,000 to \$5,200,000, the additional capital stock being divided into 10,000 common shares of the par value of \$10 each and 500,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290-0 5365-68 — 1517/107

Industries Brunelle inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Henri-Louis Brunelle inc.", incorporated by letters patent dated the 31st day of October, 1963, 1. changing its name to that of "Industries Brunelle inc."; 2. subdividing its 400 common shares of a par value of \$100 each into 4,000 common shares of \$10 each; 3. increasing its capital stock from \$40,000 to \$190,100, the additional share capital being divided into 100 preferred class "A" shares of \$1 each and 1,500 preferred class "B" shares of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 4691-63 — 1518/69

Inter Continental Equipment and Supply Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Inter Continental Equipment and Supply Co. Ltd.", increasing its capital from \$10,000 to \$110,000, the additional capital stock being divided into 10,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290-0 11497-55 — 1517/87

La Ligue de Hockey Junior « B » Provinciale du Québec inc.

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "La Ligue de Hockey Junior « B » de la Mauricie inc.", incorporated by letters patent dated the 18th day of November, 1968, changing its name to that of "La Ligue de Hockey Junior « B » Provinciale du Québec inc.".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 5029-68 — 1509/54

Lubri-Val inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de novembre 1969, à la compagnie « Lubri-Val inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$150,000, par la création de 1,100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-o 3071-65 — 1518/74

Lubri-Val inc.

Notice is given that, under Part I of the Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Lubri-Val inc.", increasing its capital stock from \$40,000 to \$150,000, by the creation of 1,100 preferred shares of a par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 3071-65 — 1518/74

Maison Pie XII

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de septembre 1969, à la corporation « Maison Pie XII », étendant ses pouvoirs, et ce, par l'augmentation du montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder ladite corporation de \$200,000 à \$2,000,000.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-o 14119-60 — 1508/90

Maison Pie XII

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Maison Pie XII", extending its powers, and such, by increasing the amount to which are limited the immovables which may be held or owned by the corporation from \$200,000 to \$2,000,000.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 14119-60 — 1508-90

Jules St-Pierre ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour d'octobre 1969, à la compagnie « Jules St-Pierre ltée », modifiant les droits, privilèges et restrictions afférents aux actions privilégiées.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-o 10455-57 — 1518/40

Jules St-Pierre ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Jules St-Pierre ltée", amending the rights, privileges and restrictions attached to its preferred shares.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 10455-57 — 1518/40

Service Super Sports ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour d'août 1969, à la compagnie « Les Sports motorisés de Jonquière ltée », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de mai 1969, changeant son nom en celui de « Service Super Sports ltée ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-o 2275-69 — 1518/87

Service Super Sports ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Sports motorisés de Jonquière ltée", incorporated by letters patent dated the 23rd day of May, 1969, changing its name to that of "Service Super Sports ltée".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 2275-69 — 1518/87

**Société Drassel inc.
Drassel Corporation Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de novembre 1969, à la « Société Drassel inc. — Drassel Corporation Inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
32290-o 1963-67 — 1518/39

**Société Drassel inc.
Drassel Corporation Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Société Drassel inc. — Drassel Corporation Inc.", amending the provisions of its letters patent.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290 1963-67 — 1518/39

Toulon Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22^e jour de septembre 1969, à la compagnie « Toulon Construction Inc. », augmentant son capital de \$20,000 à \$120,000, le capital-actions additionnel devant être divisé en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

32290 13152-61 — 1518/42

Victoriaville Furniture Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3^e jour de novembre 1969, à la compagnie « Victoriaville Furniture Limited », 1^o subdivisant 990 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune en 99,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2^o augmentant son capital par la création de 11,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$1 chacune et de 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

32290-o 553-20 — 1518/46

Toulon Construction Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Toulon Construction Inc.", increasing its capital from \$20,000 to \$120,000, the additional capital stock being divided into 1,000 preferred shares of the par value of \$100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290-o 13152-61 — 1518/42

Victoriaville Furniture Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Victoriaville Furniture Limited", 1. subdividing 990 common shares of a par value of \$100 each into 99,000 common shares of a par value of \$1 each; 2. increasing its capital stock by the creation of 11,000 additional common shares of a par value of \$1 each and 1,500 preferred shares of a par value of \$100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 553-20 — 1518/46

Compagnies dissoutes**A. & P. Boisvert Itée — Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « A. & P. Boisvert Itée — Ltd. », constituée en corporation le 13 octobre 1955, à compter du 9 décembre 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

32290-o 12762-55

Le Club des 24 inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Le Club des 24 inc. », constituée en corporation le 16 février 1968, à compter du 9 décembre 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

32290-o 576-68

Companies Dissolved**A. & P. Boisvert Itée — Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "A. & P. Boisvert Itée — Ltd.", incorporated on October 13, 1955, on and from December 9, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 12762-55

Le Club des 24 inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Le Club des 24 inc.", incorporated on February 16, 1968, on and from December 9, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32290 576-68

Caisses d'épargne et de crédit**Caisse d'économie des Travailleurs de Rimouski**

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit: « Caisse d'économie des Travailleurs de Rimouski ».

Savings and Credit Unions**Caisse d'économie des Travailleurs de Rimouski**

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'économie des Travailleurs de Rimouski".

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres, sera: la ville de Rimouski.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé dans la ville de Rimouski, Québec, dans le district électoral de Rimouski.

Québec, le 26 novembre 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
32304-o **LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

**Caisse populaire des enseignants
de Baie des Chaleurs**

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit: « Caisse populaire des enseignants de Baie des Chaleurs ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres, sera: l'Association des enseignants de la Baie des Chaleurs.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Caplan, Québec, dans le district électoral de Bonaventure.

Québec, le 29 octobre 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
32305-o **LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

**La Caisse populaire des employés
fédéraux de l'est du Québec**

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit: « La Caisse populaire des employés fédéraux de l'est du Québec ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres, sera: Les employés permanents fédéraux et de « L'Alliance de la Fonction Publique du Canada » de l'est du Québec, (régions administratives de Québec, Chicoutimi, Côte Nord, Bas St-Laurent et Gaspésie).

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé dans la ville de Québec, Québec, dans le district électoral de Jean-Talon.

Québec, le 16 octobre 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
32340-o **LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

The territory from which the union will recruit its members will be: the city of Rimouski.

The head office of this savings and credit union is situated in the city of Rimouski, Québec, in the electoral district of Rimouski.

Québec, November 26, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32304

**Caisse populaire des enseignants
de Baie des Chaleurs**

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the savings and credit union: "Caisse populaire des enseignants de Baie des Chaleurs".

The group from which the union will recruit its members will be: l'Association des enseignants de la Baie des Chaleurs.

The head office of this savings and credit union is situated at Caplan, Québec, in the electoral district of Bonaventure.

Québec, October 29, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32305

**La Caisse populaire des employés
fédéraux de l'est du Québec**

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the savings and credit union: "La Caisse populaire des employés fédéraux de l'est du Québec".

The group from which the union will recruit its members will be permanent federal employees and "L'Alliance de la Fonction Publique du Canada" of Eastern Québec (administrative areas of Québec, Chicoutimi, the North Shore, Lower Saint Lawrence and Gaspesia).

The head office of the said savings and credit union is situated in the city of Québec, Québec, in the electoral district of Jean-Talon.

Québec, October 16, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32340

**Chartes —
demandes d'abandon de**

Jos Bélanger Itée

Prenez avis que la compagnie « Jos Bélanger Itée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le secrétaire,
32317-o **ROBERT JOACHIM.**

B. & P. Painters & Decorators Ltd.

Avis est par les présentes donné que « B. & P. Painters & Decorators Ltd. », ayant son siège social en la ville de Montréal, en la province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 29^e jour de juillet 1969.

Les procureurs de la requérante,
32318 **LECHTER & SEGAL.**

**Charters —
Application for Surrender of**

Jos Bélanger Itée

Notice is given that the "Jos Bélanger Itée", company will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

ROBERT JOACHIM,
32317-o *Secretary.*

B. & P. Painters & Decorators Ltd.

Notice is hereby given that "B. & P. Painters & Decorators Ltd.", which has its head office in the city of Montreal, in the Province of Québec, will make application for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Companies Act.

Montreal, the 29th day of July, 1969.

LECHTER & SEGAL,
32318-o *Attorneys for the Petitioner.*

Brose Industries Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Brose Industries Ltd. », ayant son siège social en la ville de Montréal, en la province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 29^e jour de septembre 1969.

Les procureurs de la requérante,
32319 LECHTER & SEGAL.

Capri Development Inc.

Avis est par les présentes donné que « Capri Development Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 28^e jour de novembre 1969.

Le secrétaire,
32320 MELVIN NEUMARK.

Lakeside Gardens Inc.

Avis est donné que « Lakeside Gardens Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Montréal, Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 5^e jour de décembre 1969.

Les procureurs de la compagnie,
32321 KAUFMAN, RESPITZ, SEDEROFF
& SHUGAR.

McNicoll & Frères Itée

Prenez avis que la compagnie « McNicoll & Frères Itée », ayant son siège social dans la cité de Charlesbourg, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Courville, ce 2 décembre 1969.

Le procureur de la compagnie,
32322-o ADRIEN GRENIER, notaire.

Monkland Construction Inc.

Prenez avis que la compagnie « Monkland Construction Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
32324-o ME GUY LACOSTE, notaire.

Rose Gardens Convalescent & Nursing Home Inc.

Avis est par les présentes donné que « Rose Gardens Convalescent & Nursing Home Inc. », ayant son siège social en la ville de Montréal, en la province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 16^e jour de septembre 1969.

Les procureurs de la requérante,
32326 LECHTER & SEGAL.

Brose Industries Ltd.

Notice is hereby given that "Brose Industries Ltd. which has its head office in the city of Montréal, in the Province of Québec, will make application for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Companies Act.

Montréal, the 29th day of September, 1969.

32319-o LECHTER & SEGAL,
Attorneys for the Petitioner.

Capri Development Inc.

Notice is hereby given that "Capri Development Inc.", incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 28th day of November, 1969.

32320-o MELVIN NEUMARK,
Secretary.

Lakeside Gardens Inc.

Take notice that "Lakeside Gardens Inc.", a company incorporated under the Companies Act, and having its head office at Montreal, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 5th day of December, 1969.

32321-o KAUFMAN, RESPITZ, SEDEROFF
& SHUGAR,
Attorneys for the Company.

McNicoll & Frères Itée

Notice is hereby given that "McNicoll & Frères Itée", having its head office in the city of Charlesbourg, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Courville, on December 2, 1969.

32322-o ADRIEN GRENIER, notary,
Attorney for the Company.

Monkland Construction Inc.

Notice is given that "Monkland Construction Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

32324 ME GUY LACOSTE, notary,
Attorney for the Company.

Rose Gardens Convalescent & Nursing Home Inc.

Notice is hereby given that "Rose Gardens Convalescent & Nursing Home Inc.", which has its head office in the city of Montreal, in the province of Québec, will make application for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Companies Act.

Montreal, the 16th day of September, 1969.

32326-o LECHTER & SEGAL,
Attorneys for petitioner.

Metropolitan Builders Development Corp.

Avis est par les présentes donné que « Metropolitan Builders Development Corp. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de ladite Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 5e jour de décembre 1969.

Les procureurs de la requérante,
32323-0 GREENBLATT, GODINSKY & RESIN.

Nadco Investments Inc.

Avis est donné que « Nadco Investments Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 3e jour de décembre 1969.

Les procureurs,
32325-0 GURMAN, MARCOVITCH & MILLER.

Tru-Lite (Montreal) Inc.

Avis est par les présentes donné que « Tru-Lite (Montreal) Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 28e jour de novembre 1969.

Le secrétaire,
32327 ALOIS L. FACTOR.

George A. Watson (Québec) Limited

Prenez avis que la compagnie « George A. Watson (Québec) Limited », a l'intention de s'adresser au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Le président,
32328-0 ARNOLD F. STEVENSON.

Au Grand Salon Itée

Prenez avis que la compagnie « Au Grand Salon Itée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 10e jour de décembre 1969.

Les procureurs de la compagnie,
32341-0 PARÉ, BARBEAU, HOLDEN,
STEINBERG & DERMER.

Tri-Nol Inc.

Prenez avis que la compagnie « Tri-Nol Inc. », ayant son siège social à 865, 1ère Avenue, Québec, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Le procureur de la compagnie,
32345-0 MICHEL BROCHU.

Metropolitan Builders Development Corp.

Notice is hereby given that "Metropolitan Builders Development Corp.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of said Companies Act.

Dated at Montreal, this 5th day of December, 1969.

GREENBLATT, GODINSKY & RESIN,
32323-0 Attorneys for the Applicant.

Nadco Investments Inc.

Notice is hereby given that "Nadco Investments Inc.", a corporation, incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 3rd day of December, 1969.

GURMAN, MARCOVITCH & MILLER,
32325-0 Attorneys.

Tru-Lite (Montreal) Inc.

Notice is hereby given that "Tru-Lite (Montreal) Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter under the Companies Act.

Dated at Montreal, this 28th day of November, 1969.

ALOIS L. FACTOR,
22327-0 Secretary.

George A. Watson (Québec) Limited

Take notice that "George A. Watson (Québec) Limited", intends to apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

ARNOLD F. STEVENSON,
32328-0 President.

Au Grand Salon Itée

Notice is hereby given that "Au Grand Salon Itée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, this 10th day of December, 1969.

PARÉ, BARBEAU, HOLDEN,
32341-0 STEINBERG & DERMER,
Attorneys for the Company.

Tri-Nol Inc.

Notice is given that "Tri-Nol Inc.", having its head office at 685, 1st Avenue, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter pursuant to the provisions of the Companies Act.

MICHEL BROCHU,
32345-0 Attorney for the Company.

Cummings Continental Car Corp.

Avis est par les présentes donné que « Cummings Continental Car Corp. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 11e jour de décembre 1969.

32342 *Le procureur de la compagnie,*
MONROE ABBEY, C.R.

Cummings Continental Car Corp.

Notice is hereby given that "Cummings Continental Car Corp.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 11th day of December, 1969.

32342-o *MONROE ABBEY, Q.C.,*
Attorney for the Company.

Kampus Record & Book Shops Inc.

Avis est donné que « Kampus Record & Book Shops Inc. », une corporation ayant son siège social dans la cité de Côte St-Luc, district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

32343-o *Le procureur de la compagnie,*
SIMON RICHTER.

Kampus Record & Book Shops Inc.

Notice is hereby given that "Kampus Record & Book Shops Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Côte St-Luc, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

32343-o *SIMON RICHTER,*
Attorney for the Company.

St. Joseph's House of Hospitality Inc.

Avis est par les présentes donné que « St. Joseph's House of Hospitality Inc. », une corporation constituée en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de ladite Loi.

Daté à Montréal, Québec, ce 10e jour de décembre 1969.

32344 *Les procureurs de la corporation,*
STEWART, MCKENNA, WAGNER,
LEFEBVRE, LORIOT & PHELAN.

St. Joseph's House of Hospitality Inc.

Notice is hereby given that "St. Joseph's House of Hospitality Inc.", a corporation having a charter under Part III of the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the said Act.

Dated at Montreal, Québec, this 10th day of December, 1969.

32344-o *STEWART, MCKENNA, WAGNER,*
LEFEBVRE, LORIOT & PHELAN,
Attorneys for the corporation.

Universal Feeds Limited

Avis est donné que la compagnie « Universal Feeds Limited », une corporation incorporée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 5e jour de décembre 1969.

32346-o *Les procureurs de la compagnie,*
PRÉVOST, TRUDEAU, BISAILLON
& LEDUC.

Universal Feeds Limited

Notice is hereby given that "Universal Feeds Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 5th day of December, 1969.

32346-o *PRÉVOST, TRUDEAU, BISAILLON*
& LEDUC,
Attorneys for the Company.

Ventes pour taxes**Ville de Saint-Basile-le-Grand**

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Saint-Basile-le-Grand, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère à l'Hôtel de Ville de la ville de Saint-Basile-le-Grand, 204 rue Principale, le MERCREDI, QUATORZIÈME jour de JANVIER 1970, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des

Sales for Taxes**Town of Saint-Basile-le-Grand**

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the town of Saint-Basile-le-Grand, that the hereinafter described immovables will be sold by public auction, at the Town Hall of the town of Saint-Basile-le-Grand, 204 Principale Street, on WEDNESDAY, FOURTEENTH day of JANUARY, 1970, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the

taxes municipales et scolaires et répartition, avec intérêt plus les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

La Commission municipale de Québec par décision en date du 25 novembre 1969, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550, tel qu'amendé par 24, George V, chapitre 33, section 3.

Tous les immeubles vendus sont sujets au droit de retrait d'un an.

payment of the municipal and school taxes plus the costs which shall subsequently be incurred unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Québec Municipal Commission by a decision dated November 25th, 1969, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of the article 550 of cities and towns Act, as amended by 24, George V, chapter 33, section 3.

All the immovables sold are subject to the one-year right of redemption.

Folio	Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre	Subdivision
273	Lamb, Brian D., 557 St-Francis, Redwood City California, U.S.A.	P. 383	
Partie du lot 383 — L'extrême nord-ouest de la partie nord-est du lot numéro trois cent quatre-vingt-trois (383) au livre des renvois de la paroisse de St-Bruno, mesurant soixante-dix-huit pieds et six centièmes d'un pied (78'6) en largeur à angle droit avec ses lignes de côté, par cent cinquante pieds (150') en profondeur, et borné en front au nord-ouest par le dit « Chemin des 20 », en arrière au sud-est et un côté du sud-ouest, par le résidu dudit lot numéro trois cent quatre-vingt-trois (383), et sur l'autre côté au nord-est, par une partie du chemin municipal maintenant fermé et ne portant pas de numéro cadastral, la ligne nord-est de la présente description de l'emplacement est parallèle et à une distance d'environ vingt-huit (28') pieds de la ligne sud-ouest du lot numéro trois cent quatre-vingt-quatre (384) du livre des renvois de la paroisse de St-Bruno.			
577	Grenier, Camille & Dame-Mrs. Lucille Angers, 310 Rang des 20, Saint-Basile-le-Grand.	391	P. 3.
Lot 391-P. 3 — Paroisse de St-Bruno, avec bâtisses portant le numéro 310 dudit Rang des Vingt, à distraire, la partie sud-ouest, mesurant (55') de largeur par une profondeur de (144.2') dans une ligne et (142.7') dans l'autre ligne, soit une superficie de (7,890 p.c.) appert acte No 200410.			
585	Alexander, Dame-Mrs. Madeleine Martin, 105 rue Hickson, Saint-Lambert, Qué.	391	5.
602	Valin Realities Corporation, 1331 Greene Ave, Westmount, Qué.	P. 394	
Partie du lot 394 — Paroisse de St-Bruno, mesurant (70') pieds en front par (100') pieds de profondeur dans ses lignes nord-ouest et sud-est, borné comme suit: en front, par la rue appelée « Ménard », (lot 394, subdivision 7), au sud-ouest et au nord-ouest par le lot 394 subdivision 3, au sud-est par le lot 394 subdivision 2 et à l'arrière par le lot 395 du cadastre officiel de la paroisse de St-Bruno.			
606	Trilon Construction Co. Ltd., 8235 Mountain Sights Ave, Montreal, Que.	394	6.
740	Pouliot, Gaston, 6 rue Olier, Saint-Basile-le-Grand, Qué.	397	28 et-and P. 29.
Partie sud-est du lot No 397-29 du cadastre de la paroisse de St-Bruno, mesurant (10') de largeur sur une profondeur de (102'); borné: en front, au nord-est par le boulevard Taillon; en arrière, au sud-ouest, par partie du lot 396 ou ses subdivisions; auxdits plan et livre de renvois officiels; d'un côté, au nord-ouest, par le résidu de ladite subdivision 29 dudit lot; et de l'autre côté au sud-est, par la subdivision 28 dudit lot ci-dessus décrit, mesure anglaise. Sans bâtisse.			
2206	Trilon Construction Co. Ltd., 8235 Mountain Sights Ave, Montreal, Que.	463	121.
2202	Elite Investment Corporation, c/o Garmaise & Garmaise, 1010 Ste-Catherine West, Montreal Que.	463	117.
2260	Trilon Construction Co. Ltd., 8235 Mountain Sights Ave, Montreal, Que.	464	40.
2279	Trilon Construction Co. Ltd., 8235 Mountain Sights Ave, Montreal, Que.	463, 464	109, 59.
2282	Trilon Construction Co. Ltd., 8235 Mountain Sights Ave, Montreal, Que.	464	62.
2284	Trilon Construction Co. Ltd., 8235 Mountain Sights Ave, Montreal, Que.	464	64.
2285	Trilon Construction Co. Ltd., 8235 Mountain Sights Ave, Montreal, Que.	464	65.
2287	Trilon Construction Co. Ltd., 8235 Mountain Sights Ave, Montreal, Que.	463, 464	119, 67.

Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Bruno, maintenant ville de Saint-Basile-le-Grand et situés dans ladite ville, le bureau d'enregistrement de la ville est situé au 201 place Charles LeMoyné, Longueuil.

Ladite vente sera en outre faite avec tous les droits de subrogation, toutes les servitudes actives ou passives apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

Donné en la ville de Saint-Basile-le-Grand, ce douzième jour de décembre mil neuf cent soixante-neuf.

(Sceau)
32336-51-2-o

Le secrétaire-trésorier,
MARTIAL LALANDE.

Cité de Jonquière

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la cité de Jonquière, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique à l'Hôtel-de-Ville de la cité de Jonquière, 320 rue St-Dominique, Jonquière, MARDI, le DIX-SEPTIÈME jour de FÉVRIER de l'an mil neuf cent soixante-dix, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que les intérêts et frais subséquents encourus à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

The above immovables are all on the plan and book of reference of the parish of St-Bruno, now town of Saint-Basile-le-Grand and situated in the said town, the registration office of the said town is situated at 201 Place Charles LeMoyné, Longueuil.

The said sale will be made with all subrogation rights, and all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties.

Given at the town of Saint-Basile-le-Grand, this twelfth day of December, nineteen hundred and sixty-nine.

32336-51-2-o
(Seal)

MARTIAL LALANDE,
Secretary-Treasurer.

City of Jonquière

Public notice is hereby given by the undersigned, City Clerk of the city of Jonquière, that hereinafter described immovables will be sold by public auction, at the City Hall of the city of Jonquière, TUESDAY, the SEVENTEENTH day of FEBRUARY in the year nineteen seventy, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of Municipal and School taxes with accrued interests and costs incurred thereon unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Numéro du compte Account number	Noms des propriétaires et adresses Names of proprietors and addresses	Description de l'immeuble Description of immovable
4-3-2-6.....	Mme Arthur Desbiens, 90 St-Laurent, Jonquière, P.Q.	Lot 26-B-347, R. III.
4-7-4-7.....	M. Alfred Deveau, 10a Laval, Kénogami, P.Q.	Lot 25-A-302, R. III.
4-9-14-14.....	MM. Réal Nault & Robert Côté, 217 Panet, Jonquière, P.Q.	Lot 25-A-398, R. III.
1-1-1-9.....	M. Joseph Larouche, 402 St-Jean-Baptiste, Jonquière, P.Q.	P. Lot 19-B, R. III.
		P. Lot 18, R. III.

a) Toute cette partie sud-ouest du lot numéro dix-huit (Ptie S.-O. No 18), du rang trois (Rg III) du cadastre officiel du canton Jonquière, mesurant environ un arpent de largeur en front sur la rue St-Jean-Baptiste sur une profondeur de cent pieds (100') de l'est à l'ouest et bornée vers le nord par le résidu du lot, propriété de M. Donat Gagnon ou représentants, vers l'est par une partie résiduelle dudit lot appartenant à Price Brothers Co. Ltd., vers le sud par cette partie du lot dix-neuf-B (Ptie lot No 19-B) ci-après décrite et vers l'ouest par la rue St-Jean-Baptiste actuelle; et

(a) The southwest part of a parcel of land forming part of the lot known and designated on the official plan and in the book of reference for the township of Jonquière, registration division of Chicoutimi, under the number eighteen (Part S.-W. lot No. 18), of Range Three (Rge III), measuring approximately one arpent in width on St-Jean-Baptiste Street, by one hundred feet (100') in depth from East to West; said parcel of land being bounded: towards the north by a residual part of the said lot 18, property of Mr. Donat Gagnon or representatives, towards the East by a residual part of said lot, property of Price Brothers and Company Limited, towards the south by part of lot number nineteen-B (Part lot 19-B) hereafter described and towards the west by St-Jean-Baptiste Street; and

b) Toute cette partie du lot numéro dix-neuf-B (Ptie 19-B) du rang trois (Rg III) du cadastre officiel du canton Jonquière, mesurant cent pieds (100') de profondeur de l'ouest à l'est à partir de la rue St-Jean-Baptiste actuelle, sur toute la largeur dudit lot dont elle fait partie, et bornée au nord par cette partie du lot dix-huit (Ptie lot No 18) ci-dessus décrite au paragraphe précédent, vers l'est par le résidu du lot, propriété de Price Brothers Co. Ltd., vers le sud par la partie du lot numéro dix-neuf-A (Ptie Lot No 19-A) appartenant à Sieur Gilbert, fils de Pamphile, ou représentants et vers l'ouest par la rue St-Jean-Baptiste actuelle.

(b) A parcel of land forming part of the lot known and designated on the official plan and in the book of reference for the township of Jonquière, registration division of Chicoutimi, under the number nineteen-B (Part 19-B), of Range three (Rge III) measuring one hundred feet (100') in depth from West to east commencing at St-Jean-Baptiste Street, by the whole width of the said lot of which it forms part of; said parcel of land being bounded towards the north by a parcel of lot number 18, here above described in paragraph A, towards the east by the residue of said lot, property of Price Brothers Company Limited, towards the south by a part of lot number 19-B, property of Mr. Gilbert, son of Pamphile or representatives, and towards the west by St-Jean-Baptiste Street.

Le tout sans bâtisse, mais avec appartenances et dépendances.

The whole without buildings erected thereon, but with circumstances and dependencies.

1-1-2-19.....	M. Joseph Leboeuf, 40 Cartier, Kénogami, P.Q.	P. Lot 19-A, R. III.
---------------	-----------------------------------------------	----------------------

Un lopin de terre ou emplacement, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Jonquière, comme formant partie du lot numéro dix-neuf-A (Ptie No 19-A), dans le rang trois (Rg III) dudit canton, lequel terrain mesure quarante pieds (40') de largeur du sud au nord, sur une profondeur de cent pieds (100') de l'est à l'ouest, et est borné au nord et à l'est par le terrain de M. Louis Gagnon, au sud par le terrain de M. Adélar Boivin, et à l'ouest par le chemin public ou rue St-Jean-Baptiste.

A parcel of land forming part of the lot known and designated on the official plan and in the book of reference for the township of Jonquière, registration division of Chicoutimi, under the number nineteen-A (Part lot 19-A), of Range Three (Rge III); said parcel of land measuring forty feet (40') in width from south to north, by one hundred feet (100') in depth from east to west, and bounded towards the north and the east by the property of Mr. Louis Gagnon, towards the south by the property of Mr. Adélar Boivin and towards the west by St-Jean-Baptiste Street.

Le tout sans bâtisse mais avec circonstances et dépendances.

The whole without building erected thereon, but with circumstances and dependencies.

La Commission Municipale du Québec par sa décision en date du 7 novembre 1969, a autorisé une énumération abrégée des lots cadastraux des immeubles sous l'autorité de l'article 550 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193).

Donné à Jonquière, ce quinzième jour de novembre de l'an mil neuf cent soixante-et-neuf.

Copie certifiée. *Le greffier,*
32197-50-2-o LIONEL HARVEY.

Ville de Boucherville

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la ville de Boucherville, que les immeubles dont les taxes n'auront pas été payées pour les années 1969 et antérieures seront vendus à l'enchère publique, en la salle du conseil, à l'Hôtel de Ville de la ville de Boucherville, le TREIZIÈME jour de JANVIER 1970, à DIX heures de l'avant-midi, pour le paiement des taxes municipales avec intérêts et les frais, plus les frais subséquemment encourus, à moins que lesdites taxes, les intérêts et les frais ne soient payés avant la vente.

Permission a été accordée à la Ville, le 12 novembre 1969, par la Commission municipale de Québec d'énumérer de façon abrégée les numéros cadastraux des immeubles ci-dessous mentionnés.

The Québec Municipal Commission, by a decision dated November 7, 1969, has authorized an abridged form of cadastral numbers of the immovables under the authority of article 550 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, chapter 193).

Given at Jonquière, this fifteenth day of November in the year nineteen sixty-nine.

Certified copy. LIONEL HARVEY,
32197-50-2-o Town Clerk.

Town of Boucherville

Public notice is by the presents given by the undersigned, city clerk of the town of Boucherville, that the proprietors for which unpaid taxes for 1969 and previous years are still outstanding will be sold by public auction at the council room, at the Town Hall of the town of Boucherville, the THIRTEENTH day of JANUARY, 1970, at TEN o'clock a.m., in payment of municipal taxes, with interests and costs, plus the costs subsequently incurred, unless the said taxes are paid prior to the sale.

Permission was granted to the municipality by the Québec Municipal Affairs Department, on November 12, 1969, to enumerate so as to shorten them, the cadastral numbers of the immovables involved.

Cadastre de la paroisse de Sainte-Famille de Boucherville
Cadastre of the parish of Sainte-Famille de Boucherville

Rôle	Nom du propriétaire	Description de l'immeuble
Roll	Name of proprietor	Description of immovable
1-51-1115	Leroyer, Albert	A lot known and designated as being subdivision one of original lot number four (4-1) on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Famille de Boucherville. To be deducted from the said lot that part ceded in virtue of the deed registered at the registry office for the registration division of Chambly under the number 194397 and measuring the said part eighty feet (80') in its southeast line, one hundred and ninety-one feet and two one-tenths of a foot (191.2') in its southwest line and one hundred and seventy-three feet and eight one-tenths of a foot (173.8') in its northwest line, containing a superficial area of six thousand nine hundred and fifty-two square feet; and bounded as follows: to the southeast by Marie-Victorin Boulevard, to the southwest by a part of lot number 5-1 and to the northeast by a part of said lot number 4-1.
1-51-1115	Leroyer, Albert	A part of lot known and designated as being subdivision one of original lot number five (5-Pt. 1) on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Famille de Boucherville, measuring thirty-six feet and sixteen hundredths of a foot (36.16') in its northwest line, eighty-four feet in its northeast line and sixty-one feet and seven hundredths of a foot (61.7') in its southeast line; and bounded as follows: to the northwest by St-Laurent River, to the northeast by a part of lot number 4-1 and to the southwest by another part of lot number 5-1.
1-112-19	Beaudry, Adélar	17 81.
1-63-880	Roy, André	19 44.
1-34-822	Ass. Ent. a/s-c/o Gagnon synd.-trustee	20 210, 21 307.
1-69-812	Ass. Ent. a/s-c/o Gagnon synd.-trustee	20 248.
1-69-802	Ass. Ent. a/s-c/o Gagnon synd.-trustee	21 453.
1-15-785	Asselin, Fernand	22 46.
2-15-665	Gervais, Raoul	26 63.
2-15-668	Gervais, Raoul	26 66.
2-18-125	Ste-Marie, Conrad	30 59.
2-18-125	Ste-Marie, Conrad	30 58.
2-18-115	Paquette, Wilfrid	30 66.
3-51-475	Inconnu-Unknown	
3-51-401	Inconnu-unknown	

Une partie du lot 36 ayant une superficie approximative de 8,019 pieds carrés, plus ou moins, et borné comme suit: au nord-ouest par le fleuve St-Laurent, au sud-ouest par une partie du lot 36, au nord-est par l'emprise de la route Marie-Victorin et au sud-est par la route Marie-Victorin.

A part of lot 36 containing an area of approximately 8,019 square feet and more or less and bounded as follows: on the northwest by the St-Laurent River, on southwest by a part of lot 36, on northeast by Marie-Victorin Road, and on southeast by Marie-Victorin Road.

Cadastre de la paroisse de Sainte-Famille de Boucherville (suite)
Cadastre of the parish of Sainte-Famille de Boucherville (continued)

Rôle Roll	Nom du propriétaire Name of proprietor	Description de l'immeuble Description of immovable
3-51-421	Inconnu-unknown	
	Une partie du lot 36 ayant une superficie approximative de 3,386 pieds carrés plus ou moins et borné comme suit: au nord-ouest par le fleuve St-Laurent, au sud-ouest par le lot partie 37-2 et la route Marie-Victorin, au nord-est par le lot partie 36 et au sud-est par la route Marie-Victorin.	A part of lot 36 containing an area of approximately 3,386 square feet, and more or less, and bounded as follows: on northwest by St-Laurent River, on southwest by the lot part No. 37-2 and the Marie Victorin Road, on northeast by the lot part No. 36 and on the southeast by Marie-Victorin Road.
3-51-382	Désjardins, Pierre	
	Une partie du lot 37 ayant une superficie approximative de 30,655 pieds carrés, plus ou moins, et borné comme suit: au nord-ouest par la route Marie-Victorin, au nord-est par le lot originaire 331, au sud-est par le lot originaire 331 et au sud-ouest par une partie du lot 38.	A part of lot 37 containing approximately an area of 30,655 square feet, more or less, and bounded as follows: on northwest by the Marie-Victorin Road, on northeast by the original lot No. 331, on southeast by the original lot 331 and on southwest by a part of lot 38.
3-51-381	Berthe G. Tarte et-and Joseph Tarte	37 6.
3-27-350	Ermel Inv. Co. Ltd.	
	Une partie du lot 38 et bornée comme suit: au nord-ouest par la rue Fort St-Louis, au nord-est par les lots 37-29-1, 37-29-2, 37-30 à 37-34, 37-25 à 37-27 et P-37 au sud-est par la route 3 et au sud-ouest par une partie du lot 39.	A part of lot 38 bounded as follows: on the southwest by Fort St-Louis Street, on northeast by the lots 37-29-1, 37-29-2, 37-30 to 37-34, 37-25 to 37-27 and P-37, on the southeast by route No. 3 and on the southwest by a part of lot 39.
3-27-350	Eamel Inv. Co. Ltd.	
	Une partie du lot 38 bornée comme suit: au nord-est par les lots 37-64, 37-66 à 37-69, 37-74, 37-75, au sud-est par la rue De Jumonville, au sud-ouest par la rue De Brouage et au nord-ouest par le lot 38-81.	A part of lot 38 bounded as follows: on the northeast by the lots 37-64, 37-66 to 37-69, 37-74, 37-75, on the southeast by De Jumonville Street, on the southwest by De Brouage Street and on the northwest by lot 38-81.
3-51-349	Inconnu-unknown	
	Une partie du lot 38 ayant une superficie approximative de 60 pieds carrés, plus ou moins, et bornée comme suit: au nord-ouest par le fleuve St-Laurent, au nord-est par la partie du lot 38, au sud-ouest par la partie du lot 39 et au sud-est par la route Marie-Victorin.	A part of lot 38 containing an area of approximately 60 square feet and more or less, and bounded as follows: on northwest by the St-Laurent River, on northeast by the part of lot 38, on southwest by the part of lot 38, and on the southeast by the Marie-Victorin Road.
3-51-361	Inconnu-unknown	
	Une partie du lot 38 ayant une superficie de 12,100 pieds carrés, plus ou moins, et bornée comme suit: au nord-ouest par le fleuve St-Laurent sur une longueur de 461 pieds, au sud-ouest par la partie du lot 38 et la route Marie-Victorin sur une longueur de 32 pieds, au nord-est par la route Marie-Victorin sur une longueur de 22 pieds et au sud-est par la route Marie-Victorin sur une longueur de 470 pieds.	A part of lot 38 containing an area of approximately 12,100 square feet and more or less and bounded as follows: on northwest by the St-Laurent River measuring 461 feet, on southwest by part of lot 38 and the Marie-Victorin Road measuring 32 feet, on northeast by Marie-Victorin Road measuring 22 feet, on the southeast by the Marie-Victorin Road measuring 470 feet.
3-51-375	Berthe G. Tarte et-and Joseph Tarte	38 1.
3-21-351	Ermel Inv. Co. Ltd.	38 16.
3-21-361	Ermel Inv. Co. Ltd.	38 17.
3-21-371	Ermel Inv. Co. Ltd.	38 18.
3-21-364	Ermel Inv. Co. Ltd.	38 19.
3-21-390	Ermel Inv. Co. Ltd.	38 27.
3-21-296	Mathieu, Claude	39 387.
3-21-298	Seigneurie Builders	39 388.
3-51-281	Inconnu-unknown	
	Une partie du lot 40 ayant une superficie de 11,044 pieds carrés, plus ou moins, et bornée comme suit: au nord-ouest par le fleuve St-Laurent, au sud-ouest par la partie du lot 41 et au sud-est par la route Marie-Victorin.	A part of lot 40 containing an area of approximately 11,040 square feet, and more or less, and bounded as follows: on northwest by the St-Laurent River, on southwest by the part of lot 41, and on southeast by the Marie-Victorin Road.
3-105-205	Menaughton, Robert Gérard	44 13.
3-26-41	Cardin, Julienne Mlle-Miss	46 58.
3-61-193	Seigneurie Builders	67 37.
3-13-360	Prestige Dev. Ltd.	
	Une partie du lot 68 ayant une superficie de 115,627.5 pieds carrés plus ou moins et bornée comme suit: au nord-ouest par le lot 68-12, au nord-est par les lots 68-71 à 68-76, au sud-est par les lots 68-77 à 68-80, au sud-ouest par les lots 68-14, 68-88 et une partie du lot 67.	A part of lot 68 containing an area of approximately 115,627.5 square feet and more or less, and bounded as follows: on the northwest by lot 68-12, on the northeast by lots 68-77 to 68-80, on the southwest by lots 68-14, 68-88 and a part of lot 67.
3-13-360	Prestige Dev. Ltd.	

Une partie du lot 68 ayant une superficie de 76,975 pieds carrés plus ou moins et bornée comme suit: au nord-ouest par le lot 68-100 et une partie du lot 69, au nord-est par une partie du lot 71, au sud-ouest par la rue Joseph Huet et au sud-est par la rue Jean Désy.

A part of lot 68 containing an area of approximately 76,975 square feet and more or less, and bounded as follows: on the northwest by lot 68-100 and a part of lot 69, on the northeast by a part of lot 71, on the southwest by Joseph Huet Street and on the southeast by Jean Désy Street.

Cadastre de la paroisse de Sainte-Famille de Boucherville (suite)
 Cadastre of the parish of Sainte-Famille de Boucherville (continued)

Rôle Roll	Nom du propriétaire Name of proprietor	Description de l'immeuble Description of immovable
3-68-241	Prestige Dev. Ltd.	
	Une partie du lot 68 ayant une superficie approximative de 8,800 pieds carrés, plus ou moins, et bornée comme suit: au nord-ouest par la rue Jean Désy, au sud-ouest par les lots 68-101 et 68-102, au sud-est par les parties des lots 68-131 et 68-132 et au nord-est par le lot 68-133.	A part of lot 68 containing an area of approximately 8,800 square feet and more or less, and bounded as follows: on northwest by Jean Désy Street, on southwest by the lots 68-101 and 68-102, on southeast by parts of lots 68-131 and 68-132 and on northeast by the lot 68-133.
3-72-1098	Prestige Dev. Ltd.	68 77.
3-70-300	Prestige Dev. Ltd.	68 15.
3-70-308	Prestige Dev. Ltd.	68 16.
3-70-316	Prestige Dev. Ltd.	68 17.
3-70-326	Prestige Dev. Ltd.	68 18.
3-70-376	Prestige Dev. Ltd.	68 20.
3-70-378	Prestige Dev. Ltd.	68 21.
3-70-380	Prestige Dev. Ltd.	68 22.
3-70-390	Prestige Dev. Ltd.	68 27.
3-13-371	Prestige Dev. Ltd.	68 32.
3-70-400	Prestige Dev. Ltd.	68 33.
3-68-374	Prestige Dev. Ltd.	68 35.
3-70-397	Papadakis, Georges	68 45.
3-72-396	Peter, Evdokias	68 51.
3-72-390	Prestige Dev. Ltd.	68 54.
3-72-388	Prestige Dev. Ltd.	68 55.
3-72-399	Prestige Dev. Ltd.	68 60, 71 10.
3-72-1082	Prestige Dev. Ltd.	68 72.
3-72-1084	Prestige Dev. Ltd.	68 73.
3-72-1088	Prestige Dev. Ltd.	68 74.
3-72-1090	Prestige Dev. Ltd.	68 75.
3-72-1094	Prestige Dev. Ltd.	68 76.
3-72-1100	Prestige Dev. Ltd.	68 78.
3-72-1102	Prestige Dev. Ltd.	68 79.
3-72-1106	Prestige Dev. Ltd.	68 80.
3-104-1111	Prestige Dev. Ltd.	68 86 128 35.
3-104-1115	Prestige Dev. Ltd.	68 87 128 34.
3-104-1095	Prestige Dev. Ltd.	68 88.
3-104-1106	Prestige Dev. Ltd.	68 89.
3-104-1108	Prestige Dev. Ltd.	68 90.
3-104-1110	Prestige Dev. Ltd.	68 91.
3-104-1114	Prestige Dev. Ltd.	68 92.
3-104-1116	Prestige Dev. Ltd.	68 93.
3-104-1120	Prestige Dev. Ltd.	68 94, 128 32.
3-104-1122	Prestige Dev. Ltd.	68 95, 128 31.
3-104-1124	Prestige Dev. Ltd.	68 96, 128 30.
3-70-290	Prestige Dev. Ltd.	68 97, 69 136.
3-70-275	Prestige Dev. Ltd.	68 101.
3-70-283	Prestige Dev. Ltd.	68 102.
3-70-369	Prestige Dev. Ltd.	68 105, 71, 21.
3-70-371	Evdo Const. Inc.	68 106.
3-70-373	Prestige Dev. Ltd.	68 107.
3-70-375	Prestige Dev. Ltd.	68 108.
3-70-377	Prestige Dev. Ltd.	68 109.
3-68-395	Prestige Dev. Ltd.	68 110.
3-68-389	Prestige Dev. Ltd.	68 111.
3-68-383	Prestige Dev. Ltd.	68 112.
3-68-377	Prestige Dev. Ltd.	68 113.
3-68-371	Prestige Dev. Ltd.	68 114.
3-68-365	Prestige Dev. Ltd.	68 115.
3-70-357	Evdo Const. Inc.	68 124.
3-68-247	Prestige Dev. Ltd.	68 133.
3-68-253	Prestige Dev. Ltd.	68 134.
3-68-259	Prestige Dev. Ltd.	68 135.
3-68-265	Prestige Dev. Ltd.	68 136.
3-68-271	Prestige Dev. Ltd.	68 137, 71 34.
3-72-1109	Prestige Dev. Ltd.	68, 149, 71 42, 126 28.
3-72-1113	Prestige Dev. Ltd.	68, 150, 126 29.
3-72-1117	Prestige Dev. Ltd.	68, 151, 126 30.
3-72-1139	Prestige Dev. Ltd.	68, 155, 128 93.
3-104-1109	Prestige Dev. Ltd.	68, 156, 128 92.
3-81-395	Borboudakis, Georges	

Une partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro soixante-neuf (Ptie 69) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Famille de Boucherville, de figure parallélogrammatique, bornée en front au sud-est par le chemin public (Pays Brûlé), au nord-ouest par partie du lot numéro 70 dudit cadastre; d'un côté au nord-est par partie du lot numéro 69 dudit cadastre et de l'autre côté au sud-ouest par le lot

A part of original lot number sixty-nine (Pt. 69) on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Famille de Boucherville, of parallelogrammatic figure, bounded in front to the southeast by the public Road (Pays Brûlé), to the northwest by part of lot 70 of said cadastre, on one side to the northeast by part of said lot 69 of said cadastre and to the southwest by lot 69-11 and part of said lot 69, measuring the said

numéro 69-11 et partie du lot numéro 69 dudit cadastre; mesurant ladite partie soixante-quinze pieds (75') dans chacune de ses lignes nord-ouest et sud-est et cent quatre-vingt-douze pieds (192') dans chacune de ses lignes nord-est et sud-ouest; contenant en superficie quatorze mille deux cent soixante-treize pieds carrés (14,273 pi. ca.), mesure anglaise et plus ou moins.

La limite sud-ouest du lot 69-1 dudit cadastre et la limite nord-est de ladite partie du lot numéro 69 sont parallèles.

Le point de rencontre des lignes nord-est et sud-est de ladite partie du lot numéro 69 est situé à une distance de soixante-quinze pieds (75') mesure anglaise, du point de rencontre des limites sud-ouest et sud-est dudit lot numéro 69-1, mesurée dans une direction nord-est le long de la limite nord-ouest dudit chemin public.

A distraire cependant de ladite partie du lot numéro 69 la partie expropriée ainsi qu'il appert aux termes d'un acte enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Chambly, sous le numéro 303534.

part seventy-five feet (75') in each of its northwest and southeast lines, and one hundred and ninety-two feet (192') in each of its northeast and southwest lines, containing a superficial area of fourteen thousand two hundred and seventy-three square feet (14,273 sq. ft.), English measure and more or less.

The southeast limit of lot 69-1 of said cadastre and the northeast limit of said part of lot 69 are parallel.

The point of coincidence of the northeast and southeast lines of said part of lot 69 is situated at a distance of seventy-five feet (75'), English measure, from the point of coincidence of the southwest and southeast limits of said lot 69-1, measured to a northeast direction along of the northwest limit of said public road.

To be deducted of said part of lot 69 the part expropriated under the terms of an act registered at the registry office for the registration division of Chambly under the number 303534.

Cadastre de la paroisse de Sainte-Famille de Boucherville (suite)
Cadastre of the parish of Sainte-Famille de Boucherville (continued)

Rôle Roll	Nom du propriétaire Name of proprietor	Description de l'immeuble Description of immovable
3-81-401	Prestige Dev. Ltd.	
	Une partie du lot 69 contenant une superficie de 11,274 pieds carrés plus ou moins et bornée comme suit: au sud-est par le boulevard Mortagne, au nord-est par une partie du lot 69-1 et une partie du lot 69, au nord-ouest par une partie du lot 70 et au sud-ouest par une partie du lot 69.	A part of lot 69 containing an area of approximately 11,274 square feet and more or less, and bounded as follows: on the southeast by Mortagne Boulevard on the northeast by a part of lot 69-1 and a part of lot 69, on the northwest by a part of lot 70 and on the southwest by a part of lot 69.
3-81-401	Prestige Dev. Ltd.	
	Une partie du lot 70 ayant une superficie de 50,910,600 pieds carrés plus ou moins et bornée comme suit: au nord-est par la rue Montarville, au sud-est par la partie 69 de Prestige Development Ltd et P-69 à Georges Borboudakis, au nord-ouest par une partie du lot 70, et au sud-ouest par les lots 68-83, 69-102, P-69-106 à 121, 69-73 et P-69-122-1.	A part of lot 70 containing an area of approximately 50,910,600 square feet and more or less, and bounded as follows: on the northeast by Montarville Street, on the southeast by a part of lot 69 of Prestige Development Ltd and part 69 of Georges Borboudakis, on northwest by the lots 68-83, 69-102, P-69-106 to 121, 69-73 and P-69-122-1.
3-81-401	Prestige Dev. Ltd.	
	Une partie du lot 69 contenant une superficie de 6,800 pieds carrés plus ou moins et bornée comme suit: au nord-est par la rue Montarville, au nord-ouest par une partie du lot 70, au sud-est par une partie du lot 69-1 et au sud-ouest par une partie du lot 69.	A part of lot 69 containing an area of approximately 6,800 square feet and more or less and bounded as follows, on the northeast by Montarville Street, on the northwest by a part of lot 70, on the southeast by a part of lot 69-1 and on the southwest by a part of lot 69.
3-81-401	Prestige Dev. Ltd.	
	Une partie du lot 69 ayant une superficie de 44,168 pieds carrés plus ou moins et bornée comme suit: au nord-ouest par une partie des lots 69-132 et 69-133, au sud-ouest par une partie des lots 67-96 et 67-97, au nord-est par une partie du lot 69-132 et au sud-est par la rue Joseph Huet, une partie du lot 68 et le lot 69-135.	A part of lot containing an area of approximately 44,168 square feet, more or less, and bounded as follows: on the northwest by a part of lots 69-132 and 69-133, on the southwest by a part of lots 67-96 and 67-97, on the northeast by a part of lot 69-132 and on the southeast by Joseph Huet Street, a part of lot 68 and the lot 69-135.
3-70-286	Prestige Dev. Ltd.	69 135.
3-70-294	Prestige Dev. Ltd.	69 137, 68 98.
3-13-400	Prestige Dev. Ltd.	
	Une partie du lot 71 bornée comme suit: au nord-est par la rue Montarville, au nord-ouest par le lot 71-20, au sud-est par le lot 71-12 et au sud-ouest par les lots 71-2, 71-3, 71-5 à 71-11.	A part of lot 71 bounded as follows: on the northeast by Montarville Street, on northwest by lot No. 71-20, on the southeast by lot 71-12 and on the southwest by lots 71-2, 71-3, 71-5 to 71-11.
3-68-359	Prestige Dev. Ltd.	71 22, 68 116.
3-68-351	Prestige Dev. Ltd.	71 23, 68 117.
3-68-345	Prestige Dev. Ltd.	71 24, 68 118.
3-68-337	Prestige Dev. Ltd.	71 25, 68 119.
3-68-331	Prestige Dev. Ltd.	71 26, 68 120.
3-68-323	Prestige Dev. Ltd.	71 27, 68 121.
3-68-317	Prestige Dev. Ltd.	71 28, 68 122.
3-68-311	Prestige Dev. Ltd.	71 29, 68 141.
3-68-301	Prestige Dev. Ltd.	71 30, 68 140.
3-68-293	Prestige Dev. Ltd.	71 31, 68 139.
3-68-285	Prestige Dev. Ltd.	71 32, 68 138.
3-68-277	Prestige Dev. Ltd.	71 33.
3-72-1081	Prestige Dev. Ltd.	71 35, 68 142.
3-72-1085	Prestige Dev. Ltd.	71 36, 68 143.
3-72-1089	Prestige Dev. Ltd.	71 37, 68 144.
3-72-1093	Prestige Dev. Ltd.	71 38, 68 145.
3-72-1097	Prestige Dev. Ltd.	71 39, 68 146.
3-72-1101	Prestige Dev. Ltd.	71 40, 68 147.
3-72-1105	Prestige Dev. Ltd.	71 41, 68 148.
1-76-651	Guay, Gérald Mme-Mrs.	88 62.
1-70-655	Guay, Gérald Mme-Mrs.	88 63.
2-49-570	Hinla Corp.	

Une partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent vingt-deux (Ptie 122) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Famille de Boucherville; mesurant cent quatre-vingt-sept pieds et huit dixièmes de pied (187.8') en front dans sa ligne nord-ouest, cent quatre-vingt-dix pieds et six dixièmes de pied (190.6') en arrière dans sa ligne sud-est, cinq mille quatre-vingt-dix-huit pieds (5,098') d'un côté dans sa ligne nord-est et cinq mille soixante-deux pieds et trois dixièmes de pied (5,062.3') dans sa ligne sud-ouest; bornée en front au nord-ouest par la rue De Normandie, en arrière au sud-est par une partie du lot numéro 206 dudit cadastre au nord-est et au sud-ouest par d'autres parties dudit lot numéro 122.

A part of original lot number one hundred and twenty-two (122 Pt.) on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Famille de Boucherville, measuring one hundred and eighty-seven feet and eight tenths of a foot (187.8') in front in its northwest line, one hundred and ninety feet and six tenths of a foot (190.6') in rear in its southeast line, five thousand ninety-eight feet (5,098') on one side in its northeast line and five thousand sixty-two feet and three tenths of a foot (5,062.3') in its southwest line, bounded as follows: in front to the northwest by De Normandie Street, in rear to the southeast by a part of lot 206, to the northeast and to the southwest by other parts of lot 122.

Cadastre de la paroisse de Sainte-Famille de Boucherville (suite)
Cadastre of the parish of Sainte-Famille de Boucherville (continued)

Rôle Roll	Nom du propriétaire Name of proprietor	Description de l'immeuble Description of immovable
2-49-570	Genest, Roméo	
	Une partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent vingt-deux (Ptie 122) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Famille de Boucherville, mesurant cent quatre-vingt-neuf pieds et quatre dixièmes de pied (189.4') en front dans sa ligne nord-ouest, cent quatre-vingt-deux pieds et quatre dixièmes de pied (182.4') en arrière dans sa ligne sud-est, cinq mille soixante-deux pieds et trois dixièmes de pied (5,062.3') d'un côté dans sa ligne nord-est et cinq mille trente et un pieds et sept dixièmes de pied (5,031.7') de l'autre côté dans sa ligne sud-ouest; bornée en front au nord-ouest par la rue De Normandie, en arrière au sud-est par une partie du lot numéro 206 dudit cadastre, au nord-est par partie du lot numéro 122 et de l'autre côté au sud-ouest par des parties des lots 124 et 159.	A part of original lot number one hundred and twenty-two (122 Pt.) on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Famille de Boucherville, measuring one hundred and eighty-nine feet and four tenths of a foot (189.4') in front in its northwest line, one hundred and eighty-two feet and four tenths of a foot (182.4') in rear in its southeast line, five thousand sixty-two feet and three tenths of a foot (5,062.3') on one side in its northeast line and five thousand thirty-one feet and seven tenths of a foot (5,031.7') on the other side in its southwest line, bounded as follows: in front to the northwest by De Normandie Street, in rear to the southeast by a part of lot 206, on one side to the northeast by part of lot 122 and on the other side to southwest by parts of lots 124 and 159.
3-49-450	Prestige Dev. Ltd.	
	Une partie du lot 126 bornée comme suit: au nord-est par la rue Montarville, au nord-ouest par une partie du lot 71, au sud-ouest par les lots 128-28 à 128-30, 126-39 et au sud-est par le lot 126-14.	A part of lot 126 bounded as follows: on the northeast by Montarville Street, on the northwest by a part of lot 71, on the southwest by lots 128-28 to 128-30, 126-39 and on the southeast by lot 126-14.
3-49-450	Prestige Dev. Ltd.	
	Une partie du lot 126 bornée comme suit: au nord-ouest par le lot 126-14, au nord-est par la rue Montarville, au sud-est par la rue De Normandie et au sud-ouest par le lot 126-3 et une partie du lot 128.	A part of lot 126 bounded as follows: on the northwest by lot 126-14, on the northeast by Montarville Street and on the southwest by lot 126-3 and a part of lot 128.
3-13-400	Prestige Dev. Ltd.	
	Une partie du lot 71 bornée comme suit: au nord-ouest par le lot 71-12, au nord-est par la rue Montarville, au sud-ouest par les lots 71-35 à 71-41 et au sud-est par une partie du lot 126.	A part of lot 71 bounded as follows: on the northwest by lot 71-12, on the northeast by Montarville Street, on the southwest by lots 71-35 to 71-41 and on the southeast by a part of lot 126.
3-49-450	Prestige Dev. Ltd.	126 1.
3-108-1156	Prestige Dev. Ltd.	126 6, 128 69.
3-108-1138	Prestige Dev. Ltd.	126 8, 128 78.
3-108-1136	Prestige Dev. Ltd.	126 9, 128 79.
3-108-1134	Prestige Dev. Ltd.	126 10, 128 80.
3-108-1122	Prestige Dev. Ltd.	126 12, 128 84.
3-91-460	Prestige Dev. Ltd.	126 13, 128 47.
3-91-461	Prestige Dev. Ltd.	126 16, 128 42.
3-72-1121	Prestige Dev. Ltd.	126 31.
3-72-1125	Prestige Dev. Ltd.	126 32.
3-72-1129	Prestige Dev. Ltd.	126 33.
3-72-1129	Prestige Dev. Ltd.	128 86, 68, 152.
3-91-467	Prestige Dev. Ltd.	126 38.
3-91-471	Prestige Dev. Ltd.	126 39.
3-49-370	Hinla Corporation	
	Une partie du lot 127 ayant une superficie approximative de 27.84 arpents, plus ou moins, et bornée comme suit: au nord-ouest par les lots 127-114 à 127-127, au nord-est par une partie du lot 127, au sud-ouest par la partie du lot 129 et au sud-est par une partie du lot 155.	A part of lot 127 containing an area of approximately 27.84 arpents and more or less, and bounded as follows: on the northwest by lots 127-114 to 127-127, on the northeast by a part of lot 127, on the southwest by a part of lot 129 and on the southeast by a part of lot 155.
3-49-361	Mike Pavlatos et Uxor	127 6.
	A distraire une partie expropriée appert numéro 292423.	To be deducted a part of said lot expropriated as appears number 292423.
3-49-355	Hinla Corporation	127 7.
3-49-349	Hinla Corporation	127 8.
	A distraire une partie expropriée appert numéro 292423.	To be deducted a part of said lot expropriated as appears number 292423.
3-49-349	Hinla Corporation	
	A distraire une partie expropriée appert numéro 292423.	To be deducted a part of said lot expropriated as appears number 292423.

Cadastre de la paroisse de Sainte-Famille de Boucherville (suite)
 Cadastre of the parish of Sainte-Famille de Boucherville (continued)

Rôle Roll	Nom du propriétaire Name of proprietor	Description de l'immeuble Description of immovable
3-49-343 A distraire une partie expropriée appert numéro 292423.	Kolasis, Savas..... To be deducted a part of said lot expropriated as appears number 292423.	127 9.
3-49-339 A distraire une partie expropriée appert numéro 292423.	Fotinos, George..... To be deducted a part of said lot expropriated as appears number 292423.	127 10.
3-49-335 A distraire une partie expropriée appert numéro 292423.	Kolasis, Savas..... To be deducted a part of said lot expropriated as appears number 292423.	127 11.
3-13-1155	Fotinou Fotini. (Mlle-Miss).....	127 12.
3-13-1151	Hinla Corporation.....	127 13.
3-13-1145	Hinla Corporation.....	127 15.
3-13-11441	Hinla Corporation.....	127 16.
3-93-339	Sam Vasillakos.....	127 19.
3-93-341	Sam Vasillakos.....	127 20.
3-93-345	Tamvakos, Georges.....	127 21.
3-93-351	Hinla Corporation.....	127 24.
3-93-353	Hinla Corporation.....	127 25.
3-93-357	Hinla Corporation.....	127 26.
3-93-350	Hinla Corporation.....	127 29.
3-72-1131	Hinla Corporation.....	127 34.
3-93-330	Hinla Corporation.....	127 35.
3-49-360	Hinla Corporation.....	127 36.
3-116-1189	Hinla Corporation.....	127 38.
3-116-1191	Hinla Corporation.....	127 39.
3-116-1195	Hinla Corporation.....	127 40.
3-116-1199	Mourtakos, Elias <i>et Uxor</i>	127 41.
3-116-1201	Hinla Corporation.....	127 42.
3-116-1205	Hinla Corporation.....	127 43.
3-116-1209	Hinla Corporation.....	127 44.
3-116-1211	Hinla Corporation.....	127 45.
3-116-1215	Hinla Corporation.....	127 46.
3-116-1221	Hinla Corporation.....	127 48.
3-116-1225	Hinla Corporation.....	127 49.
3-116-1229	Hinla Corporation.....	127 50.
3-116-1231	Hinla Corporation.....	127 51.
3-116-1235	Hatzuglidis, Antonios.....	127 52.
3-49-350	Hinla Corporation.....	127 55.
3-49-344	Hinla Corporation.....	127 56.
3-49-340	Hinla Corporation.....	127 57.
3-49-336	Voutsinas, Konstantinos Andreas.....	127 58.
A distraire une partie expropriée appert acte numéro 292423.	To be deducted a part of said lot expropriated as appears under number 292423.	
3-49-330 A distraire une partie expropriée appert acte numéro 292423.	Bouyoucas, George Mme-Mrs..... To be deducted a part of said lot expropriated as appears under number 292423.	127 59.
3-95-335	Hinla Corporation.....	127 60.
3-95-339	Christodoulos, Steve.....	127 61.
3-95-345	Hinla Corporation.....	127 62.
3-95-349	Hareras, Angelo.....	127 63.
3-95-340	Spiliopoulos, George.....	127 65.
3-95-344	Hinla Corporation.....	127 66.
3-95-350	Goltsios, Gus.....	127 67.
3-116-1198	Dimopoulos, Démétrios <i>et Uxor</i>	127 69.
3-116-1200	Hinla Corporation.....	127 70.
3-116-1204	Hinla Corporation.....	127 71.
3-116-1220	Hinla Corporation.....	127 75.
3-116-1222	Hinla Corporation.....	127 76.
3-116-1228	Hinla Corporation.....	127 77.
3-116-1230	Hatzis, Vassilios <i>et Uxor</i>	127 78.
3-116-1234	Kollias, Nicolaos.....	127 79.
3-116-1238	Hinla Corporation.....	127 80.
3-101-349	Kolasis, Savas.....	127 81.
3-101-345	Hinla Corporation.....	127 82.
3-114-1231	Hinla Corporation.....	127 85.
3-114-1229	Hinla Corporation.....	127 86.
3-114-1221	Hinla Corporation.....	127 88.
3-114-1219	Hinla Corporation.....	127 89.
3-114-1215	Hinla Corporation.....	127 90.
3-114-1211	Hinla Corporation.....	127 91.
3-114-1201	Hinla Corporation.....	127 94.
3-114-1199	Hinla Corporation.....	127 95.
3-114-1195	Dimopoulos, Démétrios <i>et Uxor</i>	127 96.
3-114-1191	Hinla Corporation.....	127 97.
3-114-1259	Hinla Corporation.....	127 104.
3-116-1276	Hinla Corporation.....	127 107.
3-116-1270	Kiouisis, Yperochos.....	127 108.
3-116-1268	Kiouisis, Yperochos.....	127 109.
3-116-1251	Hinla Corporation.....	127 114.
3-116-1265	Hinla Corporation.....	127 119.
3-116-1275	Hinla Corporation.....	127 122.
3-116-1277	Hinla Corporation.....	127 123.
3-116-1291	Hinla Corporation.....	127 127.
3-49-387	Prestige Dev. Ltd.....	

Une partie du lot 128 ayant une superficie approximative de 80,300 pieds carrés plus ou moins et bornée comme suit: au sud-est par une partie du lot 128-1 au sud-ouest par la partie du lot 128-62, au nord-ouest, par une partie du lot 128-63 et au nord-est par une partie du lot 126.

A part of lot 128 containing an area of approximately 80,300 square feet and more or less and bounded as follows: on southeast by a part of lot 128-1, on the southwest by a part of lot 128-62, on the northwest by a part of lot 128-63, on the northeast by a part of lot 126.

Cadastre de la paroisse de Sainte-Famille de Boucherville (suite)
Cadastre of the parish of Sainte-Famille de Boucherville (continued)

Rôle Roll	Nom du propriétaire Name of proprietor	Description de l'immeuble Description of immovable
3-49-363 A distraire une partie expropriée appert acte numéro 292423.	Prestige Dev. Ltd.	128 2. To be deducted a part of said lot expropriated as appears number 292423.
3-49-365 A distraire une partie expropriée appert acte numéro 292423.	Prestige Dev. Ltd.	128 3. To be deducted a part of said lot expropriated under number 292423.
3-49-371	Prestige Dev. Ltd.	128 4.
3-49-373	Prestige Dev. Ltd.	128 5.
3-49-375	Prestige Dev. Ltd.	128 6.
3-49-377	Prestige Dev. Ltd.	128 7.
3-106-1158	Prestige Dev. Ltd.	128 8.
3-106-1156	Prestige Dev. Ltd.	128 9.
3-106-1154	Prestige Dev. Ltd.	128 10.
3-106-1150	Prestige Dev. Ltd.	128 11.
3-106-1146	Prestige Dev. Ltd.	128 12.
3-104-1145	Prestige Dev. Ltd.	128 13.
3-93-383	Prestige Dev. Ltd.	128 14.
3-93-381	Prestige Dev. Ltd.	128 15.
3-93-379	Prestige Dev. Ltd.	128 16.
3-93-377	Prestige Dev. Ltd.	128 17.
3-93-375	Prestige Dev. Ltd.	128 18.
3-93-371	Prestige Dev. Ltd.	128 19.
3-93-367	Prestige Dev. Ltd.	128 20.
3-93-365	Prestige Dev. Ltd.	128 21.
3-93-370	Prestige Dev. Ltd.	128 23.
3-93-372	Prestige Dev. Ltd.	128 24.
3-93-376	Prestige Dev. Ltd.	128 25.
3-93-380	Prestige Dev. Ltd.	128 26.
3-93-382	Prestige Dev. Ltd.	128 27.
3-93-384	Prestige Dev. Ltd.	128 28.
3-104-1130	Prestige Dev. Ltd.	128 29.
3-91-456	Prestige Dev. Ltd.	128 48.
3-104-1121	Prestige Dev. Ltd.	128 49.
3-104-1123	Prestige Dev. Ltd.	128 50.
3-104-1125	Prestige Dev. Ltd.	128 51.
3-104-1127	Prestige Dev. Ltd.	128 52.
3-104-1131	Prestige Dev. Ltd.	128 53.
3-104-1133	Prestige Dev. Ltd.	128 54.
3-104-1135	Prestige Dev. Ltd.	128 55.
3-104-1141	Prestige Dev. Ltd.	128 56.
3-106-1143	Prestige Dev. Ltd.	128 57.
3-106-1145	Prestige Dev. Ltd.	128 58.
3-106-1149	Prestige Dev. Ltd.	128 59.
3-106-1151	Prestige Dev. Ltd.	128 60.
3-108-1160	Prestige Dev. Ltd.	128 64, 126 5.
3-108-1162	Prestige Dev. Ltd.	128 65.
3-108-1166	Prestige Dev. Ltd.	128 66.
3-108-1170	Prestige Dev. Ltd.	128 67.
3-108-1172	Prestige Dev. Ltd.	128 68.
3-108-1154	Prestige Dev. Ltd.	128 70.
3-108-1152	Prestige Dev. Ltd.	128 71.
3-108-1150	Prestige Dev. Ltd.	128 72.
3-108-1148	Prestige Dev. Ltd.	128 73.
3-108-1146	Prestige Dev. Ltd.	128 74.
3-108-1144	Prestige Dev. Ltd.	128 75.
3-108-1140	Prestige Dev. Ltd.	128 76.
3-108-1130	Prestige Dev. Ltd.	128 81.
3-108-1120	Prestige Dev. Ltd.	128 82.
3-108-1124	Prestige Dev. Ltd.	128 83.
3-72-1131	Prestige Dev. Ltd.	128 87, 126 34, 68 153.
3-72-1135	Prestige Dev. Ltd.	128 88, 126 35, 68 154.
3-91-463	Prestige Dev. Ltd.	128 89, 126 37.
3-91-459	Prestige Dev. Ltd.	128 90, 126 36.
3-91-455	Prestige Dev. Ltd.	128 91.
3-49-324	Peter Evdokias.	
3-49-300 A distraire une partie expropriée appert acte numéro 292423.	Peter Evdokias.	129 1201. To be deducted a part of said lot expropriated as appears under number 292423.
3-49-328	Bouyoucas, George Mme-Mrs.	129 1191.

Une partie du lot 129 ayant une superficie approximative de 46.97 arpents, plus ou moins, et bornée comme suit: au nord-ouest par les lots P-129-1388, 129-1389 à 129-1393, 129-1386, au nord-est par une partie du lot 127, au sud-ouest par une partie du lot 131 et au sud-est par une partie des lots 151, 153, 154.

A part of lot 129 containing an area of approximately 46.97 arpents and more or less and bounded as follows: on the northwest by lots P-129-1388, 129-1389 to 129-1393, 129-1386, on the northeast by a part of lot 127, on the southwest by a part of lot 131 and on the southeast by a part of lots 151, 153, 154.

A distraire une partie expropriée appert acte numéro 292423.

To be deducted a part of said lot expropriated as appears under number 292423.

Cadastre de la paroisse de Sainte-Famille de Boucherville (suite)
Cadastre of the parish of Sainte-Famille de Boucherville (continued)

Rôle Roll	Nom du propriétaire Name of proprietor	Description de l'immeuble Description of immovable
3-49-326 A distraire une partie expropriée appert acte numéro 292423.	Hinla Corporation	129 1192. To be deducted a part of said lot expropriated as appears under number 292423.
3-49-322 A distraire une partie expropriée appert acte numéro 292423.	Myrianthopoulos, John	129 1193. To be deducted a part of said lot expropriated as appears under number 292423.
3-49-316 A distraire une partie expropriée appert acte numéro 292423.	Hinla Corporation	129 1195. To be deducted a part of said lot expropriated as appears under number 292423.
3-49-314 A distraire une partie expropriée appert acte numéro 292423.	Peter Evdokias	129 1196. To be deducted a part of said lot expropriated as appears under number 292423.
3-49-310 A distraire une partie expropriée appert acte numéro 292423.	Peter Evdokias	129 1198. To be deducted a part of said lot expropriated as appears under number 292423.
3-49-302 A distraire une partie expropriée appert acte numéro 292423.	Peter Evdokias	129 1200. To be deducted a part of said lot expropriated as appears under number 292423.
3-95-311	Hinla Corporation	129 1206.
3-95-313	Liokareas, Peter	129 1207.
3-95-315	Liokareas, Peter	129 1208.
3-95-321	Myrianthopoulos, John	129 1210.
3-95-325	Hinla Corporation	129 1211.
3-95-329	Bouyoucas, George Mme-Mrs.	129 1212.
3-95-333	Hinla Corporation	129 1213.
3-49-296 A distraire une partie expropriée appert acte numéro 292423.	Peter Evdokias	129 1215. To be deducted a part of said lot expropriated as appears under number 292423.
3-97-1182	Nikias, Haralambos	129 1217.
3-97-1180	Tsarsitallidis, Elias	129 1216.
3-97-1184	Hinla Corporation	129 1218.
3-97-1188	Hinla Corporation	129 1220.
3-97-1200	Hinla Corporation	129 1224.
3-97-1202	Hinla Corporation	129 1225.
3-120-1232	Villemaire, Germain	129 1304.
3-120-1238	Hinla Corporation	129 1306.
3-120-1242	Maier Ludvig	129 1307.
3-120-1246	Duhn Dieter	129 1308.
3-120-1274	Peter Evdokias	129 1312.
3-97-1190	Hinla Corporation	129 1221.
3-97-1199	Peter Evdokias	129 1242.
3-97-1197	Peter Evdokias	129 1243.
3-97-1193	Vithoukias, Spiros	129 1245.
3-95-404	Peter Evdokias	129 1251.
3-95-306	Peter Evdokias	129 1252.
3-120-1191	Kostenas, John et Uxor	129 1268.
3-120-1195	Kostenas, John et Uxor	129 1269.
3-120-1199	Theodorou, John et Uxor	129 1270.
3-114-1202	Hinla Corporation	129 1271.
3-114-1206	Hinla Corporation	129 1272.
3-114-1210	Hinla Corporation	129 1274.
3-114-1214	Hinla Corporation	129 1275.
3-114-1216	Hinla Corporation	129 1276.
3-114-1228	Hinla Corporation	129 1279.
3-120-1229	Hinla Corporation	129 1284.
3-114-1232	Mitrakos, Peter	129 1280.
3-114-1234	Mitrakos, Peter	129 1281.
3-120-1213	Kaliméris, Spiros	129 1289.
3-120-1201	Hinla Corporation	129 1292.
3-99-316	Gasparinatos, Alexis Mme-Mrs.	129 1299.
3-99-310	Gasparinatos, Alexis Mme-Mrs.	129 1298.
3-99-320	Hinla Corporation	129 1300.
3-120-1222	Hinla Corporation	129 1301.
3-120-1226	Lafrance, Alphonse	129 1302.
3-120-1228	Lafrance, Alphonse	129 1303.

Alphonse Lafrance est propriétaire de la moitié nord-ouest du lot 129-1303, cette partie mesurant 30 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, et est bornée comme suit: en front au nord-est par le lot 129-1293 (rue), en arrière au sud-ouest par une partie du lot 129-1321, d'un côté au sud-est par le résidu du lot 129-1303 et de l'autre côté par le lot 1302 au nord-ouest.

Alphonse Lafrance is owner of the half northwest part of lot one thousand three hundred and three of the subdivision of original lot number one hundred and twenty-nine (129-1/2 N.W. 1303 Pt.) on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Famille de Boucherville, measuring the said part thirty feet (30') in width by one hundred feet (100') in depth and bounded as follows: in front to the northeast by the lot 129-1293 (Street), in rear to the southwest by a part of lot 129-1321, on one side to the southeast by the residue of said lot 129-1303 and on the other side to the northwest by the lot 129-1302.

Cadastre de la paroisse de Sainte-Famille de Boucherville (suite)
 Cadastre of the parish of Sainte-Famille de Boucherville (continued)

Rôle Roll	Nom du propriétaire Name of proprietor	Description de l'immeuble Description of immovable
3-120-1228	Villemaire, Germain.....	129 1303.
<p>Germain Villemaire est propriétaire de la moitié sud-est du lot 129-1303, cette partie mesurant 30 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, et est bornée comme suit: en front au nord-est par le lot 129-1293 (rue), en arrière au sud-ouest par une partie du lot 129-1321, d'un côté au sud-est par le lot 129-1304 et de l'autre côté au nord-ouest par le résidu du lot 129-1303.</p> <p>Germain Villemaire is owner of the half southeast part of lot one thousand three hundred and three of the subdivision of original lot number one hundred and twenty-nine (129-1/2 S.E. 1303 Pt.) on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Famille de Boucherville, measuring the said part thirty feet (30') in width by one hundred feet (100') in depth and bounded as follows: in front to the northeast by the lot 129-1293 (Street) in rear to the southwest by a part of lot 129-1321, on one side to the southeast by lot 129-1304 and on the other side to the northwest by the residue of said lot 129-1303.</p>		
3-118-1266	Peter Evdokias.....	129 1326.
3-118-1280	Tsotroudiss, Athina Mlle-Miss.....	129 1330.
3-118-1282	Peter Evdokias.....	129 1331.
3-118-1284	Hinla Corporation.....	129 1332.
3-118-1288	Peter Evdokias.....	129 1333.
3-118-1290	Panigiotis, Izaeas.....	129 1334.
3-116-1308	Hinla Corporation.....	129 1375.
3-116-1300	Peter Evdokias.....	129 1376.
3-116-1298	Peter Evdokias.....	129 1377.
3-116-1299	Peter Evdokias.....	129 1392.
3-120-1239	Limberis, Léo.....	129 1338.
3-120-1243	Limberis, Léo.....	129 1339.
3-114-1296	Hinla Corporation.....	129 1350.
3-114-1290	Hinla Corporation.....	129 1351.
<p>Une partie du lot 129-1351 ayant une superficie approximative de 3,027 pieds carrés et bornée comme suit: au nord-ouest par une partie du lot 129-1346, au sud-ouest par le lot 129-1350, au nord-est par une partie du lot 129-1351 et au sud-est par la rue De Granville.</p> <p>A part of lot 129-1351 containing an area of approximately 3,027 square feet and bounded as follows: on the northwest by part of lot 129-1346, on the southwest by lot No. 129-1350, on the northeast by part of lot 129-1351 and on the southeast by De Granville Street.</p>		
3-114-1280	Hinla Corporation.....	129 1353.
3-114-1260	Hinla Corporation.....	129 1357.
3-114-1254	Hinla Corporation.....	129 1358.
3-114-1250	Hinla Corporation.....	129 1359.
3-114-1246	Miranthopoulos, William.....	129 1360.
3-114-1240	Miranthopoulos, William.....	129 1361.
3-114-1261	Hinla Corporation.....	129 1366.
3-114-1281	Kalabokos, Gus.....	129 1370.
3-114-1285	Peter Evdokias.....	129 1371.
3-114-1293	Metaxiotis, Lazaros.....	129 1373.
3-116-1274	Hinla Corporation.....	129 1384.
3-116-1292	Hinla Corporation.....	129 1385.
3-116-1287	Hinla Corporation.....	129 1388.
3-116-1293	Hinla Corporation.....	129 1389.
3-77-401	Hinla Corporation.....	
<p>Une partie du lot 155 ayant une superficie approximative de 9.684 arpents, plus ou moins et bornée comme suit: au nord-ouest par une partie du lot 127, au sud-est par la route Trans-Canadienne, au nord-est par une partie du lot 155 et au sud-ouest par une partie du lot 154.</p> <p>A part of lot 155 containing an area of approximately 9.684 acres, more or less and bounded as follows: on the northwest by a part of lot 127, on the southeast by Trans-Canada Highway, on the northeast by another part of lot 155 and on the southwest by a part of lot 154.</p>		
3-77-401	Hinla Corporation.....	
<p>Une partie du lot 155 ayant une superficie approximative de 30.124 arpents, plus ou moins, et bornée comme suit: au nord-ouest par la rue De Touraine, au sud-est par une partie du lot 156, au nord-est par une partie du lot 155 et au sud-ouest par une partie du lot 154.</p> <p>A part of lot 155 containing approximately 30.124 acres, more or less, bounded as follows: on the northwest by De Touraine Street, on the southeast by a part of lot 156, on the northeast by a part of lot 155 and on the southwest by a part of lot 154.</p>		
1-84-1261	Gantcheff, Georges.....	190 3, 190 4, 190 2.
1-84-1310	Pardo, Chicocchio.....	190 115, 190 116, 190 305, 190 114.
1-32-1561	Maher, James.....	
<p>Une partie du lot originnaire 194, mesurant 140 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur et bornée comme suit: en front par la Route Rurale No 1, d'un côté au nord-ouest par une partie du lot 194, de l'autre côté au sud-est et à l'arrière au sud-ouest par des parties dudit lot 194. La ligne sud-est étant parallèle et distante de 81 pieds au nord-ouest du chemin du sixième rang.</p> <p>A part of the original lot number one hundred and ninety-four (194 Pt.) on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Famille de Boucherville, measuring one hundred and forty feet (140') in width by ninety feet (90') in depth and bounded as follows: in front by the road No. 1, on one side to the northwest by a part of said lot 194, in the other side to the southeast and in rear to the southwest by parts of said lot 194. The southeast line being parallel and situated at a distance of eighty-one feet (81') to the northwest of road of sixth range.</p>		
1-32-1361	Dalpé, Réal.....	194 12.
<p>A distraire une partie vendue appert acte numéro 301405.</p> <p>To be deducted a part of said lot sold as appears number 301405.</p>		
2-79-051	Evdo Construction.....	

Une partie du lot 204 ayant une superficie approximative de 11.00 arpents et plus ou moins, bornée comme suit: au sud-est par la rue De Touraine, au nord-est par une partie du lot 204, au sud-ouest par une partie du lot 205 et au nord-ouest par une partie des lots 160 et 122.

A part of lot 204 containing an area of approximately 11.00 acres, more or less, and bounded as follows: on the southeast by De Touraine Street, on the northeast by a part of lot 204, on the southwest by a part of lot 205 and on the northwest by a part of lots 160 and 122.

Cadastre de la paroisse de Sainte-Famille de Boucherville (suite)
Cadastre of the parish of Sainte-Famille de Boucherville (continued)

Rôle Roll	Nom du propriétaire Name of proprietor	Description de l'immeuble Description of immovable
2-79-651	Evdo Construction.....	
	Une partie du lot 204 bornée comme suit: au nord-ouest par la rue De Touraine, au sud-est par la Route Trans-Canadienne, au nord-est par une partie du lot 202 et au sud-ouest par une partie du lot 205.	A part of lot 204 bounded as follows: on the northwest by De Touraine Street, on the southeast by Trans-Canada Highway, on the northeast by a part of lot 202 and on the southwest by a part of lot 205.
3-85-451	Mavien, S.A.....	
	Une partie du lot originaire 213 mesurant 706 pieds dans la ligne ouest, 4,485 pieds dans une ligne nord-est, 33 pieds dans une ligne est, 150 pieds dans une autre ligne nord-est, 522 pieds dans une autre ligne est, 4,491 pieds dans la ligne sud-ouest, et bornée comme suit: à l'ouest par le chemin du cinquième rang, au nord-est par une partie du lot 212, à l'est et au nord-est par une partie du lot 213 (réserve), de nouveau à l'est par le chemin de la Savane, et au sud-ouest par le lot 214. (Superficie 50.366 arpents carrés), mesures françaises.	A part of the original lot number two hundred and thirteen (213 Pt.) on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Famille de Boucherville, measuring the said part seven hundred and six feet (706') in its westerly line, four thousand four hundred and eighty-five feet (4,485') in a northeasterly line, thirty-three feet (33') in an easterly line, one hundred and fifty feet (150') in an other northeasterly line, five hundred and twenty-two feet (522') in an other easterly line, four thousand four hundred and ninety-one feet (4,491') in the southwesterly line and bounded as follows: to the west by the road of fifth range, to the northeast by a part of lot 212, to the east and to the northeast by a part of lot 213 (reserve), to the east again by the road (Savane) and to the southwest by the lot 214 (Superficial area of 50,366 square arpents), French measures.
2-79-651	Evdo Construction.....	
	Une partie du lot 204 bornée comme suit: au sud-est par une partie du lot 204 et la rue De Lorraine, au sud-ouest par une partie du lot 205 et au nord-ouest par la route Trans-Canadienne.	A part of lot 204 bounded as follows: on the southeast by a part of lot 204 and De Lorraine Street, on the southwest by a part of lot 205 and on the northwest by Trans-Canada Highway.
2-51-675	Cadieux, Paul Aimé.....	29 112.

Cadastre du Village incorporé — Cadastre of the Village incorporated

2-41-573	Langlois, Philippe Mme-Mrs. et-and Yves, Serge, Jean-Pierre, Régent, Gilles, Marcel, Suzanne et-and Claire Langlois.....	67.
2-41-575	Langlois, Philippe Mme-Mrs. et-and Yves, Serge, Jean-Pierre, Régent, Gilles, Marcel, Suzanne et-and Claire Langlois.....	66.

Donné à la ville de Boucherville, ce 2e jour de décembre 1969.

(Sceau)
32252-50-2-o

Le greffier,
EUGÈNE McCLISH.

Given at the town of Boucherville, this 2nd day of December, 1969.

(Seal)
32252-50-2-o

EUGÈNE McCLISH,
City Clerk.

Sièges sociaux

Head Offices

B.R.C.E. inc.

Avis est donné que la compagnie « B.R.C.E. inc. » a changé son siège social du numéro 676, avenue Outremont, Outremont, au numéro 3801, boulevard Industriel est, Montréal-Nord.

Le secrétaire,
JACQUES VALLÉE.
32295-o 2831-68

B.R.C.E. inc.

Notice is hereby given that "B.R.C.E. inc." has changed its head office from 676 Outremont Avenue, Outremont, to 3801 Industrial Boulevard East, Montreal North.

JACQUES VALLÉE,
Secretary.
32295 2831-68

F. L. Beique Inc.

Avis est donné que la compagnie « F. L. Beique Inc. », a changé son siège social du numéro 9135, boulevard LaSalle, LaSalle à Saint-Laurent.

Le secrétaire,
JACQUES BEIQUE.
32296-o 1325-31

F. L. Beique Inc.

Notice is hereby given that "F. L. Beique Inc.", has changed its head office from 9135 LaSalle Boulevard, LaSalle to Saint-Laurent.

JACQUES BEIQUE,
Secretary.
32296 1325-31

**Agence Publigraphic inc
Publigraphic Agency Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Agence Publigraphic inc.—Publigraphic Agency Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 18 octobre 1966, et ayant son siège social dans Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à 4224, rue St-Hubert, l'a transporté à 16, Elgin, Mart E, Place Bonaventure.

Le président,
MAURICE RENAUD.
4188-66

32292-o

Ameublement D.C. Télévision inc.

Avis est donné que la compagnie « Ameublement D.C. Télévision inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 14e jour d'avril 1969 et ayant son siège social à Ville St-Pierre, a établi son bureau à 330, rue St-Jacques.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Le secrétaire,
GÉRARD NOËL.
1659-69

32293-o

Avec inc.

Avis est donné que la compagnie « Avec inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 6 mai 1969, et ayant son bureau principal au no 2010 rue Closse, app. 2, à Montréal, l'a transporté, de ladite adresse, au no 362, rue Labadie, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie, comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 8e jour de mai 1969.

Le secrétaire,
MARIE PAULE POIRIER.
1938-69

32294-o

Boucherie Idéale (Baie-Comeau) inc.

Avis est donné que la compagnie « Boucherie Idéale (Baie Comeau) inc. », constituée en corporation sous la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 29 mai 1969, et ayant son siège social à Baie-Comeau, a établi son bureau au numéro 76, avenue Louis-Philippe Gagné.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Baie-Comeau, ce 25e jour de novembre 1969.

Le président,
GILLES PÉRIGNY.
2605-69

32297-o

Gilbert & Gilbert limitée

Avis est donné que la compagnie « Gilbert & Gilbert limitée », constituée en corporation par lettres patentes datées du 10 décembre 1958, et ayant son siège social à Québec, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à 376, rue des Frènes ouest, l'a transporté à 241, rue des Saules ouest.

Québec, ce 20 novembre 1969.

Le président,
EDGAR GILBERT.
14315-58

32299-o

**Agence Publigraphic inc
Publigraphic Agency Inc.**

Notice is hereby given that "Agence Publigraphic inc.—Publigraphic Agency Inc.", incorporated by letters patent dated October 18, 1966, and having its head office in Montreal, where it had its office until today at 4224 St-Hubert, Street, has transferred it to 16 Elgin, Mart E, Place Bonaventure.

MAURICE RENAUD,
President.
4188-66

32292

Ameublement D.C. Télévision inc.

Notice is given that "Ameublement D.C. Télévision inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of April, 1969, and having its head office in Ville St-Pierre, has established its office at 330 St-Jacques St.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

GÉRARD NOËL
Secretary.
1659-69

32293

Avec inc.

Notice is hereby given that "Avec inc.", incorporated by letters patent dated May 6, 1969, and having its head office at 2010 Closse Street, Apt. 2, at Montreal, has transferred it from the said address to 362 Labadie Street, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being the head office.

Given at Montreal, this 8th day of May, 1969.

MARIE PAULE POIRIER,
Secretary.
1938-69

32294

Boucherie Idéale (Baie-Comeau) inc.

Notice is hereby given that the company "Boucherie Idéale (Baie-Comeau) inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent, bearing date on May 29, 1969, issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, and having its head office in Baie-Comeau, has established its office at number 76 Louis-Philippe Gagné Avenue.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Baie-Comeau, this 25th day of November, 1969.

GILLES PÉRIGNY,
President.
2605-69

32297-o

Gilbert & Gilbert limitée

Notice is hereby given that the company "Gilbert & Gilbert limitée", incorporated by letters patent dated December 10, 1958, and having its head office in Québec, where its office in Québec, where its office was situated up to to-day at 376 des Frènes West, has moved it to 241 des Saules West.

Québec, on November 20, 1969.

EDGAR GILBERT,
President.
14315-58

32299-o

Foyer Sacré-Coeur de Berthierville inc.

Avis est donné que la corporation « Foyer Sacré-Coeur de Berthierville inc. », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies par lettres patentes émises le 24 juillet 1969 et ayant son siège social à Berthierville, a établi son bureau du numéro 1010, rue Montcalm.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Donné à Berthierville, le 2 octobre 1969.

La présidente,

Soeur CLAIRE BARRETTE.

32298-o 2299-69

Ross E. Hayden Sales Inc.

Avis est donné que « Ross E. Hayden Sales Inc. », a transporté son siège social de 450 nord, avenue Wolseley, Montréal-ouest, à 428, avenue Beechwood, Rosemère.

Le secrétaire,

MME SANDRA-LEE HAYDEN.

32300 3730-66

**Les Placements Langlois ltée
Langlois Holdings Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Les Placements Langlois ltée — Langlois Holdings Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 25 septembre 1969, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 8897, de la rue Châteaubriand.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 20^e jour de novembre 1969.

Le président,

DENIS LANGLOIS.

32301-o 3917-69

North End Paradise Development Corp.

Avis est par les présentes donné que « North End Paradise Development Corp. », une corporation constituée par lettres patentes en date du 10 septembre 1957, et ayant son siège social à Montréal, où jusqu'à ce jour, son bureau était situé à 445 ouest, Jean-Talon, l'a transporté à 10670, rue St-Hubert.

Le secrétaire,

LEAH KOTLER.

32302 12896-57

Placements Charlesbourg, limitée

Avis est donné que la compagnie « Placements Charlesbourg, limitée », a changé son siège social du numéro 215, 75^e Rue est, Charlesbourg, au numéro 901, avenue Cardinal-Rouleau, Québec.

Le président,

BERNARD GRENIER.

32303-o 12179-59

Cogena inc.

Avis est donné que « Cogena inc. », incorporée par lettres patentes en date du 24 octobre 1967, a changé son siège social de 8585, boul. Saint-Laurent, Montréal, à 110 ouest, boul. Crémazie, suite 1450.

Le 12 novembre 1969.

Le secrétaire-adjoint,

MICHÈLE SAINT-JEAN.

32355-o 4444-67

Foyer Sacré-Coeur de Berthierville inc.

Notice is hereby given that "Foyer Sacré-Coeur de Berthierville inc.", incorporated by letters patent dated July 24, 1969, issued under Part III of the Companies Act, and having its head office in Berthierville, has established its office at 1010 rue Montcalm.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the corporation.

Dated at Berthierville, October 2, 1969.

Soeur CLAIRE BARRETTE,

President.

32298-o 2299-69

Ross E. Hayden Sales Inc.

Notice is given that "Ross E. Hayden Sales Inc.", has transferred its head office from 450 Wolseley Avenue North, Montreal West to 428 Beechwood Avenue, Rosemère.

MRS. SANDRA-LEE HAYDEN,

Secretary.

32300-o 3730-66

**Les Placements Langlois ltée
Langlois Holdings Ltd.**

Notice is hereby given that "Les Placements Langlois ltée — Langlois Holdings Ltd.", company incorporated by virtue of letters patent under the Part I of the Companies Act, on September 25, 1969, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 8897 Chateaubriand Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 20th day of November, 1969.

DENIS LANGLOIS,

President.

32301-o 3917-69

North End Paradise Development Corp.

Notice is hereby given that the company "North End Paradise Development Corp.", company incorporated by letters patent dated September 10, 1957, and having its head office in Montreal, where its office was situated up to to-day, at 445 Jean Talon West, has moved it to 10670 St. Hubert Street.

LEAH KOTLER,

Secretary.

32302-o 12896-57

Placements Charlesbourg, limitée

Notice is given that "Placements Charlesbourg, limitée", has transferred its head office from 215, 75th Street East, Charlesbourg to 901 Cardinal-Rouleau Avenue, Québec.

BERNARD GRENIER,

President.

32303-o 12179-59

Cogena inc.

Notice is given that "Cogena inc.", incorporated by letters patent dated October 24, 1967, has changed its head office from 8585 St. Laurent Blvd., Montreal to 110 Crémazie Blvd., West, suite 1450.

November 12, 1969.

MICHÈLE SAINT-JEAN,

Assistant Secretary.

32355-o 4444-67

Coperna inc.

Avis est donné que « Coperna inc. », incorporée par lettres patentes en date du 28 août 1968, a changé son siège social de 8585, boul. Saint-Laurent, Montréal, Québec, à 110 ouest, boul. Crémazie, suite 1450, Montréal 351, Québec.

Le 12 novembre 1969.

Le secrétaire-adjoint,
MICHÈLE SAINT-JEAN.

32356-o 3911-68

Ferme La Cravache inc.

Avis est donné que la compagnie « Ferme La Cravache inc. », a changé son siège social de Saint-Augustin, au numéro 2520, rue Beaubien est, Montréal.

Le secrétaire,
LÉOPOLD DENAULT.

32357-o 4911-66

Habitat Matane Inc.

Avis est donné que la compagnie « Habitat Matane Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes émises le 23 septembre 1969 et ayant son bureau principal dans la ville de Matane, province de Québec, a établi son bureau au numéro 119, rue St-Pierre.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Matane, ce 25e jour de novembre 1969.

Le président,
BERTRAND RIOUX.

32358-o 4590-69

La Malbaie Auto Parts Inc.

Avis est donné que la compagnie « La Malbaie Auto Parts Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes accordées en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 12 septembre 1969, et ayant son bureau principal à La Malbaie, district de Saguenay, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 92, rue St-Étienne.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Signé à Québec, ce 27e jour de novembre 1969.

Le président,
ROMÉO BOUCHER.

32359-o 4372-69

O'Sullivan Business College Inc.

Avis est donné que la compagnie, « O'Sullivan Business College Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 28 avril 1949, et ayant son siège social dans Montréal, où elle avait son siège social situé jusqu'aujourd'hui au numéro 2059, de la rue Stanley, l'a transporté au numéro 1191, de la rue de la Montagne.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 3e jour de novembre 1969.

(Secau) *Le secrétaire,*
MONIQUE BACHAND ROUSSEAU.

32360-o 2395-49

Coperna inc.

Notice is given that "Coperna inc.", incorporated by letters patent dated August 28, 1968, has changed its head office from 8585 St. Laurent Blvd., Montreal to 110 Cremazie Blvd. West, suite 1450, Montreal 351, Québec.

November 12, 1969.

MICHÈLE SAINT-JEAN,
Assistant Secretary.

32356-o 3911-68

Ferme La Cravache inc.

Notice is given that "Ferme La Cravache inc.", has changed its head office from Saint-Augustin, to number 2520 Beaubien Street East, Montreal.

LÉOPOLD DENAULT,
Secretary.

32357 4911-66

Habitat Matane Inc.

Notice is given that "Habitat Matane Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act issued by letters patent on September 23, 1969, and having its head office in the town of Matane, Province of Québec, as established its office at number 119 St-Pierre St.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Matane, this 25th day of November, 1969.

BERTRAND RIOUX,
President.

32358 4590-69

La Malbaie Auto Parts Inc.

Notice is hereby given that "La Malbaie Auto Parts Inc.", incorporated in the Province of Québec, by letters patent granted pursuant to the Provisions of Part I of the Companies Act, dated September 12, 1969, and having its head office in the city of La Malbaie, district of Saguenay, Province of Québec, has established its office at 92 St. Étienne Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Signed at Québec, this 27th day of November, 1969.

ROMÉO BOUCHER,
President.

32359-o 4372-69

O'Sullivan Business College Inc.

Notice is hereby given that "O'Sullivan Business College Inc.", company incorporated by letters patent, on April 28, 1949, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to today, at 2059 Stanley Street, in the city of Montreal, has moved it to 1191 de la Montagne Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 3rd day of November 1969.

(Seal) MONIQUE BACHAND ROUSSEAU,
Secretary.

32360-o 2395-49

Paramount Specialties Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Paramount Specialties Ltd. » a changé son siège social du numéro 460, rue St-Jacques, Saint-Pierre, au numéro 29, St-Joseph, Lachine.

Le président,
GILLES P. VOIZARD.

32361-o 502-68

Neville Salmon & Associates Ltd.

Avis est donné que « Neville Salmon & Associates Ltd. » a transporté son siège social de 485, rue McGill, bureau 306, Montréal, à 772, avenue Halpern, Dorval.

Le secrétaire-trésorier,
ROBERT McCULLOUGH.

32362 4198-67

Seminc inc.

Avis est donné que la compagnie « Seminc inc. », a changé son siège social du numéro 1, Place Laval, Laval, au numéro 2647, rue Allard, suite 5, Montréal.

Le président,
CLAUDE CHARTRAND.

32363-o 10536-62

Rusty Staub Inc.

Avis est donné que la compagnie « Rusty Staub Inc. », a changé son siège social de Lachine au bureau 1011, 3, Carré Westmount, Westmount.

Le secrétaire,
M. P. MALONEY.

32364 4135-69

Paramount Specialties Ltd.

Notice is given that "Paramount Specialties Ltd.", has changed its head office from number 360 St. James Street, Saint-Pierre, to number 29 St. Joseph, Lachine.

GILLES P. VOIZARD,
President.

32361 502-68

Neville Salmon & Associates Ltd.

Notice is given that "Neville Salmon & Associates Ltd.", has transferred its head office from 485 McGill Street, Suite 306, Montreal to 772 Halpern Avenue, Dorval.

ROBERT McCULLOUGH,
Secretary-Treasurer.

32362-o 4198-67

Seminc inc.

Notice is given that "Seminc inc.", has transferred its head office from number 1 Laval Place, Laval, to number 2647 Allard Street, Suite 5, Montreal.

CLAUDE CHARTRAND,
President.

32363 10536-62

Rusty Staub Inc.

Notice is given that "Rusty Staub Inc.", has transferred its head office from Lachine to Suite 1011, 3 Westmount Square, Westmount.

M. P. MALONEY,
Secretary.

32364-o 4135-69

Bills — Assemblée nationale

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Québec, 12 décembre 1969.

Aujourd'hui, à quatre heures et demie de l'après-midi, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de sanctionner les bills suivants:

- 10 Loi concernant les régimes matrimoniaux.
- 26 Loi de l'aide sociale.
- 71 Charte du Centre de recherche industrielle du Québec.
- 72 Loi modifiant de nouveau la Loi des tribunaux judiciaires.
- 74 Loi modifiant de nouveau le Code de procédure civile.
- 78 Loi de la conservation de la faune.
- 79 Loi modifiant la Loi des décrets de convention collective.
- 80 Loi modifiant la Loi des accidents du travail.
- 82 Loi modifiant la Loi de l'impôt sur les corporations.

Bills — National Assembly

OFFICE OF THE LIEUTENANT-GOVERNOR

Québec, 12th of December 1969.

This day, at half past four o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to sanction the following bills:

- 10 An Act respecting matrimonial regimes.
- 26 Social Aid Act.
- 71 Charter of the Centre de recherche industrielle du Québec.
- 72 An Act to again amend the Courts of Justice Act.
- 74 An Act to again amend the Code of Civil Procedure.
- 78 Wild-life Conservation Act.
- 79 An Act to amend the Collective Agreement Decrees Act.
- 80 An Act to amend the Workmen's Compensation Act.
- 82 An Act to amend the Corporation Tax Act.

83 Loi concernant le registre central des régimes matrimoniaux.	83 An Act respecting the central register of matrimonial regimes.
84 Loi modifiant de nouveau la Loi de la Régie des alcools.	84 An Act to again amend the Liquor Board Act.
85 Loi prolongeant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.	85 An Act to prolong the Act to promote conciliation between lessees and property-owners.
87 Loi du ministère des communications.	87 Communications Department Act.
88 Loi abrogeant la Loi du secrétariat et modifiant d'autres dispositions législatives.	88 An Act to repeal the Provincial Secretary's Department Act and to amend other legislative provisions.
89 Loi modifiant la Loi des infirmières.	89 An Act to amend the Nurses Act.
94 Loi modifiant la charte du Brome-Missisquoi-Perkins Hospital.	94 An Act to amend the charter of the Brome-Missisquoi-Perkins Hospital.
95 Loi concernant un immeuble situé dans la municipalité de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare.	95 An Act respecting an immoveable situated in the municipality of the parish of Saint-Ambroise-de-Kildare.
96 Loi concernant un immeuble situé dans la municipalité de la paroisse de Saint-Esprit.	96 An act respecting an immoveable situated in the municipality of the parish of Saint-Esprit.
104 Loi concernant La Fabrique de la paroisse de Sainte-Cécile de Salaberry-de-Valleyfield.	104 An Act respecting The <i>Fabrique</i> of the parish of Sainte-Cécile de Salaberry-de-Valleyfield.
237 Loi concernant Valleyfield Golf and Country Club Inc.	237 An Act respecting Valleyfield Golf and Country Club Inc.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le secrétaire de la chancellerie, comme suit:

To these bills the Royal assent was pronounced by the Secretary of the Crown in Chancery in the following words:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills. »
32373-o

“In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills.”
32373-o

Divers Companies

La Bibliothèque de Farnham inc. The Farnham Public Library Inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 24 septembre 1969, approuvé les amendements aux règlements généraux de la corporation « La Bibliothèque de Farnham inc. — The Farnham Public Library Inc. », et ce, en vertu de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

32306-o 274-58

Continental Adjustment Bureau Limited

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Continental Adjustment Bureau Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
LOU ABRAMS.
13903-57

32309

Distribuco inc.

Avis est donné que la compagnie « Distribuco inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le président,
ROCH BELLEMARE.
3965-67

32312-o

Miscellaneous Companies

La Bibliothèque de Farnham inc. The Farnham Public Library Inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on September 24, 1969, approved the amendments to the general by-laws of “La Bibliothèque de Farnham inc.—The Farnham Public Library Inc.”, and such, pursuant to section 8 of the Amusement Clubs Act and to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

32306 274-58

Continental Adjustment Bureau Limited

Notice is given that “Continental Adjustment Bureau Limited”, has changed the number of its directors from 5 to 3.

LOU ABRAMS,
Secretary.
13903-57

32309-o

Distribuco inc.

Notice is hereby given that “Distribuco inc.”, has changed the number of its directors from 3 to 4.

ROCH BELLEMARE,
President.
3965-67

32312

Camp Richelieu St-Clément inc.

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 2 décembre 1969, approuvé les règlements généraux de la corporation « Camp Richelieu St-Clément inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32307-o 2080-69

Centre Social Louis Braille inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3 de la corporation « Centre Social Louis Braille de Québec », constituée par lettres patentes en date du 22^e jour de juillet 1949, changeant son nom en celui de « Centre Social Louis Braille inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32308-o 6010-49

**Cordon Bleu Limited
Cordon Bleu (limitée)**

Avis est donné que la compagnie « Cordon Bleu Limited — Cordon Bleu (limitée) », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

*Le secrétaire-trésorier,
RAYMOND ROBERT.*

32310-o 5932-39

Cuir 21 Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 59, de la compagnie « Cuir 20 ans Itée », constituée par lettres patentes en date du 29^e jour d'août 1969, changeant son nom en celui de « Cuir 21 Itée ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

32311-o 4280-69

Dominion Textile Investments Limited

Avis est donné que « Dominion Textile Investments Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

*Le secrétaire,
C. M. BECK.*

32313 3146-64

Les Immeubles Bocage inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Immeubles Bocage inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*Le secrétaire,
HUGUES FERRON.*

32314-o 3913-69

**Lab-Volt (Québec) Limited
Lab-Volt (Québec) limitée**

Avis est donné que « Lab-Volt (Québec) Limited — Lab-Volt (Québec) limitée », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 3.

*Le secrétaire,
JOHN E. LAWRENCE.*

32315 13075-59

Camp Richelieu St-Clément inc.

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on December 2, 1969, approved the general by-laws of "Camp Richelieu St-Clément inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32307 2080-69

Centre Social Louis Braille inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 3 of the corporation "Centre Social Louis Braille de Québec", incorporated by letters patent dated the 22nd day of July, 1969, changing its name into that of "Centre Social Louis Braille inc."

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32308-o 6010-49

**Cordon Bleu Limited
Cordon Bleu (limitée)**

Notice is given that "Cordon Bleu Limited — Cordon Bleu (limitée)", has changed the number of its directors from 5 to 3.

*RAYMOND ROBERT,
Secretary-Treasurer.*

32310 5932-39

Cuir 21 Itée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 59, of the company "Cuir 20 ans Itée", incorporated by letters patent dated the 29th day of August, 1969, changing its name into that of "Cuir 21 Itée".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32311-o 4280-69

Dominion Textile Investments Limited

Notice is given that "Dominion Textile Investments Limited", has changed the number of its directors from 5 to 4.

*C. M. BECK,
Secretary.*

32313-o 3146-64

Les Immeubles Bocage inc.

Notice is hereby given that "Les Immeubles Bocage inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

*HUGUES FERRON,
Secretary.*

32314 3913-69

**Lab-Volt (Québec) Limited
Lab-Volt (Québec) limitée**

Notice is given that "Lab-Volt (Québec) Limited — Lab-Volt (Québec) limitée", has changed the number of its directors from 7 to 3.

*JOHN E. LAWRENCE,
Secretary.*

32315-o 13075-59

Allstate Enterprises, Inc.
 Armour Pharmaceutical Company
 Canmont Mining Properties Limited
 Dow Corning Silicones Inter-America Ltd.
 Eastern Specialties Corp.
 Eastman Chemical Inter-American Ltd.
 Eaton Yale & Towne Inc.
 Freeport Canadian Exploration Company
 Freeport Sulphur Company
 C. W. Fuelling, Inc.
 Hotel Corporation of America (Manitoba) Ltd.
 Jobst Institute, Inc.
 Kerr-McGee Corporation
 Leonard Construction Company
 George Lueders & Co., Incorporated
 Marathon Oil Company
 Mohawk Airlines, Inc.
 Ohio Oil Company
 Pennzoil United, Inc.
 Safety Electrical Equipment Corp.
 Plymouth Golf Ball Sales Company
 Procon Incorporated
 Richardson-Merrell Inc.
 Service Review, Inc.
 Solo Cup Company
 Thermo King Corporation
 Travelodge Ltd.
 United States Steel International, Ltd.

Allstate Enterprises, Inc.
 Armour Pharmaceutical Company
 Canmont Mining Properties Limited
 Dow Corning Silicones Inter-America Ltd.
 Eastern Specialties Corp.
 Eastman Chemical Inter-American Ltd.
 Eaton Yale & Towne Inc.
 Freeport Canadian Exploration Company
 Freeport Sulphur Company
 C. W. Fuelling, Inc.
 Hotel Corporation of America (Manitoba) Ltd.
 Jobst Institute, Inc.
 Kerr-McGee Corporation
 Leonard Construction Company
 George Lueders & Co., Incorporated
 Marathon Oil Company
 Mohawk Airlines, Inc.
 Ohio Oil Company
 Pennzoil United, Inc.
 Safety Electrical Equipment Corp.
 Plymouth Golf Ball Sales Company
 Procon Incorporated
 Richardson-Merrell Inc.
 Service Review, Inc.
 Solo Cup Company
 Thermo King Corporation
 Travelodge Ltd.
 United States Steel International, Ltd.

Avis est donné que, par nouvelle procuration, « C T Corporation System (Canada) Ltd », a été nommé agent principal en cette province de chacune des compagnies étagères ci-haut mentionnées, aux lieu et place de Me André Desjardins et que le bureau principal dans cette province de chacune des compagnies ci-haut mentionnées, a été transporté au bureau dudit agent principal, 55 rue d'Auteuil, Québec.

Québec, le 6 novembre 1969.

Le procureur des compagnies,
 MICHAEL SHEEHAN, avocat.

Notice is given that by new powers of attorney "C T Corporation System (Canada) Ltd", has been appointed chief agent in this province of each of the above mentioned extra-provincial companies, in the place and stead of André Desjardins, and that the principal office in the province of each of the above mentioned companies has been moved to the office of the said chief agent, 55 d'Auteuil, Québec.

Québec, November 6, 1969.

MICHAEL SHEEHAN, advocate,
Attorney of the companies.

- 18-62 Allstate Enterprises, Inc.
- 22-62 Armour Pharmaceutical Company
- 69-68 Canmont Mining Properties Limited
- 70-67 Dow Corning Silicones Inter-America Ltd.
- 56-68 Eastern Specialties Corp.
- 50-62 Eastern Chemical Inter-American Ltd.
- 23-69 Eaton Yale & Towne Inc.
- 20-65 Freeport Canadian Exploration Company
- 16-64 Freeport Sulphur Company
- 400-59 C. W. Fuelling, Inc.
- 36-68 Hôtel Corporation of America (Manitoba) Ltd.
- 1-68 Jobst Institute, Inc.
- 7-66 Kerr-McGee Corporation
- 417-56 Leonard Construction Company
- 20-68 George Lueders & Co., Incorporated
- 43-62 Marathon Oil Company
- 27-67 Mohawk Airlines, Inc.
- 16-61 Ohio Oil Company
- 32-68 Pennzoil United, Inc.
- 32-61 Safety Electrical Equipment Corp.
- 14-69 Plymouth Golf Ball Sales Company
- 33-68 Procon Incorporated
- 796-60 Richardson-Merrell Inc.
- 3-66 Service Review, Inc.
- 570-60 Solo Cup Company
- 45-62 Thermo King Corporation
- 33-62 Travelodge Ltd.
- 53-64 United States Steel International, Ltd.

Sauna Frontenac inc.

Avis est donné que la compagnie « Sauna Frontenac inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire,
ROGER MATTE.
2648-67

32316-o

L'Alliance des Associations Hongroises de Montréal
The Alliance of Hungarian Associations of Montreal

Avis est donné que la corporation « L'Alliance des Associations Hongroises de Montréal — The Alliance of Hungarian Associations of Montreal », a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 12.

Le président,
AKOS DE S. MUSZKA.
4319-69

32347-o

L'Alliance des Associations Hongroises de Montréal
The Alliance of Hungarian Associations of Montreal

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 4 décembre 1969, approuvé les règlements généraux de la corporation « L'Alliance des Associations Hongroises de Montréal — The Alliance of Hungarian Associations of Montreal », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
4319-69

32347-o

Collège Laval de St-Vincent de Paul

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 3 décembre 1969, approuvé le règlement spécial « A » 1969, de la corporation « Collège Laval de St-Vincent de Paul », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
11083-59

32348-o

Continental Plumbing & Heating Inc.

Avis est donné que la compagnie « Continental Plumbing & Heating Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
STEVEN RESNICK.
1280-67

32349-o

Fondation Carol Brillant inc.

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 2 décembre 1969, approuvé le règlement numéro 13 de la corporation « Fondation Carol Brillant inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
3648-69

32350-o

Sauna Frontenac inc.

Notice is given that "Sauna Frontenac inc.", has changed the number of its directors from 4 to 5.

ROGER MATTE,
Secretary.
2648-67

32316

L'Alliance des Associations Hongroises de Montréal
The Alliance of Hungarian Associations of Montreal

Notice is given that "L'Alliance des Associations Hongroises de Montréal — The Alliance of Hungarian Associations of Montreal", has changed the number of its directors from 6 to 12.

AKOS DE S. MUSZKA,
President.
4319-69

32347

L'Alliance des Associations Hongroises de Montréal
The Alliance of Hungarian Associations of Montreal

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, on December 4, 1969, approved the general by-laws of "L'Alliance des Associations Hongroises de Montréal — The Alliance of Hungarian Associations of Montreal", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
4319-69

32347

Collège Laval de St-Vincent de Paul

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on December 3, 1969, approved special by-law "A" 1969, of "Collège Laval de St-Vincent de Paul", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
11083-59

32348

Continental Plumbing & Heating Inc.

Notice is given that "Continental Plumbing & Heating Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

STEVEN RESNICK,
Secretary.
1280-67

32349-o

Fondation Carol Brillant inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on December 2, 1969, approved by-law number 13 of "Fondation Carol Brillant inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
3648-69

32350

Nadco Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu du règlement numéro 23 de « Nadco Investments Inc. », les biens de la compagnie seront distribués entre ses actionnaires proportionnellement au montant d'actions qu'ils détiennent de la compagnie, quinze (15) jours après la présente publication dudit avis.

Les procureurs de la compagnie,
32351-o GURMAN, MARCOVITCH & MILLER.

Nadco Investments Inc.

Notice is given that pursuant to by-law number 23 of "Nadco Investments Inc.", the property of the company will be distributed among the shareholders in proportion to the amount of shares they hold fifteen (15) days after the present publication of the said notice.

GURMAN, MARCOVITCH & MILLER,
32351-o Attorneys for the company.

Napierville Growers Inc.

Avis est donné que « Napierville Growers Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire,
32352 ROBERT CURRY. 699-68

Napierville Growers Inc.

Notice is given that "Napierville Growers Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 5.

ROBERT CURRY,
32352-o Secretary. 699-68

Restaurant Le Petit Village

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 4, de la compagnie « Au Petit Charles inc. », constituée par lettres patentes en date du 10e jour de juillet 1969, changeant son nom en celui de « Restaurant Le Petit Village ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
32353-o LS-PHILIPPE BOUCHARD. 3453-69

Restaurant Le Petit Village

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 4, of the company "Au Petit Charles inc.", incorporated by letters patent dated the 10th day of July, 1969, changing its name into that of "Restaurant Le Petit Village".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
32353 Deputy Minister of Financial Institutions, 3453-69
Companies and Cooperatives.

Sainthill-Levine (Québec) Ltd.

Avis est donné que « Sainthill-Levine (Québec) Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 7.

Le secrétaire,
32354 MURRAY D. LEVINE. 18323-52

Sainthill-Levine (Québec) Ltd.

Notice is given that "Sainthill-Levine (Québec) Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 7.

MURRAY D. LEVINE,
32354-o Secretary. 18323-52

Nichimen Co., Inc.

Avis est par les présentes donné que, par une nouvelle procuration en date du 3 novembre 1969, dont une copie a été transmise au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, M. Hisatoshi Asakura, de Montréal, a été nommé pour remplacer M. Yoshito Tsuji, agent principal dans la province, de « Nichimen Co., Inc. », une compagnie étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères.

Avis est aussi donné que conformément à la nouvelle procuration ci-dessus mentionnée, le bureau principal de ladite compagnie est établi à 1450, rue City Councillors, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives.
32409 LS-PHILIPPE BOUCHARD. 642-59

Nichimen Co., Inc.

Notice is hereby given that, by new power of attorney dated November 3, 1969, a copy of which was sent to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Mr. Hisatoshi Asakura, of Montreal, was appointed to replace Mr. Yoshito Tsuji as chief agent in the Province of "Nichimen Co., Inc.", as Extra-Provincial Company duly authorized to carry on business in the Province of Québec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that pursuant to the above-mentioned new power of attorney, the head office of the said company is established at 1450 City Councillors Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
32409-o Deputy Minister of Financial Institutions, 642-59
Companies and Cooperatives.

Transport du Lac Itée

Avis est donné que la compagnie « Transport du Lac Itée », a changé son siège social d'Alma à Bagotville.

Le secrétaire,
32410-o JEAN-MARIE TREMBLAY. 964-67

Transport du Lac Itée

Notice is given that "Transport du Lac Itée", has changed its head office from Alma to Bagotville.

JEAN-MARIE TREMBLAY,
32410 Secretary. 964-67

Demandes à la Législature**Alfred A. Bahary**

Avis est par les présentes donné que Alfred A. Bahary, domicilié au 5352, Bessborough, en la cité de Côte-St-Luc, district de Montréal, s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, au cours de la prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat.

Montreal, ce 26 novembre 1969.

Les procureurs du requérant,
BLAIN, PICHÉ, BERGERON, GODBOUT,
EMERY, BLAIN & VALLERAND, *avocats.*
32080-49-4-o

The Syrian Greek Orthodox Church of St-Nicholas of Canada

Avis est par les présentes donné que « The Syrian Greek Orthodox Church of St-Nicholas of Canada », s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de changer son nom en celui de « St-Nicholas Antiochian Orthodox Church — L'Église orthodoxe St-Nicholas d'Antioche », et aux fins de modifier ses pouvoirs.

Montréal, ce 8e jour de décembre 1969.

Les procureurs des pétitionnaires,
BLAIN, PICHÉ, BERGERON, GODBOUT, EMERY
32335-51-2-o BLAIN & VALLERAND.

Applications to Legislature**Alfred A. Bahary**

Notice is hereby given that Alfred A. Bahary, domiciled at 5352 Bessborough, in the city of Côte-St-Luc, district of Montreal, will apply to the National Assembly of Québec, during the next session, to request the adoption of an Act authorizing the Bar of the Province of Québec to admit Alfred A. Bahary to the practice of the legal profession.

Montreal, this November 26, 1969.

BLAIN, PICHÉ, BERGERON, GODBOUT,
EMERY, BLAIN & VALLERAND, *advocates,*
Attorneys for the Petitioner.
32080-49-4-o

The Syrian Greek Orthodox Church of St-Nicholas of Canada

Notice is hereby given that "The Syrian Greek Orthodox Church of St-Nicholas of Canada", will apply to the National Assembly of Québec, at its next session, to seek the adoption of a Bill changing its name to "St-Nicholas Antiochian Orthodox Church — L'Église Orthodoxe St-Nicholas d'Antioche", and modifying its powers.

Montreal, December 8th, 1969.

BLAIN, PICHÉ, BERGERON, GODBOUT,
EMERY, BLAIN & VALLERAND,
32335-51-2-o *Solicitors for the Petitioners.*

**Institutions financières, compagnies et coopératives
Compagnies de fiducie
et de finance****National Trust Company, Limited
Compagnie du Trust National Ltée***Avis de changement d'agent principal*

Avis est donné que « National Trust Company, Limited — Compagnie du Trust National Ltée », a désigné monsieur Gordon B. Empey, 1350 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, Québec, comme son agent principal au Québec, en remplacement de monsieur A. P. Smibert.

Le secrétaire,
32412-o G. D. FORSYTH.

**Financial
Institutions, Companies and
Cooperatives
Trust Companies****National Trust Company, Limited
Compagnie du Trust National Ltée***Notice of change of chief agent*

Notice is given that "National Trust Company, Limited — Compagnie du Trust National Ltée", has appointed Mr. Gordon B. Empey, 1350, Sherbrooke St. West, Montréal, Québec, as its chief agent for the province of Québec, succeeding to Mr. A. P. Smibert.

32412-o G. D. FORSYTH,
Secretary.

**Compagnie autorisée
à faire des affaires****Gambles Canada Limited**

Avis est par les présentes donné que le 11e jour de novembre 1969, un nouveau permis a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, à « Gamble MacLeod Limited », l'autorisant à exercer son commerce en ladite province, sous son nouveau nom de "Gambles Canada Limited", conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères, Statuts refondus, 1964, chapitre 282.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
32290 3-67 — 1520/110

**Company Licensed
to do Business****Gambles Canada Limited**

Notice is hereby given that, on 11th day of November, 1969, a new license was granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec to "Gamble MacLeod Limited", authorizing it to carry on business in the said Province under its new name of "Gambles Canada Limited", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes, 1964, chapter 282.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32290-o 3-67 — 1520/110

**Ministère de l'Industrie
et du Commerce**

**Department of Industry
and Commerce**

Loi sur les pêcheries

Fisheries Act

Règlement de pêche du Québec

Québec Fishery Regulation

Avis de pêche aux coquillages

Notice of Shell Fishing

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters:

N-4.1 région s'étendant de Pointe-Laval — Pointe Orient (en ligne avec le pont de la Rivière Laval)

N-4.1 area extending from Pointe Laval — Pointe Orient (in line with the bridge over the Laval River)

N-4.4.2 région s'étendant 1,000 pieds à l'est de la Rivière Colombier — quai de l'Anse Noire.

N-4.4.2 area extending 1,000 feet east of the Colombier River — wharf at Anse Noire

N-11.1.2 région s'étendant de la division des cantons Cannon et Fitzpatrick — pont de la route 15 — Rivière Pentecôte

N-11.1.2 area extending from the line separating the townships of Cannon and Fitzpatrick — bridge on Route 15 — Pentecôte River

N-11.1.4 région s'étendant de Crooked Island (Baie aux Outardes) — Pointe Sproule

N-11.1.4 area extending from Crooked Island (Baie aux Outardes) — Pointe Sproule

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru.

are no longer toxic to a degree unsafe for use as a raw food.

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulation, the Minister is hereby pleased to open the said areas to fishing, and to permit whomsoever to fish, to take or to have in his possession shellfish from the said areas.

Québec, le 3 décembre 1969.

Québec, December 3, 1969.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,
32338-0 JEAN-PAUL BEAUDRY.

JEAN-PAUL BEAUDRY,
32338 Minister of Industry and Commerce.

Liquidation — Avis de

Winding up Notices

La Caisse populaire de Ste-Florence

La Caisse populaire de Ste-Florence

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

(Savings and Credit Unions Act)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « La Caisse populaire de Ste-Florence », tenue à Ste-Florence, le 4 novembre 1969, il a été résolu à l'unanimité que les affaires de ladite caisse soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. J.-A. Gaston Ouellet soit nommé liquidateur.

Notice is hereby given that at a special general meeting of the members of "La Caisse populaire de Ste-Florence", held at Ste-Florence, on November 4, 1969, a resolution was unanimously passed stating that the affairs of the said union be liquidated and that it be dissolved, pursuant to the Savings and Credit Unions Act and the Winding-Up Act, and that Mr. J.-A. Gaston Ouellet be appointed liquidator.

Québec, le 1er décembre 1969.

Québec, December 1, 1969.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
32365-0 LS-PHILIPPE BOUCHARD.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
32365 Companies and Cooperatives.

**Société Coopérative Agricole Régionale
de St-Alexis de Matapédia**

**Société Coopérative Agricole Régionale
de St-Alexis de Matapédia**

(Loi des sociétés coopératives agricoles)

(Cooperative Agricultural Associations Act)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la « Société Coopérative Agricole Régionale de St-Alexis de Matapédia », tenue à St-Alexis le 20 novembre 1969, il a été résolu de liquider la coopérative, conformément aux dispositions de l'article 33 de la Loi des sociétés coopératives agricoles, statuts refondus 1964, chapitre 124, et que MM. Ernest Martin, Raymond Bélanger et Roland Belzile, ont été nommés liquidateurs.

Notice is hereby given that at a special general meeting of the members of "Société Coopérative Agricole Régionale de St-Alexis de Matapédia", held at St-Alexis on November 20, 1969, a resolution was passed to wind up the cooperative, in conformity with the provisions of section 33 of the Cooperative Agricultural Associations Act, Revised Statutes, 1964, chapter 124, and that Messrs. Ernest Martin, Raymond Bélanger and Roland Belzile, were appointed liquidators.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
32367-0 LS-PHILIPPE BOUCHARD.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
32367 Companies and Cooperatives.

Couvoir Coopératif de Nicolet*(Loi des sociétés coopératives agricoles)*

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la société coopérative agricole « Couvoir Coopératif de Nicolet », tenue à Nicolet le 22 septembre 1969, il a été résolu de liquider la coopérative, conformément aux dispositions de l'article 33 de la Loi des sociétés coopératives agricoles, statuts refondus 1964, chapitre 124, et que MM. René Fleurent, André Fleurent et Camilien Fleurent ont été nommés liquidateurs.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
32366-o **LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

Couvoir Coopératif de Nicolet*(Cooperative Agricultural Associations Act)*

Notice is hereby given that at a special general meeting of the members of the Cooperative Agricultural Association "Couvoir Coopératif de Nicolet", held at Nicolet on September 22, 1969, a resolution was passed to wind up the cooperative, in conformity with the provisions of section 33 of the Cooperative Agricultural Associations Act, Revised Statutes, 1964, chapter 124, and that Messrs. René Fleurent, André Fleurent and Camilien Fleurent were appointed liquidators.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32366

Syndicat Coopératif de Téléphone Lotbinière*(Loi des syndicats coopératifs)*

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres du syndicat coopératif « Syndicat Coopératif de Téléphone Lotbinière », tenue à Lotbinière, le 9 septembre 1969, il a été résolu que les affaires de cette coopérative soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, et ce en vertu des dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. Éloi Laliberté, Paul Plaisance et Napoléon Pérusse ont été nommés liquidateurs.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
32368-o **LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

Syndicat Coopératif de Téléphone Lotbinière*(Cooperative Syndicates Act)*

Notice is hereby given that at a special general meeting of the members of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif de Téléphone Lotbinière", held at Lotbinière, on September 9, 1969, a resolution was passed stating that the affairs of this cooperative be wound up and that it be dissolved, and such pursuant to the provisions of the Québec Cooperative Syndicates Act and the Winding-Up Act, and that Messrs. Éloi Laliberté, Paul Plaisance and Napoléon Pérusse were appointed liquidators.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
32368

Syndicats professionnels**Association des Directeurs Généraux des Écoles (1969)***(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Directeurs Généraux des Écoles (1969) », a été autorisée par le secrétaire de la province le 9 décembre 1969.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Québec, le 11 décembre 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
32369-o **RAYMOND DOUVILLE.** 21-69

Association du Personnel de Cadre, de Gérance et de Maîtrise de la Fonction Publique du Québec*(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association du Personnel de Cadre, de Gérance et de Maîtrise de la Fonction Publique du Québec », a été autorisée par le secrétaire de la province le 4 décembre 1969.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Québec, le 5 décembre 1969.
Le sous-secrétaire de la province,
32370-o **RAYMOND DOUVILLE.** 47-69

Professional Syndicates**Association des Directeurs Généraux des Écoles (1969)***(Professional Syndicates Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Directeurs Généraux des Écoles (1969)", has been authorized by the Provincial Secretary on December 9, 1969.

The head office of the said professional syndicate is situated at Québec, judicial district of Québec.

Québec, December 11, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
32369 *Assistant Secretary of the Province.* 21-69

Association du Personnel de Cadre, de Gérance et de Maîtrise de la Fonction Publique du Québec*(Professional Syndicates Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association du Personnel de Cadre, de Gérance et de Maîtrise de la Fonction Publique du Québec", has been authorized by the Provincial Secretary on December 4, 1969.

The head office of the said professional syndicate is situated at Québec, judicial district of Québec.

Québec, December 5, 1969.
RAYMOND DOUVILLE,
32370 *Assistant Secretary of the Province.* 47-69

**Syndicat des Producteurs de Lait
Nature du Bas St-Laurent**

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Producteurs de Lait Nature du Bas St-Laurent », a été autorisée par le secrétaire de la province le 2 décembre 1969.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Québec, le 10 décembre 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

32371-o

60-69

**Syndicat des Producteurs de Lait
Nature du Bas St-Laurent**

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des Producteurs de Lait Nature du Bas St-Laurent", has been authorized by the Provincial Secretary on December 2, 1969.

The head office of the said professional syndicate is situated at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Québec, December 10, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

32371

60-69

Ministère de l'Éducation

Department of Education

**Buckingham (Prot.)
Poltimore (Prot.)**

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Buckingham (prot.), dans le comté de Papineau et Poltimore (prot.), dans les comtés de Gatineau et Papineau, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire, pour les protestants seulement, sous le nom de Buckingham, dans les comtés de Gatineau et Papineau.

Québec, le 4 décembre 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

32273-50-2-o

970-02

**Buckingham (Prot.)
Poltimore (Prot.)**

A request is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of Buckingham (Prot.), in the county of Papineau, and Poltimore (Prot.), in the counties of Gatineau and Papineau, and to erect it into a new school municipality, for Protestants only, under the name of Buckingham, in the counties of Gatineau and Papineau.

Québec, December 4, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

32273-50-2

970-02

**Collège d'enseignement général et
professionnel Montmorency**

Avis

Avis est donné qu'en vertu de l'article 3 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (1966-1967, chapitre 71), des lettres patentes ont été accordées le 5 novembre 1969 constituant en corporation: Le Collège d'enseignement général et professionnel Montmorency.

Le sous-ministre de l'Éducation,
YVES MARTIN.

32337-o

**Collège d'enseignement général et
professionnel Montmorency**

Notice

Notice is given that pursuant to section 3 of the General and Vocational Colleges Act (1966-1967, chapter 71), letters patent were granted on November 5, 1969, incorporating: "Le Collège d'enseignement général et professionnel Montmorency".

YVES MARTIN,
Deputy Minister of Education.

32337

**Régie de l'assurance-récolte
du Québec**

Avis

Betterave sucrière

Conformément aux dispositions de l'article 52 de la Loi de l'assurance-récolte, 1966/67, Statuts de Québec, chapitre 44, avis est donné que la Régie de l'assurance-récolte du Québec a établi:

1° le prix unitaire à \$11 la tonne de 2,000 livres (poids net);

2° le taux de cotisation à \$1.82 le \$100 de valeur assurable.

Québec, le 12 décembre 1969.

Le secrétaire,
ME JEAN-MARC DUCHARME.

N.B. Le taux de cotisation indiqué ci-dessus (\$1.82) représente la partie payable par l'assuré, soit 50% de la prime totale (\$3.64).

32407-o

**Québec Crop Insurance
Board**

Notice

Sugar Beet

Pursuant to the provisions of section 52 of the Crop Insurance Act, 1966/67, Statutes of Québec, chapter 44, notice is given that the Québec Crop Insurance Board has established:

1. the unit price at \$11 per ton of 2,000 lbs (net weight);

2. the rate of assessment at \$1.82 per \$100 of insurable value.

Québec, December 12, 1969.

ME JEAN-MARC DUCHARME,
Secretary.

N.B. The rate of assessment indicated above (\$1.82) represents the part payable by the insured, that is 50% of the total premium (\$3.64).

32407-o

Avis*Blé d'automne*

Conformément aux dispositions de l'article 52 de la Loi de l'assurance-récolte, 1966/67, Statuts de Québec, chapitre 44, avis est donné que la Régie de l'assurance-récolte du Québec a établi:

- 1° le prix unitaire à \$1.50 le minot (de poids standard, 60 lbs);
- 2° le taux de cotisation à \$4.85 le \$100 de valeur assurable.

Québec, le 12 décembre 1969.

Le secrétaire,

ME JEAN-MARC DUCHARME.

N.B. Le taux de cotisation indiqué ci-dessus (\$4.85) représente la partie payable par l'assuré, soit 50% de la prime totale (\$9.70).

32407-o

Avis*Tabac jaune*

Conformément aux dispositions de l'article 52 de la Loi de l'assurance-récolte, 1966/67, Statuts de Québec, chapitre 44, avis est donné que la Régie de l'assurance-récolte du Québec a établi:

- 1° le prix unitaire à \$0.50 la livre;
- 2° le taux de cotisation à \$2.50 le \$100 de valeur assurable.

Québec, le 12 décembre 1969.

Le secrétaire,

ME JEAN-MARC DUCHARME.

N.B. Le taux de cotisation indiqué ci-dessus (\$2.50) représente la partie payable par l'assuré, soit 50% de la prime totale (\$5.).

32407-o

Notice*Autums Wheat*

Pursuant to the provisions of section 52 of the Crop Insurance Act, 1966/67, Statutes of Québec, chapter 44, notice is given that the Québec Crop Insurance Board has established:

1. the unit price at \$1.50 per bushel (of standard weight, 60 pounds);
2. the rate of assessment at \$4.85 per \$100 of insurable value.

Québec, December 12, 1969.

ME JEAN-MARC DUCHARME,

Secretary.

N.B. The rate of assessment indicated above (\$4.85) represents the part payable by the insured, that is 50% of the total premium (\$9.70).

32407-o

Notice*Flue-cured tobacco*

Pursuant to the provisions of section 52 of the Crop Insurance Act, 1966/67, Statutes of Québec, chapter 44, notice is given that the Québec Crop Insurance Board has established:

1. the unit price at \$0.50 per pound;
2. the rate of assessment at \$2.50 per \$100 of insurable value.

Québec, December 12, 1969.

ME JEAN-MARC DUCHARME,

Secretary.

N.B. The rate of assessment indicated above (\$2.50) represents the part payable by the insured, that is 50% of the total premium (\$5.).

32407-o

Avis divers**Corporation des Ingénieurs du Québec**

Avis est donné que l'ingénieur Cyr J. Couturier, domicilié au 2911 Coin des Caps, Ste-Foy, Québec 10, Qué. a été suspendu comme membre de la « Corporation des Ingénieurs du Québec », pour ne pas s'être conformé aux conditions fixées pour le paiement des frais auxquels il était condamné par un Comité de discipline de la Corporation.

32330-o

Succession Paul-Émile Guérin

Avis public est par les présentes donné que Dame Mariette Morin-Guérin, ménagère, demeurant au No 795, avenue Woodland, en la cité de Verdun, province de Québec, agissant en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs: Claude, Serge, Guy et Jacques Guérin, a accepté sous bénéfice d'inventaire, la succession de Feu Paul-Émile Guérin.

Le notaire,

GÉRARD BOURBONNIÈRE.

32331-o

Vin tonique Marsa Roma

Le produit « Vin tonique Marsa Roma », n'est ni un vin médicamenteux, ni un médicament au sens du paragraphe b de l'article 119 de la Loi de la Régie des alcools du Québec, mais une boisson alcoolique à laquelle la présente Loi s'applique.

Le service des permis industriels,

ODULE BRETON.

31333-o

Miscellaneous Notices**Corporation of Engineers of Québec**

Notice is hereby given that Mr. Cyr J. Couturier, Eng. residing at 2911 Coin des Caps, Ste-Foy, Québec 10, Qué. has been suspended as a member of the "Corporation of Engineers of Québec", for failing to meet the conditions set for payment of the costs of proof and hearing which he has been ordered to pay by a disciplinary committee of the Corporation.

32330-o

Estate of Paul-Émile Guérin

Public notice is hereby given that Dame Mariette Morin-Guérin, housewife, residing at 795 Woodland Avenue, in the city of Verdun, Province of Québec, acting in her capacity as tutor for her minor children: Claude, Serge, Guy and Jacques Guérin, has accepted under benefit of inventory the estate of the late Paul-Émile Guérin.

GÉRARD BOURBONNIÈRE,

Notary.

32331

Tonic Wine Marsa Roma

The "Tonic Wine Marsa Roma" is not a medicinal wine nor a medicine in the meaning of paragraph b of section 119 of the Québec Liquor Board Act, but is an alcoholic beverage to which the present Act applies".

ODULE BRETON,

Industrial Permits Service.

32333

Conseil Beaupré No 2896 des Chevaliers de Colomb de Beaupré

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 9 décembre 1969, approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil Beaupré No 2896 des Chevaliers de Colomb de Beaupré », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

32329-0 1746-53

Corporation des Maîtres Mécaniciens en Tuyauterie du Québec

Avis est par les présentes donné que l'amendement, dont vous trouverez le texte ci-joint, aux règlements de la Corporation des Maîtres Mécaniciens en Tuyauterie du Québec dont le siège social est en la cité de Québec, sera soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil, à l'expiration de 30 jours suivant la date de la publication du présent avis, le tout conformément aux dispositions de l'article No 10 de la Loi des Maîtres Mécaniciens en Tuyauterie du Québec, S.R.Q. 1964, chap. 155.

L'article No 124 des règlements de la Corporation est amendé comme suit:

« Changer les mots et chiffres cent (100) par les mots et chiffres cinq cents (500). »

Le secrétaire-exécutif,

ADRIEN LEMIRE.

32417-0

Succession Arthur Girard

Avis est par les présentes donné que moi sous-signé, Marcel Girard, opérateur à l'Hydro-Québec, demeurant à 2858, rue Saguenay, Noranda, province de Québec, ai accepté sous bénéfice d'inventaire, la succession de monsieur Arthur Girard, en son vivant vendeur d'automobiles, demeurant à 31 ouest, rue Pinder, Rouyn, Province de Québec.

Cette acceptation sous bénéfice d'inventaire a été faite par acte en date du 12 novembre 1969, enregistré à Rouyn, le 13 novembre 1969, sous le numéro 14303, reçu devant Me Gustave Taschereau, notaire, dont l'étude se trouve à 142, avenue Principale, Rouyn, province de Québec.

32419-0 (Signé) MARCEL GIRARD.

Ville de Montréal

Avis de rachat

Aux détenteurs des obligations payables en monnaie des États-Unis de l'émission désignée « 5½% Sinking Fund Debentures for Public Works, due February 1, 1991 » (ci-après appelées « Obligations ») de la Ville de Montréal, province de Québec, Canada.

AVIS PUBLIC EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que la Ville de Montréal a l'intention de racheter et rachètera POUR FINS D'AMORTISSEMENT le 1er février 1970, conformément aux dispositions des obligations, les obligations suivantes (ou partie de ces obligations) comme mentionné ci-après, de l'émission mentionnée ci-dessus, à 100% de leur montant en principal plus l'intérêt couru à la date de rachat, à savoir:

Numéros des obligations entièrement immatriculées portant le préfixe RE, rachetables le 1er février 1970 jusqu'à concurrence du montant en principal apparaissant vis-à-vis chacun des numéros suivants:

Council Beaupré No. 2896 of the Knights of Columbus of Beaupré

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on December 9, 1969, approved the general by-laws of "Council Beaupré No. 2896 of the Knights of Columbus of Beaupré", and such, pursuant to section 9 of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Québec and section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

32329 1746-53

Corporation of Master Pipe Mechanics of Québec

Notice is hereby given that the amendment, the text of which is hereto annexed to the regulations of the "Corporation of Master Pipe-Mechanics of Québec", the head office of which is in the city of Québec, will be submitted for approval by the Lieutenant-Governor in Council, at the expiry of 30 days following the date of the publication of the present notice, the whole in conformity with the provisions of section No. 10 of the Master Pipe-Mechanics of Québec Act, R.S.Q., 1964, chapter 155.

Section No. 124 of the regulations of the Corporation is amended as follows:

"Change the words and figures one hundred (100) by the words and figures five hundred (500)."

ADRIEN LEMIRE,

Executive Secretary.

32417

Estate of Arthur Girard

Notice is hereby given that I, the undersigned, Marcel Girard, operator at Hydro-Québec, residing at 2858 Saguenay Street, Noranda, Province of Québec, have accepted under benefit of inventory, the estate of Mr. Arthur Girard, while living automobile salesman, residing at 31 Pinder Street West, Rouyn, Province of Québec.

This acceptance under beneficium inventori was made by a deed dated November 12, 1969, registered at Rouyn, on November 13, 1969, under number 14303, received before Me Gustave Taschereau, notary, the study of whom is found at 142 Principal Avenue, Rouyn, Province of Québec.

32419 (Signed) MARCEL GIRARD.

City of Montreal

Notice of Redemption

To the holders of debentures payable in United States Currency of the issue designated "5½% Sinking Fund Debentures for Public Works, due February 1, 1991" (herein called "Debentures") of the City of Montreal, Province of Québec, Canada.

PUBLIC NOTICE IS HEREBY GIVEN that the City of Montreal intends to and will redeem for SINKING FUND PURPOSES on February 1, 1970, pursuant to the provisions of the debentures, the following debentures (or portions thereof) as indicated, of the above-mentioned issue, at 100% of principal amount plus accrued interest to the redemption date, namely:

Numbers of the Fully Registered Debentures bearing the prefix RE, redeemable on February 1, 1970 to the extent of the principal amount shown against each of the following numbers:

RE5126...\$200,000	RE5127...\$ 8,000	RE5128...\$ 8,000	RE5129...\$ 2,000
RE5130...\$ 3,000	RE5131...\$ 1,000	RE5132...\$ 3,000	RE5135...\$ 4,000
RE5136...\$ 10,000	RE5137...\$ 40,000	RE5138...\$ 1,000	RE5139...\$ 40,000
RE5141...\$ 40,000	RE5148...\$ 30,000	RE5151...\$ 30,000	RE5152...\$ 12,000
RE5153...\$ 4,000	RE5154...\$ 4,000	RE5155...\$ 20,000	RE5158...\$ 20,000
RE5164...\$ 2,000	RE5186...\$ 2,000	RE5192...\$ 6,000	RE5213...\$ 20,000
RE5214...\$ 20,000	RE5216...\$ 20,000	RE5217...\$ 20,000	RE5218...\$ 18,000
RE5219...\$ 16,000	RE5221...\$ 8,000	RE5222...\$ 8,000	RE5223...\$ 8,000
RE5224...\$ 6,000	RE5225...\$ 6,000	RE5226...\$ 4,000	RE5228...\$ 3,000
RE5229...\$ 3,000	RE5230...\$ 2,000	RE5231...\$ 2,000	RE5232...\$ 2,000
RE5233...\$ 8,000	RE5241...\$ 10,000	RE5246...\$ 4,000	RE5247...\$ 20,000
RE5248...\$ 12,000	RE5252...\$ 10,000		

Numéros des obligations à coupons:
AUCUN NUMÉRO.

Les obligations (ou partie de ces obligations) devant être ainsi rachetées, deviendront échues et payables et seront payées en telles espèces ou monnaie des États-Unis d'Amérique qui, au moment du paiement, aura cours légal pour le paiement des dettes publiques et privées dans lesdits États-Unis d'Amérique, au bureau de Bank of Montreal Trust Company ou de The Royal Bank of Canada Trust Company, Borough of Manhattan, Cité et État de New-York, États-Unis d'Amérique, sur présentation et remise des obligations portant les numéros mentionnés ci-dessus, et dans le cas d'obligations à coupons, avec tous les coupons échéant après le 1er février 1970 attachés.

Les obligations entièrement immatriculées et les obligations à coupons immatriculées quant au principal doivent être accompagnées de procura-tion pour leur transfert dûment exécutée en blanc. Les obligations entièrement immatriculées représentant la partie non rachetée de toute obligation rachetée en partie seulement seront émises sans frais. Les obligations immatriculées seront immatriculées de la même manière que les obligations remises à moins d'instructions d'agir différemment.

AVIS PUBLIC EST AUSSI PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que l'intérêt sur le montant en principal des obligations présentement appelées pour paiement cessera de s'accroître le et après le 1er février 1970.

Daté à Montréal, ce dixième jour de décembre 1969.

Ville de Montréal,
ARMAND LAMBERT, C.A.,
32408-o Directeur des finances.

Ville de Montréal

Programme détaillé de rénovation
Secteur: Ilots Quesnel-Coursol

Ville de Montréal

Mise en application d'un programme de rénovation

Conformément aux articles 33 et 34 de la Loi de la Société d'Habitation du Québec (15-16 Elizabeth II, chapitre 55), avis public est, par les présentes, donné que le conseil municipal de la ville de Montréal a adopté, lors d'une assemblée spéciale tenue au lieu ordinaire des séances du conseil le 13 novembre 1969, un programme de rénovation concernant le secteur délimité par les rues Saint-Antoine, Vinet, Saint-Jacques et l'avenue Atwater. Ce programme est dénommé « Ilots Quesnel-Coursol » et fait partie du territoire de La Petite Bourgogne.

Les principaux travaux à exécuter consistent en un réaménagement d'un secteur en majeure partie domiciliaire comportant l'élimination des structures vétustes, la conservation des bâtiments encore valables, la construction d'habitations

Numbers of the coupon debentures:
NONE.

Debentures (or portions thereof) to be so redeemed, will be come due and payable and will be paid in such coin or currency of the United States of America as at the time of payment is legal tender for public and private debts in said United States of America, at the office of Bank of Montreal Trust Company or of The Royal Bank of Canada Trust Company, in the Borough of Manhattan, City and State of New York, United States of America, upon presentation and surrender of debentures bearing the above numbers, in the case of coupon debentures with all coupons maturing after February 1, 1970 attached.

Fully registered debentures and coupon debentures registered as to principal must be accompanied by assignments for transfer powers duly executed in blank. Fully Registered Debentures representing the unredeemed portion of any debenture redeemed in part only will be issued without charge. Registered debentures will be registered in the same manner as the debentures surrendered in the absence of other instructions.

PUBLIC NOTICE IS ALSO HEREBY GIVEN that all interest on the principal amount of the debentures presently called for payment will cease to accrue from and after February 1, 1970.

Dated at Montreal, this tenth day of December, 1969.

City of Montreal,
ARMAND LAMBERT, C.A.,
32408-o Director of Finance.

City of Montreal

Detailed Renewal Programme
Sector: Quesnel-Coursol Blocks

City of Montreal

Implementation of a Renewal Programme

In accordance with Sections 33 and 34 of the Québec Housing Corporation Act (15-16 Elizabeth II, Chapter 55), public notice is hereby given that the Municipal Council of the city of Montreal adopted, at a special meeting held at its usual meeting place, on November 13, 1969, a renewal programme concerning the sector bounded by Saint-Antoine, Vinet and Saint-Jacques Streets and Atwater Avenue. This programme is called "Quesnel-Coursol Blocks" which forms part of the territory of "La Petite Bourgogne".

The main works to be carried out consist in a re-development of a mostly residential sector including the elimination of rundown structures, the preservation of buildings still worth keeping, the erection of new housing and more specifically

nouvelles et plus particulièrement la restauration par l'entreprise privée ou publique des logements récupérables.

Les nouvelles réglementations et modifications aux règlements existants adoptées en vertu de ce programme et devant entrer en vigueur en vertu de l'article 41 de la Loi de la Société d'Habitation du Québec au moment où le territoire dans lequel elles doivent s'appliquer est décrété « zone de rénovation », sont les suivantes: modification au zonage actuel par l'adoption par le Conseil d'un projet de règlement à cet effet.

Les intéressés pourront consulter les documents constituant ce programme au 2454 de la rue Workman et au 330 est, de la rue Saint-Paul, chambre 102, aux heures normales d'ouverture des bureaux.

De plus, les intéressés pourront se procurer au dernier endroit indiqué ci-dessus, une ou des copies du programme de rénovation au prix unitaire de \$10.

Enfin, les intéressés peuvent transmettre par écrit leurs objections au programme à la Société d'Habitation du Québec, 1995 ouest, boulevard Charest, Sainte-Foy, Québec 10 et ce, pas plus tard que le 15e jour de janvier 1970.

Hôtel de Ville,

Montréal, le 19 novembre 1969.

Le greffier de la ville,
MARC BOYER, C.R.

32332-o

the restoration by either private or public enterprise of dwellings which are worth salvaging.

The new regulations and amendments to existing by-laws adopted pursuant to such programme and to become effective pursuant to Section 41 of the Québec Housing Corporation Act at the time that the territory to which they shall apply is declared a "renewal zone", are the following: amendments to the present zoning regulations through the adoption by Council of a draft by-law for such purpose.

The documents relating to such programme are available at 2454 Workman Street and at 330 Saint-Paul Street East, Room 102, where they can be examined at any time during normal business hours.

Moreover, parties concerned may secure at the last of the two abovementioned addresses one or several copies of the renewal programme at a unit cost of \$10.

Finally, parties concerned may submit, in writing, their objections to the programme to the Québec Housing Corporation, 1995 Charest Boulevard West, Sainte-Foy, Québec 10, no later than the 15th day of January 1970.

City Hall,

Montréal, November 19, 1969.

MARC BOYER, q.c.,
City Clerk.

32332-o

Changement de nom — Loi du

Change of name — Act

Joseph-Élie Boulet

Joseph-Élie Boulet

Prenez avis que le soussigné soumettra à l'honorable secrétaire de la Province une requête en vue d'obtenir le changement de son nom en celui de Joseph-Élie-Gérard Boulet.

Donné à Jonquière, ce 25e jour de novembre 1969.

JOSEPH-ÉLIE BOULET,
168, St-Germain,
Jonquière, P.Q.

32162-50-2-o

Wilfried Louis See

Wilfried Louis See

Avis est par les présentes donné que Wilfried Louis See, résidant au 6217 de la rue Dugas, en les cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Wilfried Louis Hannemann, ledit changement de nom devant aussi concerner son épouse Janine Modugno et sa fille Heidi Denise See, tous deux de la même adresse.

Montréal, ce 2 décembre 1969.

32233-50-2-o Mes KRAVITZ & KRAVITZ.

Albert Marks

Take note that the undersigned will submit to the Provincial Secretary a petition to have his name changed to that of Joseph-Élie-Gérard Boulet.

Given at Jonquière, this 25th day of November 1969.

JOSEPH-ÉLIE BOULET,
168, St-Germain,
Jonquière, P.Q.

32162-50-2-o

Notice is hereby given that Wilfried Louis See residing at 6217 Dugas Street, in the city and district of Montreal will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Wilfried Louis Hannemann, said change of name will also benefit his wife Janine Modugno and his daughter Heidi Denise See, both of the same address.

Montreal, December 2, 1969.

32233-50-2-o Mtres KRAVITZ & KRAVITZ.

Albert Marks

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 3909, du 3 décembre 1969, d'effectuer le changement de nom de Albert Markovits en celui de Albert Marks.

Québec, le 9 décembre 1969.

32372-o *Le sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Norman Pedvis

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased by decree number 3909, dated December 3, 1969, to effect the change of name of Albert Markovits into that of Albert Marks.

Québec, December 9, 1969.

32372 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Norman Pedvis

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 3908, du 3 décembre 1969, d'effectuer le changement de nom de Nachman Pedwisoker en celui de Norman Pedvis.

Québec, le 9 décembre 1969.

32372-o *Le sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased by decree number 3908, dated December 3, 1969, to effect the change of name of Nachman Pedwisoker into that of Norman Pedvis.

Québec, December 9, 1969.

32372 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Jean-Pierre Simon

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 3911, du 3 décembre 1969, d'effectuer le changement de nom de Simon Dahan en celui de Jean-Pierre Simon.

Québec, le 9 décembre 1969.

32372-0 *Le sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Att-Ming Wong

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 3910, du 3 décembre 1969, d'effectuer le changement de nom de Chong-Yen Chin (Cheuk-Kwun Chu) en celui de Att-Ming Wong.

Québec, le 9 décembre 1969.

32372-0 *Le sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Claude Fortin

Avis est par les présentes donné que Claude Fortin, bibliothécaire du 339 rue Charest de la ville de Thetford Mines, Province de Québec, présentera une demande au lieutenant-gouverneur en conseil pour changer son nom en celui de Claude Matte, en vertu des dispositions de la Loi du changement de nom.

Montréal, ce 11 décembre 1969,

32334-51-2-0 *Le procureur du requérant,*
ME GILBERT GODIN.

Marie Mathilda Alicia Couillard

Avis est donné que Marie Mathilda Alicia Couillard, célibataire majeure, domiciliée au 9805, rue Sacré-Coeur, dans les ville et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, en vue d'obtenir du lieutenant-gouverneur en conseil un décret changeant son nom en celui de Marie Mathilda Alicia Lucia Couillard.

Montréal, ce 12 décembre 1969.

32414-51-2-0 *La requérante,*
MARIE MATHILDA ALICIA COUILLARD.

Jean-Pierre Simon

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased by decree number 3911, dated December 3, 1969, to effect the change of name of Simon Dahan into that of Jean-Pierre Simon.

Québec, December 9, 1969.

32372 *Assistant Secretary of the Province.*
RAYMOND DOUVILLE.

Att-Ming Wong

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased by decree number 3910 of December 3, 1969, to effect the change of name of Chong-Yen Chin (Cheuk-Kwun Chu) into that of Att-Ming Wong.

Québec, December 9, 1969.

32372 *Assistant Secretary of the Province.*
RAYMOND DOUVILLE.

Claude Fortin

Notice is hereby given that "Claude Fortin, librarian, residing at 339 Charest Street, Thetford Mines, Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order to change his name to Claude Matte.

Montreal, December 11, 1969.

32334-51-2-0 *Me GILBERT GODIN,*
Attorney for the Petitioner.

Marie Mathilda Alicia Couillard

Notice is hereby given that Marie Mathilda Alicia Couillard, spinster of the legal age of majority, domiciled at 9805 Sacré-Coeur Street, in the city and district of Montreal, will apply to the Secretary of the Province of Québec for a decree of the Lieutenant-Governor in Council, changing her name to Marie Mathilda Alicia Lucia Couillard.

Montreal, December 12, 1969.

32414-51-2-0 *MARIE MATHILDA ALICIA COUILLARD,*
Petitioner.

Associations coopératives**Association Coopérative des Pêcheurs de Sept-Iles**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que l'« Association Coopérative des Pêcheurs de Sept-Iles », dont le siège social était situé à Sept-Iles, dans le district électoral de Duplessis, a été dissoute le 1er octobre 1969, et ce conformément aux dispositions de la Loi des associations coopératives et de la Loi de la liquidation des compagnies.

32329-0 *Le sous-ministre des institutions financières,*
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Association coopérative d'économie familiale de la ville de Montréal

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement spécial adopté le 22 octobre 1969, par l'« Association coopérative d'économie familiale de la cité de Montréal ».

Cooperative Associations**Association Coopérative des Pêcheurs de Sept-Iles**

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that "Association Coopérative des Pêcheurs de Sept-Iles", the head office of which was situated at Sept-Iles, in the electoral district of Duplessis, was dissolved on October 1, 1969, and such, in conformity with the provisions of the Cooperative Associations Act and the Winding-Up Act.

32339 *LS-PHILIPPE BOUCHARD,*
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

Association coopérative d'économie familiale de la ville de Montréal

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law adopted on October 22, 1969, by "Association coopérative d'économie familiale de la cité de Montréal".

a) changeant le nom de l'association en celui de « Association coopérative d'économie familiale de la ville de Montréal »;

b) changeant le siège social de l'association qui était situé à 1015, rue St-Denis, Montréal 18, Québec, en celui de « la ville de Montréal »;

c) modifiant les fins de l'association.

Québec, le 27 novembre 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

32416-0

**Association coopérative de vacances
du Québec**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative de vacances du Québec ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral de Bourassa.

Québec, le 11 décembre 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

32415-0

**Association coopérative d'économie
familiale de la ville de Montréal**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé le règlement de régie interne de l'« Association coopérative d'économie familiale de la ville de Montréal », adopté le 22 octobre 1969, avec effet rétroactif à ladite date.

Québec, le 27 novembre 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives.*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

32416-0

(a) changing the name of the association into that of "Association coopérative d'économie familiale de la ville de Montréal";

(b) changing the head office of the association which was situated at 1015 St-Denis Street, Montreal 18, Québec, into that of "the City of Montreal";

(d) amending the purposes of the association.

Québec, November 27, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32416

**Association coopérative de vacances
du Québec**

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of "Association coopérative de vacances du Québec".

The head office of this cooperative association is situated in Montreal, Québec, in the electoral district of Bourassa.

Québec, December 11, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32415

**Association coopérative d'économie
familiale de la ville de Montréal**

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the internal management by-laws of "Association coopérative d'économie familiale de la ville de Montréal", adopted on October 22, 1969, with retroactive effect to the said date.

Québec, November 27, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

32416

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le procureur général, { ATTENDU que la Loi
RÉMI PAUL. { du ministère des
communications (bill 87)

a été sanctionnée le 12 décembre 1969;
ATTENDU qu'il y a lieu de fixer au 18 décembre 1969 la date de l'entrée en vigueur de la Loi du Ministère des communications.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these presents shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

RÉMI PAUL, { WHEREAS the Commu-
Attorney General. { nications Department
Act (Bill 87) was assented to

on December 12, 1969;
WHEREAS it is deemed expedient to fix to the 18th day of December, 1969 the date when the Communications Department Act shall become effective.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree

portant le numéro 4038, en date du 17 décembre 1969, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que l'entrée en vigueur de la Loi du ministère des communications soit fixée au 18 décembre 1969.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-septième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

32372-o *Le sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

bearing number 4033, dated December 17, 1969, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that the coming into force of the Communications Department Act be fixed to December 18, 1969.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our province of Québec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this seventeenth day of December, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign,

By command.

32372 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3886

Québec, le 3 décembre 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certains actes administratifs du ministère des affaires municipales

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre des affaires municipales, ce qui suit:

En vertu de l'article 6 du chapitre 280 des Statuts refondus 1964, la Loi concernant la preuve photographique de certains documents est déclarée applicable à la cité de Saint-Jean à la suite d'une demande contenue dans la résolution adoptée par le conseil municipal de ladite cité le 19 novembre 1969.

32413-o *Le greffier suppléant du Conseil exécutif,*
D. TANGUAY.

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3608

Québec, le 19 novembre 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les institutions d'enseignement donnant droit aux bénéfices prévus aux articles 10 et 28 du bill 45, sanctionné le 13 juin 1969.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des Finances:

QUE, pour les fins des articles 10 et 28 de la Loi modifiant le Régime de retraite des fonctionnaires (bill 45, sanctionné le 13 juin 1969), l'expression « institution d'enseignement » signifie:

Orders in Council

Order in Council Executive Council Chamber

Number 3886

Québec, December 3, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain administrative acts of the Department of Municipal Affairs.

THAT WHICH FOLLOWS IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Municipal Affairs:

Pursuant to section 6 of chapter 280 of the Revised Statutes, 1964, the Photographic Proof of Documents Act is declared applicable to the city of Saint John's following a request contained in a resolution adopted by the municipal council of the said city on November 19, 1969.

32413 *D. TANGUAY,*
Assistant Clerk of the Executive Council.

Order in Council Executive Council Chamber

Number 3608

Québec, November 19, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING educational institutions entitled to the benefits contemplated by sections 10 and 28 of bill 45, assented to on June 13, 1969.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Finance:

THAT, for the purposes of sections 10 and 28 of the Act to amend the Civil Service Superannuation Plan (bill 45, assented to on June 13, 1969), the expression "educational institution" means:

a) une institution visée par le paragraphe a) de l'article 1 du Régime de retraite des enseignants (13-14 Élisabeth II, chapitre 68, et amendement);

b) une institution déclarée d'intérêt public ou reconnue pour fins de subvention par le ministre de l'Éducation, en vertu de la Loi de l'enseignement privé (17 Élisabeth II, chapitre 67), ainsi qu'une institution détenant un permis en vertu de ladite loi et autorisée à cette fin par le ministre de l'Éducation;

c) l'Université du Québec, ses universités constituantes ainsi que les établissements d'enseignement supérieur et de recherches, institués en vertu de la Loi de l'Université du Québec (17 Élisabeth II, chapitre 66);

d) toute Université au sens de l'article 1 (1°) de la Loi de l'aide aux Universités (S.R.Q. 1964, chapitre 239);

QUE publication soit faite à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

Copie conforme.

Le greffier suppléant du Conseil exécutif,
32406-o D. TANGUAY.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 3619

Québec, le 26 novembre 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des règlements sur la procédure à suivre pour faire reconnaître le caractère et le degré de représentativité des associations en vertu de la loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, S.Q. 1968, chapitre 45.

ATTENDU QUE le chapitre 45, S.Q. 1968, intitulé « Loi des relations du travail dans l'industrie de la construction » a été sanctionné le 18 décembre 1968;

ATTENDU QUE l'article 4 de ladite loi permet au lieutenant-gouverneur en conseil, après consultation des parties, d'adopter des règlements établissant la procédure que doit suivre toute association désireuse de faire reconnaître son caractère représentatif;

ATTENDU QUE le ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre a consulté la Commission consultative mixte instituée par l'article 47 de la Loi des relations du travail dans l'industrie de la construction et le Conseil consultatif du Travail et de la Main-d'oeuvre institué par le chapitre 44, S.Q. 1968, sur la procédure à suivre pour faire reconnaître le caractère et le degré de représentativité des associations;

ATTENDU QUE plus particulièrement, pour les fins d'application des articles 4, 5, 6, 7, 8 et 11 de ladite loi, il est nécessaire d'éduquer des règlements;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'Honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE les règlements ci-annexés relatifs à la procédure à suivre pour faire reconnaître le caractère et le degré de représentativité des associations, soient adoptés et entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier suppléant du Conseil exécutif,
D. TANGUAY.

Règlements sur la procédure à suivre pour faire reconnaître le caractère et le degré de représentativité des associations

(a) an institution contemplated in paragraph (a) of section 1 of the Teachers Pension Plan (13-14 Elizabeth II, chapter 68, and amendment);

(b) an institution declared to be of public interest or recognized for the purpose of grants by the Minister of Education, pursuant to the Private Education Act (17 Elizabeth II, chapter 67), as well as an institution holding a permit under the said Act and authorized for such purpose by the Minister of Education;

(c) the University of Québec, its constituent universities as well as establishments of higher learning and research, established under the University of Québec Act (17 Elizabeth II, chapter 66);

(d) any University within the meaning of section 1 (1.) of the University Assistance Act (R.S.Q. 1964, chapter 239);

THAT publication be made to such effect in the *Québec Official Gazette*.

True copy.

D. TANGUAY,
32406 Acting Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 3619

Québec, November 26, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING regulations respecting the procedure to be followed to obtain recognition of the representative character and degree of representativity of associations in pursuance of the Construction Industry Labour Relations Act (Statutes of 1968, chapter 45).

WHEREAS the Construction Industry Labour Relations Act (Statutes of 1968, chapter 45) was sanctioned on December 18, 1968;

Whereas section 4 of the said Act empowers the Lieutenant-Governor in Council to make, after consulting the parties, regulations establishing the procedure to be followed by any association wishing to have its representative character recognized;

WHEREAS the Department of Labour and Manpower has consulted the Joint Advisory Commission established by section 47 of the Construction Industry Labour Relations Act and the Advisory Council on Labour and Manpower established by chapter 44 of the Statutes of 1968 on the procedure to be followed to obtain recognition of an association's representative character and degree of representativity;

WHEREAS more particularly, for the purposes of sections 4, 5, 6, 7, 8 and 11 of the said Act, it is necessary to enact regulations;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the regulations attached hereto respecting the procedure to be followed to obtain the recognition of an association's representative character and degree of representativity be adopted and become effective from the date of their publication in the *Québec Official Gazette*.

D. TANGUAY,
Acting Clerk of the Executive Council.

Regulations respecting the procedure to be followed to obtain recognition of the representative character and degree of representativity of associations

(En vertu de la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction, 1968, chapitre 45)

Chapitre I. Définitions:

Pour fin d'application des articles 4, 5, 6, 7, 8 et 11 de la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction, les mots:

« ensemble des salariés » signifient le total des salariés de l'industrie de la construction dans le territoire visé par le décret projeté.

Si le territoire visé comprend un ou des décrets, l'ensemble des salariés est évalué en additionnant tous les travailleurs qui ont travaillé au moins cinq (5) jours ou l'équivalent et pour lesquels un prélèvement a été versé au ou aux comité(s) paritaire(s) lors du moins précédant l'enquête.

« ensemble des employeurs » est le total des employeurs professionnels dans le territoire visé par le décret projeté.

Si le territoire visé comprend un ou des décrets, l'ensemble des employeurs est évalué en additionnant tous les employeurs professionnels qui ont versé un prélèvement au ou aux comité(s) paritaire(s) lors du mois précédant l'enquête.

« effectifs d'une association » signifient, dans le territoire visé par le décret projeté, l'addition des membres en règle d'une association.

« membre en règle d'une association » signifie un salarié ou un employeur professionnel travaillant ou oeuvrant dans le territoire visé par le décret projeté de l'industrie de la construction qui a rempli les conditions suivantes:

1. A signé une carte ou une formule d'adhésion dûment datée;
2. A été admis membre de l'association;
3. A payé sa cotisation.

Cependant, n'est pas considéré comme membre en règle, celui qui a plus de trois mois de retard dans le paiement ou le précompte de sa cotisation.

Chapitre II. Mécanisme d'appréciation du caractère et du degré de représentativité des associations:

A) Caractère représentatif des nouvelles associations:

1. Procédure:

Une association désireuse de devenir association représentative doit en faire la demande par écrit au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre entre le 180^e et 140^e jour précédant l'expiration du décret en vigueur dans le territoire visé. Si un tel décret n'existe pas, cette demande peut être faite en tout temps. La demande doit contenir les renseignements suivants:

- a) L'intention d'obtenir le caractère représentatif;
- b) le nombre de membres en règle au moment de la demande;
- c) le nom de l'association;
- d) le nom des membres du Bureau;
- e) l'adresse du siège de l'association;
- f) un exemplaire des statuts et des règlements;
- g) la date de la constitution légale, s'il y a lieu;
- h) la résolution autorisant la requête.

(In pursuance of the Construction Industry Labour Relations Act (Statutes of 1968, chapter 45))

Chapter I. Definitions:

For the purposes of sections 4, 5, 6, 7, 8 and 11 of the Construction Industry Labour Relations Act, the words:

"all the employees" mean the total number of construction industry employees in the territory covered by the decree contemplated.

If the territory referred to is covered by one or more decrees, the total number of employees is arrived at by adding up all the workers who have worked at least five (5) days or the equivalent thereof and for whom a levy has been paid to the parity committee(s) during the month preceding the inquiry.

"all the employers" mean the total number of professional employers in the territory covered by the decree contemplated.

If the territory referred to is covered by one or more decrees, the total number of professional employers is arrived at by adding up all the professional employers who have paid a levy to the parity committee(s) during the month preceding the inquiry.

"membership of an association" mean, in the territory covered by the decree contemplated, the sum of an association's members in good standing.

"member in good standing of an association" mean an employee or a professional employer working or operating in the territory covered by the construction industry decree contemplated and who has:

1. signed a duly dated membership card or adhesion form;
2. been accepted as a member of the association;
3. paid his dues.

However, any person who is more than three months in arrears with the payment or previous deduction of his dues is not considered as a member in good standing.

Chapter II: Assessment of the representative character and degree of representativity of associations

(A) Representative character of new associations

1. Procedure:

Any association wishing to become a representative association must apply therefor, in writing, to the Minister of Labour and Manpower between the one hundred and eightieth and the one hundred and fortieth days preceding the expiry of the decree in force in the territory involved. If there is no such decree, the application may be filed at any time whatever. The application shall at any time whatever. The application shall include the following particulars:

- (a) The intention to obtain the representative character;
- (b) the number of members in good standing upon the filing of the application;
- (c) the name of the association;
- (d) the names of the members of the Board of Directors;
- (e) the address of the head office of the association;
- (f) a copy of the constitution and by-laws;
- (g) if the case may be, the date on which the association was legally instituted;
- (h) the resolution authorizing the application.

2. Appréciation:

Dans le cas d'une demande d'une association pour être reconnue représentative, le ministre apprécie, par l'entremise de la Direction Générale des Normes, l'effectif de cette association entre le 140e et 120e jour précédant l'expiration du décret.

Lorsqu'il n'y a pas de décret en vigueur, l'enquête sur le caractère représentatif d'une nouvelle association se tient dans les vingt jours après qu'une demande conforme aux présents règlements ait été reçue par le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre.

B) Degré de représentativité des associations représentatives:

1. Dans le cas où il y a un décret en vigueur, le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre apprécie, par la Direction Générale des Normes, l'ensemble des salariés et des employeurs professionnels entre le 180e et le 140e jour précédant l'expiration du décret.

Il apprécie l'effectif des associations représentatives entre le 140e et le 120e jour suivant ladite expiration pour les fins des articles 8 et 11.

2. Dans le cas où il n'y a pas de décret en vigueur, le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre fait son enquête sur le degré de représentativité de ces associations dans les vingt jours qui suivent la réception par le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre de l'avis de négociation prévu à l'article 9.

C) Information des associations:

Les résultats de l'enquête sur le caractère et le degré de représentativité sont communiqués à toutes les associations représentatives avant que le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre n'apprécie le caractère représentatif de ces associations.

Cependant la liste des membres et leurs adresse ne sont jamais communiqués aux parties.

Une réunion de toutes les associations représentatives est convoquée par le ministre, quarante-huit heures après que les résultats ont été communiqués pour entendre les parties.

Quand une information est fournie à une association, elle doit être communiquée à toutes les associations représentatives.

Chapter III: Publicité des décisions du Ministère:

Dans le cas où il y a un décret dans le territoire visé, le ministre doit faire connaître à toutes les parties son appréciation du caractère représentatif des associations intéressées le 120e jour avant l'expiration dudit décret.

Dans le cas où un tel décret n'existe pas, le ministre doit faire connaître à toutes les parties son appréciation du caractère représentatif des associations intéressées le 20e jour suivant la demande prévue au paragraphe « A » du chapitre II.

Chapitre IV: Renseignements:

Toute association doit en tout temps tenir à la disposition de l'enquêteur du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre tous renseignements relatifs à son caractère représentatif.

En conséquence, elle doit avoir en permanence une liste de ses membres en règle et un registre des cotisations selon le cas avec date de versement des cotisations.

2. Assessment:

When an association has filed an application to have its representative character recognized, the Minister, through the intermediary of the Standards Branch, shall assess the membership of the association between the one hundred and fortieth and the one hundred and twentieth days preceding the expiry of the decree.

When there is no decree in force, the inquiry into the representative character of a new association is carried out within the twenty-days following the date on which the Minister of Labour and Manpower has received an application in conformity with the present regulations.

(B) Degree of representativity of representative associations:

1. If there is a decree in force, the Minister of Labour and Manpower, through the intermediary of the Standards Branch, shall assess all the employees and professional employers between the one hundred and eightieth and the one hundred and fortieth days preceding the expiry of the decree.

For the purposes of sections 8 and 11, he shall assess the membership of representative associations between the one hundred and fortieth and the one hundred and twentieth days following the said expiry.

2. When there is no decree in force, the Minister of Labour and Manpower carries out his inquiry into the degree of representativity of these associations within the twenty days following the date on which the Minister of Labour and Manpower has received the notice of intention to negotiate provided for in section 9.

(C) Informing the associations:

The results of the inquiry into the representative character and degree of representativity are made known to all representative associations before the Minister of Labour and Manpower assesses the representative character of such associations.

However, the list of members and the latter's addresses are never made known to the parties.

For the purpose of hearing the parties, a meeting of all the representative associations is convened by the Minister, forty-eight hours after the results have been made known.

When any information is given to an association, it must be made known to all representative associations.

Chapter III: Making Minister's decisions known:

When there is a decree in the territory referred to, the Minister shall, on the one hundred and twentieth day preceding the expiry of the said decree, make known to all parties his assessment of the representative character of the associations involved.

When there is no such decree, the Minister, on the twentieth day following the application provided for in subsection "A" of chapter II, shall make known to all parties his assessment of the representative character of the associations involved.

Chapter IV: Information:

Every association must, at all times, keep at the disposal of the investigator of the Department of Labour and Manpower all particulars pertaining to its representative character.

Consequently, every association shall permanently maintain a list of its members in good standing and a record of dues, as the case may be, showing the date of payment of dues.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Department of Labour and Manpower

Avis de modification

Notice of Amendment

Boîtes de carton ondulé — Province de Québec

Corrugated paper boxes — Province of Québec

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication de boîtes de carton ondulé dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 728 du 16 juillet 1955 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (RSQ 1964, c. 143), the Honorable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collecting labour agreement respecting the Manufacturing of Corrugated Paper Boxes (made binding by Decree number 728 of July 16, 1955) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision:

1^o Dans l'énumération des parties contractantes de première part, remplacer le nom de « Champlain Paper Box Limited, section papier ondulé de Québec » par « Les Cartonniers Standard Limitée (usine de Québec) ».

1. When enumerating the contracting parties of the first part the name "Champlain Paper Box Limited, Québec Corrugated Paper Division" will be replaced by: "Standard Paper Box Limited (Québec Plant)".

2^o Remplacer le paragraphe 4.04 de l'article IV (Heures supplémentaires, primes d'équipes et période de repos) par le suivant:

2. In section IV (Overtime, shift premium, rest periods), subsection 4.04 will be replaced by:

« 4.04 Tout salarié travaillant avec la seconde équipe doit recevoir une prime de huit cents (\$0.08) de l'heure et tout salarié travaillant avec la troisième équipe doit recevoir une prime de dix cents (\$0.10) de l'heure pour travail de nuit. »

"4.04 Any employee working on the second or third shift shall receive a shift differential of eight cents (8¢) and ten cents (10¢) an hour respectively."

3^o Remplacer le paragraphe 5.01 de l'article V (Taux de salaires) par le suivant:

3. In section V (Wage rates), subsection 5.01 will be replaced by:

« V. Taux de salaires:

« V. Wage rates:

« 5.01 Les taux de salaires suivants s'appliquent à tous les salariés couverts par le champ d'application industriel du présent Décret ainsi qu'aux conducteurs (mécaniciens) de machines fixes, aux chauffeurs de chaudières, aux expéditeurs, aux livreurs, aux ouvriers affectés à l'entretien ou à la réparation des immeubles, aux ouvriers d'imprimerie et de travaux connexes, pourvu que ces travaux se rapportent exclusivement à l'impression des boîtes et articles visés par le champ d'application industriel du présent décret.

"5.01 The following wage rates shall apply to all employees under the industrial jurisdiction of the present decree as well as the following classifications: stationary enginemen; boiler firemen (stokers); shippers; delivery men; employees assigned to the maintenance of buildings and equipment; printing and allied work, provided that such work is exclusively concerned with the printing of boxes and articles covered by the industrial jurisdiction of this decree:

Classification:	HOMMES — MALE		FEMMES — FEMALE	
	À la date de publication du présent Décret	À compter du 1 ^{er} juillet 1970	À la date de publication du présent Décret	À compter du 1 ^{er} juillet 1970
	Decree publication date	Effective July, 1st 1970	Decree publication date	Effective July, 1st 1970
Sous-contremaître — Assistant foreman	\$2.15	\$2.21	\$1.76	\$1.82
Machine à onduler et presse flexographique — Corrugating machine:				
Conducteur — Operator	1.24	2.30		
Conducteur temporaire — Temporary operator	2.18	2.24		
Découpeur — Slitter and knifer	2.18	2.24		
Conducteur de colleuse double face — Double backer	2.13	2.19		
Ramasseur et placeur de rouleaux — Tailer and roll shafter	1.94	2.00		
Encocheuse-imprimeuse et presse flexographi- que — Printer-slotter machine and Flexo- graphic press:				
Conducteur — Operator	2.18	2.24		

Classification	HOMMES — MALE		FEMMES — FEMALE	
	À la date de publication du présent Décret	À compter du 1er juillet 1970	À la date de publication de présent Décret	À compter du 1er juillet 1970
	Decree publication date	Effective July, 1st 1970	Decree publication date	Effective July, 1st 1970
Aide-conducteur — Slotter man	\$2.08	\$2.14		
Margeur et ramasseur — Feeder and tailer	1.99	2.05		
Presse à imprimer sur la longueur — Printing press (longway):				
Conducteur — Operator	2.13	2.19		
Ramasseur — Tailer	1.99	2.05	\$1.61	\$1.67
Encocheuse (grosses boîtes) — Slotting machine (large box):				
Conducteur — Operator	2.04	2.10		
Ramasseur — Tailer	1.89	1.95	1.61	1.67
Encocheuse (petites boîtes) — Slotting machine (small box):				
Conducteur — Operator	1.99	2.05	1.66	1.72
Ramasseur — Tailer	1.89	1.95	1.61	1.67
Mitailleuse de boîtes (coupe et traçage) (1ère opération) — Box slitting and scoring machine (first operation):				
Mitrailleur — Operator	2.09	2.15		
Ramasseur — Tailer	1.89	1.95		
Mitailleuse de feuilles (coupe et traçage divers) — Sheet-slitting and scoring machine (miscellaneous):				
Mitrailleur — Operator	2.03	2.09		
Ramasseur — Tailer	1.89	1.95	1.61	1.67
Encocheuse-mitailleuse de cloisons — Combination partition slitter-slotter:				
Conducteur — Operator	2.08	2.14		
Ramasseur — Tailer	1.98	2.04	1.61	1.67
Encocheuse simple de cloisons — Plain partition slotter:				
Conducteur — Operator	1.99	2.05	1.66	1.72
Ramasseur — Tailer	1.89	1.95	1.61	1.67
Machine à assembler les cloisons — Partition assembly machine:				
Conducteur — Operator	2.04	2.10	1.66	1.72
Margeuse — Feeder (female)			1.61	1.67
Ramasseuse — Tailer (female)			1.61	1.67
Assemblage des cloisons — Partition assembly: Assembléeuse — Assembler (female)			1.61	1.67
Coupeuse de rabat — Flap-cutting machine:				
Découpeur — Operator	2.04	2.10	1.66	1.72
Ramasseur — Tailer	1.89	1.95	1.61	1.67
Plicieuse-colleuse — Folding and glueing machine:				
Conducteur — Operator	2.16	2.22		
Ramasseur et inspecteur — Tailer and inspector	1.98	2.04	1.66	1.72
Plicieuse-enrubaneuse — Folding and taping machine:				
Conducteur — Operator	2.16	2.22		
Ramasseur et inspecteur — Tailer and inspector	1.89	1.95	1.66	1.72
Rubaneuse semi-automatique — Semi-automatic taping machine:				
Conducteur — Operator	1.99	2.05	1.66	1.72
Ramasseur et inspecteur — Tailer and inspector	1.89	1.95	1.61	1.67
Pliage de boîtes — Box-folding:				
Plicieuse — Folder (female)			1.61	1.67
Rubaneuse à la main — Hand taping machine:				
Conducteur — Operator			1.61	1.67
Machine automatique à plier et à piquer — Automatic folding and stitching machine:				
Piqueur — Operator	2.12	2.18		
Margeur — Feeder	1.89	1.95	1.61	1.67

Classification:	HOMMES — MALE		FEMMES — FEMALE	
	À la date de publication du présent Décret	À compter du 1 ^{er} juillet 1970	À la date de publication du présent Décret	À compter du 1 ^{er} juillet 1970
	Decree publication date	Effective July, 1st 1970	Decree publication date	Effective July, 1st 1970
Ramasseur et inspecteur — Tailer and inspector.....	\$1.89	\$1.95	\$1.66	\$1.72
Machine semi-automatique à piquer — Semi-automatic stitching machine:				
Piqueur — Operator.....	1.94	2.00	1.66	1.72
Machine à piquer à la main — Manual stitching machine:				
Piqueur — Operator.....	1.94	2.00	1.66	1.72
Scie à ruban — Band saw:				
Scieur — Operator.....	1.89	1.95	1.66	1.72
Coucheuse à nappe — Curtain coater:				
Conducteur — Operator.....	2.13	2.19		
Ramasseur — Tailer.....	1.89	1.95		
Machine à laminier, teindre et imprimer — Printing, tinting and laminating machine:				
Conducteur — Operator.....	2.18	2.24		
Aide — Helper.....	1.94	2.00		
Attacheuse automatique à courroies métalliques — Automatic steel-strapping machine:				
Conducteur — Operator.....	2.08	2.14		
Presse automatique à découper — Automatic die press cutting machine:				
Mécanicien — Operator.....	2.16	2.22		
Aide ou décortiqueur — Helper or stripper	1.89	1.95		
Presse à platine à découper margée à la main — Platen die press cutting machine (handfed):				
Conducteur — Operator.....	2.13	2.19		
Aide ou décortiqueur — Helper or stripper	1.89	1.95		
Bobineuse et coupeuse (simple face) — Rewinding and cutting machine (sample face):				
Conducteur — Operator.....	2.03	2.09	1.66	1.72
Ramasseur — Tailer.....	1.98	2.04	1.61	1.67
Paraffineuse — Waxing machine:				
Conducteur — Operator.....	1.98	2.04		
Empaquetage et ficelage — Bunding and tying:				
Ficelleur — Tier.....	1.94	2.00	1.61	1.67
Matières adhésives — Adhesive unit:				
Préposé à la colle — Operator.....	2.04	2.10		
Presse à balles — Waste-bailing press:				
Conducteur — Operator.....	1.99	2.05		
Aide — Helper.....	1.94	2.00		
Manutention de rouleaux — Roll handling:				
Chef manutentionnaire — Chief roll handler.....	2.04	2.10		
Manutention motorisée — Power roll handling:				
Conducteur — Operator.....	2.04	2.10		
Manutentionnaire — Roll handler.....	1.94	2.00		
Manutention — Handling:				
Conducteur de chariot élévateur automobile — Power lift-truck operator.....	2.04	2.10		
Machines non classifiées — Unclassified machine:				
Conducteur — Operator.....	2.03	2.09		
Margeuse — Feeder (female).....			1.61	1.67
Expédition — Shipping department:				
Expéditeur — Shipper.....	2.18	2.24		
Aide-expéditeur — Assistant shipper.....	2.08	2.14		
Vérificateur — Checker.....	1.98	2.04		
Conducteur de camion à remorque — Trailer truck driver.....	2.13	2.19		
Conducteur de camion — Trailer driver	2.08	2.14		
Aide — Helper.....	1.92	1.98		
Entretien — Maintenance:				
Homme de métier — Tradesman.....	2.18	2.24		

Classification	HOMMES — MALE		FEMMES — FEMALE	
	À la date de publication du présent Décret	À compter du 1er juillet 1970	À la date de publication du présent Décret	À compter du 1er juillet 1970
	Decree publication date	Effective July, 1st 1970	Decree publication date	Effective July, 1st 1970
Mécanicien — Mechanic.....	\$2.18	\$2.24		
Aide aux hommes de métier — Tradesman's helper.....	1.99	2.05		
Huileur — Oiler.....	2.03	2.09		
Concierge — Janitor.....	1.91	1.97		
Chaufferie — Boiler room:				
Conducteur (mécanicien) de machines fixes — Stationary engineman:				
2e classe — 2nd class.....	2.38	2.44		
3e classe — 3rd class.....	2.21	2.27		
4e classe — 4th class.....	2.11	2.17		
Travaux divers: L'échelle de base de salaire pour les travaux divers est la suivante — Miscellaneous work: The basic wage scale for general work is as follows:				
Aide tous travaux — General helper.....	1.83	1.89	\$1.57	\$1.63*

4° Remplacer l'article VII (Congés payés annuels) par le suivant:

« VII. Congés payés annuels:

« 7.01 *Année de référence*: La période de l'année de référence s'étend du premier mai de l'année précédente au 30 avril de l'année courante, ou tel que prévu par les contrats collectifs privés.

7.02 *Appréciation du droit au congé et indemnité de congés payés*: Le salarié permanent qui, le premier mai de l'année, ou à la date prévue par les contrats collectifs privés, justifie de trois mois de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est d'autant de journées qu'il a de mois de service continu chez cet employeur et jusqu'à concurrence de deux semaines complètes de congé. L'indemnité afférente audit congé est égale à 4% de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence, quelque soit la date de publication du présent Décret.

7.03 Le salarié permanent qui, le premier mai de l'année courante, ou à la date prévue par les contrats collectifs privés, justifie d'au moins douze ans de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est de trois semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à 6% de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

7.04 La rémunération globale d'un salarié inclut le montant versé à titre d'indemnité pour les congés payés de l'année précédente.

7.05 *Indemnité compensatrice de congés payés*: Lorsque le contrat de travail est résilié avant que le salarié ait pu bénéficier de la totalité du congé auquel il avait droit, il doit recevoir, pour la fraction de congé dont il n'a pas bénéficié, une indemnité compensatrice déterminée d'après les dispositions des paragraphes 7.02 et 7.04 inclusivement du présent article. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

4. Section VII (Annual vacation with pay) will be replaced by:

“VII. Annual vacation with pay:

“7.01 *Qualifying year*: The qualifying year period runs from May 1st of the previous year to April 30th of the current year, or as stipulated in private collective agreements.

7.02 *Vacation entitlement and vacation pay*: Every regular employee who on May 1st of the current year or at a date provided by private collective agreements, has three months' continuous service with the same employer, shall be entitled to one day's vacation for each month's continuous service up to a complete two weeks' vacation. Vacation pay equals 4% of total wages earned by the employee during the qualifying period, whatever the publishing date of the present Decree may be.

7.03 Every regular employee who on May 1st of the current year or at a date stipulated in private collective agreements, has at least twelve years' continuous service with a same employer, shall be entitled to a three weeks' vacation. Vacation pay equals 6% of total wages earned by the employee during the qualifying period.

7.04 An employee's total earnings includes the amount received as vacation pay for the previous year.

7.05 *Monetary compensation for vacation with pay*: When a work contract is cancelled before the employee was able to take his due vacation, the employee shall receive, for the unused portion of his vacation, a monetary compensation determined according to the provisions of subsections 7.02 through 7.04 of this section.”

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 20 décembre 1969. 32404-o

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, December 20, 1969. 32404-o

Soumissions

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Thomas Comté de Joliette

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Willie Roy, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, Bureau de la Commission scolaire, 1061, rue Principale, Saint-Thomas, comté de Joliette, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle de l'École des Filles, 760, rue Principale, Saint-Thomas, comté de Joliette, P.Q., jeudi, le 8 janvier 1970, pour l'achat de \$245,000 d'obligations pour les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Thomas, comté de Joliette, datées du 1er janvier 1970 et remboursables par séries du 1er janvier 1971 au 1er janvier 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8%, ni supérieur à 9%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Résolution datée du 22 septembre 1969 — \$245,000 — construction d'une école élémentaire de 4 classes.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1970.

Tableau d'amortissement — \$245,000 — 20 ans

Année	Capital
1er janvier 1971.....x	\$34,000
1er janvier 1972.....x	36,500
1er janvier 1973.....x	40,000
1er janvier 1974.....x	43,000
1er janvier 1975.....	3,000
1er janvier 1976.....	3,000
1er janvier 1977.....	3,500
1er janvier 1978.....	3,500
1er janvier 1979.....	4,000
1er janvier 1980.....	4,500
1er janvier 1981.....	5,000
1er janvier 1982.....	5,000
1er janvier 1983.....	5,500
1er janvier 1984.....	6,000
1er janvier 1985.....	6,500
1er janvier 1986.....	7,000
1er janvier 1987.....	7,500
1er janvier 1988.....	8,500
1er janvier 1989.....	9,000
1er janvier 1990.....	10,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

Tenders

The School Commissioners for the Municipality of Saint-Thomas County of Joliette

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Willie Roy, Secretary-Treasurer, until 7:30 o'clock, p.m., Office of the School Commission, 1061 Main Street, Saint-Thomas, county of Joliette, P.Q., and afterwards, until 8:00 o'clock, p.m., at the Girls' School Hall, 760 Main Street, Saint-Thomas, county of Joliette, P.Q., Thursday, January 8, 1970, for the purchase of an issue of \$245,000 of bonds or the School Commissioners of the Municipality of Saint-Thomas, county of Joliette, dated January 1, 1970, and redeemable serially from January 1, 1971 to January 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8%, nor more than 9%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption of the present notice.

Resolution dated September 22, 1969 — \$245,000 — construction of a 4 class elementary school.

For adjudication only, interest shall be calculated from January 1, 1970.

Table of redemption — \$245,000 — 20 years

Year	Capital
January 1, 1971.....x	\$34,000
January 1, 1972.....x	36,500
January 1, 1973.....x	40,000
January 1, 1974.....x	43,000
January 1, 1975.....	3,000
January 1, 1976.....	3,000
January 1, 1977.....	3,500
January 1, 1978.....	3,500
January 1, 1979.....	4,000
January 1, 1980.....	4,500
January 1, 1981.....	5,000
January 1, 1982.....	5,000
January 1, 1983.....	5,500
January 1, 1984.....	6,000
January 1, 1985.....	6,500
January 1, 1986.....	7,000
January 1, 1987.....	7,500
January 1, 1988.....	8,500
January 1, 1989.....	9,000
January 1, 1990.....	10,000

Moreover, only the following methods of issue shall be considered:

(1) Bonds maturing serially in 5 year, 10 year or 15 year short-term.

(2) Bonds maturing serially in 10 year with 20-year fixed-term balance.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront être pour un montant inférieur à \$10,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Les « x » indiquant les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$176,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en 4 versements de \$44,000 chacun, de 1971 à 1974 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Joliette.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à \$10,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$10,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er janvier de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, jeudi, le 8 janvier 1970, à 8 heures du soir, Salle de l'École des Filles, 760, rue Principale, Saint-Thomas, comté de Joliette, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Thomas (Comté de Joliette), ce 1er décembre 1969.

Le secrétaire-trésorier,
WILLIE ROY.

Bureau de la commission scolaire,
1061, rue Principale, Saint-Thomas,
Comté de Joliette, P.Q.

Téléphone: 756-2973, code 514. 32411-o

(3) Bonds maturing serially in 10 year with 5-year short-term balance.

(4) Bonds maturing serially in 10 year with 10-year short-term balance for one part and the other part for 20-year fixed-term balance.

(5) Bonds maturing serially in 10 year with 5-year short-term balance for one part and the other part for 20-year fixed-term balance.

(6) Bonds maturing serially in 5-year short-term for one part and the other part for 20-year fixed-term.

However, in the case of the 4th, 5th and 6th paragraphs, the bonds maturing as 20-year fixed-term should be only for an amount less than \$10,000, and if higher than this latter amount, this part must comprise one only or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in the present notice, and starting by the last years of maturities. Also, the bonds issued as 5-year or 10-year short-term shall comprise only whole annual amortizations, and in starting by the last years of maturities in excluding the part being at 20-year fixed-term bonds.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The letters "x" indicate the years during which the annual payments of a total amount of \$176,000 granted by the Provincial Government and payable in 4 instalments of \$44,000 each, from 1971 to 1974 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Joliette.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to \$10,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount higher than \$10,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on January 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Thursday, January 8, 1970, at 8:00 o'clock p.m., at the Girls' School Hall, 760 Main Street, Saint-Thomas, county of Joliette, P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Thomas (County of Joliette), December 1, 1969.

WILLIE ROY,
Secretary-Treasurer.

Office of the School Commission,
1061 Main Street, Saint-Thomas,
County of Joliette, P.Q.

Telephone: 756-2973, code 514. 32411

Proclamations

Canada,
Province de Québec,
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général-adjoint,
ANDRÉ DESJARDINS.

ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie, dans le comté municipal de Beauce, et de l'annexer à la municipalité de la paroisse de L'Enfant-Jésus, dans le même comté municipal;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3887, en date du 3 décembre 1969, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes, QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie, comté de Beauce, comprenant en référence au cadastre officiel de ladite paroisse la partie du lot 310 définie comme suit:

partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots 310 et 306 avec le côté sud-ouest de l'emprise de la route du Président Kennedy; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: partie de ladite ligne séparative de lots en allant vers le sud-ouest jusqu'au côté nord-est de l'emprise du chemin de fer de la compagnie Québec Central Railway Co. (lot cadastral 1117); le côté nord-est de ladite emprise de chemin de fer en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne séparative des lots 310 et 312; partie de ladite ligne séparative de lots en allant vers le nord-est sur une longueur de trois cent vingt-trois pieds (323'); puis dans le lot 310 une ligne droite faisant un angle de déflexion vers la droite de 96° 00' avec la ligne précédente et d'une longueur de deux cent seize pieds et quatre dixièmes (216.4'); une autre ligne droite faisant un angle de déflexion vers la gauche avec la ligne précédente et d'une longueur de soixante-deux pieds et cinq dixièmes (62.5') soit jusqu'au côté sud-ouest de l'emprise de la route du Président Kennedy; enfin le côté sud-ouest de ladite emprise en allant vers le sud-est sur une distance de trois cent soixante-onze pieds et cinq dixièmes (371.5') jusqu'au point de départ;

sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, détaché de la

Proclamations

Canada,
Province of Québec,
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada, and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these presents shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ANDRÉ DESJARDINS,
Assistant Deputy Attorney General.

WHEREAS We have been requested to detach the territory hereinafter described from the municipality of the parish of Sainte-Marie, in the municipal county of Beauce, and to annex it to the municipality of the parish of L'Enfant-Jésus, in the same municipal county;

WHEREAS all the formalities prescribed by law in this matter have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS pursuant to section 42 of the municipal Code, this proclamation shall come into force on the first day of January following the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3887, dated December 3, 1969, and pursuant to the provisions of the municipal Code of Our Province of Québec, We do hereby declare and decree,

THAT the following territory, to wit:

A territory presently forming part of the municipality of the parish of Sainte-Marie, county of Beauce, comprising, in reference to the official cadastre of the said parish, the part of lot 310 described as follows:

starting at the point of intersection of the line separating lots 310 and 306 with the southwest side of the President Kennedy Highway right of way; thence, successively, the following lines and demarcations: part of the said line separating the lots and going towards the southwest to the northeast side of the Québec Central Railway Co. railroad right of way (cadastral lot 1117); the northeast side of the said railroad right of way going towards the northwest to the line separating lots 310 and 312; part of the said line separating the lots and going towards the northeast to a distance of three hundred and twenty-three feet (323'); then, on lot 310 a straight line forming an angle of deflexion towards the right of 96° 00' with the preceding line, and measuring two hundred and sixteen and four-tenths feet (216.4') in length; another straight line forming an angle of deflexion towards the left with the preceding line, and measuring sixty-two and five-tenths feet (62.5') in length, to the southwest side of the President Kennedy Highway right of way; finally, the southwest side of the said right of way going towards the southeast to a length of three hundred and seventy-one and five-tenths feet (371.5') to the starting point;

will be, from and after the first day of January following the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, detached

municipalité de la paroisse de Sainte-Marie, dans le comté municipal de Beauce, et sera annexé à la municipalité de la paroisse de L'Enfant-Jésus, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, et qu'elle est destinée à remplacer celle déjà publiée le 11 octobre 1969.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce troisième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règle la dix-huitième année.

Par ordre,
32372-o *Le sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général adjoint, { ATTENDU QUE le conseil municipal du village de Notre-Dame-de-Lorette, avait soumis pour approbation son règlement numéro 126 à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Sainte-Foy;

ATTENDU QUE le conseil municipal de la ville de Sainte-Foy, par son règlement numéro 1018, avait concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal du village de Notre-Dame-de-Lorette;

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), le lieutenant-gouverneur en conseil avait donné son approbation à ces règlements et qu'une proclamation avait été émise décrétant l'extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Sainte-Foy, au territoire du village de Notre-Dame-de-Lorette;

ATTENDU QUE le conseil municipal de la ville de l'Ancienne-Lorette a adopté un règlement numéro V-37 abrogeant son règlement numéro 126 ci-dessus mentionné;

ATTENDU QUE le conseil municipal de la ville de Sainte-Foy a adopté un règlement numéro 1349 abrogeant son règlement numéro 1018 ci-dessus mentionnée;

from the municipality of the parish of Sainte-Marie, in the municipal county of Beauce, and will be annexed to the municipality of the parish of L'Enfant-Jésus, in the same municipal county.

THAT this proclamation shall come into force on the first day of January following the date of its publication in the *Québec Official Gazette*, and that it is meant to replace the one already published on October 11, 1969.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take note, and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved, the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Québec, in Our Province of Québec, this third day of December, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,
32372 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada, and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these presents shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ANDRÉ DESJARDINS, { WHEREAS the municipal Council of the Village of Notre-Dame-de-Lorette had submitted for approval its by-law number 126 to the effect of submitting the territory of the said municipality to the jurisdiction of the municipal Court of the city of St. Foy;

WHEREAS the municipal Council of the city of St. Foy, by its by-law number 1018, had agreed to the terms of the said by-law adopted by the municipal Council of the village of Notre-Dame-de-Lorette;

WHEREAS, under the authority of section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), the Lieutenant-Governor in Council had given his approval to these by-laws, and a proclamation had been issued enacting the extension of the jurisdiction of the municipal Court of the city of St. Foy to the territory of the village of Notre-Dame-de-Lorette;

WHEREAS the municipal Council of the town of Ancienne-Lorette adopted a by-law number V-37 repealing its by-law number 126 mentioned above;

WHEREAS the municipal Council of the city of St. Foy adopted a by-law number 1349 repealing its by-law number 1018 mentioned above;

ATTENDU QUE le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation aux règlements concurrents, numéro V-37 et 1349, par un arrêté en conseil du 12 novembre 1969 et portant le numéro 3480.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3480, en date du 12 novembre 1969, Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de ladite proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la ville de l'Ancienne-Lorette ne sera plus soumis à la juridiction de la Cour municipale établie dans la ville de Sainte-Foy.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour de novembre en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

32372-o Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général adjoint, ANDRÉ DESJARDINS. } ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité de la paroisse de Sainte-Croix, dans le comté municipal de Lotbinière, et de l'annexer à la municipalité du village de Sainte-Croix, dans le même comté municipal;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 4000, en date du 10 décembre 1969, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

WHEREAS the Lieutenant-Governor in Council gave his approval to the concurrent by-laws numbers V-37 and 1349 by an Order in Council dated November 12, 1969, and bearing number 3480.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3480, dated November 12, 1969, We have decreed and do decree that from and after thirty-one days following the publication of the said proclamation in the *Québec Official Gazette*, the territory of the town of Ancienne-Lorette shall no longer be submitted to the jurisdiction of the municipal Court established in the city of St. Foy.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved, the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twelfth day of November, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

32372 RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ANDRÉ DESJARDINS, Assistant-Deputy Attorney General. } WHEREAS a request was made in order to detach the territory hereafter described of the municipality of the parish of Sainte-Croix, in the municipal county of Lotbinière, and to annex it to the municipality of the village of Sainte-Croix, in the same municipal county;

WHEREAS the formalities prescribed by law to this effect were observed;

WHEREAS it is expedient to grant this petition;

WHEREAS pursuant to section 42 of the Municipal Code, the present proclamation will come into effect on the first day of January following the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 4000, dated December 10, 1969, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec, We hereby declare and decree.

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Sainte-Croix, dans le comté de Lotbinière, comprenant, en référence au cadastre officiel de ladite paroisse, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les deux (2) périmètres ci-après décrits, à savoir:

Premier périmètre:

Partant du point d'intersection de la rive droite du fleuve St-Laurent avec la ligne sud-ouest du lot 133; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: partie de ladite ligne sud-ouest du lot 133 jusqu'au côté nord de la route No 3; le côté nord de ladite route en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne médiane d'un ruisseau séparant le lot 138 des lots 135 et 137; la ligne médiane dudit ruisseau en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 138; ledit prolongement et ladite ligne sud-ouest du lot 138; la limite sud-est du lot 138 et les limites sud-est et sud du lot 133; puis en suivant les limites actuelles du village de Sainte-Croix, la ligne nord-est des lots 133 et 133-1 jusqu'au côté sud de l'ancien chemin de front du rang I; le côté sud dudit chemin en allant vers l'ouest sur une longueur de trois (3) perches et sept (7) pieds; une ligne perpendiculaire audit chemin en allant vers le sud sur une longueur de trois (3) perches; une ligne parallèle au même chemin en allant vers l'ouest et d'une longueur de deux (2) perches et douze (12) pieds; une ligne allant vers le nord, perpendiculaire à la ligne précédente jusqu'au côté nord du chemin ci-haut nommé; le côté nord dudit chemin en allant vers l'ouest sur une longueur de quatre (4) perches; une ligne allant vers le nord sur une longueur de six (6) perches et cinq (5) pieds jusqu'à la ligne nord-est du lot 133; partie de ladite ligne nord-est du lot 133 en allant vers le nord-ouest et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du fleuve St-Laurent; puis laissant les limites actuelles du village de Ste-Croix, la ligne médiane dudit fleuve en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 133; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ;

Deuxième périmètre:

Partant du point d'intersection de la rive droite du fleuve St-Laurent avec la ligne nord-est du lot 52; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne nord-est du lot 52; la limite sud des lots 52, 54, 55, 60, 59 et 66; la ligne sud-ouest des lots 66, 69, 67 et 65, cette ligne se confondant en partie avec le côté nord-est d'un chemin public et faisant la limite actuelle du village de Sainte-Croix; une ligne droite dans le fleuve St-Laurent parallèle à la direction générale des lignes latérales de lots partant du sommet de l'angle nord-ouest du lot 65 et allant jusqu'à la ligne médiane du fleuve St-Laurent; la ligne médiane dudit fleuve en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 52; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ;

sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Croix, dans le comté municipal de Lotbinière, et sera annexé à la municipalité du village de Sainte-Croix, dans le même comté municipal.

THAT the following territory, to wit:

A territory now being part of the municipality of the parish of Sainte-Croix, in the county of Lotbinière, consisting, in reference to the official cadastre of the said parish, of lots or parts of lot and their subdivisions, present and future, as well as the roads, streets, water courses or parts thereof, the whole enclosed within the two (2) perimeters hereafter described, to wit:

First perimeter:

Starting from the meeting point of the right shore of the Saint-Laurent River with the southwest line of lot 133; thence, successively, the following lines and demarcations: part of the said southwest line of lot 133 as far as the north side of Route No. 3; the north side of the said highway towards the west as far as the median line of a stream dividing lot 138 from lots 135 and 137; the median line of the said stream going upstream as far as the extension of the southwest line of lot 138; the said extension and the said southwest line of lot 138; the southeast limit of lot 138 and the southeast and south limits of lot 133; then along the present limits of the village of Sainte-Croix, the northeast line of lots 133 and 133-1 as far as the south side of the former fronting road of range I; the south side of the said highway going to the west a length of three (3) rods and seven (7) feet; a line perpendicular to the said highway going to the south a length of three (3) rods; a line parallel to the same highway going to the west, a length of two (2) rods and twelve (12) feet; a line going to the north, perpendicular to the preceding line as far as the north side of the above named highway; the north side of the said highway going to the west a length of four (4) rods; a line going to the north a length of six (6) rods and five (5) feet as far as the northeast line of lot 133; part of the said northeast line of lot 133 going to the northwest and its extension as far as the median line of the Saint-Laurent River; then leaving the present limits of the village of Sainte-Croix, the median line of the said river going upstream as far as the extension of the southwest limit of lot 133; finally, the said extension as far as the starting point;

Second perimeter:

Starting from the meeting point of the right shore of the Saint-Laurent River with the northeast line of lot 52; thence, successively, the following lines and demarcations: the northeast line of lot 52; the south limit of lots 52, 54, 55, 60, 59 and 66; the southwest line of lots 66, 69, 67 and 65, the said line merging partly in the northeast side of the public highway and being the present limit of the village of Sainte-Croix; a straight line in the Saint-Laurent River, parallel to the general direction of the lateral lot lines starting from the top of the northwest angle of lot 65 and going as far as the median line of the Saint-Laurent River; the median line of the said river going downstream as far as the extension of the northeast line of lot 52; at last, the said extension as far as the starting point;

shall be, from and after the first day of January following the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, detached from the municipality of the parish of Sainte-Croix, in the municipal county of Lotbinière, and will be annexed to the municipality of the village of Sainte-Croix, in the same municipal county.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, sous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dixième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

32372-o *Le sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général-adjoint, } ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité de la paroisse de Saint-Cyprien, dans le comté municipal de Napierville, et de l'annexer à la municipalité du village de Napierville, dans le même comté municipal;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3889, en date du 3 décembre 1969, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Cyprien, comté de Napierville, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Cyprien une partie des lots 95 et 97 et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi qu'une partie du ruisseau Mailloux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

THAT this proclamation shall become effective on the first day of January following the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our Present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Québec, in Our Province of Québec, this tenth day of December, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

32372 RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith,

To all to whom these Presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ANDRÉ DESJARDINS, } WHEREAS we have been requested to detach the territory hereinafter described from the municipality of the Parish of Saint-Cyprien, in the municipal County of Napierville, and to annex it to the municipality of the Village of Napierville, in the same municipal county;

WHEREAS the formalities prescribed by law in this matter have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS, pursuant to section 42 of the Municipal Code, this proclamation shall become effective on the first day of January following the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3889 dated December 3, 1969 and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec; We hereby declare and decree

THAT the following territory, to wit:

A territory now being part of the municipality of the Parish of Saint-Cyprien, County of Napierville, consisting, in reference to the official cadastre of the Parish of Saint-Cyprien, of a part of lots 95 and 97 and their subdivisions, present and future, as well as of a part of Mailloux brook, the whole enclosed within the following boundaries, to wit:

partant du point d'intersection de la ligne sud du lot 95 avec la rive ouest du ruisseau Mailloux; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: le prolongement de la ligne sud dudit lot 95 à travers le ruisseau Mailloux et partie de ladite ligne en allant vers l'est jusqu'au côté nord-ouest du chemin du Vide; les côtés nord-ouest et ouest dudit chemin jusqu'à la ligne nord du lot 97; partie de la ligne nord du lot 97 et son prolongement jusqu'à la rive ouest du ruisseau Mailloux; enfin, la rive ouest dudit ruisseau en allant vers le sud jusqu'au point de départ;

sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Cyprien, dans le comté municipal de Napierville, et sera annexé à la municipalité du village de Napierville, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, et qu'elle est destinée à remplacer celle déjà publiée le 11 octobre 1969.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce troisième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-neuf de Père chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

32372-0

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général adjoint } ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Maskinongé, dans le comté municipal de Maskinongé, et de l'annexer à la municipalité du village de Maskinongé, dans le même comté municipal;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

starting from the meeting point of the south line of lot 95 with the west bank of Mailloux brook; thence, successively, the following lines and demarcations: the extension of the south line of said lot 95, across Mailloux brook and part of the said line going to the east as far as the northwest aide of Chemin du Vide; the northwest and west sides of the said highway as far as the north line of lot 97; part of the north line of lot 97 and its extension as far as the west bank of Mailloux brook; finally, the west bank of the said brook going to the south as far as the starting point;

will be, from and after the first day of January following the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, detached from the municipality of the Parish of Saint-Cyprien, in the municipal County of Napierville, and will be annexed to the municipality of the Village of Napierville, in the same municipal county.

THAT this proclamation shall become effective on the first day of January following the date of its publication in the *Québec Official Gazette*, and that it should replace the one published on October 11, 1969.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this third day of December in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

32372

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ANDRÉ DESJARDINS, } WHEREAS We have been requested to detach the territory hereinafter described from the municipality of the parish of Saint-Joseph-de-Maskinongé, in the municipal county of Maskinongé, and to annex it to the municipality of the village of Maskinongé, in the same municipal county;

WHEREAS the formalities prescribed by law in this matter have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 4001, en date du 10 décembre 1969, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Maskinongé, comté de Maskinongé, comprenant en référence au cadastre officiel de ladite paroisse, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, routes, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

Partant du point d'intersection de la ligne nord-ouest du lot 1267, droit de voie de la Compagnie du chemin de fer Canadien Pacifique, avec la ligne nord-est du lot 638; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne nord-est des lots 638 et 641 à 646 inclusivement; la ligne nord-ouest du lot 646 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Maskinongé; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord du lot 802; ledit prolongement et ladite ligne nord du lot 802; la ligne ouest et partie de la ligne sud du lot 802 jusqu'à la ligne ouest du lot 923; ladite ligne ouest du lot 923; une ligne à travers la route du « Pied de la Côte » jusqu'au coin nord-ouest du lot 942; une ligne brisée séparant d'un côté le lot 943 des lots 942, 807, 808, 809 et 810 de l'autre côté; partie de la ligne sud du lot 810 jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 1267, droit de voie de la Compagnie du chemin de fer Canadien Pacifique; enfin, ladite ligne nord-ouest en allant vers le nord-est jusqu'au point de départ;

à distraire du territoire dont les limites sont ci-haut décrites le territoire actuel du village de Maskinongé,

sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Maskinongé, dans le comté municipal de Maskinongé, et sera annexé à la municipalité du village de Maskinongé, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dixième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

32372-0

RAYMOND DOUVILLE.

WHEREAS, pursuant to section 42 of the Municipal Code, this proclamation shall become effective on the first day of January following the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 4001, dated December 10, 1969, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec, We hereby declare and decree

THAT the following territory, to wit:

A territory now forming part of the municipality of the parish of Saint-Joseph-de-Maskinongé, county of Maskinongé, consisting, in reference to the official cadastre of the said parish, of lots or parts of lots and their subdivisions, present and future, as well as the roads, highways, watercourses or parts thereof, the whole included within the following boundaries, to wit:

Starting from the meeting point of the north-west line of lot 1267, right of way of the Canadian Pacific Railway Company, with the northeast line of lot 638; thence, successively, the following lines and demarcations: the northeast line of lots 638 and 641 to 646 inclusively; the northwest line of lot 646 and its extension as far as the median line of the Maskinongé River; the median line of the said river going downstream as far as the extension of the north line of lot 802; the said extension and the said north line of lot 802; the west line and part of the south line of lot 802 as far as the west line of lot 923; the said west line of lot 923; a line across "Pied de la Côte" road as far as the northwest corner of lot 942; a broken line separating on one side lot 943 from lots 942, 807, 808, 809 and 810 from the other side; part of the south line of lot 810 as far as the northwest line of lot 1267, right of way of the Canadian Pacific Railway Company; finally, the said northwest line going to the northeast as far as the starting point;

to withdraw from the territory the limits of which are described above the present territory of the village of Maskinongé.

will be, as from the first day of January following the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, detached from the municipality of the parish of Saint-Joseph-de-Maskinongé, in the municipal county of Maskinongé, and will be annexed to the municipality of the village of Maskinongé, in the same municipal county.

THAT this proclamation shall become effective on the first day of January following the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our province of Québec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our province of Québec, this tenth day of December, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth day of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,

32372

Assistant Secretary of the Province.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général adjoint,
ANDRÉ DESJARDINS. { ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit

de la municipalité de Saint-Paul-de-Châteauguay, dans le comté municipal de Châteauguay, et de l'annexer à la municipalité de la paroisse de Sainte-Martine, dans le même comté municipal; ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3888, en date du 3 décembre 1969, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de Saint-Paul-de-Châteauguay, dans le comté municipal de Châteauguay, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Martine, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, routes, emprise de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir: partant du point d'intersection du côté nord-ouest de l'emprise du chemin de fer (lot 484) de la compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada avec la ligne sud du lot 192; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: une ligne brisée séparant le lot 194 des lots 192 et 191, cette ligne se prolongeant par son dernier tronçon jusqu'à la ligne médiane de la route No 4; la ligne médiane de ladite route en allant vers le sud-ouest jusqu'à sa rencontre avec le prolongement de la ligne sud du lot 172; ledit prolongement; la ligne sud du lot 172 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Châteauguay; la ligne médiane de ladite rivière en allant vers le nord et le nord-ouest jusqu'à une ligne, dans la rivière Châteauguay, perpendiculaire à la ligne nord du lot 171 et originant au point d'intersection de la rive nord de la rivière Châteauguay avec la ligne nord du lot 171; ladite ligne perpendiculaire; partie de la ligne nord du lot 171 jusqu'à la ligne séparative des lots 169 et 170; une ligne brisée séparant les lots 169, 168 et 167 des lots 170 et 166; la ligne nord du lot 167; une ligne droite à travers la route No 4 joignant le coin est du lot 167 au coin nord du lot 186; partie de la ligne nord du lot 186 et son prolongement

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these presents shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ANDRÉ DESJARDINS, { *Assistant Deputy Attorney General.* } WHEREAS We have been requestd to detach the territory hereinafter described from the municipality of Saint-Paul-de-Châteauguay, in the municipal county of Châteauguay, and to annex it to the municipality of the parish of Sainte-Martine, in the same municipal county;

WHEREAS all the formalities prescribed by law in this matter have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS pursuant to section 42 of the Municipal Code, this proclamation shall come into force on the first day of January following the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3888, dated December 3, 1969, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec, We do hereby declare and decree,

THAT the following territory, to wit:

A territory presently forming part of the municipality of Saint-Paul-de-Châteauguay, in the municipal county of Châteauguay, comprising, in reference to the official cadastre of the parish of Sainte-Martine, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, highways, railroad right of way, watercourses or parts thereof, the whole enclosed by the boundaries hereinafter described, to wit: starting at the point of intersection of the north-west side of the railroad right of way (lot 484) of the Canadian National Railway company with the south line of lot 192; thence, successively, the following lines and demarcations: a broken line separating lot 194 from lots 192 and 191, the last section of the said line being extended to the center-line of route No. 4; the center-line of the said highway going towards the southwest to its juncture with the extension of the south line of lot 172; the said extension; the south line of lot 172 and its extension to the center-line of the Châteauguay River; the center-line of the said river going towards the north and the northwest to a line, in the Châteauguay River, perpendicular to the north line of lot 171 and originating at the point of intersection of the north shore of the Châteauguay River with the north line of lot 171; the said perpendicular line; part of the north line of lot 171 to the line separating lots 169 and 170; a broken line separating lots 169, 168 and 167 from lots 170 and 166; the north line of lot 167; a straight line across route No 4 joining the east corner of lot 167 to the north corner of lot 186; part of the north line of lot 186 and its extension to the south-east side of the railroad right of way (lot 484)

jusqu'au côté sud-est de l'emprise du chemin de fer (lot 484) de la compagnie des chemins de fer nationaux du Canada; le côté sud-est de ladite emprise en allant vers le sud-ouest jusqu'au prolongement de la ligne sud du lot 192; enfin, ledit prolongement vers le nord-ouest jusqu'au point de départ;

sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, détaché de la municipalité de Saint-Paul-de-Châteauguay, dans le comté municipal de Châteauguay, et sera annexé à la municipalité de la paroisse de Sainte-Martine, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, et qu'elle est destinée à remplacer celle déjà publiée le 11 octobre 1969.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce troisième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

32372-o *Le sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le procureur général, { ATTENDU que la Loi
RÉMI PAUL. { du ministère de la
fonction publique (bill 23)
a été sanctionnée le 28 novembre 1969;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer au 18 décembre 1969 la date de l'entrée en vigueur de la Loi du ministère de la fonction publique.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 4032, en date du 17 décembre 1969, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que l'entrée en vigueur de la Loi de la fonction publique soit fixée au 18 décembre 1969.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

of the Canadian National Railway company; the southeast side of the said right of way going towards the southwest to the extension of the south line of lot 192; finally, the said extension towards the northwest to the starting point;

will be, from and after the first day of January following the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, detached from the municipality of Saint-Paul-de-Châteauguay, in the municipal county of Châteauguay, and will be annexed to the municipality of the parish of Sainte-Martine, in the same municipal county.

THAT this proclamation shall come into force on the first day of January following the date of its publication in the *Québec Official Gazette*, and that it is meant to replace the one already published on October 11, 1969.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take note, and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved, the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C. Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this third day of December, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

32372 RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Cadada,
Province of Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

RÉMI PAUL. { WHEREAS the Civil
Attorney General. { Service Department Act (Bill 23) was
assented to on November 28, 1969;

WHEREAS it is deemed expedient to fix to December 18, 1969, the date of the coming into force of the Civil Service Department Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 4032, dated December 17, 1969, We have decreed and ordered and do hereby decree and order that the coming into force of the Civil Service Department Act be fixed to December 18, 1969.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-septième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

32372-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général adjoint, (ATTENDU qu'en vertu du chapitre 1 des Statuts refondus de Québec, 1964, le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer par proclamation tout jour comme jour de fête publique;

ATTENDU qu'il est à propos de déclarer jours fériés et jours de fêtes publiques les 26 décembre 1969 et 2 janvier 1970.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 4148, en date du 17 décembre 1969, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que les 26 décembre 1969 et 2 janvier 1970 soient, pour la province de Québec, jours fériés et jours de fête publique.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tout autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-huitième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

32372-o

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our city of Québec, in Our Province of Québec, this seventeenth day of December, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

32372

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELEZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,
GREETING.

Proclamation

ANDRÉ DESJARDINS, (*Assistant-Deputy Attorney General.*) (WHEREAS pursuant to chapter 1 of the Revised Statutes of Québec, 1964, the Lieutenant-Governor in Council may fix, by proclamation, any day as a public holiday;

WHEREAS it is appropriate to declare December 26, 1969 and January 2, 1970 as holidays and public holidays.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 4148, dated December 17, 1969, We have decreed and ordered, and, hereby decree and order that December 26, 1969 and January 2, 1970 be, in the Province of Québec, holidays and public holidays.

OF ALL OF WHICH, Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice, and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighteenth day of December in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

32372-o

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le procureur général } ATTENDU QUE la Loi
RÉMI PAUL. } abrogeant la Loi du
secrétariat et modifiant
d'autres dispositions législatives (bill 88) a été
sanctionnée le 12 décembre 1969;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer au 1er janvier 1970 la date de l'entrée en vigueur de la Loi abrogeant la Loi du secrétariat et modifiant d'autres dispositions législatives.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 4034, en date du 17 décembre 1969, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que l'entrée en vigueur de la Loi abrogeant la Loi du secrétariat et modifiant d'autres dispositions législatives soit fixée au 1er janvier 1970.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-septième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

32372-0 *Le sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Canada,
Province of
Québec,
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

RÉMI PAUL, } WHEREAS an Act to
Attorney General. } repeal the Provincial
Secretary's Department Act
and to amend other legislative provisions (Bill
88) was assented to on December 12, 1969;

WHEREAS it is deemed expedient to fix to January 1, 1970, the date of the coming into force of An Act to repeal the Provincial Secretary's Department Act and to amend other legislative provisions.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 4034, dated December 17, 1969, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that the coming into force of An Act to repeal the Provincial Secretary's Department Act and to amend other legislative provisions be fixed to January 1, 1970.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this seventeenth day of December, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

32372 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

**Régie de l'électricité
et du gaz**

Gaz Métropolitain, Inc.

Avis public est donné par les présentes que « Gaz Métropolitain, Inc. », a demandé à la Régie de l'Électricité et du Gaz d'autoriser l'émission, la mise en circulation et la livraison à Northern and Central Gas Corporation Limited de \$15,200,000 d'obligations première hypothèque, portant intérêt au taux de 8½% par année, payables en devises des États-Unis d'Amérique, échéant le 15 décembre 1990, en remboursement partiel de prêts au montant de \$43,300,000 dus à Northern and Central Gas Corporation Limited.

Toute personne désirant obtenir une copie de la demande ou ayant des représentations à faire au sujet de ladite demande devra s'adresser à la

**Electricity and Gas
Board**

Gaz Métropolitain, Inc.

Public notice is hereby given that application has been made to the Electricity and Gas Board by "Gaz Métropolitain, Inc." for authorization to issue, put in circulation and deliver to Northern and Central Gas Corporation Limited \$15,200,000 first mortgage bonds bearing interest at the rate of 8½% per annum, payable in U.S. funds, maturing on December 15, 1990, in partial payment of loans amounting to \$43,300,000 due to Northern and Central Gas Corporation, Limited.

Any person desiring to obtain a copy of the application or desiring to make representations in respect thereof should communicate with the

Régie de l'Électricité et du Gaz, 2100, rue Drummond, Montréal 107, dans les 14 jours de la date de publication des présentes.

Montréal, ce 17^e jour de décembre 1969.

Gaz Métropolitain, inc.

Par le secrétaire,

C. ANTAKI.

32418-o

Electricity and Gas Board, 2100 Drummond Street, Montreal 107, within 14 days of the publication of this notice.

Montreal, this 17th day of December, 1969.

Gaz Métropolitain, Inc.

Per: C. ANTAKI,

Secretary.

32418-o

Ventes par Shérifs

Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Canada — Province of Québec
District of Beauce

Cour Supérieure, { LES PRÉVOYANTS DU
No 32,893. { CANADA, demanderes-
se, vs VALÉRIEN LES-
SARD, défendeur.

Superior Court, { LES PRÉVOYANTS DU
No. 32,893. { CANADA, plaintiff, vs
VALÉRIEN LESSARD, de-
fendant.

Pour être vendus « en bloc » les immeubles suivants:

The following immovables, to be sold "en bloc":

1^o Le lot 8a et 8b Rang 7 du cadastre officiel de la municipalité d'East Broughton;

"1. Lot 8a and 8b, Range 7 on the official cadastre of the municipality of East Broughton;

2^o Le lot 14b, Rang 6 du cadastre officiel d'East Broughton Station, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

2. Lot 14b, Range 6 of the official cadastre of East Broughton Station, with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

Pour être vendu « en bloc » au bureau d'enregistrement de la division de Beauce, à Beauceville-Est, comté de Beauce, le VINGT-SEPTIÈME jour de JANVIER 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold "en bloc" in the Registry Office for the division of Beauce, at Beauceville-East, county of Beauce, on the TWENTY-SEVENTH day of JANUARY, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

Le député shérif,

ADALBERT LESSARD,

Bureau du Shérif, ADALBERT LESSARD.

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.

Ville St-Joseph de Beauce,

Town of St-Joseph de Beauce,

Le 10 décembre 1969.

32374-o

December 10, 1969.

32374

BEAUHARNOIS

BEAUHARNOIS

De Terris

De Terris

District de Beauharnois

District of Beauharnois

Cour Supérieure, { LA SOCIÉTÉ CENTRA-
No 11,458. { LE D'HYPOTHÈQUES
ET DE LOGEMENT, corps

Superior Court, { THE CENTRAL MORT-
No. 11,458. { GAGE AND HOUS-
ING CORPORATION, body

politique dûment incorporé, d'un acte du gouvernement Canadien, ayant son siège social dans la cité d'Ottawa, province d'Ontario et une place d'affaires en la cité et district de Montréal, demanderesse, vs JAMES E. TESSIER, domicilié au 344 Concordia, Châteauguay, district de Beauharnois, défendeur.

politically duly incorporated, by a deed of the Canadian Government, having its head office in the city of Ottawa, Province of Ontario, and a place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, vs JAMES E. TESSIER, domiciled at 344 Concordia, Châteauguay, district of Beauharnois, defendant.

« Un emplacement faisant front sur la rue Concordia, dans la ville de Châteauguay, P.Q. connu et désigné et se composant des subdivisions de lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-neuf du lot originaire numéro quarante-huit (48-299) et numéro quatre cent soixante-treize du lot originaire numéro quarante-neuf (49-473) toutes deux aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay, dans le comté de Châteauguay, Québec, avec la maison qui y est érigée portant le numéro civique 344 de ladite rue Concordia, membres et appartenances, sans exception ni réserve de la part du vendeur.

"An emplacement fronting on Concordia Street, in the town of Châteauguay, P.Q., known and designated and being composed of the subdivision lots number two hundred and ninety-nine of the original lot number forty-eight (48-299) and of number four hundred and seventy-three of the original lot number forty-nine (49-473) both on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de Châteauguay, in the county of Châteauguay, P.Q., with the house thereon erected and bearing civic number 344 of said Concordia Street, members and appurtenances, without exception nor reserve on the part

Le tout tel qu'il est présentement avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou non apparentes qui y sont attachées.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Châteauguay à Ste-Martine, le VINGT-DEUXIÈME jour de JANVIER 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
Bureau du Shérif, J. LUCIEN PRIMEAU.
Salaberry de Valleyfield,
ce 10^e jour de décembre 1969. 32375

of the vendor. As the whole now subsists with all the servitudes active or passive, apparent or unapparent thereto attached.”

To be sold at the registry office of the Châteauguay division, at Sainte-Martine, on the TWENTY-SECOND day of JANUARY, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

J. LUCIEN PRIMEAU,
Sheriff's Office, *Associale Sheriff.*
Salaberry de Valleyfield,
this 10th day of December, 1969. 32375-0

K A M O U R A S K A

Bref Venditioni Exponas de Terris

Canada — Province de Québec

District de Kamouraska

Cour Provinciale (L ÉOPOLD RAYMOND,
Kamouraska, } commerçant de Notre-
No 2588. } Dame du Portage, deman-
deur, *vs* DIONNE SPECIAL-
TIES LTD., corporation légalement constituée
ayant son siège d'affaires dans la ville de Trois-
Pistoles, défenderesse.

« Un terrain faisant partie des lots Nos partie de 99 et partie de 117, au cadastre officiel de la paroisse de Trois-Pistoles, mesurant quatre cent quatre-vingt-cinq pieds (485') de profondeur sur la largeur des lots 99 et 117; borné au nord-ouest par une partie des lots 99 et 177 (succession J.-H. Rousseau) au nord-est par le lot 98 (Martin & Martin Eng.) au sud-est par le terrain du CNR, et au sud-ouest par les lots 112 (CNR) et la ville de Trois-Pistoles, et partie du lot cent vingt (120) ville de Trois-Pistoles, Georges D'Amours et J.-H. Duval Inc.; le tout avec bâtisses construites circonstances et dépendances; sujet à la servitude affectant les lots cent vingt et cent vingt et un (120 et 121). »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, division de Témiscouata, au Palais de Justice, 33, rue de la Cour, Rivière-du-Loup, le TRENTIÈME jour de JANVIER 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, MAURICE MORIN.
Rivière-du-Loup,
ce 12 décembre 1969. 32376-0

M O N T M A G N Y

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec

District de Montmagny

Cour Provinciale, (A R M A N D C H A B O T, for-
Montmagny, } geron, St - Fabien - de-
No 2590. } Panet, comté de Montma-
gny, demandeur, *vs* JAC-
QUES MONTMAGNY, St-Fabien-de-Panet, comté de
Montmagny, défendeur.

« Une ferme sise et située en la municipalité de St-Fabien-de-Panet, comté de Montmagny, formée de:

a) Le lot connu et désigné sous le numéro dix (10) du rang cinq (Rg V) du cadastre officiel du canton Rolette;

b) Un terrain de la contenance de douze cents pieds (1200') en profondeur du nord-ouest au sud-est par une largeur de huit cent cinquante pieds (850') mesurée du nord-est au sud-ouest, soit la largeur du lot, pris à même le lot connu et désigné sous le numéro onze (Ptie 11) du

K A M O U R A S K A

Writ Venditioni Exponas de Terris

Canada — Province of Québec

District of Kamouraska

Provincial Court (L ÉOPOLD RAYMOND,
Kamouraska, } trader of Notre-Dame du
No. 2588. } Portage, plaintiff, *vs* DION-
NE SPECIALTIES LTD., a
corporation legally incorporated having its head
office in the town of Trois-Pistoles, defendant.

“A piece of land part of the lots of part Nos 99 and 117, on the official cadastre of the parish of Trois-Pistoles, measuring four hundred and eighty-five feet (485') in depth by the width of lots 99 and 117; bounded on the north-west by a part of lots 99 and 177 (J.-H. Rousseau Estate), on the north-east by lot 98 (Martin & Martin Eng.), on the south-east by the land of the CNR, and on the south-west by lots 112 (CNR) and the town of Trois-Pistoles, and part of lot one hundred and twenty (120) town of Trois-Pistoles, Georges D'Amours and J.-H. Duval Inc.; the whole with buildings built thereon, circumstances and dependencies; subject to the servitude affecting lots one hundred and twenty and one hundred and twenty-one (120 and 121).”

To be sold at the registry office, division of Témiscouata, at the Court House, 33 de la Cour Street, Rivière-du-Loup, on the THIRTIETH day of JANUARY, 1970, at TEN o'clock in the morning.

MAURICE MORIN,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Rivière-du-Loup,
December 12, 1969. 32376

M O N T M A G N Y

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Québec

District of Montmagny

Provincial Court, (A R M A N D C H A B O T,
Montmagny, } blacksmith, St - Fa-
No. 2590. } bien - de - Panet, county of
Montmagny, plaintiff, *vs*
JACQUES MONTMAGNY, St-Fabien-de-Panet,
county of Montmagny, defendant.

“A farm lying and situated in the municipality of St-Fabien-de-Panet, county of Montmagny, formed of:

(a) The lot known and designated under number ten (10) on Range five (R. V) on the official cadastre of the township of Rolette;

(b) A lot of land measuring twelve hundred feet (1200') in depth from the northwest to the southeast by a width of eight hundred and fifty feet (850') measured from the northeast to the southwest, that is, the width of the lot, taken from the lot and known and designated under

rang cinq (Rg V) du cadastre officiel du canton Rolette, et borné comme suit: au sud-est au trait carré séparant les rangs cinq et six, au sud-ouest au lot numéro douze, mêmes rang et canton, dont partie ci-après décrite et partie appartenant à Hilaire Brisson, au nord-ouest au résidu dudit lot onze appartenant à Lagueux et au nord-est au lot dix ci-dessus décrit;

c) Un terrain de la contenance approximative de vingt-sept pieds (27') en largeur dans sa ligne sud-est et de quatre cents pieds (400') en largeur dans sa ligne nord-ouest par une profondeur de neuf cent quatre-vingt-dix pieds (990'), le tout plus ou moins, pris à même le lot connu et désigné sous le numéro douze (Ptie 12) du rang V (Rg V) du cadastre officiel du canton Rolette, et borné comme suit: au sud-est au trait carré séparant les rangs cinq et six, au sud-ouest à la route du comté, au nord-ouest au résidu dudit lot douze appartenant à Hilaire Brisson et au nord-est à la partie du lot onze ci-dessus décrite en second lieu;

Le tout avec toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, 25, Palais de Justice, Montmagny, le VINGT-SEPTIÈME jour de JANVIER, 1970, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, JEAN-PAUL TREMBLAY,
Montmagny, le 11 décembre 1969. 32377-0

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Provinciale (SCOTT AUTOMOBILES
Beauce, INC., corporation légale-
No 1128. ment constituée et ayant sa
place d'affaires à Scott-Jon-
ction, comté de Dorchester, demanderesse, vs
ROBERT BISSONNETTE, route Trans-Canada,
Beaumont, comté de Bellechasse, défendeur.

« Une partie du lot cinquante-trois (Ptie 53) du cadastre officiel de la paroisse de St-Étienne de Beaumont. Ce lot forme une figure à quatre côtés. La ligne nord mesure cinquante-cinq pieds (55'), les lignes ouest et est mesurent soixante-quinze pieds (75') et la ligne sud mesure soixante-dix pieds (70'), le tout en mesure anglaise. Bornée au nord et à l'ouest au vendeur, au sud à la route, et à l'est à René Tremblay. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de St-Raphaël, comté de Bellechasse, le VINGT-SIXIÈME jour de JANVIER 1970, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, JEAN-PAUL TREMBLAY,
Montmagny, ce 12 décembre 1969. 32378-0

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Provinciale — District de Montréal

Montréal, à savoir: { BANQUE DE MONT-
No 124 762. RÉAL, demanderesse,
vs ALEXANDER BOYD
NEIL, défendeur.

« Un certain emplacement de forme irrégulière, faisant front sur le chemin Forest, dans la ville de Dollard-des-Ormeaux, connu et désigné sous le numéro 298-154 aux plan et livre de renvoi de

number eleven (P. 11) on range five (R. V) on the official cadastre of the township of Rolette, and bounded as follows: on the southeast by the "trait carré" separating ranges five and six, on the southwest by lot number twelve, same range and township, part of which is described below, and part of which belongs to Hilaire Brisson, on the northwest by the remainder of said lot eleven belonging to Lagueux, and on the northeast by the lot ten described above;

(c) A lot of land measuring approximately twenty-seven feet (27') in width on its southeast line and four hundred feet (400') in width on its northwest line, by a depth of nine hundred and ninety feet (990'), the whole more or less, taken from the lot known and designated under number twelve (P. 12) on range V (R. V) on the official cadastre of the township of Rollette, and bounded as follows: on the southeast by the "trait carré" separating ranges five and six, on the southwest by the county road, on the northwest by the remainder of said lot twelve belonging to Hilaire Brisson, and on the northeast by the part of lot eleven described above in the second paragraph; The whole with all the buildings erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold in the Sheriff's office, 25 Palais de Justice, Montmagny, on the TWENTY-SEVENTH day of JANUARY, 1970, at THREE o'clock in the afternoon.

JEAN-PAUL TREMBLAY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, December 11, 1969. 32377

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Provincial Court (SCOTT AUTOMOBILES
Beauce, INC., a corporation le-
No. 1128. gally incorporated and having
its business place at Scott-
Junction, county of Dorchester, plaintiff, vs
ROBERT BISSONNETTE, Trans-Canada Rou-
te, Beaumont, county of Bellechasse, defendant.

« A part of lot fifty-three (Pt. 53) of the official cadastre of the parish of St-Étienne de Beaumont. This lot forms a figure of four sides. The north line measures fifty-five feet (55'), the west and east lines measure seventy-five feet (75') and the south line measures seventy feet (70'), the whole English measure. Bounded on the north and west by the vendor, on the south by the route, and on the east by René Tremblay. »

To be sold at the registry office of St-Raphaël, county of Bellechasse, the TWENTY-SIXTH day of JANUARY, 1970, at THREE o'clock in the afternoon.

JEAN-PAUL TREMBLAY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, December 12, 1969. 32378

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Provincial Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { BANK OF MONTREAL,
No. 124 762. plaintiff, vs ALEXAN-
DER BOYD NEIL, de-
fendant.

« That certain emplacement of irregular figure fronting on Forest Road, in the town of Dollard-des-Ormeaux, known and designated as 298-154 on the official plan and book of reference of the

la paroisse de Sainte-Geneviève, mesurant 53.4' sur sa ligne nord-est le long de la courbe qui a un rayon de 1,600.0', sur sa ligne sud-ouest 56.5' le long d'une courbe qui a un rayon de 1,695.0', par 95.0' de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et borné comme suit:

Vers le nord-est par une partie de 298-133 (Forest), vers le sud-est par 298-155, vers le sud-ouest par des parties de 298-162, 163 et vers le nord-ouest par 298-153.

Avec la bâtisse y érigée portant le numéro civique 38 dudit chemin Forest. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, ch. #129, au vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le VINGT-SEPTIÈME jour de JANVIER 1970, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Cour Supérieure, Montréal, ce 4 décembre 1969. 32379-0

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal
Montréal, { SOCIÉTÉ CENTRALE D'HY-
No. 777-394. { POTHÈQUES ET DE LO-
GEMENT, corporation légale-
ment constituée par acte spécial du Parlement Canadien, ayant son siège social à Ottawa, Ontario, et une succursale au 2350 Chemin Manella, à Ville Mont-Royal, demanderesse, vs JEAN ADÉLARD GOULET, domicilié et résidant au 265, Newport, en la Cité de LaSalle, district de Montréal, défendeur.

Désignation:

« Un emplacement situé en la ville de Pincourt, Ile Perrot, comté de Vaudreuil, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent soixante-treize de la subdivision du lot originaire numéro cent soixante-huit (168-373) au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, avec une maison dessus érigée et portant le numéro civique 262, Shamrock Drive.

Ainsi que le tout subsiste présentement avec tous ses droits, membres et appartenances et sujet aux servitudes suivantes:

a) L'une en faveur de la compagnie de téléphone Bell, créée en vertu d'un acte de servitude exécuté sous signatures privées, le dix-huitième jour de septembre dix-neuf cent soixante-trois et enregistré à Vaudreuil, sous le numéro 96774. Cette servitude concerne une lisière dudit emplacement mesurant cinq pieds de largeur le long de la limite arrière.

b) Une autre en faveur de « Steinberg's Limited », créée en vertu d'un acte exécuté devant Mtre J. B. Lamarre, notaire, le sixième jour de février dix-neuf cent cinquante-huit et enregistré à Vaudreuil, sous le numéro 81767. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Vaudreuil, 20 rue Du Bois Vert, à Vaudreuil, le VINGT-SEPTIÈME jour de JANVIER 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Cour Supérieure, Montréal, le 4 décembre 1969. 32380

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal
198 114 { DOMINION BUILDING MA-
TERIALS (MONTREAL)
LIMITED, corps politique et
incorporé, dûment constitué comme tel, ayant son siège social et sa principale place d'affaires à

parish of Ste. Geneviève, measuring in the north-east line 53.4' along a curve having a radius of 1,600.0', in the southwest line 56.5' along a curve having a radius of 1,695.0', by 95.0' in depth, English measure and more or less and bounded as follows:

Towards the northeast by part of 298-133 (being Forest), towards the southeast by 298-155, towards the southwest by parts of 298-162, 163 and towards the northwest by 298-153.

With the building thereon erected bearing civic number 38 in the said Forest Road."

To be sold at the Prothonotary's Office, room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the TWENTY-SEVENTH day of JANUARY, 1970, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Superior Court, Montreal, December 4, 1969. 32379-0

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal
Montreal, { CENTRAL MORTGAGE
No. 777-394. { AND HOUSING CORPO-
RATION, a corporation legally
constituted by a special Act of the Canadian Parliament, having its head office in Ottawa, Ontario, and a branch at 2350 Manella Road in the town of Mount-Royal, Plaintiff, vs JEAN ADÉLARD GOULET, domiciled and residing at 265 Newport, in the city of LaSalle, district of Montreal, defendant.

Désignation:

«An emplacement located in the town of Pincourt, Ile Perrot, county of Vaudreuil, known and designated as being lot number three hundred and seventy-three of the subdivision of the original lot number one hundred and sixty-eight (168-373) of the official cadastre of the parish of Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, with a house thereon erected bearing civic number 262 Shamrock Drive.

As the whole now subsists with all its rights, members and appurtenances and subject to the following servitudes:

(a) One in favour of the Bell Telephone Company created in virtue of a deed of servitude executed under private signatures on the eighteenth day of September nineteen hundred and sixty-three and registered at Vaudreuil under number 96774. This servitude effects a strip of said emplacement measuring five feet in width along the rear limit.

(b) Another in favour of Steinberg's Limited created in virtue of a Deed executed before Mtre J. B. Lamarre, Notary, on the sixth day of February nineteen hundred and fifty-eight and registered at Vaudreuil under number 81767."

To be sold at the registry office for the county of Vaudreuil, 20 Du Bois Vert Street, in Vaudreuil, the TWENTY-SEVENTH day of JANUARY, 1970, at ELEVEN, o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Superior Court, Montreal, December 4, 1969. 32380-0

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal
198 114 { DOMINION BUILDING MA-
TERIALS (MONTREAL)
LIMITED, a body politic and
incorporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in

Ville D'Anjou, district de Montréal, demanderesse, contre COLOBRI CONSTRUCTION LTÉE, corps politique et incorporé, dûment constituée comme tel, ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Ville Brossard, district de Montréal, défendeur, et RENÉ LANGEVIN, régistrateur, de la division d'enregistrement de Montréal, mis en cause.

« Le lot 15-618, paroisse du Sault-au-Récollet, avec la bâtisse y érigée portant les numéros civiques 12330/32/34, rue Fortin, Montréal-Nord. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, bureau #129, au Vieux Palais de Justice, dans la ville de Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour de JANVIER 1970, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Montréal, le 12 décembre 1969. 32381

Le shérif adjoint, PAUL ST-MARTIN.

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

198749 { DOMINION BUILDING MATERIALS (MONTREAL) LIMITED, un corps politique et constitué, dûment incorporé comme tel, ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Ville D'Anjou, district de Montréal, demanderesse, *vs* COLIBRI CONSTRUCTION LTÉE, un corps politique et constitué, dûment incorporé comme tel, ayant son siège social et sa principale place d'affaires à ville Brossard, district de Montréal, défenderesse et RENÉ LANGEVIN, régistrateur de la division d'enregistrement de Montréal, mis-en-cause.

« Le lot 15-620, paroisse de Sault-au-Récollet, avec la bâtisse dessus érigée, portant les numéros civiques 12342/44, rue Fortin, Montréal-Nord. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour de JANVIER 1970, à DEUX heures et TRENTE (2.30) de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Montréal, 12 décembre 1969. 32382

Le shérif adjoint, PAUL ST-MARTIN.

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

198115 { DOMINION BUILDING MATERIALS (MONTREAL) LTD., un corps politique et constitué, dûment incorporé comme tel, ayant son siège social et sa principale place d'affaires à ville d'Anjou, district de Montréal, demanderesse, *vs* COLIBRI CONSTRUCTION LTÉE, un corps politique et constitué, dûment incorporé comme tel, ayant son siège social et sa principale place d'affaires à ville Brossard, district de Montréal, défenderesse et RENÉ LANGEVIN, régistrateur de la division d'enregistrement de Montréal, mis en cause.

« Le lot 15-619, paroisse de Sault-au-Récollet, avec la bâtisse dessus érigée, portant les numéros civiques 12336/38/40, rue Fortin, Montréal-Nord. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour de JANVIER 1970, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Montréal, 12 décembre 1969. 32383

Le shérif adjoint, PAUL ST-MARTIN.

Ville D'Anjou, district of Montreal, plaintiff, against COLOBRI CONSTRUCTION LTÉE, a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in Ville Brossard, district of Montreal, defendant, and RENÉ LANGEVIN, registrar, of the registration division of Montreal, mis en cause.

“Lot 15-618, parish of Sault-au-Récollet, with the building thereon erected bearing civic numbers 12330/32/34 rue Fortin, Montreal North.”

To be sold at the prothonotary's office, room #129, in the Old Court House, in the city of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of JANUARY, 1970, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Montreal, December 12, 1969. 32381-0

PAUL ST-MARTIN, Assistant Sheriff.

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

198749 { DOMINION BUILDING MATERIALS (MONTREAL) LIMITED, a body politic and corporate duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in Ville D'Anjou, district of Montreal, plaintiff, *vs* COLIBRI CONSTRUCTION LTÉE, a body politic and corporate, duly incorporated as such having its head office and principal place of business in Ville Brossard, district of Montreal, defendant, and RENÉ LANGEVIN, registrar of the registration division of Montreal, mis-en-cause.

“Lot 15-620, parish of Sault-au-Récollet, with the building thereon erected bearing civic numbers 12342/44 rue Fortin, Montreal North.”

To be sold at the prothonotary's office room #129, in the Old Court House in the city of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of JANUARY 1970, at TWO-THIRTY (2.30) o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Montreal, 12 December 1969. 32382-0

PAUL ST-MARTIN, Assistant Sheriff.

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

198115 { DOMINION BUILDING MATERIALS (MONTREAL) LTD. a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in Ville d'Anjou, district of Montreal, plaintiff, *vs* COLIBRI CONSTRUCTION LTÉE, a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in Ville Brossard, district of Montreal, defendant; and RENÉ LANGEVIN, registrar of the registration division of Montreal, mis en cause.

“Lot 15-619, parish of Sault-au-Récollet, with the building thereon erected, bearing civic numbers 12336/38/40 rue Fortin, Montreal North.”

To be sold at the prothonotary's office, room #129, in the Old Court House, in the City of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of JANUARY 1970, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, Montreal, December 12, 1969. 32383-0

PAUL ST-MARTIN, Assistant Sheriff.

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, { GREENFIELD PARK LUM-
774 578. { BER AND BUILDERS'
SUPPLIES LTD., corps politique

dûment incorporé, faisant affaires et ayant sa principale place d'affaires au numéro 320 du boulevard Taschereau, à Greenfield Park, district de Montréal, demanderesse, *vs* ADÉLARD TALBOT, du 3856, rue Mance, à cité Laffèche, district de Montréal, défendeur.

« Un emplacement situé en la cité de Laffèche, mesurant cent vingt pieds de largeur sur une profondeur de cent pieds composé des subdivisions numéros deux cent quatre-vingt-dix-neuf, trois cent et trois cent un du lot originaire deux cent trente-trois (233-299, 300 et 301), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Antoine de Longueuil.

Avec deux (2) maisons dessus érigées portant le numéro 3856 rue Mance et l'autre, 2083 et 2085 rue Raymond, tel que le tout se trouve présentement, circonstances et dépendances, sans exception, ni réserve. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, maintenant situé au 201, Place Lemoyne, édifice Montval, à Longueuil, le VINGT-DEUXIÈME jour de JANVIER 1970, à DEUX heures de l'après-midi.

*Le shérif adjoint,*Bureau du Shérif, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 11 décembre 1969. 32385-o*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

No 754895. { ROGER LAPLANTE en-
trepreneur-électricien, ré-
sidant et domicilié au 533

Frontière, à Hemmingford, et Lucien Dallaire, entrepreneur-électricien, résidant et domicilié au 161 Notre-Dame à St-Rémi, district d'Iberville, demandeurs, *vs* JEAN-CLAUDE VIAU, résidant et domicilié au 669 de la 6^e avenue, à Lachine, et VIAU-RA LTÉE, corporation légalement constituée, ayant son siège social et son établissement principal au 669, 6^e avenue à Lachine, district de Montréal.

« Un lot de terre avec bâtisse dessus érigée, désigné comme étant le lot numéro quatorze de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent cinquante-huit (258-14) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Isidore, de figure rectangulaire, borné en front au sud-ouest par le lot numéro neuf de la subdivision officielle du lot deux cent cinquante-huit (258-9) (rue), au nord-ouest par le lot numéro quinze de la subdivision officielle du lot originaire deux cent cinquante-huit (258-13), au nord-est par le lot 259 et au sud-est par le lot numéro treize de la subdivision officielle du lot originaire deux cent cinquante-huit (258-13), mesurant cent pieds (100') de largeur par une profondeur de cent dix pieds (110'), contenant en superficie onze mille pieds carrés (11,000') mesure anglaise, plus ou moins. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laprairie au numéro 214 rue St-Ignace, à Laprairie le VINGT-SIXIÈME jour de JANVIER 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

*Le shérif adjoint,*Bureau du shérif, PAUL ST-MARTIN.
Montréal ce 4 décembre 1969. 32388-o*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

Montreal, { GREENFIELD PARK LUM-
774 578. { BER AND BUILDERS'
SUPPLIES LTD., a body politic

duly incorporated, carrying on business and having its principal place of business at 320 Taschereau Boulevard, at Greenfield Park, district of Montreal, plaintiff, *vs* ADÉLARD TALBOT, 3856 Mance Street, at city of Laffèche, district of Montreal, defendant.

“An emplacement situated in the city of Laffèche, being one hundred and twenty feet wide with a depth of one hundred feet, comprising subdivisions numbers two hundred ninety-nine, three hundred and three hundred and one of original lot two hundred and thirty-three (233-299, 300 and 301) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Antoine de Longueuil.

With two (2) houses thereon erected bearing number 3856 Mance Street and the other 2083 and 2085 Raymond Street, as the whole now exists, circumstances and dependencies, without exception nor reserve.”

To be sold in the registry office for the county of Chambly, now situated at 201 Place Lemoyne, Montval Building, in Longueuil, on the TWENTY-SECOND day of JANUARY 1970, at TWO o'clock in the after noon.

PAUL ST-MARTIN,

Sheriff's Office, Associate Sheriff.
Montreal December 11, 1969. 32385*Fieri Facias De Terris*

Superior Court — District of Montreal

No. 754895. { ROGER LAPLANTE, elec-
trical contractor, resid-
ing and domiciled at 533

Frontière, at Hemmingford, and Lucien Dallaire, electrical contractor, residing and domiciled at 161 Notre-Dame, at St-Rémi, district of Iberville, plaintiffs, *vs* JEAN-CLAUDE VIAU, residing and domiciled at 669, 6th Avenue, at Lachine, and VIAU-RA LTÉE, a corporation legally incorporated having its head office and its principal establishment at 669, 6th Avenue, at Lachine, district of Montreal.

“A lot of land with a building erected thereon, designated as being lot number fourteen of the official subdivision of original lot number two hundred and fifty-eight (258-14) on the official plan and book of reference of the Parish of St-Isidore, of a rectangular figure, bounded in front on the southwest by lot number nine of the official subdivision of lot two hundred and fifty-eight (258-9) (street), on the northwest by lot number fifteen of the official subdivision of original lot two hundred and fifty-eight (258-15), on the northeast by lot 259 and on the southeast by lot number thirteen of the official subdivision of original lot number two hundred and fifty-eight (258-13), measuring one hundred feet (100') in width by a depth of one hundred and ten feet (110') containing in area eleven thousand square feet (11,000') English measure, more or less.”

To be sold at the registry office of the county of Laprairie at 214 St-Ignace Street, at Laprairie, on the TWENTY-SIXTH day of JANUARY, 1970, at ELEVEN o'clock in the morning.

PAUL ST-MARTIN,

Sheriff's Office, Associate Sheriff.
Montreal, December 4, 1969. 32388

Fieri Facias de Terris

District de Montréal
Cour de l'Échiquier du Canada

Montréal, No IT-1048-67. { **DANS L'AFFAIRE DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU ET AMENDEMENTS, demanderesse, vs ABRAHAM MERCURIADES, restaurateur, de la ville de Schefferville, province de Québec, défendeur.**

« Ces certains lots de terre situés dans la paroisse de St-Joseph de Chambly, connus et désignés comme étant les subdivisions numéros quarante-deux et quarante-trois du lot originaire numéro deux cent soixante-dix (270-42 et 43) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joseph de Chambly.

Ainsi que ladite propriété subsiste présentement avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve. »

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, maintenant situé à 201, place LeMoyné, édifice Montval, à Longueuil, le VINGT-SIXIÈME jour de JANVIER 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Cour Supérieure, Montréal, 4 décembre 1969. *Le shérif adjoint, PAUL ST-MARTIN.* 32387

Fieri Facias de Terris

District of Montreal
Court of the Exchequer of Canada

Montreal, No. IT-1048-67. { **IN THE MATTER OF THE INCOME TAX ACT, AMENDMENTS THERETO plaintiff, vs ABRAHAM MERCURIADES, restaurant's owner, of the town of Schefferville, province of Québec, defendant.**

“Those certain lots of land situated in the parish of St-Joseph de Chambly, known and designated as subdivisions number forty-two and forty-three of original lot number two hundred and seventy (270-42 and 43) on the official plan and book of reference of the parish of St-Joseph de Chambly.

As the said property now subsists with all its rights members and appurtenances, without exception or reserve.”

To be sold at the registry office for the county of Chambly, now situated at 201, Place Le-Moyné, Montval Building, in Longueuil, on the TWENTY-SIXTH day JANUARY 1970, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, Superior Court, Montreal, December 4, 1969. *PAUL ST-MARTIN, Associate Sheriff.* 32387-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, No 773 273. { **A. VACHON CONSTRUCTION LTÉE, corps politique et incorporé, dûment constitué conformément à la loi et ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans la cité de Saint-Bruno, district de Montréal, demanderesse, contre LA SUCCESSION DE FEUE DONIA ROY BEAUCHEMIN, aussi connue sous le nom de DONIA CHENIER, de son vivant résidant et domiciliée au 1580, d'Iberville, à Saint-Bruno, district de Montréal, défenderesse.**

« Un emplacement situé en la ville de St-Bruno, mesurant soixante-quinze pieds (75') en largeur sur une profondeur de cent vingt pieds (120') et contenant neuf mille pieds carrés (9,000') en superficie, mesures anglaises et plus ou moins, et connu, au cadastre officiel de la paroisse de St-Bruno, division d'enregistrement de Chambly, comme étant le lot numéro onze de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-quinze (175-11).

Tel que le tout se trouve présentement, circonstances et dépendances, notamment la maison dessus érigée, portant le numéro 1580, rue d'Iberville, sans aucune exception de la part du vendeur.

Sujet, ledit emplacement à une servitude de passage créée en faveur de la ville de St-Bruno de Montarville, aux termes d'un acte enregistré sous le numéro 168482. »

Le tout sujet à une hypothèque détenue par la Société centrale d'hypothèques et de logement (prêt No 477-15083) enregistré à la division d'enregistrement de Chambly, sous le numéro 307961.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, situé maintenant au 201, place Lemoyne, édifice Montval, à Longueuil, le VINGT-DEUXIÈME jour de JANVIER 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Montréal, le 11 décembre 1969. *Le shérif adjoint, PAUL ST-MARTIN.* 32393-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, No. 773 273. { **A. VACHON CONSTRUCTION LTÉE, a body politic and corporate, duly incorporated according to law, having its head office and principal place of business in the city of St-Bruno, district of Montreal, plaintiff, against THE ESTATE OF THE LATE DONIA ROY BEAUCHEMIN, also known as DONIA CHENIER, in her lifetime residing and domiciled at 1580 d'Iberville, in St-Bruno, district of Montreal, defendant.**

“An emplacement situated in the town of Saint-Bruno, measuring seventy-five feet (75') in width by a depth of one hundred and twenty feet (120') and having an area of nine thousand square feet (9,000'), English measure and more or less and known on the official cadastre of the parish of Saint-Bruno, registration division of Chambly, as being lot number eleven of the official subdivision of original lot number one hundred and seventy-five (175-11).

As the whole now subsists, circumstances and dependencies, namely the house thereon erected, bearing number 1580 d'Iberville Street, without exception on the part of the vendor.

Subject the said emplacement to a right of way created in favour of the town of Saint-Bruno de Montarville, under the terms of a deed registered under number 168482.”

The whole subject to a mortgage held by the Central Housing and Mortgage Corporation (loan No. 477-15083) registered at the registry division at Chambly under the number 307961.

To be sold in the registry office for the county of Chambly, now situated at 201 Place Lemoyne, Montval Building, in Longueuil, on the TWENTY-SECOND day of JANUARY, 1970, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, Montreal, December 11, 1969. *PAUL ST-MARTIN, Associate Sheriff.* 32393

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

769230. { **SERGIO MALTONI**, entrepreneur domicilié et résidant au 1890 de la rue Struan, dans les ville et district de Montréal, demandeur, *vs* **MAURICE ROY**, domicilié et résidant au 11045, Boulevard Plaza, ville de Montréal Nord, district de Montréal, défendeur.

« Un immeuble connu et désigné comme étant les subdivisions numéros deux cent quarante et un et deux cent quarante-deux du lot originaire numéro soixante-dix-sept (77-241 et 77-242) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, division d'enregistrement de Montréal, avec la bâtisse y dessus érigée et portant les numéros civiques 11,045, 11,047 et 11,049, de la rue Plaza, à Montréal-Nord. »

Pour être vendue au bureau du protonotaire, chambre #129 au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour de JANVIER 1970, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,

Bureau du Shérif, **PAUL ST-MARTIN.**
Montréal, le 12 décembre 1969. 32389-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Joliette

Montréal, à savoir: { **J. A. MORIN**, demandeur, No 22803. } *vs* **DAME THÉRÈSE DUVAL-BLEAU, JEAN-PAUL BLEAU, et RAYMOND BEAUDRY**, défendeurs.

Comme appartenant et en la possession dudit défendeur Raymond Beaudry.

« Un emplacement situé à Pointe aux Trembles connu et désigné comme étant la subdivision du lot numéro mille cent quatre-vingt-dix du lot originaire numéro cent vingt et un aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe aux Trembles, avec bâtisse au 770, 8^e Avenue dans la ville de Pointe aux Trembles. »

Pour être vendu au Bureau du Protonotaire, chambre No 18, Vieux Palais de Justice, à Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour de JANVIER 1970, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,

Bureau du Shérif, **PAUL ST-MARTIN.**
Montréal, le 12 décembre 1969. 32391-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

771762. { **SOL TRACHMAN**, gentleman retiré, des ville et district de Montréal et y résidant à 4976, rue Fulton, demandeur, *vs* **SYDNEY D. SPINNER**, dont l'adresse est inconnue, défendeur, et **R. VICTOR BARNETT**, comptable agréé des ville et district de Montréal, en sa qualité de syndic pour la succession du défendeur, et **Me RENÉ LANGEVIN**, notaire des ville et district de Montréal, en sa qualité de registraire de la division d'enregistrement de Montréal, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur la rue Bélanger, dans le quartier Rosemont, en la cité de Montréal, mesurant vingt-sept pieds et huit-dixièmes de pied (27.8') de largeur par une profondeur de quatre-vingt-douze pieds dans sa ligne sud-ouest et de quatre-vingt-huit pieds et vingt-huit centièmes de pied (88.28') dans sa ligne nord-est et composé comme suit:

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

769230. { **SERGIO MALTONI**, contractor domiciled and residing at 1890 Struan Street, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* **MAURICE ROY**, domiciled and residing at 11045 Plaza Blvd., city of Montreal North, district of Montreal, defendant.

“An immovable known and designated as being subdivisions numbers two hundred and forty-one and two hundred and forty-two of original lot number seventy-seven (77-241 and 77-242) on the official plan and in the book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, registration division of Montreal, with the building erected thereon bearing civic numbers 11,045, 11,047 and 11,049 Plaza Street, Montreal North.”

To be sold in the office of the prothonotary, Room #129, in the Old Court House in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of JANUARY, 1970, at THREE o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,

Sheriff's Office, *Assistant Sheriff.*
Montreal, December 12, 1969. 32389

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Joliette

Montreal, to wit: { **J. A. MORIN**, plaintiff, No. 22803. } *vs* **MRS THÉRÈSE DUVAL-BLEAU, JEAN-PAUL BLEAU, and RAYMOND BEAUDRY**, defendants.

As belonging and in the possession of the said defendant Raymond Beaudry.

“An emplacement situated at Pointe aux Trembles known and designated as being the subdivision of lot number one thousand one hundred and ninety of original lot number one hundred and twenty-one on the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles, with a building at 770, 8th Avenue in the town of Pointe aux Trembles.

To be sold at the office of the prothonotary, room No. 18, at the Old Court House, in Montreal, on the TWENTY-SECOND day of the month of JANUARY, 1970, at THREE o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,

Sheriff's Office, *Associate Sheriff.*
Montreal, December 12, 1969. 32391-0

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

771762. { **SOL TRACHMAN**, retired gentleman, of the city and district of Montreal there at 4976 Fulton Street, plaintiff, *vs* **SYDNEY D. SPINNER**, whose address is unknown, defendant, and **R. VICTOR BARNETT**, chartered accountant, of the city and district of Montreal, in his quality as trustee to the estate of the defendant, and **Me. RENÉ LANGEVIN**, notary, of the city and district of Montreal, in his quality as registrar of the registration division of Montreal, mis en cause.

“An emplacement fronting on Bélanger Street, in Rosemount Ward, in the city of Montreal, measuring twenty-seven feet and eight tenths (27.8') in width by a depth of ninety-two feet on its southwest line and eighty-eight feet and twenty-eight hundredths (88.28') on its northeast line, and composed as follows:

A. De la partie nord-ouest du lot numéro mille deux cent quarante-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-dix-neuf (199, Ptie N.O. 1246) aux plan et livre de renvoi officiel du Village incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant vingt-cinq pieds (25') de largeur à angles droits par une profondeur de quatre-vingt-douze pieds (92') dans sa ligne sud-ouest et de quatre-vingt-huit pieds et soixante-dix centièmes de pied (88.70') dans sa ligne nord-est et bornée comme suit: en front par la rue Bélanger, en arrière par le résidu dudit lot numéro 199-1246, d'un côté au sud-ouest par une partie du lot numéro 199-1245 et de l'autre côté au nord-est par la partie ci-après décrite du lot numéro 199-1247.

B. De la partie sud-ouest du lot numéro mille deux cent quarante-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-dix-neuf (199, Ptie S.O. 1247) auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant deux pieds et huit-dixièmes de pied (2.8') de largeur à angles droits par une profondeur de quatre-vingt-huit pieds et soixante-dix centièmes (88.70') de pied dans sa ligne sud-ouest et de quatre-vingt-huit pieds et vingt-huit centièmes de pied (88.28') dans sa ligne nord-est et bornée comme suit: en front par la rue Bélanger, en arrière et d'un côté au nord-est par d'autres parties dudit lot numéro 199-1247 et de l'autre côté du sud-ouest par la partie ci-dessus décrite dudit lot numéro 199-1246.

Avec la maison de quinze logements y érigée et portant le numéro civique 3954 de ladite rue Bélanger.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble sans exception ni réserve; sujet à la mitoyenneté du mur nord-est de ladite maison et à la servitude de vue établies en vertu d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 1203263 et avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans une lisière de terre située au sud-est dudit emplacement tel qu'établi en vertu de l'acte enregistré audit bureau d'enregistrement sous le numéro 1151510. Toutes les mesures ci-dessus sont anglaises et plus ou moins.

Pour être vendu au bureau du protonotaire chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville et district de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour de JANVIER 1970 à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 12 décembre 1969. 32392-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, No 734 446. { **OMER GRIMARD**, déménageur résidant au 2441B est rue Notre-Dame en la ville et district de Montréal, demandeur, *vs* **DAME JEANNE D'ARC JEAN BÉLANGER**, épouse séparée de biens par contrat de mariage d'Émile Bélanger, domiciliée et résidant au 5060 Garnier en les cité et district de Montréal, défenderesse.

« Un emplacement vacant ayant front rue Poupart, en la cité de Montréal, de forme irrégulière, mesurant trente-cinq pieds et six pouces (35'6") en largeur en avant et en arrière et, en profondeur, soixante-dix-sept pieds et deux dixièmes de pied (77.2') suivant un plan préparé par M. Laurent C. Farent, arpenteur-géomètre, en date du 30 juillet 1962, suivant no 6901, et composé:

A. Of the northwest part of lot number one thousand two hundred and forty-six of the official subdivision of original lot number one hundred and ninety-nine (199 N.W. P. 1246) on official plan and book of reference for the Incorporate Village of the Côte de la Visitation, measuring twenty-five feet (25') in width at right angles by a depth ninety-two feet (92') on its southwest line and of eighty-eight feet and seventy hundredths (88.70') on its northeast line and bounded as follows: In front by Bélanger Street, in rear by the residue of said lot number 199-1246, on a side on the southwest by a part of lot number 199-1245 and on the other side on the northeast by the hereinafter described part of lot number 199-1247.

B. Of the southwest part of lot number one thousand two hundred and forty-seven of the official subdivision of original lot number one hundred and ninety-nine (199 S.W.P. 1247) on the said official plan and book of reference, measuring two feet and eight tenths (2.8') in width at right angles by a depth of eighty-eight feet and seventy hundredths (88.70') on its southwest line and eighty-eight feet and twenty-eight hundredths (88.28') on its northeast line and bounded as follows: In front by Bélanger Street, in rear and on a side on the northeast by other parts of said lot number 199-1247 and on the other side on the southwest by the hereinabove described part of said lot number 199-1246.

With the house of fifteen lodgings thereon erected and bearing the civic number 3954 of said Bélanger Street.

As the whole now subsists with all the servitudes active and passive, apparent or unapparent attached to the said immovable, without exception or reserve; subject to the common ownership of the northeast wall of the said house and to the servitude of view established pursuant to a deed registered at the registry office of Montreal, under number 1203263 and with a right of passage in common with all others having right thereto on a strip of land situated on the southeast of the said emplacement, as established pursuant to a deed registered at the said registry office under number 1151510. All the hereinabove measurements are English and more or less.

To be sold at the prothonotary's office, room #129, in the Old Court House, in the city and district of Montreal, on TWENTY-SECOND day of JANUARY 1970 at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, December 12, 1969. 32392

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, No. 734 446. { **OMER GRIMARD**, mover residing at 2441B Notre-Dame Street East, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* **MRS. JEANNE D'ARC JEAN BÉLANGER**, wife separate as to property by marriage contract to Émile Bélanger, domiciled and residing at 5060 Garnier, in the city and district of Montreal, defendant.

« A vacant emplacement fronting on Poupart Street, in the city of Montreal, of an irregular form, measuring thirty-five feet and six inches (35'6") in width in front and in the rear and, in depth, seventy-seven feet and two tenths of a foot (77.2") according to a plan prepared by Mr. Laurent C. Farent, land-surveyor, dated July 30, 1962, under No. 6901 and composed:

a) de la partie nord-ouest du lopin de terre no un de la subdivision du lot originaire no mille trois cent soixante-quinze (1375-ptie no 1) sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, mesurant trente-cinq pieds et six pouces (35'6") dans ses lignes nord-est et sud-ouest et vingt et un pieds et quatre dixièmes de pied (21.4') suivant le cadastre, dans ses lignes nord-ouest et sud-est, et bornée comme suit: en avant, au nord-est, vers la rue Poupart, par la partie décrite au paragraphe « b » ci-après du lopin de terre no 1375-2; en arrière, au sud-ouest, par partie du lopin de terre no originaire 1377; d'un côté, au sud-est, vers la rue Notre-Dame, par le résidu dudit lopin de terre no 1375-1 et, de l'autre côté, au nord-ouest, par partie du lopin de terre no 1 de la subdivision du lot originaire no 1376, toujours sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie;

b) de la partie nord-ouest du lopin de terre no deux de la subdivision no mille trois cent soixante-quinze (1375-ptie no 2) sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, mesurant trente-cinq pieds et six pouces (35'6") en largeur et neuf pieds et deux dixièmes de pied (9.2') en profondeur suivant le cadastre, et bornée comme suit; en avant, au nord-est, vers la rue Poupart, par la partie décrite au paragraphe « c » ci-après du lopin de terre no 1375-3; en arrière, au sud-ouest, par la partie décrite au paragraphe « a » ci-dessus du lopin de terre no 1375-1; d'un côté, au sud-est, vers la rue Notre-Dame, par le résidu dudit lopin de terre no 1375-2 et de l'autre côté, au nord-ouest, par une autre partie dudit lopin de terre No 1376-1 toujours sur le plan et au livre de renvoi officiels du Quartier Sainte-Marie;

c) de la partie nord-ouest du lopin de terre no trois de la subdivision du même lot originaire no mille trois cent soixante-quinze (1375-ptie no 3) sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, mesurant trente-cinq pieds et six pouces (35'6") en largeur et, en profondeur, suivant le cadastre, vingt et un pieds et neuf dixièmes de pied (21.9') et borné ecomme suit: en avant, au nord-est, vers la rue Poupart, par la partie décrite au paragraphe « d » ci-après du lopin de terre No 1375-4; en arrière au sud-ouest, par la partie décrite au paragraphe « b » ci-dessus du lopin de terre No 1375-2; d'un côté, au sud-est, vers la rue Notre-Dame, par le résidu dudit lopin de terre No 1375-3 et, de l'autre côté, au nord-ouest, par une autre partie du susdit lopin de terre No 1376-1;

d) de la partie nord-ouest du lopin de terre no quatre de la subdivision du même lot originaire no mille trois cent soixante-quinze (1375-ptie no 4) sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, mesurant trente-cinq pieds et six pouces (35'6") en largeur et, suivant le cadastre, vingt-quatre pieds et soixante-dix centièmes de pieds (24.70') en profondeur, plus ou moins mesure anglaise, et bornée comme suit: en avant, au nord-est, par la rue Poupart, en arrière, au sud-ouest par la partie décrite au paragraphe « c » ci-dessus du lot No 1375-3; d'un côté, au sud-est, vers la rue Notre-Dame, par le résidu dudit lopin de terre no 1375-4 et, de l'autre côté, au nord-ouest, par une autre partie du susdit lopin de terre no 1376-1;

(a) of the northwest part of the strip of land No. one of the subdivision of original lot No. one thousand three hundred and seventy-five (1375 Pt. No. 1) on the official plan and book of reference of Sainte-Marie ward, measuring thirty-five feet and six inches (35'6") on its northeast and southwest lines and twenty-one feet and four tenths of a foot (21.4') according to the cadastre, on its northwest and southeast lines, and bounded as follows: in front on the northeast towards Poupart Street by the part described in paragraph "B" hereafter of the strip of land No. 1375-2; in the rear, on the southwest by part of the strip of land original No. 1377; on one side, on the southeast towards Notre-Dame Street by the remainder of the said strip of land No. 1375-1 and, on the other side, on the northwest by part of the strip of land No. 1 of the subdivision of original lot No. 1376, always on the official plan and book of reference of Sainte-Marie Ward;

(b) of the northwest part of the strip of land No. two of subdivision No. one thousand three hundred and seventy-five (1375 Pt. No. 2) on the official plan and book of reference of Sainte-Marie Ward, measuring thirty-five feet and six tenths of a foot (35'6") in width and nine feet and two tenths of a foot (9.2') in depth according to the cadastre, and bounded as follows; in the front on the northeast towards Poupart Street by the part described in paragraph "c" hereafter of the strip of land No. 1375-3; in the rear, on the southwest by the part described in paragraph "a" hereabove of the strip of land No. 1375-1; on one side on the southeast towards Notre-Dame Street by the remainder of the said lot of land No. 1375-2 and on the other side on the northwest by another part of the strip of land No. 1376-1 always on the official plan and book of reference of Sainte-Marie Ward;

(c) of the northwest part of the strip of land No. three of the subdivision of the same original lot No. one thousand three hundred and seventy-five (1375 Pt. No. 3) on the official plan and book of reference of Sainte-Marie Ward, measuring thirty-five feet and six inches (35'6") in width and, in depth, according to the cadastre, twenty-one feet and nine tenths of a foot (21.9') and bounded as follows: in front on the northeast towards Poupart Street, by the part described in paragraph "d" hereafter of the strip of land No. 1375-4; in the rear on the southwest by the part described in paragraph "b" hereabove of the strip of land No. 1375-2; on one side on the southeast towards Notre-Dame Street, by the remainder of the said strip of land No. 1375-3 and, on the other side on the northwest by another part of the aforesaid strip of land No. 1376-1;

(d) of the northwest part of the strip of land No. four of the subdivision of the same original lot No. one thousand three hundred and seventy-five (1375 Pt. No. 4) on the official plan and book of reference of Sainte-Marie Ward, measuring thirty-five feet and six inches (35'6") in width and, according to the cadastre, twenty-four feet and seventy hundredths of a foot (24.70') in depth, more or less, English measure and bounded as follows: in front on the northeast by Poupart Street, in the rear on the southwest by the part described in paragraph "c" hereabove of lot No. 1375-3; on one side on the southeast on Notre-Dame Street, by the remainder of the said strip of land No. 1375-4 and, on the other side, on the northwest by another part of the aforesaid strip of land No. 1376-1;

Sans bâtiment;

Tel que le tout se trouve actuellement, avec tous droits y inhérents, avec toutes servitudes actives et sujet à toutes servitudes passives s'y rattachant;

Toutes les mesures donnés dans les descriptions ci-dessus sont de msures anglaises et plus ou moins.»

Pour être vendu, au bureau du protonotaire chambre #129, au vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le VINGT-SIXIÈME jour de JANVIER 1970, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure, Montréal,
ce 4 décembre 1969. 32386-o

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

198116. { DOMINION BUILDING MATERIALS (MONTREAL) LIMITED, un corps politique et constitué, dûment incorporé comme tel, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Ville D'Anjou, district de Montréal, demanderesse, vs COLIBRI CONSTRUCTION LTÉE, un corps politique et constitué, dûment incorporé comme tel, ayant son siège social et sa principale place d'affaires à ville Brossard, district de Montréal, défenderesse, et RENÉ LANGEVIN, registrateur de la division d'enregistrement de Montréal, mis-en-cause.

« Le lot 15-617 paroisse de Sault-au-Récollet, avec les bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 12324/26, rue Fortin, Montréal Nord. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour de JANVIER, 1970, à TROIS heures et TRENTE de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Montréal, 12 décembre 1969. 32384

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

193 645. { MONTCO COMPANY (1966) LTD., corps politique et incorporé, dûment constitué, ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 9821, rue Lauzanne, dans les ville et district de Montréal, demanderesse, contre M. UBALD BÉLANGER, résidant et domicilié au 3866, rue Saint-Marc, dans la cité de Fabreville, connue aussi aujourd'hui sous le nom de Cité de Laval, district de Montréal, défendeur.

« Un certain emplacement ayant front sur la rue St-Marc, en la Ville de Laval, quartier Ste-Rose (autrefois Fabreville), et connu et désigné comme étant le lot numéro trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent vingt (120-3-63) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose.

Avec la maison y dessus construite et portant le numéro civique 3870 rue St-Marc, Ville de Laval.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble sans exception ni réserve d'aucune sorte.»

Without a building;

Such as the whole is presently found, with all rights related thereto, with all active servitudes and subject to all passive servitudes related thereto;

All the measurements given in the descriptions hereabove are English measure and more or less.”

To be sold at the office of the prothonotary, room P129, at the Old Court House, in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH day of JANUARY, 1970, at TWO o'clock in the morning.

Sheriff's Office,
Superior Court, Montreal,
December 4, 1969. 32386

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

198116. { DOMINION BUILDING MATERIALS (MONTREAL) LIMITED, a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in Ville D'Anjou, district of Montreal, plaintiff, vs COLIBRI CONSTRUCTION LTÉE, a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in Ville Brossard, district of Montreal; defendant, and RENÉ LANGEVIN, registrar of the registration division of Montreal, mis-en-cause.

“Lot 15-617, parish of Sault-au-Récollet, with the building thereon erected, bearing civic numbers 12324/26 rue Fortin, Montreal North.”

To be sold at the prothonotary's office, room #129, in the Old Court House, in the city of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of JANUARY 1970, THREE THIRTY o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Montreal, December 12, 1969. 32384-o

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

193 645. { MONTCO COMPANY (1966) LTD., a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and principal place of business at 9821 Lauzanne Street in the city and district of Montreal, plaintiff, versus MR. UBALD BÉLANGER, residing and domiciled at 3866 St-Marc Street, in the city of Fabreville, now also known as the City of Laval, district of Montreal, defendant.

“A certain emplacement fronting on St. Mark Street, in the City of Laval, St. Rose Ward (formerly Fabreville), and known and designated as being lot number sixty-three of lot subdivision number three of the official subdivision of the original lot number one hundred and twenty (120-3-63) on the official plan and book of reference of the parish of St. Rose.

With the house thereon erected, bearing civic number 3870 St. Mark Street, City of Laval.

As the whole now subsists, with all the servitudes active and passive, apparent or occult, attached to the said immovable without exception nor reserve of any kind.”

Pour être vendu au bureau du protonotaire, bureau #129, au Vieux Palais de Justice, dans la cité de Montréal, le VINGT ET UNIÈME jour de JANVIER 1970, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Montréal, le 12 décembre 1969. 32390-0

Le shérif adjoint,

PAUL ST-MARTIN.

To be sold at the prothomotary's office, room #129, in the Old Court House, in the City of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of JANUARY 1970, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Montreal, December 12, 1969. 32390

PAUL ST-MARTIN,

Assistant Sheriff.

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: LES AGENCES LYON INC., compagnie légalement constituée ayant une place principale à 380, rue

Moncton, Québec, demanderesse; contre GASTON CADRIN, homme d'affaires, demeurant au 2064, Boulevard Laurier, Sillery, défendeur et JULES CARRIER, régistrateur pour la division d'enregistrement pour le district de Québec, mis en cause.

« Les subdivisions sept, huit, neuf, dix et onze du lot originaire cinquante-neuf (59-7, 8, 9, 10 et 11) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de St-Nicolas, division d'enregistrement de Lévis;

Partie dudit lot originaire cinquante-neuf non subdivisé (ptie 59 n.s.) dudit cadastre de la paroisse de St-Nicolas, mesurant vingt-cinq pieds (25') de largeur sur cent pieds (100') de profondeur, et bornée comme suit: en front par une autre partie non subdivisée du même lot servant de chemin privé, à l'arrière par le lot 59 partie aussi appelé 59-18 (non officiellement), d'un côté par les subdivisions sept et huit dudit lot originaire numéro cinquante-neuf et de l'autre côté par les subdivisions neuf et dix dudit lot originaire cinquante-neuf;

Un droit de passage à pied et en voiture en faveur des lots susdits contre le résidu du lot cinquante-neuf (59) pour le cadastre officiel de la paroisse de St-Nicolas, tel que le tout est plus longuement décrit dans un acte enregistré à Lévis sous le numéro 105342.

Un terrain de forme triangulaire, faisant partie du lot cinquante-neuf (59 ptie), mesurant cinquante pieds (50') de largeur à sa base sur deux cent vingt-cinq pieds (225') et borné comme suit: en front par le fleuve; à l'arrière par partie non subdivisée dudit lot 59, d'un côté par une autre partie non subdivisée dudit lot soixante-sept (67 ptie); de l'autre côté par les lots 59-8, 59-9 et 59 partie non subdivisée; avec servitude enregistrée à Lévis sous le numéro 109117; une autre partie dudit lot originaire cinquante-neuf non subdivisée comprise dans les bornes suivantes: bornée au nord-est par la continuation en ligne droit de la ligne de division des lots 59-13 et 59-11 dudit cadastre, jusqu'au terrain de monsieur Philippe Duchaine ou représentants, au sud-est par Philippe Duchaine, au sud-ouest par le lot 59-19 et au nord-ouest par le lot 59-11 dudit cadastre tel que acquis de Oscar Demers suivant enregistrement 129300.

Le tout, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, incluant piscine extérieure.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lévis, à Lévis, le VINGT-DEUXIÈME jour de JANVIER 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Québec, le 16 décembre 1969. 32394-0

Le shérif adjoint,

RAYMOND HAINS.

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: LES AGENCES LYON INC., corporation legally incorporated having a head office at 380 Moncton Street,

Québec; plaintiff, versus GASTON CADRIN, businessman, residing at 2064 Laurier Boulevard, Sillery, defendant, and JULES CARRIER, registrar for the registration division of the district of Québec, mis en cause.

“Subdivisions seven, eight, nine, ten and eleven of original lot fifty-nine (59-7, 8, 9, 10 and 11) on the plan and book of reference of the official cadastre of Saint-Nicolas, registration division of Lévis;

Part of said original lot fifty-nine, not subdivided (Pt. 59 N.S.) of the said cadastre of the parish of Saint-Nicolas, measuring twenty-five feet (25') in width by one hundred feet (100') in depth, and bounded as follows: in front by another part not subdivided of the same lot used as a private road, at the rear by lot 59 part also called 59-18 (not officially), on one side by subdivisions seven and eight of the said original lot number fifty-nine and on the other side by subdivisions nine and ten of said original lot fifty-nine;

A right of way by foot and by car in favour of the above-named lots against the remainder of lot fifty-nine (59) on the official cadastre of the parish of Saint-Nicolas, as the whole is more fully described in a deed registered at Lévis under number 105342.

A piece of land of a triangular form, being part of lot fifty-nine (59 pt.), measuring fifty feet (50') in width at its base by two hundred and twenty-five feet (225') and bounded as follows: in front by the River; at the rear by part not subdivided of the said lot 59, on one side by another part not subdivided of said lot sixty-seven (67 pt.); on the other side by lots 59-8, 59-9 and 59 part not subdivided; with a servitude registered at Lévis under number 109117; another part of said original lot fifty-nine not subdivided included within the following boundaries: bounded on the northeast by the continuation, in a straight line, of the dividing line of lots 59-13 and 59-11 of the said cadastre, as far as the piece of land belonging to Mr. Philippe Duchaine or representatives, on the southeast by Philippe Duchaine, on the southwest by lot 59-19 and on the northwest by lot 59-11 of the said cadastre as purchased from Oscar Demers as per register 129300.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, outdoor swimming pool included.”

To be sold at the Lévis registry office, in Lévis, on the TWENTY-SECOND day of JANUARY, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, December 16, 1969. 32394

RAYMOND HAINS,

Associate Sheriff.

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: { **BANQUE DE COMMERCE CANADIENNE IMPÉRIALE**, corps social et politique légalement constitué, ayant une place d'affaires à 1000 rue St-Jean, Québec, contre **JACQUES BIENVENU**, demeurant à 10 rue Gaulin à Beauport.

« Le lot 358-95-14 subdivision 110, cadastre officiel de la paroisse de Beauport, avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances. »

« Le lot 358-95-14 subdivision 110, cadastre officiel de la paroisse de Beauport, avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le VINGTIÈME jour de JANVIER 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint, **RAYMOND HAINS**,
Bureau du Shérif, Québec, le 16 décembre 1969. 32395-0

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: { **LA CAISSE POPULAIRE NOTRE-DAME DE QUÉBEC**, corps politique et incorporé ayant sa place d'affaires à 19 rue Desjardins, dans le cité et district de Québec, contre **JEAN-MARIE ISABEL**, 404 avenue Plante, Ville Vanier, P.Q. et **LE RÉGISTRATEUR DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DE QUÉBEC**, mis en cause.

« Les lots numéros deux mille quatre cent trente-six-deux cent vingt-sept (2436-227), deux mille quatre cent trente-six-deux cent vingt-huit (2436-228) deux mille quatre cent trente-neuf-trois cent quarante (2439-340) et deux mille quatre cent trente-neuf-trois-cent quarante et un (2439-341) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de St-Sauveur, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la Salle d'Assemblée, Chambre A 24, au Palais de Justice, Québec, le VINGTIÈME jour de JANVIER 1970 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint, **RAYMOND HAINS**,
Bureau du Shérif, Québec, le 16 décembre 1969. 32396-0

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

District de Roberval

Cour Supérieure, { **JOSEPH TÊTU**, rentier, domicilié à Roberval, comté de Roberval, demandeur, *vs*

ANTONIEN LANGEVIN, marchand, domicilié à 217, Boulevard Sacré-Coeur, St-Félicien, comté de Roberval, défendeur et **LE RÉGISTRATEUR DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DE LAC ST-JEAN-OUEST**, à Roberval, mis en cause.

1. Un terrain-emplacement, situé en la municipalité de la ville de St-Félicien, avec le magasin-résidence dessus construit, appartenances et dépendances, se composant de:

a) Le lot numéro trois-E (No 3-E), du premier (1er) rang, du cadastre officiel du canton de Demeules;

b) La subdivision dix du lot originaire numéro trois-D (No 3-D), également du premier (1er) rang, du cadastre officiel du canton de Demeules;

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: { **CANADIAN IMPERIAL BANK OF COMMERCE**, a body politic and social legally constituted, having a place of business at 1000 St. John Street, Québec against **JACQUES BIENVENU**, domiciled at 10 Gaulin Street, in Beauport.

« Lot 358-95-14 subdivision 110, official cadastre of the parish of Beauport, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. »

« Lot 358-95-14 subdivision 110, official cadastre of the parish of Beauport, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. »

To be sold at the registry office of Québec, in Québec, the TWENTIETH day of JANUARY, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Sheriff's Office, Québec, December 16, 1969. 32395

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: { **LA CAISSE POPULAIRE NOTRE-DAME DE QUÉBEC**, body politic and corporate, having its place of business at 19 Desjardins Street, in the city and district of Québec, *versus* **JEAN-MARIE ISABEL**, 404 Plante Avenue, Ville Vanier, P.Q., and **THE REGISTRAR FOR THE QUÉBEC REGISTRATION DIVISION**, mis en cause.

« Lots numbers two thousand four hundred and thirty-six-two hundred and twenty-seven (2436-227), two thousand four hundred and thirty-six-two hundred and twenty-eight (2436-228), two thousand four hundred and thirty-nine-three hundred and forty (2439-340), and two thousand four hundred and thirty-nine-three hundred and forty-one (2439-341) on the plan and in the book of reference of the official cadastre of St-Sauveur, with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies. »

« Lots numbers two thousand four hundred and thirty-six-two hundred and twenty-seven (2436-227), two thousand four hundred and thirty-six-two hundred and twenty-eight (2436-228), two thousand four hundred and thirty-nine-three hundred and forty (2439-340), and two thousand four hundred and thirty-nine-three hundred and forty-one (2439-341) on the plan and in the book of reference of the official cadastre of St-Sauveur, with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies. »

To be sold in the Meeting Hall, Room A 24, in the Court House, Québec, on the TWENTIETH day of JANUARY, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Sheriff's Office, Québec, December 16, 1969. 32396

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec

District of Roberval

Superior Court, { **JOSEPH TÊTU**, annuitant, No. 34,180. { domiciled at Roberval, county of Roberval, plaintiff, *vs* **ANTONIEN LANGEVIN**, trader domiciled at 217 Sacré-Coeur Boulevard, St-Félicien, county of Roberval, defendant, and **THE REGISTRAR OF THE REGISTRATION DIVISION OF LAKE ST. JOHN WEST**, at Roberval, mis en cause.

1. A piece of land-emplacement, situated in the municipality of the town of St-Félicien, with a store-residence constructed thereon, appurtenances and dependencies, composed of:

(a) Lot number three-E (No. 3-E), of the first (1st) range of the official cadastre of the township of Demeules.

(b) Subdivision ten of original lot number three-D (No. 3-D), also of the first (1st) range of the official cadastre of the township of Demeules;

c) La subdivision deux du lot originaire numéro trois-F (No 3-F-2), desdits rang et canton;

d) La resubdivision deux de la subdivision onze du lot originaire numéro trois-D (No 3-D-11-2), desdits rang et canton;

e) Partie de la subdivision un du lot originaire numéro trois-F (Ptie 3-F-1), desdits rang et canton, ayant cettedite partie une forme irrégulière et mesurant environ six pieds de largeur le long du Boulevard Sacré-Coeur.

Bornes: En front, au nord-est, au Boulevard Sacré-Coeur de la ville de St-Félicien; du côté sud-est, au lot numéro trois-F-deux (No 3-F-2) décrit au paragraphe c); du côté nord-ouest, au résidu dudit lot numéro trois-F-un (Rés. 3-F-1) appartenant à M. Jean-Baptiste Dumas, ou plus exactement au chemin mitoyen ci-après décrit; au sud-ouest, au morceau de terrain ci-après décrit.

f) Partie de la resubdivision un de la subdivision onze du lot originaire numéro trois-D (Ptie 3-D-11-1), desdits rang et canton.

Bornes: En front, au nord-est, au morceau de terrain en dernier lieu décrit (Ptie 3-F-1), du côté sud-est, au lot numéro trois-D-onze-deux (No 3-D-11-2), décrit au paragraphe d); du côté nord-ouest, au résidu de cedit lot numéro trois-D-onze-un (Rés. 3-D-11-1), appartenant à M. Jean-Baptiste Dumas, ou plus exactement au chemin mitoyen ci-après décrit; du côté sud-ouest, s'il a lieu, au lot numéro trois-D-douze (No 3-D-12), appartenant à Tremblay & Frères, ltée.

2. Tous les droits qu'il a et peut avoir, avec tous les droits y afférents, sur un chemin mitoyen de douze pieds de largeur sur environ cent vingt-cinq pieds de profondeur (12' x 125') connu, cedit chemin mitoyen, comme étant les douze pieds sud-est de la propriété de M. Jean-Baptiste Dumas, se composant de la subdivision un du lot originaire numéro trois-F et de la resubdivision un de la subdivision onze du lot originaire numéro trois-D (Ptie 3-F-1 et 3-D-11-1), du premier (1er) rang, du cadastre officiel du canton de Demeules.

Bornes: En front, au nord-est, au boulevard Sacré-Coeur de la ville de St-Félicien; en profondeur au sud-ouest, au lot numéro trois-D-douze (No 3-D-12) propriété de Tremblay & Frères, ltée; du côté sud-est, à la partie du lot numéro trois-F-un (Ptie 3-F-1) et à celle du lot trois-D-onze-un (Ptie 3-D-11-1) décrites aux paragraphes e) et f) ci-dessus.

Cedit chemin ayant été établi aux termes d'un acte de vente consenti par le vendeur en faveur de M. Jean-Baptiste Dumas, reçu par Me Léonce Lévesque, notaire, le seizième jour d'août mil neuf cent cinquante-cinq, sous le numéro douze mille trois cent soixante-seize de ses minutes, et dont copie a été enregistrée, au bureau de la division d'enregistrement du Lac St-Jean-Ouest, à Roberval, sous le numéro 70,229.

3. Les tablettes, comptoirs, balances, glacières et autres accessoires dudit magasin, à l'exception cependant de l'ameublement et les articles de bureaux ainsi que des outils personnels du vendeur, lesquels demeurent la propriété du vendeur.

(c) Subdivision two of original lot number three-F (No. 3-F-2), of the said range and township;

(d) Resubdivision two of subdivision eleven of original lot number three-D (No. 3-D-11-2), of the said range and township;

(e) Part of subdivision one of original lot number three-F (Pt. 3-F-1), of the aforesaid range and township, this said part of an irregular form and measuring approximately six feet in width along Sacré-Coeur Boulevard.

Boundaries: In front, on the north-east by Sacré-Coeur Boulevard in the town of St-Félicien; on the south-east side by lot number three-F-two (No. 3-F-2) described in paragraph (c); on the north-west side, by the remainder of said lot number three-F-one (3-F-1) belonging to Mr. Jean-Baptiste Dumas, or more precisely by the road common to both sectors hereafter described; on the south-west by a piece of land hereafter described;

(f) Part of resubdivision one of subdivision eleven of original lot number three-D (Pt. 3-D-11-1), of the said range and township.

Boundaries: In front, on the north-east, by the piece of land described in the last place (Pt. 3-F-1), on the south-east side by lot number three-D-eleven-two (No. 3-D-11-2), described in paragraph (d); on the north-west side by the remainder of this said lot number three-D-eleven-one (3-D-11-1), belonging to Mr. Jean-Baptiste Dumas or more precisely by the road common to both sectors hereafter described; on the south-west side, if necessary, by lot number three-D-twelve (No. 3-D-12), belonging to Tremblay & Frères, ltée.

2. All the rights which may exist, with all the rights related thereto, on a road common to both sectors twelve feet in width by approximately one hundred and twenty-five feet in depth (12' x 125') known, the said road common to both sectors, as being the twelve feet south-east of the property of Mr. Jean-Baptiste Dumas, composed of subdivision one of original lot number three-F and resubdivision one of subdivision eleven of original lot number three-D (Pt. 3-F-1 and 3-D-11-1), of the first (1st) range, of the official cadastre of the township of Demeules.

Boundaries: In front, on the north-east by Sacré-Coeur Boulevard of the town of St-Félicien; in depth on the south-west by lot number three-D-twelve (No. 3-D-12) property of Tremblay & Frères, ltée; on the south-east side by part of lot number three-F-one (Pt. 3-F-1) and by that of lot three-D-eleven-one (Pt. 3-D-11-1) described in paragraphs (e) and (f) hereabove.

This said piece of land having been established according to the terms of a deed of sale approved by the vendor in favor of Mr. Jean-Baptiste Dumas, received by Me Léonce Lévesque, notary, on the sixteenth day of August one thousand nine hundred and fifty-five, under number twelve thousand three hundred and seventy-six of his minutes, and a copy of which was registered at the office of the registration division of Lake St. John West, at Roberval, under number 70,229.

3. The shelves, counters, scales, refrigerators and other accessories of the said store, with the exception however of the furniture and office articles as well as the personal tools of the vendor, the latter remaining the property of the vendor.

4. Un terrain-emplacement, situé en la municipalité de la ville de St-Félicien, connu et désigné comme étant la subdivision trente du lot original numéro un-A (No 1-A-30), du premier (1er) rang, du cadastre officiel du canton de Demeules, lequel immeuble l'acquéreur déclare être libre de toutes charges et hypothèques, avec la maison dessus construite, appartenances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Lac St-Jean-Ouest, à Roberval, le VINGT-DEUXIÈME jour de JANVIER 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, LÉON-AURICE LAVOIE.
Palais de Justice, Roberval,
le 12 décembre 1969. 32397-o

4. A piece of land-emplacement, situated in the municipality of the town of St-Félicien, known and designated as being subdivision thirty of original lot number one-A (No. 1-A-30), of the first (1st) range of the official cadastre of the township of Demeules, the said immovable declared by the purchaser free of all charges and mortgages, with the house constructed thereon, appurtenances and dependencies.

To be sold at the registry office of the division of Lake St. John West, at Roberval, on the TWENTY-SECOND day of JANUARY, 1970, at ELEVEN o'clock in the morning.

LÉON-AURICE LAVOIE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Court House, Roberval,
December 12, 1969. 32397

SAINT — FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St-François

Cour Provinciale, { OLIVA GRENIER, gara-
Sherbrooke, { giste, faisant affaire seul
No 16,717. { à Stanstead, district de St-
François, sous les nom et rai-
son sociale de « Grenier BP Service », demandeur,
vs JOS GERRY MACLURE, conducteur de
taxi, domicilié et résidant à Stanstead, district
de St-François, défendeur.

« Toute cette certaine étendue et/ou parcelle de terrain, étant et formant partie du lot numéro neuf cent (Ptie 900) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanstead, tel qu'indiqué sur un plan de subdivision privé comme étant le numéro onze (No 11), dudit lot 900 susmentionné, préparée par Sydney A. Meade, le 17 juillet 1958, sous le No 1650 de ses registres, ainsi qu'il se trouve et s'étend présentement, avec une servitude de droit de passage au et du terrain présentement vendu, au et du chemin public, par-dessus le résidu dudit lot 900 réservé par Lawrence George Dewey, et ainsi qu'indiqué sur ledit plan ci-dessus, dont une photo-copie est annexée à un acte de vente et en forme partie, sous seing privé, en date du premier septembre dix-neuf cent cinquante-neuf (1959), de Lawrence George Dewey au vendeur présent, enregistré à Stanstead sous le numéro de dépôt 76,296, auquel référence est ici faite, le tout en commun avec les autres, responsables conjointement et solidairement des risques et dépenses dans l'entretien d'icelui avec ledit Lawrence George Dewey et autres l'utilisant en regard de la propriété ici vendue.

Ledit terrain étant de soixante-quinze pieds (75') sur la rive du lac Crystal, et soixante-quinze pieds (75') mesure précise, à l'arrière, le tout ayant une profondeur entière de quatre-vingt-dix-huit pieds (98'), plus ou moins, sur les côtés sud et nord d'icelui.

Ledit terrain borné au sud par la subdivision No 10; au nord par la subdivision No 12; à l'ouest par le lac Crystal et à l'est par la servitude du droit de passage.

Avec les bâtisses dessus érigées. »
Pour être vendu au bureau d'enregistrement, à Stanstead Plain, MERCREDI, le VINGT ET UNIÈME (21e) jour de JANVIER 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, DONAT JACQUES.
Palais de Justice,
Sherbrooke, le 10 décembre 1969. 32398

SAINT — FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St-François

Provincial Court, { OLIVA GRENIER, garage
Sherbrooke, { owner, doing business
No. 16,717. { alone at Stanstead, district of
St. Francis, under the name
and style of "Grenier BP Service", plaintiff, vs
JOS GERRY MACLURE, taxi operator, domici-
ciled and residing at Stanstead, district of
St-François, defendant.

« All of that certain tract and/or parcel of land, being and forming part of lot number nine hundred (Pt. 900) upon the official cadastral plan and in the book of reference of the township of Stanstead as, indicated on a private subdivision plan as number eleven (No. 11) of said lot 900 aforesaid, prepared by Sydney A. Meade, the July 17, 1958, under No. 1650 of his records, as the same now is and extends, together with a servitude of right-of-way to and from the herein sold land, to and from the public highway, over the residue of said lot 900 reserved by Lawrence George Dewey, and as indicated on said plan above, a photostatic copy of which is annexed to and forms part of a deed of sale, under private seal, dated September first, nineteen hundred and fifty-nine (1959), from Lawrence George Dewey to the vendor herein, registered in Stanstead under deposit number 76,296, to which reference is hereto made, the whole in common with other, and at the joint and several risk and expenses in the maintenance thereof, with the said Lawrence George Dewey and others using the same, as far as the property herein sold.

The said land being seventy-five (75') feet on the shore of Crystal Lake, and seventy-five feet (75') exact measure, at the rear thereof, the whole having an overall depth of ninety-eight (98') feet more or less, on the south and north side thereof.

Said land bounded on the south by subdivision No. 10; on the north by subdivision No. 12; on the west by Crystal Lake and on the east by the servitude of right-of-way.

With buildings thereon erected. »
To be sold at the registry office, in Stanstead Plain, WEDNESDAY, the TWENTY-FIRST (21st) day of JANUARY, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff's Office, Sheriff.
Court House,
Sherbrooke, December 10, 1969. 32398-o

Fieri Facias de Terris

District de St-François

Cour Supérieure, (Sherbrooke), **SOLO ACCEPTANCE CORPORATION**, un No 31,332. } corps politique et constitué, dûment incorporé conformément à la Loi et ayant sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, demanderesse; vs EDWIN C. MCKELVEY, de Magog, district de St-François, défendeur.

« Ce certain emplacement connu et désigné comme étant:

1^o Les lots numéros huit cent quarante-huit, huit cent cinquante et un (848-851) au plan cadastral officiel du canton d'Orford.

2^o La partie ouest du lot huit cent cinquante (850) du canton d'Orford après avoir soustrait d'icelui les mille trois cent vingt (1320') pieds est, vendue à l'acheteur actuel, le 17^e jour de mai 1968.

3^o La demie est du lot numéro huit cent cinquante-deux (852) au plan cadastral officiel du canton d'Orford, après avoir soustrait d'icelui toute partie dudit lot située sur le côté sud-est du chemin.

4^o L'extrémité ouest dudit lot huit cent cinquante-deux (852) au plan cadastral officiel du canton d'Orford, restante après avoir soustrait les mille trois cent vingt pieds est (1320') de la demie ouest dudit lot, qui a été vendue audit acheteur le 17^e jour de mai 1968.

5^o Le lot numéro huit cent quarante-neuf (849) au plan cadastral officiel du canton d'Orford, après avoir soustrait d'icelui:

Cette partie dudit lot située au nord-ouest du chemin et bornée au nord par le lot 846, à l'est et à l'ouest par deux chemins. Devant aussi être soustraite du lot 852, au plan cadastral officiel du canton d'Orford, une pièce de terrain mesurant cinq cents pieds (500') de largeur sur deux cent cinquante-deux pieds (252') de profondeur et décrite comme suit:

Commençant à un point sur le côté est du chemin à trois cents pieds (300') au nord du lot 853, de là, allant vers l'est en ligne parallèle audit lot, deux cent cinquante-deux pieds (252'); de là, tournant à angle droit et allant vers le nord sur une distance de cinq cents pieds (500'), de là, allant vers l'ouest sur une distance de deux cent cinquante-deux pieds (252') pour atteindre le chemin; de là, allant vers le sud en suivant le chemin, sur une distance de cinq cents pieds (500') pour atteindre le point de départ.

Avec les bâtisses dessus érigées. (155238) ».

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement, à Sherbrooke, MARDI, le VINGTIÈME (20^e) jour de JANVIER 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,

Palais de Justice,

Sherbrooke, le 10 décembre 1969.

Le shérif,

DONAT JACQUES.

32399

SAINT — HYACINTHE

Canada — Province de Québec

District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, (No 18-938. } **RICHARD ALIX**, demandeur, vs **DORILLE TURGEON**, défendeur.

« Un terrain vague situé en la paroisse de St-Michel de Rougemont, dans le comté de

Fieri Facias de Terris

District de St-François

Superior Court, (Sherbrooke), **SOLO ACCEPTANCE CORPORATION**, a No. 31,332. } body politic and corporate duly incorporated according

to law and having a principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs EDWIN C. MCKELVEY, of Magog, district of St-Francois, defendant.

“That certain emplacement known and designated as being:

1. Lots numbers eight hundred and forty-eight, eight hundred and fifty-one (848-851) on the official cadastral plan for the township of Orford;

2. The west part of lot eight hundred and fifty (850) of the township of Orford, after having deducted thereof, the east one thousand three hundred and twenty feet (1320') sold to the actual purchaser on the 17th day of May 1968.

3. The east half of lot number eight hundred and fifty-two (852) on the official cadastral plan for the township of Orford, after having deducted thereof all that part of said lot situated on the southeast side of the road.

4. The west end of said lot eight hundred and fifty-two (852) on the official cadastral plan for the township of Orford, remaining after having deducted the east one thousand three hundred and twenty feet (1320') of the west half of said lot, which was sold to said purchaser on the 17th day of May 1968;

5. Lot number eight hundred and forty-nine (849) on the official cadastral plan for the township of Orford, after having deducted thereof:

That part of said lot situated on the northwest of the road and bounded on the north by lot 846, and on the east and west by two roads. To be deducted also from lot 852, on the official cadastral plan for the township of Orford, a piece of land measuring five hundred feet (500') in width by two hundred and fifty-two feet (252') in depth and described as follows:

Starting at a point on the east side of the road situated three hundred feet (300') north of lot 853; from thence running towards the east in a line parallel with said lot, two hundred and fifty-two feet (252'); from thence turning at right angle and running towards the north a distance of five hundred feet (500') from thence running towards the west a distance of two hundred and fifty-two feet (252') to strike the road; from thence running towards the south in following the road, a distance of five hundred feet (500') to strike the starting point.

With buildings thereon erected. (155238) ”.

To be sold “en bloc” at the registry office in Sherbrooke, TUESDAY, the TWENTIETH (20th) of JANUARY, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,

Court House,

Sherbrooke, December 10, 1969.

DONAT JACQUES.

Sheriff.

32399-0

SAINT — HYACINTHE

Canada — Province of Québec

District of St-Hyacinthe

Superior Court, (No. 18-938. } **RICHARD ALIX**, plaintiff, vs **DORILLE TURGEON**, defendant.

“A vacant piece of land situated in the parish of St-Michel de Rougemont, in the county of

Rouville, de forme irrégulière et faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro quatre cent quatre-vingt-cinq (P. 485) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jean Baptiste de Rouville. Ce terrain mesure cent treize pieds de front, à l'est, le long du chemin public, deux cent vingt-cinq pieds dans sa ligne sud de ce terrain est une ligne deux fois brisée, partant d'un point situé sur le chemin public susdit, et qui est la borne entre le terrain appartenant à la Société d'Aqueduc des Dix-Terres et le terrain présentement décrit, et de là se dirigeant vers le nord-ouest sur la ligne de division desdits terrains de la Société d'Aqueduc des Dix-Terres et du résidu dudit lot numéro 485 pour une distance de deux cent vingt-trois pieds; de la division desdits terrains, et courant une distance de trente-cinq pieds, et de là se dirigeant vers l'ouest sur une distance de soixante-cinq pieds pour venir rejoindre la ligne ouest dudit terrain présentement vendu, ledit terrain est borné comme suit: en front à l'est, par ledit chemin public; en profondeur à l'ouest, par une partie dudit lot numéro 485 appartenant à M. Léo Alix; d'un côté au nord partie par un terrain appartenant à Léo Alix et que ce dernier a promis vendre à Raoul Fontaine, et partie par le terrain restant audit Léo Alix; et de l'autre côté, au sud, partie par le terrain de la Société d'Aqueduc des Dix-Terres, et partie par une partie dudit lot numéro 485 appartenant audit Léo Alix, avec la maison et les autres bâtisses y construites. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, division de Rouville à Marieville, MARDI le VINGT-SEPTIÈME jour de JANVIER 1970 à DEUX heures TRENTE minutes de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le 9 décembre 1969. *Le shérif,* ROMÉO FONTAINE. 32400-0

Rouville, of an irregular form and being part of the lot known and designated under number four hundred and eighty-five (P. 485) on the official plan and book of reference of the parish of St-Jean Baptiste de Rouville. This piece of land measures one hundred and thirteen feet in front, on the east, along the public road, two hundred and twenty-five feet on the south line is a line broken twice, leaving from a point situated on the aforesaid public road, and which is bounded between the land belonging to the Société d'Aqueduc des Dix-Terres and the land presently described, and thence going northwest on the division line of the said lands of the Société d'Aqueduc des Dix-Terres and the remainder of said lot number 485 a distance of two hundred and twenty-three feet; from the division of the said lands, and running a distance of thirty-five feet, thence going west a distance of sixty-five feet joining the west line of the said land presently sold, the said land is bounded as follows: in front on the east by the said public road; in depth on the west by a part of said lot number 485 belonging to Mr. Léo Alix; on one side on the north part by a piece of land belonging to Léo Alix and that the latter promised to sell to Raoul Fontaine, and part by the land remaining to the said Léo Alix; and on the other side, on the south, part by the land of the Société d'Aqueduc des Dix-Terres, and part by a part of said lot number 485 belonging to the said Léo Alix, with the house and other buildings constructed thereon."

To be sold in the registry Office, division of Rouville at Marieville, on TUESDAY, the TWENTY-SEVENTH day of JANUARY, 1970, at TWO-THIRTY o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, December 9, 1969. ROMÉO FONTAINE, Sheriff. 32400-0

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
District de Témiscamingue
Province de Québec

Cour Supérieure, Ville Marie, No 2407, **L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC**, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur *vs* ANDRÉ GOULET et DAME ÉDITH LEMIRE-GOULET, autrefois domicilié à Fabre, comté de Témiscamingue, résidant maintenant à 340 Highland Sudbury, Ontario, défendeur.

« Une ferme à St-Édouard de Fabre, comprenant les lots numéros cinq et six du rang cinq sud, cinq de la lettre « A » et six de la lettre « A » du rang six sud ainsi que la demie nord du lot numéro sept et la partie nord des lots numéros huit et neuf aussi du rang six sud aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Fabre (Nos. 5 et 6, Rg 5S, 5a et 6a, ½ N. Nos. 7 et Ptie N. Nos 8 et 9, Rg 6S Fabre) contenant respectivement cent cinq acres pour les numéros cinq et six du rang cinq nord, cinquante-deux acres et cinq dixièmes pour chacun des lots cinq « A » et six « A » et la demie nord du lot numéro sept et soixante-dix acres pour la partie nord des lots numéros huit et neuf, en superficie plus ou moins.

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
District of Témiscamingue
Province of Québec

Superior Court, Ville Marie, No. 2407, **THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU**, body politic and corporate having its head office in Québec, plaintiff, *vs* ANDRÉ GOULET and MRS. ÉDITH LEMIRE-GOULET, formerly domiciled at Fabre, county of Témiscamingue, now residing at 340 Highland Sudbury, Ontario, defendant.

« A farm situated at St-Édouard de Fabre, including lot numbers five and six of range five south, five of letter "A" and six of letter "A" of range six south as well as the north half of lot number seven and the north part of lot numbers eight and nine also of range six south on the official plan and book of reference of the township of Fabre (Nos. 5 and 6, Rg. 5S, 5a and 6a, ½ N. Nos. 7 and Pt. N. Nos. 8 and 9, Rg. 6S Fabre) including respectively one hundred and five acres for numbers five and six of range five north, fifty-two acres and five tenths for each of lots five "A" and six "A" and the north half of lot number seven and seventy acres for the north part of lot numbers eight and nine, in area more or less.

La partie nord des lots huit et neuf est bornée au nord par le rang cinq sud, au sud par le résidu ou partie sud de ces mêmes lots, propriété d'Eugène Grenier ou représentants, à l'ouest par le lot numéro sept et à l'est par une lisière de terre faisant également partie du lot numéro neuf et propriété d'Eugène Grenier ou représentants en vertu de la vente par celui-ci au vendeur enregistré sous No 35131 la limite sud de cette partie de lots commençant à la montagne qui sert de limite ou de borne entre cette immeuble et le résidu de ces deux lots, propriété d'Eugène Grenier ou représentants de cette montagne étant la propriété du vendeur en vertu du susdit acte enregistré sous No 35151 et devenant la propriété de l'acquéreur en vertu des présentes.

Tel que le tout se trouve actuellement avec une maison et autres constructions dessus érigées, circonstances et dépendances, sans exception ni réserve.

À distraire cependant du lot numéro cinq du rang cinq sur la partie de deux cents pieds par deux cents pieds (200 x 200') propriété de Paul-Émile Lapointe ou représentants en vertu de l'acte enregistré sous numéro 26281.

À distraire aussi du lot numéro six du rang cinq sud la partie de cinq acres et demie et de onze centièmes d'acre vendues à The Interprovincial & James Bay Railway en vertu des actes enregistrés sous numéros 9348 et 10754.

À distraire également du lot numéro cinq « A » du rang sud la partie de cinq acres et vingt-deux centièmes vendue à The Interprovincial & James Bay Railway en vertu de l'acte enregistré sous No 9509, celle de cent pieds par cent trente-cinq pieds (100' x 135') vendue à Dame Huguette Lavallée, en vertu de l'acte enregistré sous No 46505, celle d'Albert Lavallée mesurant soixante-quinze pieds par cent vingt-cinq pieds (75' x 125') et soixante-quinze pieds par cent vingt-six pieds (75' x 126') et qui sont sa propriété en vertu des actes enregistrés sous Nos 48876 et 51884 et enfin celles d'Armand Hayes, mesurant soixante-cinq pieds par cent pieds (65' x 100') et cent pieds par vingt-cinq pieds (100' x 25') et qui sont sa propriété en vertu des actes enregistrés sous numéros 27327 et 31372.

À distraire aussi du lot numéro six « A » du rang six sud la partie de quatre acres et quarante-sept centièmes vendue à The Interprovincial & James Bay Railway aux termes de l'acte susmentionné et enregistré sous numéro 9509.

À distraire enfin des lots cinq « A » du rang six sud la partie de cent cinquante-cinq pieds par trois cent soixante-deux pieds et demie (155' x 362½') propriété de Paul-O. Goulet aux termes de l'acte enregistré sous numéro 21087.

Pour être vendu « en bloc » au bureau du Régistrateur au Palais de Justice à Ville Marie, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de JANVIER 1970, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Ville Marie, le 9 décembre 1969.

Le shérif,
JEAN-PAUL HALLÉE.
32401-0

The north parts of lots eight and nine is bounded on the north by range five south, on the south by the remainder or south part of these same lots, the property of Eugène Grenier or representatives, on the west by lot number seven and on the east by a strip of land also part of lot number nine and the property of Eugène Grenier or representatives pursuant to the sale by the latter to the vendor registered under No. 35131 the south limit of this part of lots starting at the mountain used as the limit or bounded between this immovable and the remainder of these two lots, the property of Eugène Grenier or representatives and this mountain being the property of the vendor pursuant to the aforesaid deed registered under number 35151 and becoming the property of the purchaser pursuant to the presents.

As the whole is presently found with a house and other buildings erected thereon, circumstances and dependencies, without exception nor reservation.

To withdraw however from lot number five of range five on the part of two hundred feet by two hundred feet (200' x 200') the property of Paul-Émile Lapointe or representatives pursuant to the deed registered under number 26281.

To withdraw however from lot number six of range five south, the part of five acres and one-half and eleven hundredths of an acre sold to The Interprovincial & James Bay Railway pursuant to the deeds registered under numbers 9348 and 10754.

To also withdraw from lot number five "A" of the south range of the part of five acres and twenty-two hundredths sold to The Interprovincial & James Bay Railway pursuant to the deed registered under No. 9509, the one of one hundred feet by one hundred and thirty-five feet (100' x 135') sold to Mrs. Huguette Lavallée pursuant to the deed registered under No. 46505, Albert Lavallée, measuring seventy-five feet by one hundred and twenty-five feet (75' x 125') and seventy-five feet by one hundred and twenty-six feet (75' x 126') and which are his property pursuant to the deeds registered under Nos. 48876 and 51884 and finally those of Armand Hayes, measuring sixty-five feet by one hundred feet (65' x 100') and one hundred feet by twenty-five feet (100' x 25') and which are his property pursuant to the deeds registered under numbers 27327 and 31372.

To also withdraw from lot six "A" of range six south of the part of four acres and forty-seven hundredths sold to The Interprovincial & James Bay Railway according to the terms of a deed above-mentioned and registered under number 9509.

Finally, to withdraw from lots five "A" of range six south of the part of one hundred and fifty-five feet by three hundred and sixty-two feet and one-half (155' x 362½') the property of Paul-O. Goulet according to the terms of a deed registered under number 21087.

To be sold "en bloc" at the office of the Registrar of the Court House of Ville Marie, on the TWENTY-EIGHTH day of the month of JANUARY, 1970, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Ville Marie, December 9, 1969.

JEAN-PAUL HALLÉE,
Sheriff.
32401

Fieri Facias de Terris

Province de Québec

District de Témiscamingue

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
Ville Marie, { AGRICOLE DU QUÉ-
No 2412. { BEC, corps politique et incor-
poré ayant son siège social à

Québec, demandeur, vs GILBERT DEAULT, cultivateur autrefois de Laverlochère comté de Témiscamingue maintenant domicilié à 7, rue Rodolphe, Pointe-Gatineau, défendeur.

« Une ferme à Laverlochère, comprenant les lots connus et désignés sous les numéros cinq de la lettre « A », cinq de la lettre « B », six de la lettre « A », six de la lettre « B », sept de la lettre « A », sept de la lettre « B », dans le troisième rang au plan et livre de renvoi officiels du canton Baby (numéros 5a, 5b, 6a, 6b, 7a & 7b, rang 3 Baby) contenant respectivement dix-neuf acres et cinq dixièmes, quatre-vingt-quatre acres et cinq dixièmes, vingt-trois acres et quatre dixièmes, quatre-vingt acres et six dixièmes, trente-sept acres et sept dixièmes et soixante-trois acres et sept dixièmes en superficie plus ou moins.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec maison de ferme et autres bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances et les servitudes qui peuvent l'affecter.

À distraire de ces lots les parties vendues à The Interprovincial & James Bay Railway aux termes des actes enregistrés sous numéros 9496, 9691 et 9825 respectivement et contenant deux acres et trois centièmes des lots numéros cinq « A » et cinq « B » deux acres et vingt-trois centièmes des lots numéros six « A » et six « B » et trois acres et cinquante-trois centièmes des lots numéros sept « A » et sept « B » respectivement.

Sauf à distraire la maison saisie sur le lot 6-B du rang 3 des plan et livre de renvoi officiels du canton Baby.»

Pour être vendu en bloc au bureau du registraire au Palais de Justice à Ville Marie, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de JANVIER 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, JEAN-PAUL HALLE.
Ville Marie, le 9 décembre 1969. 32402-o

TERREBONNE

Canada — Province de Québec

District de Terrebonne

Cour Supérieure, { ST-EUSTACHE READY-
No 61983. { MIX & PAVING LTD.,
corporation légalement cons-
tituée ayant sa place d'affaires en la paroisse de

St-Eustache, district de Terrebonne, demanderesse, vs W. D. KEUNINCKX, domicilié à cité Deux Montagnes, district de Terrebonne, défendeur,

et bref noté, { L'ÉOPOLD MONDOU LTÉE,
No 61,989. { corporation légalement cons-
tituée ayant son siège social à
St-Joseph du Lac, district de Terrebonne, deman-
deresse, vs W. D. KEUNINCKX, domicilié à
cité Deux-Montagnes, district de Terrebonne,
défendeur.

L'immeuble ci-dessous, en la possession du défendeur.

Fieri Facias de Terris

Province de Québec

District de Témiscamingue

Superior Court, { THE QUÉBEC CREDIT
Ville Marie, { FARM BUREAU, body
No. 2412. { politic and corporate having
its head office in Québec, plain-
tiff, vs GILBERT DEAULT, farmer formerly of

Laverlochère, county of Témiscamingue, now domiciled at 7 Rodolphe Street, Pointe-Gatineau, defendant.

« A farm at Laverlochère, including the lots known and designated under numbers five of letter "A", five of letter "B", six of letter "A", six of letter "B", seven of letter "A", seven of letter "B", on the third range of the official plan and book of reference of the township of Baby (Numbers 5a, 5b, 6a, 6b, 7a and 7b, range 3 Baby) containing respectively nineteen acres and five tenths, eighty-four acres and five-tenths, twenty-three acres and four tenths, eighty acres and six-tenths, thirty-seven acres and seven-tenths sixty-three acres and seven-tenths in area more or less.

Such as the whole is presently found, with a farm house and other buildings constructed thereon, circumstances and dependencies and the servitudes which may affect it.

To withdraw from these lots the parts sold to The Interprovincial & James Bay Railway according to the terms of deeds registered under numbers 9496, 9691 and 9825 respectively and containing two acres and three hundredths of lot number five "A" and five "B", two acres and twenty-three hundredths of lot members, six "A" and six "B" and three acres and fifty-three hundredths of lot numbers seven "A" and seven "B" respectively.

Save to withdraw the house situated on lot 6-B of range 3 of the official plan and book of reference of the township of Baby.»

To be sold "en bloc" at the office of the registrar of the Court House at Ville Marie, on the TWENTY-EIGHTH day of the month of JANUARY, 1970, at ELEVEN o'clock in the morning.

JEAN-PAUL HALLÉE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Ville Marie, December 9, 1969. 32402

TERREBONNE

Canada — Province de Québec

District de Terrebonne

Superior Court, { ST-EUSTACHE READY-
No. 61983. { MIX & PAVING LTD.,
a corporation legally consti-
tuted having a place of business in the parish of

St-Eustache, district of Terrebonne, plaintiff, vs W. D. KEUNINCKX, domiciled in the city of Two-Mountains, district of Terrebonne, defendant,

and noted writ, { L'ÉOPOLD MONDOU
No. 61,989. { LTÉE, a corporation le-
gally constituted having its
head office in St-Joseph du Lac, district of Terre-
bonne, plaintiff, vs W. D. KEUNINCKX, domi-
ciled in the city of Two-Mountains, district of
Terrebonne, defendant.

The hereinunder immovable, in the possession of the defendant.

A) Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cent deux aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joseph du Lac avec une bâtisse dessus érigée et situé Chemin Oka, St-Joseph du Lac;

B) Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cent trois aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joseph du Lac avec une bâtisse dessus érigée, situé Chemin Oka, St-Joseph du Lac:

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté des Deux-Montagnes, situé à Ste-Scholastique, MERCREDI, le VINGT ET UNIÈME jour de JANVIER 1970 à DEUX heures de l'après-midi. (21/1/70 à 2 hres p.m.)

Condition: comptant.

Bureau du Shérif, *Le shérif intérimaire,*
Saint-Jérôme, le 8 décembre 1969. GABRIELLE FOURNELLE. 32403-0

(A) An emplacement known and designated as being a part of lot number one hundred and two on official plan and book of reference for the parish of St-Joseph du Lac, with a building thereon erected and situated on Oka Road, St-Joseph du Lac;

(B) An emplacement known and designated as being a part of lot number one hundred and three on official plan and book of reference for the parish of St-Joseph du Lac with a building thereon erected, situated on Oka Road, St-Joseph du Lac.

To be sold at the registry office for the county of Two-Mountains, situated in Ste-Scholastique, WEDNESDAY, the TWENTY-FIRST day of JANUARY, 1970, at TWO o'clock in the afternoon. (21-1-70 at 2 o'clock p.m.)

Conditions: cash.

Sheriff's Office, *GABRIELLE FOURNELLE,*
Saint-Jérôme, December 9, 1969. *Interim Sheriff.* 32403

Arrêté en Conseil

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4167

Québec, le 17 décembre 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), l'Association des détaillants en alimentation dans la région de Québec, partie contractante à la convention collective de travail relative au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1658 du 17 mai 1944 et amendements, a présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 15 novembre 1969;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre;

Que ledit décret numéro 1658 soit modifié comme suit:

À l'article III (*Durée du travail*), le paragraphe « b » est remplacé par le suivant:

« b) Toutefois, l'employeur peut faire travailler ses salariés permanents au taux normal le 23 décembre 1969 et le 30 décembre 1969 de 8h 30 à 21h.

Il peut y avoir du travail les 22 et 29 décembre 1969 toute la journée. Cependant, il n'y aura pas de travail les 12 et 19 janvier 1970 pour ceux qui auront travaillé les 22 et 29 décembre 1969. »

Le greffier du Conseil exécutif,
32404-0 JULIEN CHOUINARD.

Order in Council

Order in Council Executive Council Chamber

Number 4167

Québec, December 17, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Retail Food Trade in the Québec City region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), the "Association des détaillants en alimentation dans la région de Québec", contracting party to the collective labour agreement respecting the Retail Food Trade in the Québec City region, made binding by Decree number 1658 of May 17, 1944, and amendments, has petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision;

WHEREAS the said petition was published in the *Québec Official Gazette*, on November 15, 1969;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objections brought forth have been duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the said Decree, number 1658, be amended as follows:

In section III (*Working week and working hours*), subsection "b" is superseded by the following:

"(b) However, the employer may have his regular employees work at straight time on December 23rd and 30th (1969), between 8:30 a.m. and 9:00 p.m.

Work may be performed throughout the whole day on the 22nd and 29th of December 1969. However, employees having worked on the 22nd and 29th of December 1969 shall not have to work on the 12th and 19th of January 1970."

JULIEN CHOUINARD,
32404-0 *Clerk of the Executive Council.*

INDEX No 51

ARRÊTÉS en Conseil

ORDERS in Council

3608 — Régime de retraite des fonctionnaires (bill 45 sanctionné le 13 juin 1969) et les institutions d'enseignement donnant droit aux bénéfices prévus aux articles 10 et 28 du bill 45	7082
3608 — Civil Service Superannuation Plan (Bill 45, assented to on June 13, 1969) and educational institutions entitled to the benefits contemplated by sections 10 and 28 of bill 45	7082
3619 — Procédure à suivre pour faire reconnaître le caractère et le degré de représentativité des associations en vertu de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (S.Q. 1968, chapitre 45), règlements.	7083
3619 — Procedure to be followed to obtain recognition of the representative character and degree of representativity of associations pursuant to the Construction Industry Labour Relations Act (S.Q. 1968, Chapter 45) regulations.	7083
3886 — Certains actes administratifs du ministère des affaires municipales.	7082
3886 — Certain administrative acts of the Department of Municipal Affairs.	7082
4167 — Alimentation, détail, Québec.	7122
4167 — Food, Retail, Québec.	7122

ASSOCIATIONS coopératives

COOPERATIVE Associations

Association coopérative de vacances du Québec (<i>Formation</i>)	7081
Association coopérative des pêcheurs de Sept-Iles (<i>Dissolution</i>)	7080
Association coopérative d'économie familiale de la ville de Montréal (<i>Nom-Name ch.-Mod.-Amend.</i>)	7080
Association coopérative d'économie familiale de la ville de Montréal (<i>Règl.-By-law</i>)	7081

AVIS divers

MISCELLANEOUS Notices

Chevaliers de Colomb de Beaupré, Conseil Beaupré No 2896 (<i>Règl.</i>)	7077
Corporation des ingénieurs du Québec (<i>Suspension d'un membre</i>)	7076
Corporation of Engineers of Québec (<i>Suspension of a member</i>)	7076
Corporation des Maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec (<i>Requête</i>)	7077
Corporation of Master Pipe Mechanics of Québec (<i>Petition</i>)	7077
Estate of Paul-Émile Guérin (<i>Benefit of Inventory</i>)	7076
Estate of Arthur Girard (<i>Benefit of Inventory</i>)	7077
Knights of Columbus of Beaupré, Council Beaupré No. 2896 (<i>By-laws</i>)	7077
Montréal, ville-city (<i>Programme de rénovation-Renovation programme</i>)	7078
Montreal, ville-city (<i>Rachat d'obligations-Redemption of bonds</i>)	7077
Succession Arthur Girard (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	7077
Succession Paul-Émile Guérin (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	7076
Tonic Wine Marsa Roma (<i>Not Medicated</i>)	7076
Vin tonique Marsa Roma (<i>Nou médicamenté</i>)	7076

CHANGEMENT DE NOM — Loi du

CHANGE OF NAME — Act

Boulet, Joseph Élie (<i>Dem.-Appl.</i>)	7079
Couillard, Marie Mathilda Alicia (<i>Dem.-Appl.</i>)	7080
Fortin, Claude (<i>Dem.-Appl.</i>)	7080
Marks, Albert (<i>Acc.-Grant.</i>)	7079
Pedvis, Norman (<i>Acc.-Grant.</i>)	7079
See, Wilfried Louis (<i>Dem.-Appl.</i>)	7079
Simon, Jean-Pierre (<i>Acc.-Grant.</i>)	7080
Wong, Att-Ming (<i>Acc.-Grant.</i>)	7080

BILLS

BILLS

Sanctionnés	7066
Sanctioned	7066

CAISSES

SAVINGS

d'épargne et de crédit and Credit Unions

Caisse d'économie des travailleurs de Rimouski (<i>Formation</i>)	7046
Caisse populaire des employés fédéraux de l'est du Québec (La) (<i>Formation</i>)	7047
Caisse populaire Desjardins de Baie des Chaleurs (<i>Formation</i>)	7047

COMPAGNIES

COMPANIES

Avis relatifs à la Loi des Autorisée à faire des affaires	Notices relative to the Act of Licensed to do Business
Gambles Canada Limited	7072
Chartes — demandes d'abandon de	Charters — Applications for Surrender of
Au grand salon ltée	7049
B. & P. Painters & Decorators Ltd.	7047

Bélanger (Jos) ltée	7047
Brose Industries Ltd.	7048
Capri Development Inc.	7048
Cummings Continental Car Corp.	7050
Kampus Record & Book Shops Inc.	7050
Lakeside Gardens Inc.	7048
McNicoll & Frères ltée	7048
Metropolitan Builders Development Corp.	7049
Monkland Construction ltée	7048
Nadco Investments Inc.	7049
Rose Gardens Convalescent & Nursing Home Inc.	7048
St. Joseph's House of Hospitality Inc.	7050
Tri-Nol Inc.	7049
Tru-Lite (Montreal) Inc.	7049
Universal Feeds Limited	7050
Watson (George A.) (Québec) Limited	7049

Dissoutes

Dissolved

A. & P. Boisvert ltée — Ltd.	7046
Club des 24 inc. (Lé)	7046

Divers	Miscellaneous	Lettres patentes	Letters Patent
Alliance des associations Hongroises de Montréal (L') (Dir.) (Règl.)	7070	Action-Granby inc.	7016
Allstate Enterprises, Inc. (Agent)	7069	Ambassador Jewellery Ltd.	7016
Alliance of Hungarian Associations of Montreal (The) (Dir.) (By-laws)	7070	Ameublements Mailhot & Dussault inc. (Les)	7017
Armour Pharmaceutical Company (Agent)	7069	Ayotte (Roger) Enterprises (1969) Inc.	7026
Bibliothèque de Farnham inc. (La) (Règl.)	7067	B.C.D. Aluminium Ltd.	7017
Camp Richelieu St-Clément inc. (Règl.-By-laws)	7068	Bélanger (P. R.) & Associates Co. Ltd.	7017
Cannon Mining Properties Limited (Agent)	7069	Bélanger (P. R.) & associés Cie ltée.	7017
Centre social Louis Braille inc. (Nom-Name ch.)	7068	Bujold (F.) inc.	7018
Collège Laval de St-Vincent de Paul (Règl.-By-laws)	7070	Candle Shac inc.	7018
Continental Plumbing & Heating Inc. (Dir.)	7070	Caprina Knitwear Mfg. Ltd.	7018
Continental Adjustment Bureau Limited (Dir.)	7067	Cerbère Films Inc.	7019
Cordon Bleu Limited (Dir.)	7068	Chez Terzi Inc.	7019
Cordon Bleu limitée (Dir.)	7068	Cireca inc.	7019
Cuir 21 ltée (Nom-Name ch.)	7068	Club Auto-neige de Princeville inc. (Le)	7020
Dominion Textile Investments Limited (Dir.)	7068	Club Auto-Neige St-Narcisse inc.	7020
Distribuco inc. (Dir.)	7067	Club-Colombo Lachine incorporée	7020
Dow Corning Silicones Inter-America Ltd. (Agent)	7069	Club d'Art-Gil inc.	7021
Eastern Specialties Corp. (Agent)	7069	Club de Courses Gentilly inc.	7021
Eastman Chemical Inter-American Ltd. (Agent)	7067	Cie d'expansion de Lachanaie inc. (La)	7021
Eaton Yale & Towne Inc. (Agent)	7069	Club de Moto-Neige (La Tuque) inc.	7022
Farnham Public Library inc. (The) (By-laws)	7067	Club Optimiste de Ste-Martine inc.	7022
Fondation Carol Brillant inc. (Règl.-By-laws)	7070	Club sportif Mont-Clair inc.	7022
Freeport Canadian Exploration Company (Agent)	7069	Collège d'enseignement général et professionnel Montmorency	7075
Freeport Sulphur Company (Agent)	7069	Commission des Loisirs de Deschênes	7023
Fuelling, (C. W.) Inc. (Agent)	7069	Comptoir Avicole Ormstown limitée	7023
Hotel Corporation of America (Manitoba) Ltd. (Agent)	7069	Confection J.-E. Caron ltée	7023
Immeubles Beaucage inc. (Les) (Dir.)	7068	Confection Ste-Ursule ltée	7024
Jobs Institute, Inc. (Agent)	7069	Corporation des Techniciens inhalothérapeutes du Québec	7024
Kerr-McGee Corporation (Agent)	7069	Dallaire (Léopold) inc.	7024
Lab-Volt (Québec) Limited (Dir.)	7068	Dear Lake Park Inc.	7025
Lab-Volt (Québec) limitée (Dir.)	7068	Ducharme (Edmond) Insurance Agencies Ltd.	7025
Leonard Construction Company (Agent)	7069	Enlèvement de la neige Laurentide ltée (L')	7033
Lueders (George) & Co., Incorporated (Agent)	7069	Entreprises Claude V. Leroux ltée (Les)	7026
Marathon Oil Company (Agent)	7069	Entreprises Chalifoux inc. (Les)	7026
Mohawk Airlines, Inc. (Agent)	7069	Entreprises Roger Ayotte (1969) inc. (Les)	7026
Nadco Investments Inc. (Dist. Actif-Assets)	7071	Execo inc.	7027
Napierville Growers Inc. (Dir.)	7071	FAPUQ inc.	7027
Nichimen Co., Inc. (Agent)	7071	Fédération des Étudiants en éducation physique du Québec (FEEPQ) (La)	7027
Ohio Oil Company (Agent)	7069	Fédération Professionnelle des Journalistes du Québec inc.	7028
Pennzoil United, Inc. (Agent)	7069	Fondation d'action familiale (La)	7028
Plymouth Golf Ball Sales Company (Agent)	7069	Gatineau Trucking (1969) ltée	7028
Procon Incorporated (Agent)	7069	Géralin inc.	7029
Restaurant le Petit Village (Nom-Name ch.)	7071	Gerno ltée	7029
Richardson-Merrell Inc. (Agent)	7069	Gina Pleating Inc.	7029
Sainthill-Levine (Québec) Ltd. (Dir.)	7071	Greenberg (Henry W. and O'C) Foundation Ltd.	7030
Safety Electrical Equipment Corp. (Agent)	7069	Habitations Pierre-Bernard limitée (Les)	7030
Sauna Frontenac Inc. (Dir.)	7070	Habitations Sainte-Claire ltée	7030
Service Review, Inc. (Agent)	7069	Hulley & Company Ltd. (Correction)	7041
Solo Cup Company (Agent)	7069	Industries Larco (Québec) ltée (Les)	7031
Thermo King Corporation (Agent)	7069	Inter Atlantic Trade Company (Inatra) Ltd.	7031
Travelodge Ltd. (Agent)	7069	J.M. Transport Ltd.	7032
United States Steel International, Ltd. (Agent)	7069	J.M. Transport ltée	7032
		Jovi Juniors Inc.	7032
		L.O.P. Inc.	7032
		Laboratoires Cosmel' inc.	7033
		Larco Industries (Québec) Ltd.	7031
		Laurentides Show Removal Ltd.	7033
		Lévis Mufflers Inc.	7033
		Ligue de Ballon sur glace de Victoriaville inc.	7034
		Loisirs de St-Pierre de Témiscouata, inc. (Les) (Correction)	7042
		Manoir de Chez Nous	7034
		Marché Duval inc.	7034

Lettres patentes	Letters Patent
(suite)	(continued)
Marché Sanpri inc.	7035
Mayrosco Development Corp.	7035
Metropolitan Health Spa Management Inc. (Correction)	7035
Montréal-Nord Flush Wood Door Inc.	7036
Music City (Sherbrooke) Inc.	7036
New Capri Restaurant Steak House Inc.	7036
Nirol inc.	7037
Parc du Lac Chevreuil inc.	7025
Pauline Holdings Co.	7037
Placements Morena inc.	7037
Placements Sejac inc.	7038
Plomberie Jean Itée.	7038
Portes Pleines en bois de Montréal-Nord inc.	7036
Racette Holdings Ltd.	7038
Rambling Tours Inc.	7039
Slack-Time Mfg. Inc.	7039
Sun Development Inc.	7039
Swanton Investment Corp.	7039
Trans-Canada Roofing Company.	7040
Tre Ga Ro inc.	7040
Trois-Rivières estimation inc.	7040
Union des Gradués Inscrits à Laval (U.G.I.L.) inc.	7041
Viens (Roland) inc.	7041

Lettres patentes supplémentaires	Supplementary Letters Patent
Association Québécoise du Judo Kodokan inc.	7042
Chemco Ltd.	7042
Chemco Itée.	7042
Drakestone Corporation.	7042
Drassel Corporation Inc.	7045
Entreprises Fernand Séguin inc. (Les) ..	7043
Friendly Wood Gatineau Ltd.	7043
Groupe Sécurité inc. (Le)	7043
Immeubles E.P.R. Itée.	7043
Index Holdings & Management Ltd.	7044
Industries Brunelle inc.	7044
Inter Continental Equipment and Supply Co. Ltd.	7044
Ligue de Hockey Junior « B » Provincial du Québec inc. (La)	7044
Lubri-Val inc.	7045
Maison Pie XII.	7045
St-Pierre (Jules) Itée.	7945
Security Group Inc. (The)	7043
Service Super Sports Itée.	7045
Société Drassel inc.	7045
Toulon Construction Inc.	7046
Victoriaville Furniture Limited.	7046

Sièges sociaux	Head Offices
Agence Publigrphic inc.	7063
Ameublement D.C. Télévision inc.	7063
Avec inc.	7063
B.R.C.B. Inc.	7062
Beique (F. L.) inc.	7062
Boucherie Idéale (Baie Comeau) inc.	7063
Cogena Inc.	7064
Coperna Inc.	7065
Ferme La Cravache inc.	7065
Foyer Sacré-Coeur de Berthierville inc.	7064
Gilbert & Gilbert limitée.	7063
Habitat Matane Inc.	7065
Hayden (Ross E.) Sales Inc.	7064
La Malbaie Auto Parts Inc.	7065
Langlois Holdings Ltd.	7064
North End Paradise Development Corp.	7064
O'Sullivan Business College Inc.	7065

Paramount Specialties Ltd.	7066
Placements Charlesbourg, limitée.	7064
Placements Langlois Itée (Les)	7064
Publigrphic Agency Inc.	7063
Salmon (Neuville) & Associates Ltd.	7066
Seminc Inc.	7066
Staub (Rusty) Inc.	7066
Transport du Lac Itée.	7071

DEMANDES à la Législature	APPLICATIONS to Legislature
Bahary, Alfred A.	7072
Syrian Greek Orthodox Church of St-Nicholas of Canada.	7072

LIQUIDATION avis de	WINDING up Notices
Caisse populaire de Ste-Florence (La) ..	7073
Couvoir coopératif de Nicolet.	7074
Société coopérative agricole régionale de St-Alexis de Matapédia.	7073
Syndicat coopératif de téléphone Lotbinière.	7074

Éducation	Education
<i>Municipalité scolaire de:</i> School Municipality of:	
Buckingham (Prot.) (Dem.-Appl.)	7075
CEGEP Montmorency (L.P.)	7075
Poltimore (Prot.) (Dem.-Appl.)	7075

Institutions financières, compagnies et coopératives	Financial Institutions, Companies and Cooperatives
<i>Compagnies de fiducie et de finance</i>	<i>Trust companies:</i>
National Trust Company (Agent)	7072

Industrie et Commerce	Industry and Commerce
Avis de pêche aux coquillages.	7073
Shell fishing notice.	7073

Travail	Labour
<i>Industrie ou métiers de:</i> Industry or Trades of:	
Boîtes de carton ondulé, Province (Mod.)	7086
Corrugated paper boxes, Province (Amend.)	7086

PROCLAMATIONS	PROCLAMATIONS
Abrogation de l'extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Sainte-Foy au village de Notre-Dame-de-Lorette, devenu la ville de l'Ancienne-Lorette.	7093
Abrogation of the extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the city of St. Foy to the village of Notre-Dame-de-Lorette, which is now the town of l'Ancienne-Lorette.	7093
Annexion d'une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Sainte-Croix, à la municipalité de la paroisse de Sainte-Croix, comté de Lotbinière.	7094
Annexion of a part of the territory of the municipality of the parish of Sainte-Croix, to the municipality of the parish of Sainte-Croix, county of Napierville.	7096

PROCLAMATIONS (suite)	PROCLAMATIONS (continued)	Régie de l'électricité et du gaz	Electricity and Gas Board
Annexation of a part of the territory of the municipality of the parish of Saint-Joseph-de-Maskinongé to the municipality of the village of Maskinongé, county of Maskinongé.....	7097	Gaz Métropolitain, Inc. (Application)..	7102
Annexation of a part of the territory of the municipality of the parish of Sainte-Marie to the municipality of the parish of l'Enfant-Jésus, county of Beauce.....	7092	SOUMISSIONS	TENDERS
Annexation of a part of the territory of the municipality of Saint-Paul-de-Châteauguay to the municipality of the parish of Sainte-Martine, county of Châteauguay.....	7099	St-Thomas, c.s.-s.c.	7090
Annexion d'une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Sainte-Croix à la municipalité du village de Sainte-Croix, comté de Lotbinière... ..	7094	SYNDICATS	PROFESSIONAL Syndicates
Annexion d'une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Cyprien à la municipalité du village de Napierville, comté de Napierville... ..	7096	Association des directeurs généraux des écoles (1969) (Const.-Inc.).....	7074
Annexion d'une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Maskinongé à la municipalité du village de Maskinongé, comté de Maskinongé.....	7097	Association du personnel de cadre, de gérance et de maîtrise de la fonction publique du Québec (Const.-Inc.)....	7074
Annexion d'une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie à la municipalité de la paroisse de l'Enfant-Jésus, comté de Beauce... ..	7092	Syndicat des producteurs de lait nature du Bas St-Laurent (Const.-Inc.)....	7075
Annexion d'une partie du territoire de la municipalité de Saint-Paul-de-Châteauguay à la municipalité de la paroisse de Sainte-Martine, comté de Châteauguay.....	7099	VENTES	SALES
Civil Service Department Act (Bill 23) coming into force of the Act.....	7100	SHÉRIFS	SHERIFFS
Communications, entrée en vigueur de la Loi du ministère (Bill 87).....	7081	Beauce	Beauce
Communications Department Act (Bill 87) coming into force of the Act.....	7081	Prévoyants du Canada (Les) <i>vs</i> Lessard..	7103
Fonction publique (bill 23) entrée en vigueur de la Loi du ministère.....	7100	Beauharnois	Beauharnois
Provincial Secretary's Department Act, coming into force of the Act repealing the Provincial Secretary's Department Act and amending other legislative provisions (Bill 88).....	7102	Central Mortgage and Housing Corporation (The) <i>vs</i> Tessier.....	7103
Secrétariat, entrée en vigueur de la Loi abrogeant la Loi du secrétariat et modifiant d'autres dispositions législatives (Bill 88).....	7102	Société centrale d'hypothèques et de logement (La) <i>vs</i> Tessier.....	7103
Holidays and public holidays, December 26, 1969 and January 2, 1970.....	7101	Kamouraska	Kamouraska
Jours de fêtes publiques, 26 décembre 1969 et 2 janvier 1970.....	7101	Raymond <i>vs</i> Dionne Specialties Ltd. ...	7104
RÉGIE de l'assurance	QUÉBEC	Montmagny	Montmagny
récolte du Québec	Crop Insurance Board	Chabot <i>vs</i> Montminy.....	7104
Autumn Wheat.....	7076	Scott Automobiles Inc. <i>vs</i> Bissonnette..	7105
Betterave sucrière.....	7075	Montréal	Montreal
Blé d'automne.....	7076	Bank of Montreal <i>vs</i> Boyd Neil.....	7105
Flue-cured tobacco.....	7076	Banque de Montréal <i>vs</i> Boyd Neil.....	7105
Sugar Beet.....	7075	Central Mortgage and Housing Corporation (The) <i>vs</i> Goulet.....	7106
Tabac jaune.....	7076	Dominion Building Materials (Montreal) Limited <i>vs</i> Colibri Construction ltée.....	7106
		Dominion Building Materials (Montreal) Limited <i>vs</i> Colibri Construction ltée.....	7107
		Dominion Building Materials (Montreal) Limited <i>vs</i> Colibri Construction ltée.....	7107
		Dominion Building Materials (Montreal) Limited <i>vs</i> Colibri Construction ltée.....	7113
		Greenfield Park Lumber and Builders Supplies Ltd. <i>vs</i> Talbot.....	7108
		Grimard <i>vs</i> Jean Bélanger.....	7111
		Income Tax Act and amendments <i>vs</i> Mercuriades.....	7109
		Loi de l'impôt et ses amendements <i>vs</i> Mercuriades.....	7109
		Laplante <i>vs</i> Vian.....	7108
		Maltoni <i>vs</i> Roy.....	7110
		Montco Company (1965) Ltd. <i>vs</i> Bélanger.....	7113
		Morin <i>vs</i> Bleau <i>et al.</i>	7110
		Société centrale d'hypothèques et de logement (La) <i>vs</i> Goulet.....	7106
		Trachman <i>vs</i> Barnett.....	7110
		Vachon (A.) Construction ltée <i>vs</i> Succession-Estate Donia Roy Beauchemin..	7109

Québec	Québec	Témiscamingue	Témiscamingue
Agences Lyon inc. (Les) <i>vs</i> Cadrin	7114	Office du crédit agricole du Québec (L') <i>vs</i> Deault	7121
Banque de Commerce Canadienne Impériale <i>vs</i> Bienvenu	7115	Office du crédit agricole du Québec (L') <i>vs</i> Goulet <i>et al.</i>	7119
Canadian Imperial Bank of Commerce <i>vs</i> Bienvenu	7115	Québec Farm Crédit Bureau (The) <i>vs</i> Deault	7121
Caisse populaire Notre-Dame de Québec (La) <i>vs</i> Isabel	7115	Québec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Goulet <i>et al.</i>	7119
Roberval	Roberval	Terrebonne	Terrebonne
Têtu <i>vs</i> Langevin	7115	St-Eustache Ready-Mix & Paving Ltd. <i>vs</i> W. D. Keuninecx	7121
Saint-François	Saint-François	Taxes	Taxes
Grenier <i>vs</i> Maclure	7117	Boucherville, ville-town	7053
Solo Acceptance Corporation <i>vs</i> Makel- vey	7118	Jonquière, cité-city	7052
Saint-Hyacinthe	Saint-Hyacinthe	St-Basile-le-Grand, ville-town	7050
Mix <i>vs</i> Turgeon	7118		

